



**LE CAPITALISME RUSSE AUJOURD'HUI**

**LES PROTESTATIONS ANTI-GUERRE EN RUSSIE**

- Écosocialisme et révolution ● Économie mondiale ● Nicaragua ● Chili ●
- Extrême droite ou symptômes morbides du capitalisme ●
- Révolte de masse au Sri Lanka ● Géopolitique : États-Unis et Eurasie ●
- Guido Picelli, l'homme qui mettait en déroute les fascistes ●

inprecor sur le web :  
http://www.inprecor.fr

## Aux abonné(e)s !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



## Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la Peci Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :  
PECI-INPRECOR, 27 Rue Taine,  
75012 Paris, France

Tél. : 33/0 1 49 28 54 87 ou ...88

E-mail : [inprecor@wanadoo.fr](mailto:inprecor@wanadoo.fr)

Directeur de publication, gérant :  
Jan Malewski

Rédacteur en chef : Jan Malewski

Correction : Isabelle Guichard

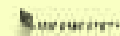
CPPAP n° 0926 | 88313

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,

93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies  
prenez contact avec la rédaction, SVP.

## Sommaire

août-septembre 2022 n° 699/700

### Écosocialisme

- Sécheresse, canicule et révolution Daniel Tanuro 3
- Onze fausses pistes sur le climat Michael Löwy 6

### Économie mondiale

- Du Covid 19 à l'invasion d'Ukraine et au-delà Norbert Holcblat 9
- Démondialisation ? Norbert Holcblat 13

### États-Unis et Eurasie

- Quelques réflexions géopolitiques à l'heure d'une crise globale Pierre Rousset 15

### Extrême droite

- Symptômes morbides du capitalisme décadent Martín Mosquera 19

### Histoire

- Guido Picelli, l'homme qui mettait en déroute les fascistes ! Yorgos Mitralias 21
- Qui fut, que fit Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev Daniel Tanuro 26

### Guerre de la Russie contre l'Ukraine

- Capitalisme russe aujourd'hui : un cas de « primauté du politique » ? Jairus Banaji 27
- Soutenez la revue ukrainienne *Спільне-Commons* (réd.) 32
- « Poutine ne connaît pas d'autres guerre que celle entre les classes » entretien de la revue *После* avec Alexandra Zapolskaya et Mikhail Lobanov 34
- Soutenez la revue ukrainienne *После* (réd.) 35
- « L'ouvrier est toujours dans une position vulnérable » entretien de la revue *После* avec AntiJob & AntiFonds 39
- « Quoi qu'il arrive, il y a des protestations contre la guerre » entretien de la revue *После* avec Varya Mikhalkova 41

### Grande-Bretagne

- Grèves et solidarité : vers un automne chaud ? Terry Conway 45

### Chili

- Large rejet du projet de nouvelle Constitution Franck Gaudichaud et Miguel Urrutia 49

### Nicaragua

- L'armée d'Ortega refuse l'entrée de la Commission internationale Emilio Téllez Contreras et Antonio Neto 52
- « Ortega tombera comme Somoza » entretien de Carlos F. Chamorro avec Mónica Baltodano et Luis Carrión 54

### Sri Lanka

- La crise est une fin de partie pour les Rajapaksa Balasingham Skanthakumar 57
- La révolution démocratique : dernier épisode d'un drame qui dure depuis des décennies Rohini Hensman 63
- Ranil - démission ! Arrêtez la répression ! Solidarité avec l'Aragalaya ! Déclaration SJS 68

## Abonnement

(6 ou 11 numéros)

- France - DOM-TOM - Europe - Afrique 30 EUR (6 mois)  55 EUR (1 an)
- Autres destinations 39 EUR (6 mois)  71 EUR (1 an)
- Pli fermé 50 EUR (6 mois)  90 EUR (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 EUR (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)
- *Lecteurs solidaires* (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)
- ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR LA DIFFUSION À PRIX RÉDUIT (1 an, 40 EUR)

Nom - Prénom : .....

Rue : .....

Commune / Code postal : .....

Ville : ..... Pays : .....

Tél./Fax : ..... E-mail .....

• Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

• Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

IBAN : FR76 3007 6020 4415 7185 0020 094 BIC : NORDFRPP

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous !

# Sécheresse, canicule et révolution

Par  
Daniel Tanuro\*

Il est inutile, dans le cadre de cet article, d'égrener des faits et des chiffres démontrant la gravité extrême de la sécheresse qui frappe le continent européen. Même celles et ceux qui ne suivent que peu l'actualité ont vu les images effrayantes du Pô asséché, de la Loire réduite à un filet d'eau, de la Tamise tarie à la source et sur huit kilomètres, du Rhin si bas que la navigation y devient impossible... Cette situation sans précédent est le résultat d'un grave déficit de précipitations, accumulé depuis la fin de l'hiver, après plusieurs années consécutives de sécheresse. L'eau est devenue rare et, dans certaines régions, très rare.

Il est tout aussi inutile d'aligner des données concernant la canicule. C'est peu dire que les températures « sont supérieures aux moyennes saisonnières », comme on dit à la télévision : elles les dépassent de beaucoup. La barre des 40°C a été franchie à plusieurs reprises dans de nombreuses régions – y compris des régions au climat tempéré maritime, comme la Grande-Bretagne. La canicule aggrave évidemment la sécheresse. L'actuelle combinaison des deux phénomènes est exceptionnelle par son ampleur géographique, son intensité et sa durée.

On abordera brièvement trois points : les explications et leur cause, l'évolution possible et les politiques à mettre en œuvre.

## Explications et causalité

Commençons par les explications. On se réfèrera utilement à ce bon article de vulgarisation du site RTBF-Info (1). Il explique simplement, et schémas à l'appui, comment le dédoublement du jet-stream polaire (2) enferme un anticyclone (une zone de haute pression) dans une région géographique, de sorte qu'une masse d'air chaud reste bloquée durablement au-dessus de celle-ci.



L'articulation du dédoublement du jet-stream avec le déplacement vers le nord de l'anticyclone des Açores fait l'objet d'un débat entre scientifiques. Comme le dit l'auteur de l'article : pour certains, « c'est l'anticyclone qui provoque le dédoublement du jet » ; pour d'autres, « c'est le dédoublement qui favorise la remontée de l'anticyclone ». Une chose est sûre : « le dédoublement est bel et bien une réalité qui accroît à nos latitudes l'ampleur des périodes sèches et chaudes ».

Autre certitude : il ne fait guère de doute que le réchauffement de la planète est la cause sous-jacente du dédoublement du jet-stream. En effet, la stabilité de celui-ci est conditionnée par le différentiel de température entre le pôle et l'équateur. Comme le réchauffement dans l'Arctique est plus important que la moyenne globale, le différentiel s'affaiblit et le jet-stream devient plus irrégulier, plus lent, plus capricieux, ce qui peut conduire à son dédoublement.

Canicule et sécheresse sont donc très clairement attribuables au changement climatique contre lequel le GIEC met en garde depuis trente ans. Selon le dernier rapport du GIEC (GT1) « il est virtuellement certain que la fréquence et l'intensité des vagues de chaleur a augmenté depuis 1950 (au niveau global) et continuera d'augmenter à l'avenir même si le réchauffement global est stabilisé à 1,5°C ». Le

rapport précise que « la conjonction de vague de chaleur et de sécheresse a probablement augmenté » et que « cette tendance va continuer ». Concernant l'Europe, le rapport projette (avec un haut niveau de confiance) une augmentation des inondations pluviales dans le nord-est du continent et une augmentation des sécheresses dans la région méditerranéenne, avec réduction des précipitations estivales dans le sud-est.

\* Daniel Tanuro, ingénieur agronome et militant écosocialiste, est membre de la direction de la Gauche anticapitaliste (GA-SAP, section belge de la IV<sup>e</sup> Internationale). Outre de nombreux articles, il est l'auteur de *L'Impossible Capitalisme vert*, (la Découverte, Paris 2010) et de *Trop tard pour être pessimistes ! Écosocialisme ou effondrement* (Textuel, Paris 2020). Cet article a d'abord été publié le 16 août 2022 par *Gauche anticapitaliste* : <https://www.gaucheanticapitaliste.org/secheresse-canicule-et-revolution/>

1. [https://www.rtbef.be/article/le-double-jet-stream-un-phenomene-a-l-origine-des-vagues-de-chaleur-en-europe-11045816?fbclid=IwAR3gpcIcHL4MpFufQGFJsE4Ogcipy7ccU2ToFDAr6T8\\_Iv4iqvvnrxJXU](https://www.rtbef.be/article/le-double-jet-stream-un-phenomene-a-l-origine-des-vagues-de-chaleur-en-europe-11045816?fbclid=IwAR3gpcIcHL4MpFufQGFJsE4Ogcipy7ccU2ToFDAr6T8_Iv4iqvvnrxJXU)

2. Jet-stream ou courant-jet ou courant d'altitude : c'est un courant d'air rapide et confiné que l'on trouve dans l'atmosphère, résultant de la rotation de la Terre. Il emprunte un trajet courbe et sinueux dans lequel circule un grand flux d'air rapide, participant ainsi à la cyclogenèse des systèmes météorologiques des latitudes moyennes (anticyclones et dépressions). Le jet-stream polaire est associé au front polaire qui sépare la zone tempérée de la zone froide. Il est irrégulier : sa position change (tout en restant en moyenne à environ 60° de latitude) ainsi que sa direction (depuis ouest-est jusqu'à nord-sud).

# Écosocialisme

Pas de surprises, donc : la réalité observée est conforme aux projections scientifiques. À ceci près, et ce n'est pas un détail, qu'elle les dépasse de loin. De très loin.

En réalité, tout va beaucoup plus vite que ce qu'indiquaient les modèles mathématiques. Les climatologues interviewés par la presse ne cachent pas leur surprise face à des températures qui bondissent soudainement 4°C ou 5°C au-dessus des moyennes saisonnières. De tels extrêmes étaient plutôt attendus vers 2030, ou au-delà – au cas où les gouvernements auraient continué à ne (presque) rien faire.

Il faut avoir ce constat en tête pour aborder le deuxième point : l'évolution possible.

## Ce que l'avenir nous réserve et risque de nous réserver

Comme d'autres, j'ai attiré souvent l'attention sur une publication scientifique assez récente et qui a fait beaucoup de bruit (3). Signée par des sommités du domaine, elle traite des rétroactions positives du réchauffement (autrement dit les effets du réchauffement favorisant le réchauffement). Son originalité est d'examiner la manière dont des rétroactions positives pourraient s'alimenter l'une l'autre dans une sorte d'effet boule de neige, ou de réactions en cascade.

La citation suivante est limpide : « *des rétroactions en cascade pourraient pousser le système terrestre vers un seuil planétaire qui, s'il était franchi, pourrait empêcher de stabiliser le climat à des hausses de température intermédiaires et provoquer un réchauffement continu en direction d'une "planète étuve", même si les émissions humaines sont réduites* ».

Selon les auteurs et autrices de l'article, le processus pourrait s'enclencher à un niveau de réchauffement relativement bas, entre +1°C et +3°C.

Une des rétroactions les plus susceptibles d'enclencher le processus est la déstabilisation de la calotte glaciaire du Groenland. Cette calotte constitue un point de fragilité particulier. Les spécialistes estiment que le point de bascule de sa désintégration se situe quelque part entre +1° (+1,5°C selon le GIEC) et +3°C de réchauffement moyen. Nous serions donc déjà dans la zone dangereuse, ou en train de nous en rapprocher à vive allure (à politique inchangée, le +1,5°C sera franchi avant 2040, selon le GIEC).

Si ce point de bascule était franchi, quelles seraient les conséquences ? D'une

part, l'afflux d'eau dans l'océan accélérerait la montée du niveau des mers. Le processus mettrait longtemps à arriver à son terme – un nouveau point d'équilibre – mais serait irréversible. D'autre part, cet afflux pourrait entraîner un effondrement abrupt, soudain, de la circulation océanique appelée AMOC (Atlantic Middle Ocean Circulation), qui conditionne le climat des régions bordant l'Atlantique. Et là, les impacts seraient immédiats.

Voici ce que le récent rapport du Groupe de Travail 1 du GIEC dit du risque d'effondrement de l'AMOC : « *Le déclin de l'AMOC n'inclura pas un effondrement abrupt avant 2100 (degré de confiance moyen). MAIS un tel effondrement pourrait éventuellement (might) être provoqué par un afflux inattendu (de masses d'eau) provenant de la calotte du Groenland. En cas d'effondrement, celui-ci causerait très probablement des basculements abrupts des climats régionaux et du cycle de l'eau : un déplacement vers le Sud de la ceinture de pluies tropicales, un affaiblissement des moussons en Afrique et en Asie, un renforcement des moussons dans l'hémisphère sud et un assèchement en Europe* » (4).

Tout est évidemment dans ce « *mais* » qui ouvre la possibilité de « *basculements abrupts* ». Une chose est certaine : les conséquences de ces basculements seraient extrêmement sévères pour les écosystèmes et les populations. En particulier évidemment pour les masses pauvres d'Asie et d'Afrique. Des centaines de millions d'humains seraient confrontés à des situations dramatiques.

Comme on l'a lu, l'Europe ne serait pas épargnée. La péninsule ibérique est particulièrement menacée. La désertification y progresse depuis des années. Elle franchirait un seuil qualitatif, irréversible à l'échelle humaine.

Quel est le lien éventuel avec la sécheresse et la canicule actuelles, sachant que le Groenland n'est pas enserré par le dédoublement du jet-stream qui explique celles-ci. Le lien consiste en ceci que, pour une série de raisons, le réchauffement sur l'Arctique est deux fois plus important que la moyenne mondiale. Selon le GIEC, il est « *virtuellement certain* » que « *la calotte groenlandaise perd de sa masse depuis 1990* » : les spécialistes estiment que 4 890 gigatonnes (milliards de tonnes) de glace ( $\pm$  460) ont fondu entre 1992 et 2020, entraînant une hausse du niveau des océans de 13,5 mm.

Le GIEC souligne (une fois de plus !) un point importantissime : ces projections sont

basées uniquement sur les estimations de fonte de la glace, elles n'incluent pas les processus dynamiques qui accéléreraient la perte de masse (le détachement d'énormes fractions de la calotte glissant dans l'océan), parce que leur « *quantification est hautement incertaine* », écrit le GIEC.

Au vu de ce qui se passe ailleurs sur la planète, il n'est pas déraisonnable de craindre que l'évolution, au Groenland aussi, soit plus rapide que ce que projettent les modèles. C'est un euphémisme. En fait, un certain nombre d'indices pointent clairement dans ce sens.

C'est ainsi que, fin juillet 2022, la température au Groenland a dépassé de beaucoup les normales saisonnières. La fonte de la glace a été deux fois plus importante que les autres années à la même période. En trois jours, on estime que 18 milliards de tonnes de glace ont été transformées en eau. Des scientifiques ont calculé que la quantité d'eau ainsi libérée couvrirait le territoire de la Virginie occidentale (62 259 km<sup>2</sup>) d'une couche d'eau d'une trentaine de centimètres. Cette accélération des processus de fonte est sans précédent.

Inutile de s'étendre davantage : l'avenir climatique est plus menaçant que jamais. Les voyants sont au rouge, clignotent avec insistance, et les plus pauvres, les plus fragiles risquent d'en prendre plein la figure.

## Que faire ? (air connu)

Passons aux politiques à mettre en œuvre. La catastrophe est en cours et le GIEC nous dit qu'elle continuera de progresser « *même si le réchauffement est limité à 1,5°C* ». Notons en passant que le désastre actuel est le produit d'un réchauffement de 1,2°C « *seulement* » par rapport à l'ère préindustrielle. Il n'est pas très difficile d'imaginer la suite...

Vu la situation, il va de soi qu'on ne peut pas se contenter d'exiger des mesures radicales de réduction des émissions de gaz à effet de serre : ces mesures sont évidemment indispensables – plus que jamais ! – mais elles doivent se combiner à une politique immédiate et très concrète d'adaptation au réchauffement observé et prévisible.

Face à la combinaison de plus en plus fréquente et intense de sécheresse et de canicule, que faire pour protéger les gens, les plantes et les animaux ? Une vision à court, moyen et long terme est nécessaire. Elle doit viser à articuler un plan public d'adaptation qui soit à la fois contraignant (pour être efficace) et flexible (pour être adaptable à l'imprévu).

3. <https://www.pnas.org/doi/10.1073/pnas.1810141115>

4. GT1, Technical summary, p. 73, je souligne.

Ce plan doit comporter des volets prioritaires en matière de gestion de l'eau, de prévention des effets sanitaires de la chaleur extrême (pour les personnes fragiles et au niveau des villes, confrontées au phénomène des « îlots de chaleur »), d'agroforesterie, d'aménagement du territoire, d'infrastructures et d'énergie.

Le dernier rapport du deuxième Groupe de travail du GIEC peut donner des idées sur la manière de concevoir le plan et de lutter pour le plan à partir des mouvements sociaux. Ce rapport n'est évidemment pas anticapitaliste, mais on y lit que « *les stratégies de développement dominantes vont à l'encontre d'un développement soutenable du point de vue climatique* ». Les raisons citées sont : le creusement des inégalités de revenus, l'urbanisation sauvage, les migrations et déplacements contraints, la hausse continue des émissions de gaz à effet de serre, la poursuite des changements d'utilisation des sols, l'inversion de la tendance de long terme à l'allongement de l'espérance de vie... (5).

La dénonciation des politiques néolibérales est implicite, mais assez claire.

En positif, le rapport du GIEC insiste à juste titre sur le fait que l'adaptation aux changements climatiques doit être holistique, sociale, démocratique, participative, réduire les inégalités, s'appuyer sur les groupes sociaux les plus faibles, renforcer les positions sociales des femmes, des jeunes et des minorités etc. Mais sa démarche est axée sur les décideurs qu'il cherche à convaincre, pas sur les mouvements sociaux et leurs luttes. Or, c'est de ces mouvements sociaux que tout dépend, pas des gouvernements.

Ce n'est pas le lieu ici d'élaborer un catalogue de revendications, on se contentera de quelques indications et réflexions.

La gestion de l'eau est un point clé. Comme l'écrit le GIEC (GT2), « *le maintien du statut de l'eau comme bien public est au cœur des questions d'équité* ». C'est le fil à plomb.

Il implique notamment de mettre en question l'accaparement des ressources en eau par les groupes capitalistes producteurs d'eau en bouteille et de boissons diverses, celui des forêts par les producteurs de pâte à papier, de pellets ou d'autres marchandises (cf. les dégâts écologiques et humains des plantations d'eucalyptus au Portugal !), celui des nappes phréatiques par l'agro-business (en Andalousie, par exemple).

Mais le fil à plomb de l'eau comme bien public implique aussi une foule de demandes concrètes plus immédiates : revenir en

arrière sur l'imperméabilisation des surfaces, sur la mise à l'égout des eaux de pluie, sur la rectification des ruisseaux, sur la destruction des zones humides ; promouvoir des techniques agricoles et forestières qui restaurent les sols et leur capacité d'absorption en limitant le ruissellement ; réorienter beaucoup plus radicalement l'agriculture vers l'agroécologie ; sans oublier l'investissement dans le réseau de distribution (en Wallonie, par exemple, 20 % de l'eau produite n'est pas facturée – pace que les fuites du réseau sont très importantes).

Une gestion rationnelle, sociale et écologique de l'eau nécessite une autre politique tarifaire. La politique libérale du « *coût-vérité* » est socialement injuste, puisque toutes et tous les consommateurs paient pour l'épuration des eaux usées en grandes quantités par l'industrie. Par ailleurs, la politique néolibérale incite au gaspillage de la ressource, puisque les rentrées financières du distributeur dépendent en partie du fait que les usagers paient aussi pour l'épuration – inutile ! – des eaux de pluie mises à l'égout...

Un autre système doit être mis en œuvre : pour les ménages, gratuité de la consommation correspondant à la satisfaction raisonnable des besoins réels (boire, se laver, laver la maison, faire la vaisselle et la lessive...), puis tarification rapidement progressive au-delà de ce niveau.

La protection des personnes devrait être une autre priorité effective. Ce n'est pas le cas. Dirigée par le climatologue J.-P. van Ypersele, la Plateforme wallonne pour le GIEC note ainsi que la canicule de 2003 a fait plus de 1 200 morts tandis que celle de 2020 en a fait plus de 1 400... Entre les deux dates, rien n'a donc été fait... en dépit des promesses (6).

Un plan public d'adaptation aux chaleurs extrêmes devrait au minimum organiser le verdissement systématique des agglomérations (des arbres partout, pour donner de l'ombre) ainsi que l'isolation thermique de tous les hôpitaux, écoles, foyers pour personnes âgées ou moins valides.

Plus largement, il faut réaffirmer la nécessité urgente d'isoler et de rénover tous les logements. Non seulement pour réduire radicalement les émissions du chauffage (et de la climatisation !) mais aussi pour la protection de la santé et du bien-être. En cette matière comme en d'autres, le constat est là : les politiques néolibérales d'incitation par des mécanismes de marché sont à la fois inefficaces écologiquement et injustes socialement. Cette politique de gribouille doit céder la

place à une initiative publique, faute de quoi les solutions individuelles telles que l'achat de climatiseurs prévaudront, entraînant une hausse de la consommation d'énergie et des émissions de CO<sub>2</sub>.

Le GIEC insiste sur l'importance d'une politique holistique, qui envisage à la fois l'adaptation au réchauffement et la réduction des émissions (« *mitigation* », dans le jargon). Typiquement, le secteur de l'énergie est à cheval sur les deux domaines. Il manque d'eau pour refroidir les réacteurs nucléaires. Au vu des projections, cette réalité ne peut que s'aggraver dans les années qui viennent, de sorte que la politique d'adaptation sera confrontée à des alternatives infernales : l'eau doit-elle servir en priorité à refroidir les centrales (en réchauffant les rivières !) pour produire de l'électricité ? À boire ? Ou à arroser les cultures ? (et quelles cultures ?). Raison de plus (il y en a beaucoup d'autres !) pour ne pas miser sur le nucléaire comme solution de « *mitigation* »...

Je ne reviens pas ici sur les mesures à prendre en matière de réduction structurelle des émissions de gaz à effet de serre, j'y ai déjà consacré de nombreux écrits. En bref : l'énergie et la finance doivent être socialisées, au même titre que l'eau, il faut sortir de l'agro-business et organiser la fin rapide de la mobilité basée sur la voiture individuelle. Ce bouquet de transformations structurelles profondes constitue la condition nécessaire – mais non suffisante – d'une décarbonisation rapide et effective de l'économie mondiale.

Sans ce remède anticapitaliste de cheville, il s'avèrera rigoureusement impossible de respecter les contraintes climatiques explicitées par les scientifiques. Dans ce cas, la « *planète étuve* » de Johann Rockström et des autres auteurs et autrices évoquées plus haut deviendra très certainement une réalité irréversible. Cela signifierait un cataclysme humain et écologique d'une ampleur inimaginable. Inconcevable.

## Politique climatique « *notionnelle* » ou écosocialisme ?

À quelque chose malheur est bon : tous et toutes peuvent aujourd'hui prendre conscience de l'extrême gravité de la situation et du danger terrible auquel nous sommes confronté-es. Je reproduis ici un extrait d'un post publié le 11 août sur les

5. IPCC, AR6, WG2, full report, 27/2/2022.

6. <https://www.plateforme-wallonne-giec.be/adaptation>

réseaux sociaux, concernant la sécheresse en Europe :

« Avec les inondations (de 2021 en Belgique et en Allemagne), le changement climatique nous a donné pour ainsi dire un coup de bâton sur la tête. Un coup de bâton, ça fait mal, ça peut tuer celles et ceux qui sont en première ligne. Avec la sécheresse, le réchauffement montre qu'il peut nous prendre à la gorge et serrer lentement, chaque jour un peu plus, sans se presser, de sorte que nous aurons tout le temps de voir la mort progresser – les plus lucides la voient déjà : la mort des végétaux, la mort des rivières, la mort des animaux, notre propre mort. Car comment pourrions-nous survivre quand tout disparaît ? » (7)

Face à cet enjeu, tous et toutes peuvent aussi prendre conscience du fait que les politiques des gouvernements sont totalement inadéquates, et, pour tout dire, criminelles.

Ces politiques ne permettent pas de réduire les émissions rapidement (les émissions continuent d'augmenter !) pour arriver au « zéro carbone » en 2050. C'est même l'inverse qui se passe sous nos yeux : la reprise post-pandémie et la guerre de Poutine contre le peuple ukrainien ont déclenché tous azimuts une ruée sans complexe sur les combustibles fossiles (charbon en Chine, en Russie, en Turquie ; lignite en Allemagne ; gaz de schiste aux États-Unis ; gaz dans l'Union européenne). Avec à la clé une frénésie d'accaparement néocolonial, de rivalités entre puissances et de gestion barbare des migrations.

Non seulement les politiques climatiques des gouvernements sont inefficaces, non seulement elles accroissent les inégalités sociales, mais en plus elles ne protègent pas les populations contre les catastrophes. Cette protection des populations est pourtant, en théorie, la tâche constitutionnelle élémentaire de tout gouvernement, de tout État.

Ce formidable gâchis est un facteur potentiel d'approfondissement spectaculaire de la crise de légitimité des puissants de ce monde, quel que soit le « camp » auquel ils appartiennent.

7. <https://www.facebook.com/dalloooniel.taoghghhjjhjjhjj>

8. [https://www.lalibre.be/debats/opinions/2022/08/07/le-capitalisme-neoliberal-nest-plus-compatible-avec-le-defi-climatique-INNZVTOFBRHUHMJD2ZQKDA3WA/?fbclid=IwAR1MPd8RgLkyUYpSKCqIrfSTGaUGn3SMpFmxsJyTlka\\_bcChSKuld20-rBs](https://www.lalibre.be/debats/opinions/2022/08/07/le-capitalisme-neoliberal-nest-plus-compatible-avec-le-defi-climatique-INNZVTOFBRHUHMJD2ZQKDA3WA/?fbclid=IwAR1MPd8RgLkyUYpSKCqIrfSTGaUGn3SMpFmxsJyTlka_bcChSKuld20-rBs)

9. « Si bien que la production capitaliste ne développe la technique et la combinaison du procès de production social qu'en ruinant dans le même temps les sources vives de toute richesse : la terre et le travailleur. » (K. Marx, *Le Capital* – Livre premier, chap. XIII – La Machinerie et la grande industrie, pp. 566-567, éd. PUF, Paris 1993).

L'instabilité ainsi créée ne devrait pas manquer d'avoir des répercussions sur le plan idéologique. Nous en avons eu un exemple récemment, en Belgique, avec la tribune libre en forme d'autocritique que M. Bruno Colmant a publiée dans *La Libre Belgique* (8).

Dans ce texte, l'ex-chef de cabinet du très libéral Didier Reynders, l'économiste qui a conçu l'arnaque des « intérêts notionnels », estime que « le capitalisme néolibéral n'est plus compatible avec le défi climatique ».

M. Colmant a raison : le « libre marché » ne nous sortira pas de l'impasse. Relever le défi climatique requiert impérativement un plan public, des objectifs sociaux et écologiques autres que le profit, des moyens publics, donc une redistribution radicale des richesses, à rebours des « réformes néolibérales ».

Cependant, ayant critiqué le « capitalisme néolibéral », M. Colmant se retrouve dans la position inconfortable de celui qui s'arrête au milieu du gué.

En effet, le dogme néolibéral du marché libre n'est pas le seul obstacle sur la voie d'une gestion rationnelle de la catastrophe climatique : l'obligation capitaliste de la croissance en est un autre, encore plus fondamental, et que M. Colmant n'est pas près de surmonter. Un capitalisme non libéral, keynésien ou néokeynésien, cela peut exister. Un capitalisme sans croissance, c'est, comme disait Schumpeter, une contradiction dans les termes. Or, sans

décroissance de la consommation finale d'énergie – donc sans décroissance de la production et des transports – il est exclu d'atteindre le « zéro émissions » en 2050. Même en balayant le carbone sous le tapis à coups de « compensations », de « capture-séquestration », et autres « réductions notionnelles d'émissions », c'est exclu.

C'est une nécessité objective : il faut produire moins, travailler moins, transporter moins, partager les richesses, prendre soin prudemment et démocratiquement des êtres et des choses. Il faut, en d'autres termes, casser la machine capitaliste productiviste. Productiviste ? On devrait dire « destructiviste », tant il est clair que le Capital ruine les deux seules sources de toute richesse : la terre et le travailleur – comme disait Marx après son tournant anti-productiviste (9).

La guerre du climat a commencé et c'est une guerre de classe. Je veux dire par là qu'elle requiert un point de vue sur les besoins RÉELS des hommes et des femmes, c'est-à-dire un point de vue débarrassé de l'aliénation marchande et de la course au profit égoïste qui fait voir la réalité sur sa tête.

En dehors d'une orientation écosocialiste, internationaliste, féministe, il n'y aura pas de salut. Organisons-nous pour le dire et pour agir dans cette perspective, par-delà les frontières, les « camps » et les « blocs ». En somme, c'est le moment d'oser être révolutionnaires. ■

13 août 2022

# Onze fausses pistes sur le climat

Par  
Michael Löwy\*

On trouve dans les divers discours sur le climat un grand nombre de lieux communs, mille fois répétés sur tous les tons, qui constituent des **fausses pistes** et qui conduisent, volontairement ou pas, à ignorer les vrais enjeux, ou à croire à des pseudo-solutions. Je ne me réfère pas ici aux discours négationnistes, mais à ceux qui se prétendent « verts » ou « soutenables ». Ce sont des affirmations de natures très diverses : certaines sont de vraies manipulations, des *fake news*, des mensonges, des mystifications ; d'autres sont des demi-vérités, ou un quart de vérité. Beaucoup sont pleines de bonne volonté

et de bonnes intentions – matériel dont est pavée, comme l'on sait, la route vers l'enfer. C'est d'ailleurs sur cette route que nous nous trouvons : si l'on continue avec le business as usual – même peint en vert – d'ici quelques décennies nous nous trouverons dans une situation bien pire que la

\* Michael Löwy, militant de la IV<sup>e</sup> Internationale, est sociologue et philosophe écosocialiste. Directeur de recherche (émérite) au CNRS et enseignant à l'École des hautes études en sciences sociales, il est l'auteur de très nombreux livres parus en vingt-neuf langues, dont entre autres : *Écosocialisme – l'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, Paris 2011, Mille et une nuits (nouvelle édition augmentée : Paris 2020, Le temps des cerises) ; *Rosa Luxemburg, l'étincelle incendiaire*, Paris 2018, Le temps des cerises ; *Kafka, Welles, Benjamin – Éloge du pessimisme culturel*, Éditions le Retrait, 2019 ; *La Comète incandescente. Romantisme, surréalisme, subversion*, Éditions le Retrait, 2020.



plupart des cercles de l'enfer décrits par Dante Alighieri dans sa *Divine Comédie*.

Les onze exemples suivants ne sont que quelques-uns de ces lieux communs à éviter.

**1** « *Il faut sauver la planète.* » On le rencontre partout : sur des panneaux, dans la presse, dans les magazines, dans les déclarations de dirigeants politiques, etc.

En fait c'est un non-sens : la planète Terre n'est nullement en danger ! Quel que soit le climat, elle continuera tranquillement à tourner autour du soleil dans les prochains millions d'années. Ce qui est menacé par le réchauffement global, ce sont des **multiples formes de vie** sur cette planète, y compris la nôtre : l'espèce Homo Sapiens.

« *Sauver la planète* » donne la fausse impression qu'il s'agit de quelque chose qui nous est extérieur, qui se trouve quelque part ailleurs et qui ne nous concerne pas directement. On ne demande pas aux gens de s'inquiéter pour leur vie, ou celle de leurs enfants, mais pour une vague abstraction, « *la planète* ». Pas étonnant que les personnes les moins politisées réagissent en se disant : je suis trop occupé avec mes problèmes pour m'inquiéter de « *la planète* ».

**2** « *Faites un geste pour sauver la planète.* » Ce lieu commun, infiniment ressassé, est une variante de la formule antérieure.

Il contient une demi-vérité : il faut que chacun contribue personnellement à éviter la catastrophe. Mais il véhicule l'illusion qu'il suffit d'accumuler les « *petits gestes* » – éteindre les lumières, fermer le robinet, etc. – pour éviter le pire. On évacue ainsi – consciemment ou pas – la nécessité de profonds changements structurels dans le mode de production et consommation actuel ; changements qui mettent en ques-

tion les fondements mêmes du système capitaliste, fondé sur un seul critère : la maximisation du profit.

**3** « *L'ours polaire est en danger.* » C'est une photo que l'on trouve partout, répétée à satiété : un pauvre ours polaire qui essaye de survivre au milieu de blocs de glace à la dérive. Certes, la vie de l'ours polaire – et de beaucoup d'autres espèces des régions polaires – est menacée. Cette image peut susciter la compassion de quelques âmes généreuses, mais pour la majorité de la population c'est une affaire que ne les concerne pas.

Or, la fonte des glaces polaires est une menace non seulement pour le brave ours polaire, mais à terme pour la moitié, sinon plus, de l'humanité qui vit dans des grandes villes au bord de la mer. La fonte des immenses glaciers du Groenland et de l'Antarctique peut faire monter le niveau de la mer de quelques dizaines de mètres. Or, il suffit de quelques mètres pour que des villes comme Venise, Amsterdam, Londres, New York, Rio de Janeiro, Shanghai, Hong Kong soient submergées. Certes, cela ne va pas arriver l'année prochaine, mais les scientifiques ne peuvent que constater que la fonte de ces glaciers s'accélère... Il est impossible de prévoir à quelle rapidité elle aura lieu, beaucoup de facteurs sont pour le moment difficiles à calculer.

En mettant en avant uniquement le pauvre ours polaire, on occulte qu'il s'agit d'une affaire terrifiante qui nous concerne tous...

**4** « *Le Bangladesh risque de souffrir beaucoup avec le changement climatique.* » Il s'agit d'une semi-vérité, pleine de bonne volonté : le réchauffement global va affecter surtout les pays pauvres du Sud, qui sont les moins responsables des émissions de CO<sub>2</sub>. C'est vrai que ces pays seront les plus atteints par les catastrophes climatiques, les ouragans, la sécheresse, la réduction des sources d'eau, etc. Mais il est faux que les pays du Nord ne seront pas affectés, dans une très grande mesure, par ces mêmes dangers : n'a-t-on pas assisté à de terribles incendies de forêts aux États-Unis, au Canada, en Australie ? Les vagues de chaleur n'ont-elles pas fait de nombreuses victimes en Europe ? On pourrait multiplier les exemples.

Si l'on entretient l'impression que ces menaces ne concernent que les peuples du Sud, on ne pourra mobiliser qu'une minorité d'internationalistes convaincus. Or, tôt ou tard, c'est **l'ensemble de l'hu-**

**manité** qui sera confrontée à des catastrophes sans précédent. Il faut expliquer aux populations du Nord que cette menace pèse sur eux aussi, très directement.

**5** « *Vers l'année 2100, la température risque de monter à + 3,5°C (au-dessus de la période préindustrielle).* » C'est une affirmation qui se trouve, hélas, dans beaucoup de documents sérieux. Cela me semble une double erreur :

❶ Du point de vue scientifique : on sait que le changement climatique ce n'est pas un processus linéaire : il peut connaître des « *sauts* » et des accélérations soudaines. Beaucoup de dimensions du réchauffement ont des rétroactions, dont les conséquences sont imprévisibles. Par exemple, les incendies de forêts émettent d'énormes quantités de CO<sub>2</sub>, qui contribuent au réchauffement, intensifiant ainsi les incendies de forêts. Il est par conséquent très difficile de prévoir ce qui se passera dans quatre ou cinq années, comment prétendre prévoir à un siècle de distance ?

❷ Du point de vue politique : à la fin du siècle, nous serons tous morts, ainsi que, pour les plus âgés d'entre nous, nos enfants et nos petits-enfants. Comment mobiliser l'attention et l'engagement des gens pour un avenir qui ne les concerne pas, ni de près ni de loin ? Il faudrait donc s'inquiéter pour les générations à venir ? Noble pensée, longuement argumentée par le philosophe Hans Jonas : notre devoir moral envers ceux qui ne sont pas encore nés. Une petite minorité de gens très respectables pourraient être touchés par cet argument. Pour le commun des mortels, ce qui se passera en 2100 n'est pas une affaire qui l'intéresse beaucoup.

**6** « *En 2050 nous allons atteindre la neutralité carbone.* » Cette promesse de l'Union européenne et de divers gouvernements en Europe et ailleurs ne relève pas de la demi-vérité, ni de la naïve bonne volonté : c'est une pure et simple mystification. Pour deux raisons :

❶ À la place de s'engager **maintenant, immédiatement**, pour les changements **urgents** exigés par la communauté scientifique (le GIEC) pour les 3 à 4 prochaines années, nos gouvernants promettent des merveilles pour 2050. C'est évidemment beaucoup trop tard. D'ailleurs, comme les gouvernements changent tous les 4 ou 5 ans, quelle garantie pour ces engagements fictifs dans 30 années ? C'est une façon grotesque de justifier l'inaction présente par une vague promesse lointaine.

❷ En outre, la « *neutralité carbone* » ne signifie pas une réduction drastique des

## Écosocialisme

émissions, bien au contraire ! C'est un calcul trompeur fondé sur les *offsets*, les « *mécanismes de compensation* » : l'entreprise XY continue à émettre du CO<sub>2</sub>, mais plante une forêt en Indonésie, censée absorber l'équivalent de ce CO<sub>2</sub>... si elle ne prend pas feu. Les ONG écologiques ont déjà suffisamment dénoncé la farce des *offsets*, je n'insiste pas. Mais cela montre la parfaite mystification contenue dans la promesse de « *neutralité carbone* ».

**7** « Notre banque (ou entreprise pétrolière etc.) finance les énergies renouvelables et participe ainsi à la transition écologique. » Ce lieu commun du *green-washing* relève lui aussi de la tromperie et de la manipulation. Certes, les banques et multinationales investissent aussi dans les énergies renouvelables, mais des études précises d'ATTAC et autres ONG ont montré qu'il s'agit d'une petite – parfois minuscule – partie de leurs opérations financières : le gros continue d'aller vers le pétrole, le charbon, le gaz... C'est une simple question de rentabilité et de compétition pour des parts de marché.

Tous les gouvernements « *raisonnables* » – contrairement à Trump, Bolsonaro et compagnie – jurent aussi, sur tous les tons, qu'ils se sont engagés dans la transition écologique et les énergies renouvelables. Mais dès qu'il y a un problème de fourniture d'une énergie fossile – le gaz récemment, à cause de la politique russe agressive – on se réfugie dans le charbon, en réactivant les centrales électriques à lignite, ou bien on implore la (sanglante) famille royale d'Arabie Saoudite d'augmenter la production de pétrole.

Les beaux discours sur la « *transition écologique* » occultent une désagréable vérité : il ne suffit pas de développer les énergies renouvelables. Tout d'abord, celles-ci sont intermittentes : le soleil ne brille pas toujours en Europe du Nord... Certes, des avancées techniques existent sur ce terrain, mais elles ne peuvent pas tout résoudre. Et surtout, les renouvelables exigent des ressources minières qui risquent de s'épuiser. Si le vent et le soleil sont des biens illimités, ce n'est pas du tout le cas des matériaux nécessaires pour les utiliser (lithium, terres rares etc.). Il faudra donc envisager une réduction de la consommation globale d'énergie, et une décroissance sélective : mesures inimaginables dans le cadre du capitalisme.

**8** « Grâce aux techniques de capture et séquestration du carbone on évitera la catastrophe climatique. » C'est un argument de plus en plus utilisé

par les gouvernements et qu'on trouve même dans certains documents sérieux (par exemple du GIEC). C'est l'illusion d'une solution technologique miracle, qui sauverait le climat, sans besoin de changer quoi que ce soit dans notre mode de production (capitaliste) et dans notre mode de vie.

Hélas, la triste vérité c'est que ces techniques miraculeuses de capture et séquestration du carbone atmosphérique sont loin d'être une réalité. Certes, quelques tentatives ont eu lieu, quelques projets sont en cours ici ou là, mais pour le moment on ne peut pas dire que cette technologie est efficace et opérationnelle. Elle n'a pas encore résolu les difficultés, ni de la capture ni de la séquestration (dans des régions souterraines imperméables aux fuites). Et il n'y a aucune garantie qu'à l'avenir elle pourra le faire.

**9** « Grâce à la voiture électrique, on va réduire substantiellement des émissions de gaz à effet de serre. » C'est encore un exemple de demi-vérité : certes, les voitures électriques sont moins polluantes que les thermiques (à l'essence ou au diesel) et donc moins ruineuses pour la santé des habitants des villes. Cependant, du point de vue du changement climatique, leur bilan est bien plus mitigé. Elles émettent moins de CO<sub>2</sub>, mais contribuent à un désastreux « *tout électrique* ». Or, l'électricité, dans la plupart des pays est produite avec... des énergies fossiles (charbon ou pétrole). Les émissions réduites des voitures électriques sont « *compensées* » par l'augmentation des émissions résultant de la plus grande consommation d'électricité. En France, l'électricité est produite par l'énergie nucléaire, une autre impasse. Au Brésil, ce sont les méga-barrages destructeurs de forêts et donc responsables d'un bilan carbone peu reluisant.

Si l'on veut réduire drastiquement les émissions, on ne peut pas échapper à une réduction significative de la circulation des voitures privées, grâce à la promotion de moyens de transport alternatifs : transports publics gratuits, zones piétonnes, voies cyclables. La voiture électrique entretient l'illusion qu'on peut continuer comme avant, en changeant de technologie.

**10** « C'est par des mécanismes de marché – comme les taxes carbone ou les marchés de droits d'émission, ou encore l'augmentation du prix des énergies fossiles – qu'on arrivera à réduire les émissions de CO<sub>2</sub>. » Chez des écologistes sincères, c'est une illu-

sion ; dans la bouche des gouvernants, c'est encore une mystification. Les mécanismes de marché ont partout démontré leur parfaite inefficacité à réduire les gaz à effet de serre. Ce sont non seulement des mesures antisociales, qui veulent faire payer aux classes populaires le prix de la « *transition écologique* », mais surtout elles sont incapables de contribuer substantiellement à une limitation des émissions. L'échec spectaculaire des « *marchés de carbone* » institués par les accords de Kyoto en est la meilleure démonstration.

Ce n'est pas par des mesures « *indirectes* », « *incitatives* », fondées sur la logique du marché capitaliste, qu'on pourra mettre un frein à la toute-puissance des énergies fossiles, qui font marcher le système depuis deux siècles. Il faudra, pour commencer, exproprier les monopoles capitalistes de l'énergie, créer un service public de l'énergie, qui aura pour objectif la réduction drastique de l'exploitation des fossiles.

**11** « Le changement climatique est inévitable, on ne peut que s'adapter. » On trouve ce genre d'assertion fataliste dans les médias et chez des « *responsables* » politiques. Par exemple, Christophe Béchu, ministre de la transition écologique du nouveau gouvernement Macron, déclarait récemment : « *Puisqu'on n'arrivera pas à empêcher le réchauffement climatique, quels que soient nos efforts, il faut qu'on parvienne à limiter ses effets tout en s'y adaptant* ».

C'est une excellente recette pour justifier l'inaction, l'immobilisme et l'abandon de tout « *effort* » pour tenter d'éviter le pire. Or, les scientifiques du GIEC ont bien expliqué que si le réchauffement a en effet déjà commencé, il est encore possible de ne pas dépasser la ligne rouge des 1,5 °C – à condition de commencer immédiatement à réduire de manière très significative les émissions de CO<sub>2</sub>.

Certes, il faut tenter de s'adapter. Mais si le changement climatique devient incontrôlable et s'accélère, « *l'adaptation* » n'est qu'un leurre. Comment « *s'adapter* » à des températures de 50 °C ?

On pourrait multiplier les exemples. Tous mènent à la conclusion que si l'on veut éviter le changement du climat, il faut changer le système, c'est-à-dire le capitalisme, et le remplacer par une autre forme de production et de consommation. C'est ce que nous appelons *écosocialisme*. Mais c'est le sujet d'un autre texte... ■

Paris, 27 août 2022



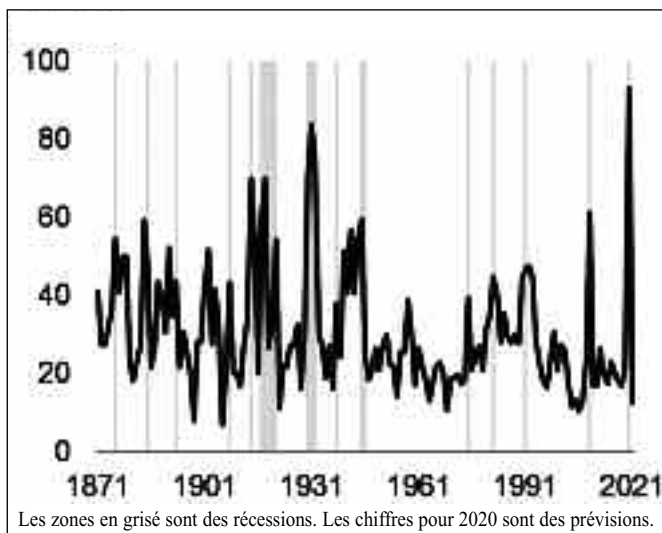
# Du Covid 19 à l'invasion de l'Ukraine et au-delà

Par  
Norbert Holcblat\*

Il apparaît évident que l'économie mondiale traverse une phase particulière successivement marquée par une pandémie puis une guerre, tandis qu'à un arrière-plan de plus en plus immédiat s'impose la crise écologique. Il apparaît nécessaire de travailler à une meilleure compréhension de la situation, sans tirer, ici en tout cas, des conclusions définitives. Pour cela on ne peut s'en tenir à une analyse strictement économique ; il apparaît nécessaire de tenir compte de tout ce qui est susceptible de rompre « l'équilibre capitaliste » : la situation économique (fluctuations de l'activité, évolution du taux de profit...), les relations entre États (dont les guerres ouvertes ou non, les entraves aux échanges, etc.), les affrontements sociaux (2).

Traditionnellement, les économistes marxistes décrivent deux types de crises économiques :

- Les crises cycliques. Les cycles sont marqués d'une alternance de phases d'expansion et de ralentissement, voire de récession ;
- Les « grandes crises » qui correspondent au retournement d'une onde longue du capitalisme, à l'épuisement d'un « ordre productif ».



« Les navigateurs anglais ont forgé au XVI<sup>e</sup> siècle la belle expression “uncharted waters”, des eaux où on n’a encore jamais navigué, pour lesquelles il n’y a aucune carte.

C’est notre cas aujourd’hui. »

François Chesnais (1)

Les phases de retournement sont généralement marquées par des effondrements financiers, chute de la Bourse, faillites bancaires, qui sont la manifestation d'une crise prête à éclater et non sa cause. Les causes des crises se trouvent dans les mouvements du taux de profit, la surproduction... Ainsi, le « choc pétrolier » de 1973 a joué le rôle de détonateur mais la bombe était déjà prête à éclater (3).

Ces instruments d'analyse, ici sommairement rappelés, ne nous permettent guère de comprendre la crise Covid de 2020-2021. Lors de son déclenchement, les économistes marxistes ont hésité à pondérer les facteurs « classiques » de nos analyses et le facteur sanitaire.

Certes, la « crise du covid » n'a pas éclaté dans un ciel serein. Beaucoup en 2019 s'attendaient à une récession et ce n'était pas faire preuve d'une folle originalité que de publier (en juin de cette année-là) un texte intitulé « La crise qui vient » (4). Le capitalisme, du moins dans les pays de l'OCDE, continuait de supporter les conséquences de la crise de 2008-2009 : la crise dite des « subprimes ».

Les banques centrales maintenaient les taux d'intérêt à un très faible niveau et déversaient un flot ininterrompu de liquidités vers les banques afin de soutenir les cours boursiers et les encourager à accorder plus de crédits aux entreprises au motif de soutenir la croissance. Dans la zone Euro, la politique « non conventionnelle » de la BCE combinait des achats massifs de titres publics et privés sur le marché

secondaire, des taux réels négatifs et des opérations de refinancement à long terme des banques (LTRO et TLTRO). Malgré cela, l'économie restait flageolante.

## L'effondrement

Comme le résumait Michel Husson : « Le coronavirus n'est pas venu attaquer un corps sain. (...). Il n'en reste pas moins que cette crise n'est pas une crise “classique” » (5). Jamais autant de pays n'ont connu une contraction simultanée du PIB

\* Norbert Holcblat, économiste, est militant du Nouveau parti anticapitaliste (NPA, France) et de la IV<sup>e</sup> Internationale.

1. François Chesnais « Aux racines de la crise économique mondiale », *Carré rouge* n° 46, décembre 2011.

2. « L'équilibre capitaliste est un phénomène très complexe ; le régime capitaliste construit cet équilibre, le rompt, le reconstruit et le rompt de nouveau en élargissant en même temps les cadres de sa domination. Dans le domaine économique, les crises et les recrudescences d'activité constituent les ruptures et les rétablissements de l'équilibre. Dans le domaine des relations entre les classes, la rupture d'équilibre consiste en grèves, en lock-outs, en lutte révolutionnaire. Dans le domaine des relations entre États, la rupture d'équilibre c'est la guerre tout court, ou bien, sous une forme affaiblie, la guerre des tarifs douaniers, la guerre économique ou le blocus. Le capitalisme a ainsi un équilibre instable qui, à tour de rôle, se rompt et se rétablit. Mais en même temps, cet équilibre possède une plus grande force de résistance, dont nous avons la meilleure preuve dans ce fait que le monde capitaliste ne s'est pas encore écroulé. » Léon Trotsky, *Rapport sur la crise économique mondiale*, 1921. <https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1921/08/t19210819a.htm>

3. Cf. Ernest Mandel, *Les ondes longues du développement capitaliste. Une interprétation marxiste*, Syllepse, 2014.

4. Henri Wilno, « Économie politique. La crise qui vient », *À l'encontre*, 13 juin 2019 : <http://alencontre.org/economie/economie-politique-la-crise-qui-vient.html>. Ce premier texte a été développé en octobre dans « La crise qui vient et la montée du national-libéralisme », *À l'encontre*, 20 octobre 2019 : <http://alencontre.org/economie/economie-la-crise-qui-vient-et-la-montee-du-national-liberalisme.html>

5. Michel Husson, « Le capitalisme sur le fil du rasoir », *À l'encontre*, 18 juin 2020 : <http://alencontre.org/laune/le-capitalisme-sur-le-fil-du-rasoir.html>

# Économie mondiale

par tête (de l'ordre de 95 % d'après un document d'économistes de la Banque mondiale) (6). En dépit de l'imprécision des données, la comparaison avec les récessions passées est éclairante sur la spécificité de la récession de 2020.

Cette profondeur et cette simultanéité résultent pour une part de décisions étatiques, au moins en partie contraintes par les dégâts des politiques néolibérales sur le système de santé. Dans certains pays (Italie, par exemple) est aussi intervenue l'inquiétude des populations et des salariés alors que le patronat cherchait à réduire le plus possible les arrêts d'activité de l'industrie.

La crise sanitaire est devenue une crise économique sous l'effet de deux chocs massifs : un choc d'offre et un choc de demande.

● Le choc d'offre se caractérise par une baisse de production liée à l'apparition de contraintes sur l'approvisionnement en consommations intermédiaires (du fait notamment du confinement en Chine), par la mise à l'arrêt d'entreprises résultant du confinement d'une partie de la force de travail, et par la réduction de la fourniture de services.

nales ont été brutalement et gravement perturbées notamment par le confinement en Chine. Selon la Cnuced (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement), malgré une reprise en fin d'année, le commerce mondial des marchandises a enregistré une baisse moyenne sur l'année de 7,4 % en 2020.

Le début d'effondrement des marchés financiers a été contrecarré par l'accentuation des politiques de soutien aux banques et aux grandes entreprises (achat d'obligations) des banques centrales.

Les conséquences sur l'emploi ont été dévastatrices. L'OIT (Organisation internationale du travail) estime que 8,8 % du total des heures de travail ont été perdues en 2020, soit l'équivalent des heures travaillées en un an par 255 millions de travailleurs à plein temps. Environ la moitié des pertes d'heures de travail sont dues à la réduction du temps de travail de ceux qui ont gardé leur emploi (réduction qui peut être attribuée soit à un temps de travail plus court, soit à « zéro » heure de travail dans le cadre de dispositifs de chômage technique). L'autre moitié est due à des pertes d'emploi tout court. Par rapport à

2019, le nombre total d'emplois a chuté en 1920 de 114 millions (7). Le chômage a augmenté brutalement aux États-Unis, en Chine, en Inde... Dans plusieurs pays d'Europe occidentale, dont la France, sa progression a été limitée par la mise en place de dispositifs de chômage partiel ou technique aux frais des comptes publics.

au niveau mondial, en janvier 2021, l'effort budgétaire total atteignait 14 000 milliards de dollars.

Ces politiques ont eu comme conséquence que la profonde récession ne s'est pas accompagnée de destruction de capital : il n'y a pas eu durant la crise du covid de grandes faillites (une exception : des chaînes de grands magasins aux États-Unis). Si on revient en arrière, ce n'est pas un phénomène totalement nouveau.

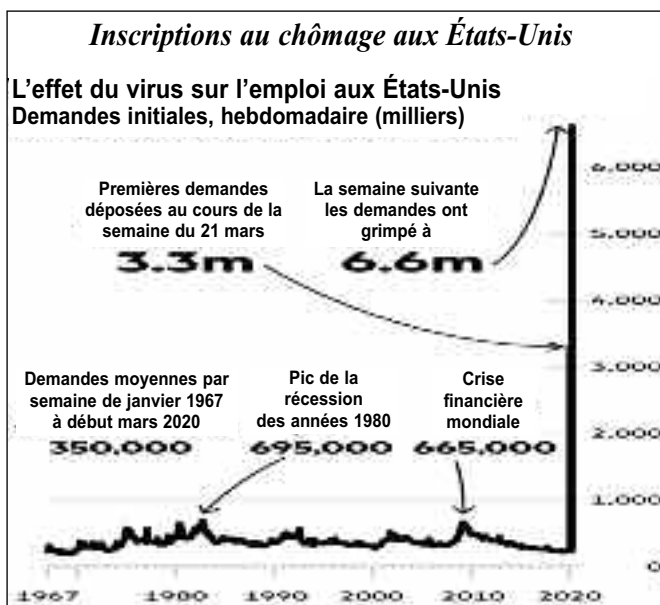
Après la faillite de la banque Lehman Brothers en septembre 2008, l'État fédéral américain puis les autres gouvernements sont massivement intervenus pour sauver, recapitaliser et restructurer banques, compagnies d'assurances et grandes entreprises par des prêts importants voire des participations au capital. La première priorité était de sauver les banques. Ainsi, aux États-Unis, certes les faillites ont bien augmenté en 2008-2009 mais, en dehors de Lehman Brothers, l'État américain a volé au secours des grandes firmes en difficulté, comme les organismes de crédit immobilier d'importance nationale (couramment appelés Fanny Mae et Freddy Mac), qui furent nationalisées ; dans l'automobile, Chrysler fut soutenue par un prêt gouvernemental de même que General Motors (dans le capital de laquelle les États américain et canadien entrèrent temporairement).

En France aussi il y eut alors un pic des défaillances d'entreprises (plutôt des petites, mais aussi la Camif et d'autres) mais sans impact essentiel. Le gouvernement a mis en place des mesures de sauvegarde des banques : garanties, aides à la recapitalisation. Les entreprises ont bénéficié du « plan de relance » : prêts aux constructeurs automobiles, aide à la trésorerie.

Durant la crise du covid, il y a eu aux États-Unis des faillites dans la distribution mais pas d'avalanche. En France, le nombre de faillites a même baissé grâce à la panoplie de mesures de soutien et il n'y a pas de signe annonciateur d'une vague importante.

En fait, pour les banques et les très grandes entreprises, les faillites semblent de moins en moins une réalité dans le capitalisme actuel. Les grandes banques sont sauvées par les États par crainte des risques potentiels que leur chute impliquerait (en application de la règle « *too big to fail* », trop grand pour faire faillite). Quant aux grandes entreprises de l'industrie et des transports, elles restructurent, suppriment des emplois, ferment des établissements et reportent leurs difficultés sur les sous-traitants.

Une autre conséquence est qu'il n'y a pas eu de destruction de capital fictif. Bien au contraire, grâce aux achats massifs de



## Le capitalisme sous perfusion

Le 12 mars 2020,

Emmanuel Macron annonçait que le gouvernement ferait face au coronavirus dans les domaines tant sanitaire qu'économique « *quoi qu'il en coûte* ». Sans le proclamer forcément avec autant d'emphase, les différents États ont accru leurs dépenses bien au-delà des objectifs budgétaires affichés antérieurement. Au « *laxisme* » des banques centrales qui durait depuis la crise de 2008-2009, se sont ajoutés des soutiens budgétaires massifs aux entreprises (et, dans une beaucoup plus faible ampleur, des aides aux chômeurs). D'après le FMI,

● Le choc de demande se caractérise, selon les pays, par une baisse de la demande extérieure, impliquant une baisse des exportations, et par la baisse de la demande domestique, notamment dans les services (sports, hôtellerie-restauration...).

Les relations commerciales internatio-

6. M.A. Kose & N. Sugarawa, « Understanding the depth of the 2020 global recession in 5 charts », 15 juin 2020, blog Banque Mondiale.

7. OIT, Emploi et questions sociales dans le monde : Tendances 2021 : <https://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/trends2021/lang--fr/index.htm>

titres par les banques centrales, les marchés financiers ont rapidement continué de prospérer et les milliardaires de s'enrichir (au niveau mondial, leur richesse augmenta de 1 900 milliards en 2020).

Dans la zone Euro, les règles limitant les déficits budgétaires et les aides de l'État ont été temporairement suspendues. Comme on l'a vu plus haut, la BCE a augmenté ses interventions. De plus, innovation importante, a été créé en juillet 2020 un fonds européen de relance (baptisé Next Generation EU) financé par un emprunt émis par l'Union européenne. Certains ont vu dans ces mesures l'annonce d'un tournant fondamental et « progressiste » de l'UE qui commencerait à s'affranchir des règles budgétaires issues du traité de Maastricht et des accords qui l'ont suivi. De façon plus lucide et réaliste, l'économiste américain Adam Tooze souligne que les mesures budgétaires et autres prises en 2020 aux États-Unis, dans l'Union européenne et ailleurs avaient une « logique fondamentale (...) conservatrice » (8). Il s'agit en effet de sauver le système, de perturber le moins possible le marché. Pour cela, même les plus néolibéraux sont prêts à dépenser, quitte à revenir plus tard à l'austérité. En fait, les seules règles de la zone euro où une évolution sensible et sans doute durable est intervenue sont celles qui corsetaient les interventions de la BCE.

Par ailleurs, la période a été marquée par un ralentissement durable du commerce mondial de marchandises tandis que montait un conflit commercial entre les États-Unis et la Chine qui ne renvoyait pas seulement aux particularités de Trump (cf. son mot d'ordre « *Make America great again* ») mais à un refus de l'impérialisme américain de son « déclassé » par une puissance de plus en plus montante. Divers États ont aussi commencé à édicter des mesures de contrôle des investissements chinois.

## Après la phase la plus aigüe de la crise du covid

Les différentes économies nationales ont redémarré au fur et à mesure de l'assouplissement des restrictions. L'économie chinoise a repris le plus rapidement (tout en poursuivant sa politique « zéro Covid ») : cela confirme la particularité de cette récession ; tant dans son début que dans sa sortie, les décisions étatiques ont un poids essentiel.

Mais le vent d'optimisme qui a suinté des discours des dirigeants, pressés de

renvoyer aux oubliettes la pandémie et ses conséquences, a rapidement été terni par divers problèmes :

- La poursuite des difficultés d'approvisionnement, notamment pour les semi-conducteurs avec des répercussions sur



diverses productions (cf. industrie automobile), ainsi que diverses pénuries : bois, papier, plastiques.

- La désorganisation des flux commerciaux amplifiée par la politique des armateurs de ne relancer le ballet des navires transporteurs que si des garanties de rentabilité sont restaurées. Il en est résulté une forte augmentation des prix du fret de l'Asie vers l'Europe et l'allongement des délais.

- La montée des tensions inflationnistes d'abord analysées comme transitoires. Pour ce qui est de l'énergie et de l'alimentation, la hausse a commencé avant l'invasion de l'Ukraine et, sur ces marchés, des comportements spéculatifs amplifient les mouvements directement reliés aux réalités économiques (les mauvaises récoltes, par exemple, pour les céréales). Les prix alimentaires et notamment ceux des céréales ont un impact direct sur les populations : entre 2019 et 2021, un peu plus de 200 millions de personnes ont basculé dans une situation d'insécurité alimentaire grave (9).

Au deuxième semestre 2021 et au début de 2022, a prévalu une analyse optimiste selon laquelle ces trois problèmes (difficultés d'approvisionnement, désorganisation commerciale et tensions inflationnistes) s'expli-

quaient essentiellement par la réactivation soudaine de l'économie après les restrictions sanitaires et les confinements.

Cette analyse tire un trait sur les causes structurelles. Les pénuries de matières premières, de composants électroniques, de pièces détachées renvoient ainsi aux difficultés du modèle néolibéral (éclatement des processus productifs, juste-à-temps, zéro stock). L'impossibilité de coordonner réellement l'offre et la demande, par exemple des métaux rares ou des puces électroniques, entraîne de multiples déséquilibres sectoriels (10). Il faut également tenir compte de la politique des entreprises soucieuses avant tout de sécuriser leurs marges et les profits de leurs actionnaires.

Enfin, les nouvelles technologies de l'information (TIC) persistent à ne pas générer d'accélération des gains de productivité ; le paradoxe de Solow énoncé en 1987 (« *On voit des ordinateurs partout, sauf dans les statistiques de productivité* ») n'était pas démenti. Cette situation reste mal expliquée. Certains économistes pensent que les gains de productivité seraient déjà épuisés parce que l'efficacité générée par l'usage des TIC peut s'amenuiser à mesure que l'appareil de production en est davantage équipé. D'autres pensent au contraire que les effets sont à venir du fait des délais nécessaires pour qu'une innovation soit efficacement intégrée aux processus productifs (11). Et d'autres mettent en cause une sous-estimation de la croissance en volume et donc de la productivité... Quoi qu'il en soit, la « stagnation séculaire », selon l'expression apparue après 2009, est toujours d'actualité.

## L'invasion de l'Ukraine et les sanctions contre la Russie

L'agression contre l'Ukraine et ses conséquences ont accru les tensions économiques :

- Tout d'abord, les tensions inflationnis-

8. Adam Tooze, *L'arrêt. Comment le Covid a ébranlé l'économie mondiale*, Les Belles Lettres, 2022.

9. Omar Aziki & Éric Toussaint, « La crise alimentaire internationale et les propositions pour en sortir », *L'Anticapitaliste la revue*, septembre 2022.

10. Pierre Khalfâ et Jacques Rigaudiat. « L'inflation, symptôme d'un modèle néolibéral en bout de course », <https://blogs.mediapart.fr/economistes-parlement-union-populaire/blog/010622/1-inflation-symptome-d-un-modele-neoliberal-en-bout-de-course>

11. Charles-Marie Chevalier & Antoine Luciani, « Informatisation, productivité et emploi : des effets différenciés entre secteurs industriels selon le niveau technologique », INSEE 2018, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3650299>



tes : pétrole, gaz, céréales, etc. Dans la foulée, les prix à la consommation qui augmentaient déjà ont commencé à franchement dérapé ;

● Ensuite, les tendances récessives : depuis le début de 2022 le FMI ne cesse de réviser à la baisse ses prévisions de croissance. Au fil des prévisions, l'inflation est plus élevée et la croissance plus faible. Selon les prévisions les plus récentes, du 26 juillet 2022, le PIB mondial devrait à peine progresser de 3,2 % cette année. L'année prochaine sera aussi compliquée puisque le FMI table sur une croissance de seulement 2,9 % dans le monde. La récession n'est pas le scénario privilégié par le FMI, mais son chef économiste est quand même assez clair : elle n'est pas loin. « *Il se peut très bien que nous soyons à la veille d'une récession mondiale* », a-t-il prévenu. Cependant les risques de récession sont jugés plus élevés en Europe du fait des menaces pesant sur l'approvisionnement en gaz.

Les économies de l'Ukraine (dont la production plongerait d'au moins 35 % et où la pauvreté explose) et de la Russie, dans une nettement moindre mesure (en raison des sanctions), vont souffrir de la guerre mais, en fait, des répercussions vont, à des degrés divers, se faire sentir sur l'ensemble de l'économie mondiale et d'abord sur de nombreux pays pauvres.

En seulement trois mois (à partir de mars 2022), quelque 71 millions de personnes supplémentaires dans le monde ont basculé dans la pauvreté, selon un rapport récent du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Les perturbations économiques renforcées par la guerre en Ukraine ont pour conséquence une nouvelle augmentation des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, déjà en hausse après la première année de la pandémie. Sur les douze derniers mois, le

prix du blé a grimpé de 64 %. La crise du Covid a augmenté les dettes publiques des pays dits émergents de 52 % en moyenne entre 2015 et 2019 à 67 % du PIB en 2021. Dans une note remise au G20, le FMI prévient que cette inflation pourrait « *enflammer les tensions sociales* » au sein des pays touchés. Le Sri Lanka (où le président a été renversé par un mouvement populaire) et l'Équateur (qui a connu dix jours d'émeutes, la population exigeant une baisse du prix du carburant) peuvent en être des signes annonciateurs.

Quant à la Chine, les rebonds de la pandémie et les strictes mesures de confinements locaux pèsent sur la croissance. Il faut y ajouter la crise de l'immobilier qui, compte tenu de toutes les activités qui lui sont liées directement ou indirectement, représente environ un quart du PIB chinois : le géant du secteur Evergrande est plombé par une dette d'environ 300 milliards de dollars. D'autres promoteurs pourraient vaciller. Ils sont de plus en plus nombreux à avoir des difficultés à terminer leurs chantiers et à remettre, en temps voulu, des logements vendus avant leur construction. En représailles, des propriétaires, exaspérés, refusent de payer leurs prêts immobiliers, contribuant à aggraver la crise du secteur et menaçant de l'étendre aux banques. L'objectif de croissance économique de 5,5 % ne sera vraisemblablement pas atteint en cette année politique importante où doit se réunir le XX<sup>e</sup> congrès du PC. Contrairement aux autres banques centrales, la banque de Chine a récemment baissé ses taux d'intérêt.

La situation des États-Unis (qui cherche à tirer un parti maximum de la guerre en Ukraine sur le plan tant militaire qu'économique) est incertaine mais certains signes sont négatifs : la croissance a été négative lors des deux premiers trimestres 2022. Plusieurs secteurs ont annoncé des licen-

ciements ces dernières semaines y compris dans la tech : Tesla a ainsi annoncé qu'il allait se séparer de 10 % de ses salariés dans les trois prochains mois, tout en augmentant le nombre d'intérimaires.

Face aux tensions inflationnistes, dès avant l'invasion de l'Ukraine, les Banques centrales avaient décidé de sortir des politiques d'« *argent facile* » et d'augmenter les taux d'intérêt pour calmer l'inflation. Pour l'instant, elles se tiennent à cette orientation et, aux États-Unis comme en Europe, elles augmentent leurs taux. Mais cela ne peut que renforcer les tendances récessives et accroître les difficultés des pays du Sud que les capitaux vont quitter pour les États-Unis.

Dans la zone Euro s'ajoute un embarras supplémentaire : le risque que s'accroissent à nouveau les écarts entre les taux que les marchés exigent pour souscrire aux emprunts des différents États. La Grèce et l'Italie seraient les premiers pays fragilisés par une augmentation de l'écart de taux d'intérêt à long terme (le « *spread* ») avec l'Allemagne, considérée comme le pays le plus solide. Cette situation est un des facteurs de la baisse actuelle de l'euro face au dollar, baisse qui, à la fois, augmente le prix des produits importés (et donc alimente l'inflation) et favorise les exportations de la zone euro (leur prix en dollars baisse). La BCE a donc dernièrement annoncé la hausse des taux et la mise au point d'un instrument (achat de titres) visant à limiter les écarts « *injustifiés* » des taux d'intérêt.

Pour l'instant et malgré l'absence de fermetures d'entreprises (qui permettent le relèvement du taux de profit par l'élimination des entreprises les moins rentables), aux dires même des dirigeants des grandes entreprises, les profits se portent plutôt bien. Ils ont fortement monté en 2020 et semblent pour l'instant se maintenir malgré la hausse des coûts. Ainsi fin juillet, Carlos Tavares (PDG de Stellantis) affichait fièrement sa confiance : si de nouveaux chocs majeurs, comme une récession économique mondiale ou une crise d'approvisionnement en énergie en Europe, ne sont pas des scénarios à exclure, Stellantis sera de taille à les affronter : « *Au premier semestre, notre point mort est tombé à 40 % des ventes, a pointé le dirigeant. Nous pourrions encaisser une baisse de 60 % des ventes, nous serions encore rentables.* » (12)

La remontée de l'inflation a suscité un flot de commentaires et d'analyses. Les économistes dominants incriminent la bou-

suite de l'article en p. 14

# Démondialisation ?

Comme le soulignaient Marx et Engels dès 1848 dans le Manifeste communiste, la tendance à s'étendre au niveau mondial est inhérente au capitalisme. Mais cette internationalisation est passée par des phases différentes. La première moitié du XX<sup>e</sup> siècle a ainsi vu la mondialisation régresser.

❶ La première mondialisation. À partir de la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, on a assisté à une croissance impétueuse du commerce international de marchandises (qui progresse plus vite que la production) et des exportations de capitaux. Dans le même temps, les pays impérialistes se partagent le monde et d'importantes migrations ont lieu de l'Europe vers les États-Unis, l'Amérique latine, l'Australie, etc.

❷ Cette première mondialisation va prendre fin avec la Première Guerre mondiale et surtout la grande crise des années 1930. Les différents États s'entourent de barrières douanières (auxquelles ils agglomèrent leurs empires coloniaux) et les mouvements de capitaux sont réglementés. Cela ne signifie pas la fin totale des échanges internationaux, ni même des relations capitalistiques entre firmes de différents pays.

❸ Après la Deuxième Guerre mondiale, progressivement, les pays capitalistes vont s'accorder pour libéraliser leurs échanges de marchandises et de capitaux. Des firmes multinationales vont se développer. Les filières productives vont se réorganiser au niveau mondial. Les monnaies vont redevenir convertibles. Les paradis fiscaux vont prospérer. Avec la chute du mur de Berlin en Europe et le tournant de la Chine, la mondialisation de l'économie va progressivement incorporer l'ancien bloc soviétique et la Chine. La Russie et la Chine rejoignent le FMI et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en phase avec leur transition vers le capitalisme. À travers les plans d'ajustement structurels, le FMI va imposer aux pays du Sud de démanteler leurs droits de douane et de libéraliser les mouvements de capitaux (tous iront dans ce sens mais avec des rythmes inégaux).

❹ Et maintenant ? Depuis le Covid 19 et avec la guerre en Ukraine, divers analystes prophétisent la fin de la mondialisation. Un recul brutal de la mondialisation du type des années 1920-1930 est improbable. De même un mouvement de relocalisation d'ampleur est peu crédible. La logique du

capital demeure celle de l'internationalisation et du marché mondial.

Dès avant la guerre en Ukraine, la progression du commerce mondial (rapport entre la croissance des échanges de marchandises et celle de l'économie) s'était faite moins rapide. Selon une étude de 2020 (1), jouent en ce sens et freinent les délocalisations industrielles la montée des salaires dans certains pays (notamment en Chine) ainsi que la hausse des coûts de transport dans certains secteurs, l'accélération de la robotisation des chaînes d'assemblage ou encore les problèmes de délais de livraison, de qualité ou de sécurité des produits délocalisés. Mais la même étude précise que ce ne sera pas forcément le cas des industries dont les activités d'assemblage ne sont pas robotisables (textile, habillement, cuir, chaussures...) et où les fabrications peuvent passer de la Chine au Vietnam, au Bangladesh, voire à l'Éthiopie. De même, un potentiel de délocalisation important existerait dans les services comme les banques, les assurances, etc.

Le ralentissement du commerce mondial s'est bien accentué avec la crise du Covid mais il n'y a pas de baisse des échanges internationaux de marchandises. En 2021, les flux d'investissement direct étranger (IDE) ont retrouvé leur niveau précédant la pandémie, à 1 580 milliards de dollars, soit une augmentation de 64 % par rapport à 2020.

Certes, la situation peut être plus complexe en 2022, du fait notamment de la guerre en Ukraine, mais on ne peut pas encore tirer des conclusions définitives. Certains pays vont tenter d'impulser à coups de subventions des mouvements de relocalisation. C'est le cas des États-Unis où a été promulguée en août dernier une loi favorisant les investissements dans les semi-conducteurs avec une enveloppe de 52 milliards de dollars de subventions. D'autres textes visent également à favoriser la production de voitures électriques et de panneaux solaires.

On peut penser que, encouragées ou non par des crédits publics, les entreprises vont être plus prudentes pour ce qui est du « *zéro stock* » et du « *juste-à-temps* ». Elles vont essayer de ne pas dépendre de fournisseurs localisés dans un même pays. Certaines filières de production vont peut-être se « *régionaliser* », par exemple Union

européenne + Europe centrale et orientale.

Des considérants politiques s'ajouteront aux facteurs économiques évoqués ci-dessus et influenceront plus qu'avant les implantations étrangères des entreprises et leurs politiques de sous-traitance et d'achat : « *À côté des relocalisations, il y aura un mouvement vers une mondialisation entre amis, dans laquelle des biens stratégiquement clés sont produits chez soi ou par des pays alliés* » a ainsi écrit l'OMC dans un document sur les conséquences de la guerre en Ukraine (2).

Enfin, on peut constater que plusieurs États (les États-Unis, l'Allemagne... et, à un moindre degré, la France) ont mis en place des contrôles des projets d'investissements étrangers, qui ciblent essentiellement la Chine.

Le contexte actuel rappelle que le capitalisme demeure largement structuré autour d'États qui ont des capacités inégales à peser sur les autres économiquement, politiquement, militairement... Les grands pays ont relancé la course aux armements. Et les nationalismes prospèrent avec des gouvernements qui combinent politiques économiques et sociales néolibérales avec des discours réactionnaires et nationalistes, voire des comportements belliqueux. À des degrés divers, les exemples sont nombreux : Trump, Bolsonaro, Erdogan... mais aussi le Brexit, Orban, le gouvernement polonais, Modi en Inde (3). Et bien sûr la Russie. En Chine, la poussée du nationalisme accompagne la volonté des dirigeants du parti-État de conserver le contrôle des grands équilibres économiques tout lançant une grande initiative multiforme (les nouvelles routes de la soie) affermissant l'influence chinoise et sécurisant les communications maritimes et terrestres de la Chine avec ses fournisseurs et clients.

**Norbert Holcblat**

1. El Mouhoud Mouhoud, « Après le choc : relocalisations dans l'industrie, délocalisations dans les services », *The Conversation*, 6 avril 2020 : <https://theconversation.com/apres-le-choc-relocalisations-dans-lindustrie-delocalisations-dans-les-services-135589>

2. [https://www.wto.org/english/res\\_e/booksp\\_e/impactukraine422\\_e.pdf](https://www.wto.org/english/res_e/booksp_e/impactukraine422_e.pdf)

3. La montée de l'autoritarisme, notamment policier, en France se combine avec un discours européiste et relève de la difficulté de la classe dominante et des gouvernements à obtenir l'adhésion aux politiques qu'ils estiment nécessaires.

# Économie mondiale

de prix-salaires : pour eux le risque est que la hausse des prix réveille le « *monstre qui dort* » (les revendications salariales). Mais en fait, ce qui est en cause aujourd'hui, c'est (comme l'écrit le journaliste économique de *Mediapart*, Romaric Godin) une boucle profits-salaires : certains coûts des entreprises (énergie, matières premières, composants) s'accroissent et, pour préserver leurs profits, voire les élever, les entreprises qui le peuvent augmentent leurs prix. Et refusent d'accorder des augmentations de salaires qui couvriraient au moins l'inflation : derrière l'inflation, il y a en fait la vieille lutte des classes menée par les capitalistes pour exploiter un maximum les salariés. Ainsi que l'écrit Romaric Godin dans un de ses articles : « *Globalement, les entreprises augmentent leurs prix et compriment les salaires pour sauvegarder leurs marges. Même si cette compensation ne peut être que partielle, cette situation provoque une situation extrêmement dangereuse en pesant sur la demande. Et comme le réflexe est alors de compenser les baisses de volumes par la hausse des prix, c'est bien une boucle prix-profit qui est en place actuellement, où les salariés sont les dindons de la farce et les victimes expiatoires de la priorité donnée aux marges.* » (13)

Ainsi aux États-Unis, selon le Bureau des statistiques du travail (BLS), les salaires horaires réels (gains moins inflation) ont diminué de 3,6 % au cours des 12 mois se terminant en juin 2022. En France, d'après les données du ministère du Travail du 2<sup>e</sup> trimestre 2022, sur un an, l'indice du salaire mensuel de base (SMB) de l'ensemble des salariés progresse de 3,0 %. Mais les prix à la consommation ont augmenté de 6,0 % entre fin juin 2021 et fin juin 2022. Sur un an, le SMB réel diminue donc de 3,0 % ! La plupart des pays de l'OCDE enregistrent une baisse des salaires réels.

Pour sa part, l'économiste marxiste anglais Michael Roberts constatait en mai dernier : « *Depuis la crise du Covid, la part du revenu du travail et les salaires réels sont en forte baisse, même si le chômage diminue. (...) La hausse de l'inflation n'est pas due à ce qui ressemble à une surchauffe du marché du travail, mais plutôt à l'augmentation des marges bénéficiaires des entreprises et aux goulets d'étranglement de la chaîne d'approvisionnement* » (14). Un facteur essentiel de l'inflation est donc l'évolution des marges (« *mark up* ») en fonction de l'élévation des coûts afin de préserver les profits.

En fait, pour se limiter aux plus importantes entreprises françaises (dont les profits ne sont évidemment pas réalisés exclusivement en France), leur communication, telle qu'elle est reproduite en juillet 2022 dans le journal économique *les Échos*, est éclairante : tant Michelin, Schneider, Bel (alimentation) qu'Arkema (chimie) annoncent avoir décidé des hausses de prix pour préserver leurs résultats et alors qu'elles ne sont pas en difficulté. Au premier semestre 2022, trente-huit des groupes du CAC 40 (Alstom et Pernod-Ricard sont exclues des calculs en raison d'exercices comptables décalés) ont réalisé un bénéfice cumulé de 81,3 milliards d'euros (calcul de *Mediapart*). Soit 20 milliards d'euros de plus que sur la même période de l'an dernier. « *Les entreprises du CAC 40 ont montré qu'elles disposaient d'un réel pouvoir de fixation des prix, ce qui est très rassurant compte tenu du contexte inflationniste* » a commenté cyniquement un analyste financier. Mais d'autres entreprises, moins importantes ou plus dépendantes des fluctuations des prix de l'énergie, peuvent avoir nettement plus de difficultés à répercuter les hausses de coûts dans leurs prix.

## Vers une crise ?

Pour revenir à la citation de François Chesnais placée en tête de cet article, l'économie mondiale navigue dans des eaux largement inconnues.

Tous les ingrédients d'un fort ralentissement de l'économie mondiale sont réunis : durcissement des banques centrales, fragilité de la sphère financière, poids des dettes publiques, désordres dans l'approvisionnement, économies vacillantes et climat général d'incertitude. Des signes de récession sont d'ores et déjà visibles, notamment aux États-Unis où une croissance négative (faiblement) a été enregistrée durant les deux premiers trimestres de 2022. En Europe, la guerre en Ukraine

pèse sur l'approvisionnement en gaz. La croissance chinoise est trop faible pour qu'elle tire de façon significative l'économie mondiale.

Les hausses des taux impulsées par les Banques centrales amènent certains à craindre une répétition du scénario de la fin des années 1970, lorsqu'une forte remontée des taux d'intérêt justifiée selon ses initiateurs (en premier lieu, le président de la Banque centrale américaine, Paul Volcker) par la lutte contre l'inflation avait provoqué une récession mondiale en 1982 et une série de crises financières dans les pays du Sud (15).

Est également évoquée la stagflation des années 1970, cette situation où une inflation élevée a coexisté avec une stagnation de la croissance économique. Ainsi la Banque mondiale dans ses *Perspectives économiques mondiales* publiées début juin 2022 écrit : « *Même si une récession mondiale est évitée, la douleur de la stagflation pourrait persister pendant plusieurs années, sauf si une amélioration majeure du côté des problèmes d'offre se met en place. (...) Plusieurs années d'inflation au-dessus de la tendance de long terme et de croissance en dessous de la tendance sont maintenant probables, avec des conséquences potentiellement déstabilisantes pour les pays à revenus faibles et moyens. C'est un phénomène [la stagflation] que le monde n'a pas connu depuis les années 1970.* »

Ensuite, pourrait venir un redémarrage plus ou moins accentué, en fonction notamment des tensions internationales. Ce redémarrage pourrait être alimenté par la reconversion « *écologique* » de certaines industries (cf. automobile) et les dépenses d'armement.

Mais une autre hypothèse doit être envisagée : une situation où le capitalisme s'embourberait dans une « *crise permanente* » avec des États arc-boutés au néolibéralisme et (ce n'est pas contradictoire) pour certains à des formes de nationalisme économique, dans un climat de guerre ouverte ou larvée ou de conflits commerciaux avec une faible croissance. Vont dans ce sens la faiblesse des gains de productivité et l'amplification de la crise écologique.

La « *crise permanente* » ne signifierait pas l'effondrement du capitalisme (16) mais son installation dans un fonctionnement de plus en plus régressif dont les prémisses se manifestent depuis plusieurs années. ■

3 septembre 2022

12. « *Stellantis bat une nouvelle fois tous ses records de rentabilité* », *les Échos*.fr 28/07/2022

13. <https://www.mediapart.fr/journal/economie/080622/face-l-inflation-la-majorite-presidentielle-cherche-un-recit-convaincant>

14. <https://thenextrecession.wordpress.com/2022/05/09/inflation-wages-versus-profits/> 9 mai 2022

15. Il faut noter que la politique monétariste s'est accompagnée d'une offensive visant à libéraliser le marché du travail menée par Reagan aux États-Unis et Thatcher au Royaume-Uni. Après 1982-1983, la France de Mitterrand s'est inscrite avec ses spécificités dans une logique analogue.

16. « *Et ici, il faut avant tout noter deux erreurs très répandues. D'une part, les économistes bourgeois représentent cette crise comme un simple "malaise", selon l'élégante formule des Anglais. D'autre part, des révolutionnaires s'efforcent parfois de démontrer que cette crise est absolument sans issue. C'est une erreur. Il n'existe pas de situation absolument sans issue.* » (Lénine au II<sup>e</sup> congrès de l'IC, juillet 1920).

# Quelques réflexions géopolitiques à l'heure d'une crise globale

Par  
Pierre Rousset\*

De l'Ukraine à Taïwan, l'Eurasie est redevenue l'épicentre d'une confrontation majeure entre grandes puissances (États-Unis, Chine, Russie). Pour l'analyser, nous devons nous libérer du logiciel mental hérité de la Guerre froide, penser le neuf et prendre pleinement en compte le contexte planétaire – celui d'une crise globale, multidimensionnelle. Cette contribution ne prétend pas à l'exhaustivité, elle se veut plutôt une invitation à la discussion.

La situation politique internationale est durablement dominée par le conflit entre une nouvelle puissance montante, la Chine, et la puissance établie, les États-Unis. Ce face-à-face est analysé ici comme un conflit interimpérialiste. La structure sociale de la Chine est certes très particulière (ce n'est pas un détail), mais l'ampleur de la rupture de continuité entre le régime maoïste et celui de Xi Jinping est bien documentée (1). Il y a évidemment en ce domaine matière à controverse et la notion même d'impérialisme a plusieurs acceptions légitimes (comme quand on évoque l'impérialisme de la Russie tsariste). Il est parfaitement possible d'étudier les conflits géopolitiques en cours en restant réservé sur le stade d'évolution de la

société chinoise (ou russe) sans que cela bouleverse l'analyse – à moins de penser que les régimes de Xi Jinping et de Poutine, issus de contre-révolutions, resteraient « progressistes ».

Le conflit entre une puissance montante et la puissance établie est un scénario classique. Mais il doit impérativement être analysé dans son contexte historique. Le contexte présent est celui de la crise globale dans laquelle nous a plongés la mondialisation capitaliste, à savoir un contexte sans précédent par ses implications. Nous y reviendrons, mais avant cela, soulignons la place singulière que l'Eurasie occupe dans la géopolitique mondiale.

## L'Eurasie et les conflits de grandes puissances

Le grand jeu entre la puissance montante et la puissance établie se joue dans le monde entier, mais il prend, pour des raisons historiques et géostratégiques, une acuité particulière en Eurasie. Zone économique de toute première importance (avec en son cœur la Chine), le continent borde à l'ouest l'Atlantique nord et, à l'est, la zone indo-pacifique d'où la Chine, elle encore !, peut se projeter jusqu'au Pacifique sud. Il a été l'épicentre des bouleversements révolutionnaires et contre-révolutionnaires du

XX<sup>e</sup> siècle impliquant l'Europe, la Russie, la Chine, le Vietnam et bien d'autres pays de la région. Il a connu plus profondément qu'ailleurs le nazisme, le stalinisme, la division en blocs, les guerres.

Le continent porte les stigmates de cette époque. La menace nucléaire est mondiale, mais l'Eurasie a le monopole des « points chauds », là où les détenteurs de l'arme partagent une même frontière – Russie et membres de l'OTAN à l'ouest, Inde et Pakistan au centre, Taïwan au sud (Chine-États-Unis), péninsule coréenne à l'est.

Ce passé est néanmoins révolu. La défaite internationale, dans les années 1980, de ma génération militante a ouvert la voie à l'expansion de la contre-révolution néolibérale et à la mondialisation capitaliste. Le vocabulaire et les réflexes de la dite Guerre froide (brûlante en Asie) sont réapparus en réaction à l'invasion de l'Ukraine, ce cadre d'analyse n'en est pas moins obsolète. La Russie et la Chine sont intégrées au même marché mondial que les États-Unis et l'Europe. L'une des grandes questions actuelles concerne les contradictions provoquées par les conflits entre États dans un monde interdépendant régi par la libre circulation des marchandises et des capitaux.

Nous devons nous libérer du logiciel analytique plus ou moins inconscient de la Guerre froide pour mieux penser le neuf à l'heure où l'Eurasie est redevenue le théâtre d'une confrontation aigüe des grandes puissances, que ce soit à l'Est autour de



\* Pierre Rousset, dirigeant de longue date de la IV<sup>e</sup> Internationale, militant du Nouveau parti anticapitaliste (NPA, France), a participé à la fondation et a dirigé l'Institut international de recherches et de formation (IIRE-IIRF) d'Amsterdam. Il anime l'association Europe solidaire sans frontières (ESSF). Cet article a été écrit pour la revue *Viento Sur* d'août 2022. Il a été publié en français le 13 juillet 2022 par *Europe solidaire sans frontières* (<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article63279>).

1. Voir notamment Pierre Rousset, « D'où surgit le nouveau capitalisme chinois ? "Bourgeoisification" de la bureaucratie et mondialisation », *Inprecor* n° 603/604 de mars-avril 2014.

# États-Unis et Eurasie

Taïwan depuis l'accession au pouvoir de Xi Jinping ou à l'Ouest depuis l'invasion de l'Ukraine.

Les États-Unis restent, de loin, la principale puissance militaire mondiale, mais cela ne veut pas dire qu'ils sont en position de supériorité en tout lieu et à tout moment. Cette supériorité dépend de la nature du théâtre d'opérations, de la fiabilité des alliés, de la situation politique intérieure, de la logistique... Or, disons que sur tous les « *fronts* » eurasiatiques, ils se trouvaient en situation de faiblesse.

Le président Obama aurait voulu faire basculer le « *pivot* » du dispositif politico-militaire des États-Unis en Asie. Il ne l'a pas pu, englué dans la crise moyen-orientale. Pékin en a profité pour établir son emprise dans toute la mer de Chine du Sud sur laquelle il a proclamé sa souveraineté sans tenir aucun compte des droits maritimes des autres pays riverains. Il en exploite les richesses économiques et a construit, sur des récifs, un ensemble d'îles artificielles abritant un réseau dense de bases militaires. Donald Trump a été incapable de poursuivre une politique chinoise cohérente. Joe Biden a réussi à recentrer les États-Unis en Asie-Pacifique, mais il est confronté à une situation de fait accompli.

La guerre n'est pas qu'une affaire militaire, tant s'en faut, mais le sort des batailles n'est pas sans importance. Or, un conflit en mer de Chine du Sud tournerait probablement à l'avantage de Pékin qui pourrait utiliser ses armes les plus modernes, la puissance de feu combinée d'une zone maritime et d'une ligne côtière militarisées, la proximité des bases continentales (missiles, aviation...), ainsi que les facilités logistiques assurées par un réseau routier et ferroviaire moderne (rapidité d'acheminement et de déplacement sur le front des troupes, des munitions...). La guerre d'Ukraine s'inscrit dans la durée et l'on voit à quel point elle est consommatrice d'obus ! Le réarmement constant des fronts est une contrainte majeure, bien plus simple à résoudre par Pékin que par Washington. Le Pentagone se trouve devant une équation compliquée à résoudre.

Cette analyse est cependant contestable (2). La Chine n'a pas d'expérience de la guerre moderne. La stratégie maoïste était défensive, avec pour pilier l'armée de terre et la mobilisation populaire. Xi Jinping construit à marche forcée les attributs d'une grande puissance avec pour pilier la Navale. Cependant, ses troupes, son matériel, la fiabilité et la précision de son armement, sa chaîne de commandement, son organisation logistique, son système d'information (maîtrise de l'espace) et d'intelligence artificielle n'ont jamais été testés en situation réelle – quant à sa flotte de sous-marins stratégiques, elle représente toujours un talon d'Achille.

Au moment de l'invasion de l'Ukraine, Washington était aussi en situation de faiblesse en Europe. La Russie se serait préparée pendant au moins deux ans à une offensive sur le front européen, tant sur le plan économique que militaire. Même si Poutine espérait une victoire éclair en Ukraine (une erreur qui lui a coûté très cher) et la paralysie consécutive de l'OTAN (il connaissait son état de crise), il avait d'autres objectifs en vue et savait que la tension à ses frontières serait durable. En revanche, l'impréparation de Washington était patente.

Après l'échec afghan, l'OTAN était en état de crise et ses forces en Europe n'étaient pas massées en nombre aux frontières russes. Donald Trump avait dynamité les cadres de coopération multilatéraux du camp occidental. L'impuissance de l'Union européenne était manifeste, incapable d'avoir ne serait-ce qu'une diplomatie cohérente vis-à-vis de la Chine et de la Russie.

Avec le Brexit, la coopération entre les deux pays possédant une armée d'intervention, la France et la Grande-Bretagne, était au point mort et leurs moyens restent très limités. Le moral ne va pas fort (la succession d'échecs subis par Paris en Afrique n'y est pas pour rien). Les forces françaises n'ont pas d'autonomie stratégique, dépendant de Washington pour le renseignement et... des Russes et des Ukrainiens pour se déployer. Ironie de l'histoire, Paris a en effet longtemps loué des gros-porteurs appartenant à des compagnies russes et ukrainiennes pour transporter ses troupes. J'imagine que ce n'est plus le cas (encore que, le capitalisme et le commerce étant ce qu'ils sont...).

## L'Ukraine en contexte

L'OTAN n'était ni la seule ni la principale raison de l'invasion. Selon les propres dires de Poutine (3), elle visait à rayer de

la carte l'Ukraine – cet État qui à ses yeux n'aurait jamais dû être. Il est impossible de savoir ce qui se serait passé si une guerre éclair avait permis à la Russie de conquérir le pays, de le balkaniser et d'établir à Kiev un gouvernement fantoche. Cela n'a pas été le cas, l'offensive russe étant mise en échec par une résistance nationale massive impliquant l'armée, les forces territoriales et la population.

C'est dans ces conditions que la guerre d'Ukraine est devenue un fait géopolitique majeur qui provoque des réalignements géostratégiques beaucoup plus complexes que l'on pourrait imaginer.

## Pékin et le scénario qui n'a pas eu lieu

À quel point la direction du PCC avait-elle été prévenue des projets russes ? À la veille de l'invasion, Xi Jinping et Poutine avaient annoncé en fanfare un accord de coopération stratégique sans limites. Cependant, Pékin n'a pas attaqué Taïwan, ouvrant un second front, bien que l'occasion puisse sembler favorable et que Xi avait fait de la « *reconquête* » de ce territoire un marqueur de son règne. De fait, la Chine a commencé par afficher une posture prudente à l'ONU, ne se dissociant pas explicitement de Moscou, mais n'opposant pas son veto à la première condamnation de l'invasion et affirmant même que les frontières internationales devaient être respectées. Rappelons que pour la direction du PCC (et l'ONU), Taïwan est une province chinoise et non pas un État étranger.

Pourquoi cette retenue ? Envisageons plusieurs raisons. La première est militaire. Taïwan constitue un énorme abcès de fixation au cœur de la mer de Chine du Sud que Pékin aimerait crever, mais la traversée du détroit, large de 120 kilomètres, rend une invasion très périlleuse. Les Taïwanais ont probablement les moyens de résister le temps que les forces étatsunien-nes arrivent en couverture. Quels que soient les progrès accomplis, l'aéronavale chinoise n'est pas en mesure de faire front. Xi Jinping n'a certainement pas oublié les échecs passés, quand Mao, au sortir de la guerre civile, a tenté par trois fois de s'attaquer au Kuomintang (Guomindang) de Tchang Kai-check replié sur l'île. La réciprocité est aussi vraie : une invasion étatsunienne de la Chine semble inenvisageable.

Deuxième raison, les intérêts russes et chinois ne coïncident pas toujours, tant s'en faut. Leur alliance fait sens dans un contexte défensif et la Russie possède une expérience dont la Chine a cherché à tirer

2. Voir notamment Pierre-Antoine Donnet, « Taïwan : comment comprendre les déclarations de Joe Biden ? », *Asialyst* du 26 mai 2022 : <https://asialyst.com/fr/2022/05/26/taiwan-defendu-washington-si-pekin-attaque-comprendre-discours-biden/>

3. Voir les citations de ses discours dans Yorgos Mitralias, « Poutine : "Lénine est l'auteur de l'Ukraine d'aujourd'hui" ou comment tout ça est la faute à ... Lénine et aux bolcheviks », *Europe solidaire sans frontières* du 10 mars 2022 : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article61543>



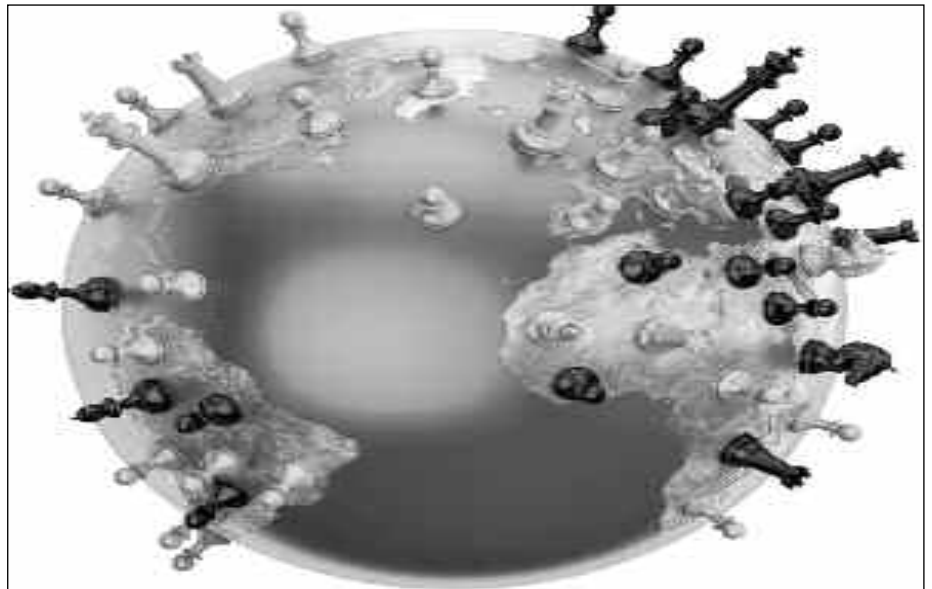
profit, en participant par exemple à des exercices militaires conjoints en Sibérie. Cependant, le contentieux historique entre Moscou et Pékin à l'arrière-plan de la rupture sino-soviétique de 1969 est très lourd (il avait débouché à l'époque sur un état de guerre pour le contrôle du fleuve frontalier Amour). Avec l'initiative majeure de Xi Jinping des nouvelles routes de la soie, l'influence chinoise s'est considérablement renforcée en Asie centrale – dans une région que Poutine considère comme sienne. L'invasion de l'Ukraine remet en cause les intérêts chinois en Europe orientale (y compris en Ukraine) et occidentale. Abandonner ses propres ambitions européennes au nom des ambitions impériales de Moscou n'a rien d'évident. Cependant, le pire scénario possible pour Pékin serait de se retrouver seul face à Washington.

Troisième raison, la position de Xi Jinping au sein du PCC n'est pas consolidée. Sa gestion de la pandémie Covid-19 est critiquée. L'état-major de l'armée n'a pas digéré les purges dont elle a été l'objet. Les fractions éliminées sans ménagement des organes de pouvoir attendent l'heure de la revanche. Xi a imposé une réforme constitutionnelle qui lui permet de présider aussi longtemps qu'il le voudra – mais le pourra-t-il ? Un parti de 90 millions de membres dans un pays-continent ne se mène pas à la baguette et sa situation est probablement plus fragile qu'il n'y paraît.

## Une crise de gouvernance généralisée

La situation de Joe Biden aux États-Unis était déjà critique au moment de l'invasion de l'Ukraine, sans majorité fonctionnelle au Congrès, sous la menace d'un retour en force du trumpisme. Depuis, cela va de mal en pis, avec le coup d'État judiciaire rampant effectué par les six membres hyper-conservateur-es (contre trois membres sains d'esprit) de la Cour suprême.

On connaît maintenant comment l'extrême droite (en particulier évangéliste) a préparé depuis des décennies sa mainmise sur les institutions en formant et plaçant à des postes clés avocats et juges (4). On sait l'ampleur du complot trumpiste qui a conduit à l'assaut du Capitole (5)... et pourtant je n'arrive pas à comprendre comment aux États-Unis six personnes (six !) peuvent imposer leur dictature en rompant avec le fonctionnement traditionnel de la Cour suprême (6), en s'attaquant aux droits reproductifs, en bloquant le programme (pourtant si modéré) de lutte contre le réchauffement climatique et en



annonçant que ce n'est qu'un début et que leur offensive obscurantiste va se poursuivre en d'autres domaines, dont celui des élections.

Il y a d'importants contre-pouvoirs aux États-Unis, tel le rôle des États. Ce n'est pas le cas en France, pays de l'hyperprésidentialisme où Macron tente d'imposer un « dépassement » autoritaire de la démocratie bourgeoise, projet heureusement contrecarré (pour l'heure) à l'occasion des récentes législatives. La situation n'en est pas moins désastreuse outre-Atlantique comme en Europe (la pantalonade de Boris Johnson...). Nous traversons une crise d'agonie démocratique.

## La mondialisation en crise critique

La mondialisation marchande est aujourd'hui à l'arrêt, même si ce n'est pas nécessairement le cas de la mondialisation financière. La géopolitique étudie en principe la corrélation entre de nombreux facteurs, ce qui ne peut être qu'un travail collectif (7). Cela sort de mon sujet. Cependant, l'Eurasie a fait don d'un nouveau facteur géopolitique de première importance : la pandémie Covid-19. Née en Chine, elle s'est propagée en Europe qui lui a servi de tremplin pour gagner le monde entier.

La rapidité avec laquelle l'épidémie est devenue pandémie s'explique par l'incurie des pouvoirs qui ont tardé à agir (en Europe aussi), à la densité des échanges du capitalisme mondialisé et aux caractéristiques propres du virus Sars-CoV-2, notamment à sa capacité à fabriquer de nouvelles lignées de variants et à s'attaquer à quasiment tous les systèmes pulmonaire, sanguin, nerveux, digestif... (rien

à voir donc avec la grippe). Le seul précédent pourrait être la grippe mal nommée « espagnole » (elle était originaire des États-Unis), à l'époque de la Première Guerre mondiale, mais on ne savait pas alors analyser les variants et on ne peut donc comparer.

Nous sommes entrés de plain-pied dans l'ère des épidémies, en sus de la crise climatique et écologique. Le Covid-19 a fait exploser les contradictions d'une économie mondiale fondée sur la production à flux tendu et la croissance illimitée des échanges. Il n'y aura pas de retour en arrière.

## La nouvelle tectonique des plaques géopolitiques

Près de cinq mois après l'invasion de l'Ukraine, la situation mondiale pourrait paraître simple à caractériser : l'Eurasie et la zone indo-pacifique restent l'épicentre des conflits géopolitiques, le leadership étatsunien est restauré sur le camp occidental, l'OTAN est refondée avec des ambitions nouvelles, la Russie et la Chine font bloc malgré leurs contentieux dont nous avons parlé, une « démondialisation

4. Katherine Stewart, « United States : How the Christian right took over the judiciary and changed America », *The Guardian* du 25 juin 2022.

5. Neil Faulkner, « Where is America going ? – One year after the storming of the Capitol », *Anticapitalist Resistance* du 6 janvier 2022 : <https://anticapitalistresistance.org/where-is-america-going/>

6. « Abortion rights in USA : The Rightwing's Supreme Court Coup », *Against the Current* n° 219, juillet-août 2022 : <https://againstthecurrent.org/atc219/the-rightwings-supreme-court-coup/>

7. Un travail entamé, à son échelle, dans le cadre de la IV<sup>e</sup> Internationale. Les documents de discussion se trouvent sur son site (<https://fourth.international/fr/docs-fi>) et ont été publiés dans *Inprecor* n° 695/696 de mars-avril 2022.

# États-Unis et Eurasie

de guerre » est engagée sur tous les terrains, la crise climatique, écologique et sanitaire s'accélère en conséquence, la souffrance des peuples s'accroît à la mesure des désastres en cours.

● **La refondation de l'OTAN.** L'invasion de l'Ukraine a, comme prévu, permis à l'OTAN de surmonter sa crise post-Afghanistan en lui donnant une nouvelle raison d'être et une nouvelle légitimité – un très mauvais coup pour le combat contre l'Organisation et les alliances militaires. Le sommet de Madrid, fin juin 2022, a été l'occasion de se doter d'un mandat sans limites, l'autorisant à intervenir dans le monde entier contre toute « menace », quelle qu'elle soit (8). La Russie y est présentée comme « la menace la plus significative » pour l'heure, et la Chine, à terme, comme le principal « concurrent stratégique » en tous domaines.

Le « nouveau concept stratégique » de l'OTAN ne souffre aucune ambiguïté. La question reste : l'Organisation a-t-elle les moyens de sa politique ? Cela n'a rien d'évident. Si à l'ONU une majorité de pays a condamné l'invasion, seule une petite minorité s'est engagée dans la voie des sanctions. Aujourd'hui, Joe Biden et l'OTAN exigent des pays d'Eurasie et de l'Indo-Pacifique qu'ils fassent front commun à la fois contre la Russie et la Chine. Qu'ont-ils obtenu ? L'adhésion de nouveaux pays européens à l'Organisation avec, c'est cela qui est important, un soutien populaire, l'accord de la grande majorité des membres de l'Union européenne pour se ranger sous le parapluie militaire étatsunien, l'alignement enthousiaste du Japon.

8. Voir Jaime Pastor, « El "nuevo concepto estratégico" de la OTAN ¿Hacia una nueva guerra global permanente ? », *Viento Sur* du 2 juillet 2022, traduit en français par *Europe solidaire sans frontières* (« "Le « nouveau concept stratégique » de l'OTAN – Vers une nouvelle guerre globale permanente ? » (<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article63243>)).

9. <https://www.classements.net/classement-armees-plus-fortes-au-monde/>

10. Anuradha Chenoy, « Why India Won't Take Sides », *Rosa Luxemburg Stiftung* du 10 mai 2022 : <https://www.rosalux.de/en/news/id/46494/why-india-wont-take-sides?fbclid=IwAR2KsxO26t8edXX18ES4sb014gZxu5dljL3K52QdWoO-BcmNatjClce7g2U>

11. Kunal Chattopadhyay, « Understanding the Catastrophic Victory of the Fascists and the Long Term Consequences », *Radical Socialist* du 8 juin 2022 : <https://www.radicalsocialist.in/articles/national-situation/859-understand-the-catastrophic-victory-of-the-fascists-and-the-long-term-consequences>

12. Vitaliy Dudin, « La reconstruction de l'Ukraine doit profiter à la population. Mais l'Occident a d'autres idées », *Europe solidaire sans frontières* du 4 juillet 2022 : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article63269>

● **Le Japon.** La Constitution japonaise contient une clause pacifiste (l'article 9) qui interdit au pays de reconstituer une armée (« *le Japon renonce à jamais à la guerre en tant que droit souverain de la nation* »). Cette clause a été contournée (« *réinterprétée* ») à partir de 1954 par le Parti libéral démocrate (nationaliste de droite) qui a développé les « *forces d'auto-défense* » en contradiction avec l'article 9 qui précise que « *pour atteindre le but fixé au paragraphe précédent, il ne sera jamais maintenu de forces terrestres, navales et aériennes, ou autre potentiel de guerre* ».

Le Japon possède ainsi la cinquième armée du monde, derrière les États-Unis, la Russie, la Chine et l'Inde. Elle dispose notamment de 1 450 avions (seuls les États-Unis en ont plus) et d'une marine forte de 36 destroyers. Les destroyers sont les plus puissants navires de guerre après les porte-avions (9). Tokyo ne dispose pas de l'arme nucléaire, mais pourrait s'en doter très rapidement. Le gouvernement pense qu'en participant à des opérations multilatérales, il pourra créer un fait accompli et envoyer ses forces sur des théâtres d'opérations extérieurs. Tokyo jouera sa propre partition et ne sera pas un allié subordonné de Washington.

● **L'Inde.** Joe Biden a promu le concept de zone indo-pacifique pour intégrer New Delhi à un front commun face à la Chine. Il n'a aujourd'hui aucune chance d'obtenir l'accord du gouvernement Modi pour se ranger auprès de Washington contre la Russie. Pour des raisons d'opportunité évidentes, l'Inde affiche ostensiblement un principe de neutralité diplomatique. Elle entretient des liens continus avec Moscou depuis les années 1960 et environ 60 % de ses besoins militaires sont couverts par la Russie. Elle serait même d'accord pour envisager des échanges commerciaux en roubles (la devise russe) et non pas en dollars (10).

● **Les nouveaux non-alignés.** Le non-alignement est redevenu un thème récurrent. Le terme séduit, réveillant la mémoire de la conférence de Bandung en 1955. Cette conférence s'était tenue sous les auspices du dirigeant indonésien Soekarno, avec notamment en vedette Zhou Enlai pour la Chine, Nehru pour l'Inde, Nasser pour l'Égypte, Sihanouk pour le Cambodge, Tito pour la Yougoslavie, ainsi que le Japon (seul pays industrialisé) et Hocine Aït Ahmed pour le FLN algérien. Le Mouvement des Non-Alignés (MNA) s'inscrivait dans un vaste combat pour la décolonisation et la remise en cause de l'ordre dominant.

Rien à voir avec les non-alignés d'aujourd'hui, composés en règle générale de régimes qui n'ont rien de progressistes. Ainsi, l'Inde de Modi est considérée par de nombreux courants de gauche comme fasciste (11). Cependant, la référence au non-alignement signifie que les affaires continueront comme avant et que la Russie n'est pas isolée sur le plan international, d'autant plus que sa dénonciation des perfidies de l'Occident entre en résonance avec la mémoire populaire de la colonisation ou de l'invasion de l'Irak.

Aux frontières européennes de la Russie – tout étant relatif – l'OTAN et l'Union européenne apparaissent certes plus démocratiques que le régime poutinien, même si le programme de reconstruction de l'Ukraine discuté à Lugano, dans la perspective de l'après-guerre, veut imposer à la population les canons de l'ordre néolibéral (12).

## La solidarité

L'avenir reste très incertain. On ne sait pas comment les crises de décomposition démocratiques nationales peuvent se répercuter sur la situation internationale, on ne sait pas si une crise paroxysmique ne va pas s'ouvrir demain en Méditerranée autour de la Turquie ou au Moyen-Orient, comment la « *guerre totale* » (y compris les sanctions et contre-mesures économiques) va se poursuivre, si la brutalité des effets de la crise climatique ne va pas provoquer des vagues de migration et un nouveau durcissement de l'Europe forteresse...

La crise ukrainienne a cependant été l'occasion pour la gauche d'Europe occidentale de comprendre l'importance de l'expérience propre de la gauche d'Europe orientale, d'intégrer leur « *angle de vue* ». On ne peut penser la géopolitique sans s'élever au-dessus de son horizon national et apprendre à voir le monde d'ailleurs. Il ne suffit pas de soutenir nos camarades qui combattent de part et d'autre de la frontière russe, en particulier de *Sotsialniy Rukh*, le « *Mouvement social* » ukrainien, il faut aussi les écouter et apprendre.

De même, l'Ukraine ne doit pas faire oublier la terrible guerre qui ravage la Birmanie (Myanmar), ou la dangerosité du combat poursuivi aux Philippines après le retour au pouvoir du clan Marcos. La gauche radicale sera internationaliste en action ou ne sera pas. ■

Montreuil, le 13 juillet 2022

# Symptômes morbides du capitalisme décadent

Par  
Martín Mosquera\*

« **C**elui qui ne veut pas parler de capitalisme, écrivait Max Horkheimer en 1939, devrait se taire en ce qui concerne le fascisme ». La formule s'applique aussi dans le cas de l'extrême droite contemporaine : il est indispensable de parler du capitalisme et, surtout, de sa crise.

Il semble chaque jour plus évident que le système dans lequel nous vivons traverse une crise générale, et que nous ne sommes qu'au début d'une longue période de transition. Après chaque moment comparable, le capitalisme a opéré une profonde mutation : en 1873, en 1929, en 1973... À chacune de ces occasions, on a pu observer des transformations profondes, non seulement sur le terrain économique, mais aussi dans la façon même dont s'articulaient toutes les composantes du système capitaliste, jusque dans les champs institutionnel, idéologique et géopolitique.

S'il est commun d'identifier chaque crise à l'année du krach qui l'a ouverte, il est important de comprendre que son développement et sa résolution constituent, ensemble, tout un cycle historique. La période qui s'ouvre en 1873 et se ferme au début des années 1890 est connue comme la (première) Grande Dépression, qui enterra le capitalisme **de libre concurrence**, construit à partir de 1848. La crise de 1929 commença en réalité avec la guerre de 1914-1918, et continua à prendre de l'ampleur jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Eric Hobsbawm parle de cette période comme « *l'ère des catastrophes* » : les deux guerres mondiales, la plus grande dépression économique de l'histoire du capitalisme, l'ascension du fascisme en Europe, l'holocauste. Seule toute cette destruction, et une nouvelle mutation profonde, pouvait permettre au capitalisme de se stabiliser. L'après-guerre vit donc émerger le « *pacte fordiste* » et l'État-providence, qui permirent trois nouvelles décennies d'expansion. Dans ce cas, la stabilité politique et sociale créa

l'illusion que les déséquilibres propres au capitalisme avaient disparu, et que sa tendance aux crises cycliques avait été vaincue. Pourtant, le « *capitalisme keynésien* », comme on l'appelait, a connu sa propre crise dans les années 1970. De nouveau, le développement et la résolution de celle-ci se firent au prix d'une période de transition à la fois longue et pleine de convulsions : la déroute de l'ascension ouvrière de la fin des années 1960, la « *restauration conservatrice* » de Thatcher et de Reagan, les dictatures en Amérique latine et, comme moment culminant, la chute du « *camp socialiste* » et la restauration capitaliste en Europe de l'Est. Les années 1990 constituèrent l'apogée du néolibéralisme, qui s'imposa avec une force qui souffre peu de parallèles dans l'histoire moderne. Mais à partir de la crise financière de 2008, et de manière encore plus marquée après la paralysie de la production qu'a imposée le Covid-19, nous sommes entrés dans une nouvelle période de crise généralisée. Et, par conséquent, dans un nouveau cycle d'instabilité et de déséquilibres au niveau mondial.

On entend souvent cette phrase, que l'on doit au trotskiste britannique Tony Cliff, et qui définit notre époque comme « *les années 1930, au ralenti* ». Mais cette formule a beaucoup de limites : les différences avec la période de l'entre-deux-guerres sont au moins aussi significatives que les symétries, à commencer par l'absence de menace de révolution provenant de la classe laborieuse. Cependant, si l'on résiste à la tentation des analogies trop rapides, on peut admettre que cette phrase contient une part de vérité. L'irruption de la nouvelle extrême droite ne peut être dissociée de ce paysage de crise et de transition : le vieil équilibre est brisé, et les conditions ne sont pas réunies pour en établir un nouveau. Nous sommes donc, par conséquent, quelque part dans le fameux interrègne auquel se réfère Gramsci, celui dans lequel « *on observe les phénomènes [symptômes] morbides les plus variés* » (1).

## Le néolibéralisme et sa crise

Comme l'explique David Harvey, le néolibéralisme fut un projet de recomposition du pouvoir des élites économiques, qui avaient besoin de faire de nouveau pencher la balance du rapport de forces entre les classes en leur faveur, pour sortir de l'impasse dans laquelle était tombé le keynésianisme d'après-guerre. La concurrence marchande, libérée des entraves qui lui avaient été imposées dans la période précédente, servit à discipliner les travailleur-es et les excédents de capital. La destruction d'entreprises et d'industries entières, combinée à l'explosion du chômage, affaiblit considérablement les syndicats, et permit de rétablir un taux de profit correct du capital le plus compétitif.

À son apogée, le néolibéralisme a pu s'articuler avec des formes consensuelles de domination politique, au point d'obtenir un quasi-monopole sur le signifiant flou « *démocratie* ». Avant la chute du Mur de Berlin et le démantèlement du « *camp socialiste* », le capitalisme triomphant pu déclarer la fin du « *siècle des extrêmes* », et se situer dans le camp des vainqueurs dans la dispute séculaire entre « *démocratie* » et « *totalitarisme* ». Le mariage entre l'économie de marché et la démocratie libérale se présenta alors comme la « *fin de l'Histoire* » : la liberté maximale sur le plan civil, l'empire de la démocratie électorale, combinés à un règne sans limites du marché sur le terrain économique.

\* Martín Mosquera est professeur à l'université de Buenos Aires, membre du comité de rédaction de la *Revista Intersecciones*, rédacteur en chef de *Jacobin América Latina* et militant de Democracia Socialista (section sympathisante de la IV<sup>e</sup> Internationale en Argentine). Nous reproduisons ici l'éditorial de la *Revista Jacobin* n° 6 (<https://jacobinlat.com/2022/07/14/web-sintomas-morbidos/>). Traduit du castillan par Léonard Brice.

1. A. Gramsci, *Cahiers de prison* (1930), cité par G. Achcar, *Symptômes morbides – La rechute du soulèvement arabe*, Actes Sud 2017. G. Achcar écrit à ce propos que « *la traduction anglaise a rendu "fenomeni morbidi" ("phénomènes morbides" dans la traduction française) par "morbid symptoms" qui reste fidèle au sens* ».

## Extrême droite

Mais, comme le signale Adrián Piva, nous arrivons à un point où le capitalisme ne peut plus garantir sa domination politique uniquement au travers de la discipline du marché. Le capitalisme se « *repolitise* » : alors même que des mouvements énergiques d'intervention étatique dans l'économie font leur retour, les États se durcissent sur le plan politique. En conséquence, le verrou hégémonique qui liait le néolibéralisme à la démocratie commence à disparaître. Mais doit-on se contenter de dire que ce durcissement autoritaire des États n'est qu'un symptôme de plus de la crise ? Ou est-il aussi une clef de sa résolution, un aspect du paysage qui nous attend à la fin du chemin ? Le fascisme historique, comme le *New Deal* étatsunien, ont anticipé des tendances générales qui caractériseraient la nouvelle physionomie du capitalisme d'après-guerre. Doit-on en déduire qu'aujourd'hui nous avançons vers une phase du capitalisme où les mécanismes politiques visant à discipliner les masses, mécanismes dont l'extrême droite est l'expression la plus évidente, seront centraux ?

À cette tendance s'ajoute un autre phénomène : quarante années d'offensive néolibérale ont mené à une instabilité généralisée dans le monde du travail et à une anomie sociale, qui réveillent un désir d'ordre et de protection dans des couches significatives de la population. Autrement dit, l'exigence d'ordre commence à être, d'une certaine manière, une revendication venue **d'en bas**. Pourra-t-on voir apparaître une certaine harmonisation entre un désir conservateur de protection de certains secteurs des classes populaires et le besoin d'autorité du capitalisme qui stabiliserait un nouveau mode de domination politique ?

Ces dernières années, les vieux bastions ouvriers ont considérablement changé leurs habitudes de vote, en particulier en Europe et aux États-Unis, avec un soutien à Trump dans la *Rust Belt* ou la pénétration de Le Pen dans le nord ouvrier désindustrialisé français. La « *préférence nationale* » est devenue la consigne dominante de l'extrême droite dans les pays développés. Mais celle-ci reste volontairement ambiguë sur l'objet de cette **préférence** : par rapport à quoi la nation serait-elle prioritaire : les élites mondialistes ? les multinationales ? les migrant-es ? Les extrêmes droites, surtout, cherchent à capitaliser sur l'exigence des citoyen-es de leurs pays respectifs de bénéficier des résidus d'État-providence et de l'emploi au détriment des migrant-es. C'est cette politique qu'Habermas a baptisé « *chauvinisme-providence* ».

Il est clair qu'à un certain point, l'extrême droite s'est convertie en une expression distordue de l'indignation d'une partie des couches populaires soumises à des décennies d'offensive néolibérale. Il n'est pas exagéré d'affirmer que, dans certains pays et certains secteurs, le vote d'extrême droite est devenu un geste d'auto-affirmation de classe, pour une partie des travailleurs. Et – aspect indispensable à analyser – ce caractère de plus en plus plébien de l'extrême droite présente une symétrie inquiétante avec la période de l'entre-deux-guerres.

### Néofascisme ?

José Ortega y Gasset écrivait dans les années 1920 que « *le fascisme a un aspect énigmatique : il laisse apparaître en lui les contenus les plus opposés. Il affirme l'autoritarisme et organise la rébellion. Il combat la démocratie contemporaine, mais ne croit pas en la restauration de quoi que ce soit d'antérieur. Il se propose de forger un État fort, et il emploie les moyens les plus discourtis, comme s'il était un groupe factieux, ou une société secrète. Quel que soit le bout par lequel on le prenne, on trouve dans le fascisme une chose et son contraire, on trouve qu'il est à la fois A et non A.* »

Ces caractéristiques paradoxales se résument peut-être à une seule : la capacité de revêtir la politique réactionnaire d'un habit de rébellion et de l'associer dans le même acte à un mouvement de masse. Ce camouflage lui permet de capitaliser sur les frustrations sociales de différents types, et d'adopter un profil « *libérateur* ». Le fascisme, affirmait Hannah Arendt, est « *l'alliance temporaire de la foule et de l'élite* ». Cette singulière « *contre-révolution s'appuyant sur les défavorisés* », qui différencie le fascisme des autres mouvements autoritaires, sera reconnue par les plus lucides des analystes marxistes contemporains comme le fascisme historique. Togliatti définissait celui-ci comme un « *régime réactionnaire de masse* », en observant l'énorme mobilisation qui accompagne son ascension et qui revêt la forme d'une « *rébellion populaire* » contre les « *élites* ». Trotsky a écrit « *qu'à l'époque du déclin de la bourgeoisie, cette dernière a de nouveau besoin de procédés "plébien" pour résoudre ses tâches* ». En fait, le fascisme se considérait soi-même comme une « *révolution contre la révolution* » : une « *mobilisation totale de la société* », surtout de la petite bourgeoisie appauvrie par la crise économique, pour éviter la mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière.

L'extrême droite contemporaine présente également des caractéristiques de masse, « *populistes* ». Pourtant, sa pénétration dans les couches populaires est inséparable de la rupture d'une tradition et d'une mémoire du mouvement ouvrier, le vrai « *cordon sanitaire* » antifasciste. De ce point de vue, il est devenu habituel de rappeler la phrase de Walter Benjamin : « *chaque ascension du fascisme témoigne d'une révolution ratée* ». Dans les années 1930, le fascisme fut, comme disait Angelo Tasca, une « *contre-révolution posthume et préventive* », qui se fraya un chemin dans une situation intermédiaire dans laquelle les tentatives révolutionnaires avaient été mises en échec, mais où le mouvement ouvrier n'avait pas encore été mis hors de combat. Le fascisme n'a pas directement déjoué la révolution, mais il est venu terminer le travail. De nouveau, le parallèle avec notre époque n'est que partiellement pertinent, mais il permet d'observer une dynamique. Sur le temps long, il est impossible d'abstraire l'ascension de l'extrême droite de l'éclipse des traditions socialistes du mouvement ouvrier, et du tournant néolibéral d'une bonne partie des gauches durant les années 1980 et 1990.

En Amérique latine, en revanche, se développe une particularité qu'il convient de souligner : l'extrême droite est liée à cette exception, à l'échelle mondiale, qu'a constituée le « *cycle progressiste* ». C'est-à-dire qu'elle n'émerge pas comme une réponse directe à la crise du néolibéralisme, mais plutôt comme un revers d'une période politique qui était précisément la réponse à la crise du néolibéralisme. Pour cette raison, l'extrême droite de cette région du monde n'a aucun mal à s'associer à un ultralibéralisme économique, et elle assume un profil particulièrement anticommuniste, liée à une base de classe plus traditionnelle, dans les couches moyennes. Les gouvernements progressistes ont généré une réaction qu'ils n'attendaient pas, et qu'ils étaient incapables de contrer ; ils ont mis dans un état d'alerte les classes dominantes, sans se donner les moyens radicaux qui auraient permis de les mettre hors d'état de nuire. Et dans leur rupture partielle avec le néolibéralisme, ils ont fini par démoraliser et désorienter leur propre base. Il n'y aurait jamais eu de Bolsonaro sans les déceptions causées par le Parti des travailleurs (PT).

### Construire le « *parti du monde nouveau* »

Une gauche qui cède régulièrement face aux politiques néolibérales ne peut rien

faire d'autre que désagréger progressivement l'alliance historique entre le mouvement ouvrier et la tradition socialiste. Mais à l'inverse, tout indique que quand apparaît une nouvelle gauche radicale, sans compromission vis-à-vis du néolibéralisme, les secteurs populaires ne mettent pas longtemps à réagir favorablement : Bernie Sanders et Jeremy Corbyn dans la social-démocratie anglo-saxonne, Podemos, Syriza et La France insoumise en Europe continentale, la bolivarianisme en Amérique latine. Pour le moment, le lien n'est pas totalement rompu : l'extrême droite s'appuie avant tout sur la radicalisation de la base traditionnelle de la droite, qui a toujours inclus une partie de la classe ouvrière, en profitant de la démoralisation des secteurs populaires – qui les conduit surtout à une désaffection politique se manifestant principalement par l'abstention électorale – plus qu'en les capitalisant.

Une conclusion stratégique en découle. Si nous voulons combattre l'extrême droite, nous ne pouvons pas nous subordonner, comme disait Keynes pendant l'entre-deux-guerres, au « *parti du vieux monde* » : les Macron, Clinton, Alckmin, sont les représentants du *statu quo*, contre lequel s'élève la révolte réactionnaire. Il ne s'agit pas de sceller une alliance entre la gauche et le centre libéral, qui rappellerait le Front Populaire des années 1930. Si la gauche apparaît comme le flanc gauche du *statu quo*, le mécontentement populaire continuera son chemin vers les solutions autoritaires. Parce que comme le dit Rodrigo Nunes dans son analyse du bolsonarisme, l'extrême droite a le mérite de reconnaître « *que les choses vont très mal* » ; au-delà des soutiens transitoires au service d'objectifs pratiques, comme faire barrage à Trump, à Le Pen ou à Bolsonaro au moment des élections, un accord durable équivaut à renforcer la **cause** pour essayer d'éviter l'**effet**.

L'insatisfaction sociale vis-à-vis du néolibéralisme est toujours instable, et ne s'est pas encore définie sur le terrain politique. Comme l'affirmèrent les *opérais* italiens, s'il y a une crise du capitalisme, c'est parce qu'il y a des luttes. La crise est le symptôme d'un potentiel politique encore disponible. Contrairement à ce qui s'est passé dans les années 1930, l'extrême droite ne parvient pas pour l'instant à se stabiliser quand elle arrive au gouvernement, et elle ne réussit pas à donner une réponse d'ensemble à la crise. Cela signifie qu'il y a un terrain disponible pour politiser le mal-être de l'époque en l'orientant dans une direction émancipatrice. ■

# Guido Picelli

## L'homme qui mettait en déroute les fascistes !

*Il y a 100 ans, début août 1922, les « barricades de Parme » repoussaient les hordes de Mussolini*

Par  
Yorgos Mitralias\*

Durant l'entre-deux-guerres (mais pas seulement...), quand il y avait affrontement entre la gauche et les fascistes, c'étaient toujours les fascistes qui l'emportaient. Et malheureusement, le plus souvent sans rencontrer une vraie résistance. Cependant, il y a eu une exception de taille. Celle du révolutionnaire italien Guido Picelli, qui, le premier et bien avant tout autre, a compris ce qu'est et ce que veut le fascisme, et aussi comment il doit être combattu. Guido Picelli battait les fascistes quand il les trouvait sur son chemin : à Parme par des barricades en 1922 et en Espagne lors de la guerre civile en 1937. Alors, qui était et que faisait cet homme qui mettait en déroute les fascistes ?

Début août 1922, Parme est la seule grande ville italienne qui persiste à résister aux squadristes de Mussolini, déjà en marche vers le pouvoir. La grève générale, proclamée après la sanglante attaque des fascistes contre la ville de Ravenne, est annulée avant même qu'elle n'ait commencé, par les bureaucraties syndicales en débandade devant les menaces de représailles des fascistes. Mais les travailleurs et le peuple de Parme n'obéissent pas et partent en grève. Mussolini charge son bras droit Italo Balbo d'écraser les insoumis de ce « *bastion prolétaire* » qu'est la ville de Parme. Au moins 10 000 à 15 000 fascistes en armes de toute l'Italie du nord et du centre se précipitent sur la ville prêts pour l'assaut final et le bain de sang qu'ils promettent à ses défenseurs.

Dans Parme, Guido Picelli organise la défense, assigne des tâches précises à chacun et à chacune, et met en œuvre un plan minutieux de guérilla urbaine sans précédent, avec des rangées successives de tranchées, de fossés, de barricades, des barbelées, des câbles électriques, et même des champs de mines improvisés, défendus par la population des quartiers populaires et les travailleurs de la ville sous la direction des 400 *Arditi del Popolo*



plus ou moins armés, ces vétérans de la Première Guerre mondiale, que Picelli prépare au combat depuis 14 mois ! Ceux qui ont des armes tirent des balles ou lancent des grenades. Les autres, vieux, jeunes, enfants et surtout les femmes, résistent avec des pioches, des barres de fer, des pierres, des traverses, des briques, de l'huile bouillante et du... vitriol.

Profitant de la passivité bienveillante de l'armée et de la gendarmerie, les fascistes attaquent par vagues successives durant cinq jours, mais sont toujours repoussés laissant des dizaines de morts et de blessés. Et tandis que Balbo tente d'exorciser le mal en écrivant dans son journal « *si Picelli arrive à vaincre, les subversifs de toute l'Italie vont relever de nouveau la tête* », les fascistes battent en retraite dans un désordre indescriptible et leurs chefs décident de mettre fin à leur campagne, acceptant leur défaite cuisante et leur humiliation. Mais Picelli lance en vain des appels aux dirigeants sociaux-démocrates, communistes et syndicaux

\* Yorgos Mitralias, journaliste retraité, est l'un des fondateurs et animateurs du Comité grec contre la dette, membre du réseau international CADTM et de la Campagne grecque pour l'audit de la dette. Il a également animé le site Europeans For Bernie's Mass Movement.

# Histoire

pour qu'ils profitent de la victoire des antifascistes de Parme et pour qu'ils généralisent l'exemple de ses braves défenseurs dans toute l'Italie. Tous font la sourde oreille et lui tournent le dos. Trois mois plus tard, Mussolini devient Premier ministre, le fascisme arrive pour la première fois au pouvoir, et commence à inspirer une foule d'imitateurs partout en Europe, dont un certain Adolf Hitler. La suite tragique est bien connue... et hélas, un siècle plus tard, elle n'a pas encore pris fin !

Espagne, premiers jours de janvier 1937, au village Mirabueno de la province de Guadalajara, Picelli assume, seulement pour un jour (!), le commandement du bataillon Garibaldi des volontaires antifascistes italiens, et remporte la seule victoire des antifascistes sur le front de la défense de Madrid : à la tête de ses hommes, il lance une attaque éclair, brise les lignes fascistes, entre dans Mirabueno, fait des dizaines de prisonniers franquistes et libère une grande partie de l'autoroute qui relie Madrid à Saragosse. Mais, trois jours plus tard, Guido Picelli meurt atteint par une balle... au dos à hauteur du cœur. Une balle tirée d'une arme qui n'appartient pas aux fascistes de Franco.

Trois funérailles d'État – à Madrid, à Valencia et à Barcelone – sont organisées pour Guido Picelli. Selon les journaux de l'époque, 100 000 personnes ont assisté aux funérailles dans la capitale de la Catalogne, dont le consul soviétique de Barcelone, Antonov-Ovseenko, le légendaire bolchevique qui a dirigé la prise du Palais d'Hiver lors de la Révolution d'Octobre. Un an plus tard, ce vieux-bolchevique est fusillé à Moscou...

## Picelli et son « Front unique antifasciste »

La grandeur mais aussi la tragédie de Guido Picelli, c'est que, tout au moins au début des années 1920, il s'est trouvé virtuellement seul à batailler contre le fascisme triomphant. La raison profonde de cette solitude politique c'est qu'il n'y eut presque personne en Italie mais aussi partout ailleurs, en mesure de comprendre ce qu'était, ce que voulait et ce que représentait la nouveauté politique absolue qu'était à cette époque le fascisme mussolinien et son mouvement. C'est ainsi que le Parti socialiste italien, faisant preuve de ses illusions légalistes, a eu l'idée géniale de conclure un Pacte de pacification avec... Mussolini en 1921 (!). Quant au tout jeune Parti communiste qui venait de naître, il préférait excommunier ceux qu'il qualifiait

de « *petits bourgeois* » qui avertissaient contre le danger fasciste et combattaient – souvent les armes à la main – les *squadristi*, optant par contre pour l'isolement sectaire et l'extrême gauchisme de son leader d'alors, Amadeo Bordiga. L'aboutissement logique des politiques criminelles tant du Parti socialiste que du Parti communiste a été que tous les deux ont d'abord pris leurs distances et ensuite ont dénoncé la milice antifasciste populaire que tendaient à devenir les *Arditi del Popolo*, lesquels étaient pour Picelli l'embryon de « *l'Armée Rouge Révolutionnaire* » que lui-même souhaitait de toutes ses forces parce qu'elle correspondait aux besoins d'alors de la lutte antifasciste et du mouvement ouvrier.

L'énorme contribution de Guido Picelli à la théorie et à la praxis de l'antifascisme, c'est donc qu'il a compris avant tous les autres ce qu'était et ce que cherchait le fascisme mussolinien. C'est-à-dire que le fascisme avait pour raison d'exister et aussi comme unique programme de détruire – par la plus extrême des violences – toutes les organisations des travailleurs, sans la moindre exception, afin d'atomiser ces derniers pour qu'ils ne puissent plus résister face au patronat et l'État bourgeois. Voici donc ce qu'il écrivait déjà avant les « *glorieuses journées de Parme* » : « *Le fascisme, bien que plusieurs y aient cru, n'a ni contenu spirituel ni programme. Mussolini lui-même, le chef des brutes, a admis dans un article au Popolo d'Italia du 23 mars 1921, que le fascisme "n'est pas un parti, c'est un mouvement". Son unique objectif est donc de défendre des intérêts matériels : Les estomacs bien nourris des bourgeois, leurs porte-monnaie bien remplis et tout ce qu'ils ont volé au travailleur, au pauvre.*

« *Mais il a une méthode : la violence aveugle, féroce et barbare. Qu'il utilise contre les organisations prolétariennes, contre les partis subversifs avec comme but unique de soumettre les travailleurs à la volonté des patrons, d'augmenter les heures de travail et de faire baisser les salaires, de détruire les contrats collectifs et de retourner au système médiéval de l'offre et de la demande et de transformer de nouveau le paysan en une brute et l'ouvrier en esclave.*

Ayant compris que les hordes des brutes fascistes de Mussolini ne faisaient pas de distinction entre les organisations politiques, syndicales, ou culturelles rouges (communistes), blanches (catholiques) et roses (social-démocrates et républicaines) des travailleurs des villes et de la campa-

gne, Picelli a tiré la seule conclusion politique possible : Unité des travailleurs et des victimes du fascisme, au-delà de leurs différences partidaires et autres ! C'est-à-dire ce qu'il a lui-même appelé « *Front unique prolétarien* » ! Alors, écoutons-le pour une raison supplémentaire : parce que ce qu'il dit reste d'actualité et n'est pas toujours bien assimilé par la gauche de pratiquement toutes les couleurs.

« *Au front unique de la bourgeoisie, nous devons opposer celui du prolétariat. Seulement avec l'unité nous pouvons l'emporter, puisqu'il est évident que nous sommes une force, une force qui ne s'impose pas aujourd'hui seulement parce qu'elle est divisée en plusieurs petits regroupements en désaccord entre eux.*

« *Cependant, l'unité proprement dite ne s'obtient sûrement pas au champ politique, et on ne peut pas prétendre que celui qui suit une ligne précise renonce à ses idées. Non. Que chacun reste ce qu'il est, fidèle à ses propres principes. (...)*

« *La bourgeoisie ne se divise pas et ne discute pas, elle tue sans pitié. Le fascisme a comme premier commandement : tuer. C'est pourquoi il faut, pour l'instant, laisser de côté les critiques et les polémiques qui n'aboutissent à rien, oublier les vieilles rancoeurs, descendre sur le terrain commun de la défense et agir.*

« *Les polémiques nous divisent, mais la cause commune nous unit.*

« *Travailleurs de la terre et des ateliers, vous qui souffrez et êtes poursuivis, mettez-vous tous d'accord, et unissez-vous pour l'effort suprême !*

« *L'Unité fait la force !*

« *Ceux qui aujourd'hui divisent les masses sont des petits hommes, qui veulent devenir quelqu'un pour avoir le prestige qu'ils n'ont pas. Ils sont des égoïstes et des spéculateurs, qui mettent leurs intérêts personnels au-dessus de ceux de la collectivité. Ils jouent le jeu des adversaires et ils sont des traîtres.*

« *Le salut du prolétariat se réalise seulement par la mise en valeur de ses propres forces effectives, par l'unité. (...)*

« *Aux réunions privées et publiques, aux conseils, aux congrès, aux médias, nous devons demander l'unité par tous les moyens. Demain il se peut qu'il soit trop tard. Ceux qui occupent des postes de responsabilité aux organisations et qui, en raison des sectarismes nuisibles et stupides, font obstacle à l'unité du prolétariat, doivent être remplacés. Ils doivent se retirer et rentrer dans les rangs comme simples militants. On en a assez avec les questions personnelles. La réaction fait*

rage, et partout on meurt ».

Mais Guido Picelli ne s'est pas contenté d'analyser correctement, lui le premier, la nature et les caractéristiques du « phénomène » fasciste qui était jusqu'alors totalement inconnu. Il a fait plus que ça : comme la situation critique ne permettait pas la moindre temporisation, il s'est empressé de mettre en application ses conclusions théoriques. C'est ainsi qu'il a donné une réalité en chair et en os à son « *Front unique prolétarien* », désignant comme son bras droit l'anarchiste cheminot et vice-commandant des *Arditi del Popolo* Antonio Cieri, lequel s'est avéré être un stratège génial, tant durant les « *Journées de Parme* » que 15 ans plus tard dans la guerre civile d'Espagne, où il a lui aussi perdu la vie.

Mais Picelli n'a pas recruté seulement les anarchistes. Il a préparé le terrain et a tout fait pour que trouvent leur place en première ligne de son « *Front unique* » les militants des partis socialiste, communiste, républicain et même les catholiques du Parti populaire, l'ancêtre de la Démocratie Chrétienne de l'après-guerre ! D'ailleurs, plusieurs d'entre eux sont morts en héros défendant les barricades, comme par exemple le conseiller communal de Parme, Ulisse Corraza...

Pour mieux comprendre l'énorme importance de la mise en œuvre du « *Front unique* » par Picelli, il suffit de se rappeler un fait incontestable, dont les conséquences néfastes continuent d'influencer nos vies : c'est parce que tant les socialistes que les communistes allemands ont refusé de former leur propre front unique antifasciste, que Hitler a pu prendre le pouvoir avec les tragiques conséquences qu'on connaît : la Deuxième boucherie mondiale, la Shoah et même la persistante faiblesse et l'impuissance de la classe ouvrière allemande à laisser derrière elle sa défaite historique de 1933 pour mieux se défendre et revendiquer ses droits.

En réalité, à l'époque où Picelli a réalisé le « *front unique* » à Parme, il y avait seulement un autre dirigeant communiste qui proposait la même chose dans son pays. C'était le plus proche compagnon de Rosa Luxemburg et premier secrétaire général du Parti communiste allemand (KPD) : Paul Levi (1). Mais, comme Picelli, Paul Levi n'avait le soutien ni de son parti ni même de la Troisième Internationale qui a refusé de peser de tout son (énorme) poids contre les ultra-sectaires et gauchistes italiens et allemands et en faveur de deux défenseurs géniaux mais solitaires du « *Front unique antifasciste* ». Dans le



cas de Paul Levi, le résultat a été également tragique : des défaites et des « *occasions perdues* » consécutives qui ont vu le KPD faire chaque fois ce qui était diamétralement opposé à ce qu'il aurait dû faire. C'est-à-dire des insurrections proches du putschisme quand les conditions étaient défavorables (1921), et le refus de tenter l'assaut final contre le pouvoir quand les conditions l'imposaient (1923)...

Il restait à Picelli de tirer la dernière conclusion de son analyse du fascisme, celle qui concerne les pratiques et les moyens employés pour combattre la peste brune. Étant donné les événements qui ont suivi et les expériences acquises en Allemagne, en Espagne et ailleurs, jusqu'à nos jours, la perspicacité et la clairvoyance de Picelli ne peuvent qu'impressionner encore plus. Écoutons-le de nouveau :

« *Le fascisme se combat seulement avec l'action directe et dans les rues, parce qu'il n'est que la conséquence logique de la lutte de classes, laquelle, assumant une forme violente, se transforme en guerre de classes.*

« *Quand le fascisme est apparu, les naïfs et ceux de mauvaise foi ont dit aux masses : ne bougez pas, c'est un phénomène transitoire, une tempête qui passe. Les masses ont obéi et sont restées immobiles, et c'est ainsi que la bourgeoisie a pu continuer la mobilisation armée de ses forces. Le fascisme a déclaré la guerre et ne trouvant pas d'obstacles, il a avancé occupant et détruisant nos positions.*

« *Plus le prolétariat restait immobile, plus il se montrait disposé à tout subir et supporter avec une résignation stoïque, plus il se pliait et plus la réaction devenait furieuse. Les matraques et les massues n'ont pas eu de scrupules. Elles ont tué continuellement.*

« *Aujourd'hui, on compte les terribles conséquences des erreurs commises par*

*les naïfs et ceux qui, de parfaite mauvaise foi, ont contribué à créer en Italie une situation insoutenable, agissant comme des traîtres.*

« *Nous avons toujours affirmé que le fascisme, dès sa naissance, devait être battu en brèche. Descendre sur le terrain de la violence, puisque c'est lui qui y est descendu le premier, adopter les mêmes méthodes et le combattre jusqu'à le rendre inoffensif.*

« *Et au lieu de ça, on a empêché même ceux qui avaient été frappés de se défendre.*

« *Quand le prolétariat, désormais fatigué de souffrir et de se voir dépossédé de tout, a créé ce magnifique organisme de défense que sont les Arditi del Popolo, les chefs des Confédérations et les dirigeants des diverses tendances réformistes se sont empressés de désavouer ce qui était le mouvement spontané prolétaire, déterminé par l'impérieux besoin de sauver au moins la vie. (...)*

« *Qu'est-ce qu'ils attendent pour mobiliser partout ? Les Arditi del Popolo, ou fils du peuple, qui forment les patrouilles d'avant-garde du mouvement révolutionnaire, de l'armée rouge, sont déjà en contact avec l'ennemi. Maintenant, c'est au gros de nos forces de s'aligner et de se préparer à lutter. »*

Et Guido Picelli de conclure son appel antifasciste de résistance et de lutte avec les exhortations dramatiques suivantes :

« *Arditi del Popolo, criez votre terrible Basta ! Tous debout comme un seul homme et prêts à la rescousse ! Travailleurs de diverses tendances politi-*

1. Bien que Lénine ait déclaré que Paul Levi avait totalement raison, il ne s'est pas opposé à son exclusion du parti quand Levi a démissionné du poste de Secrétaire général après avoir constaté qu'il lui était impossible de suivre la désastreuse politique de la grande majorité de sa direction.

# Histoire

ques, levez-vous tous contre la loi de la matraque ! Vive le Front Unique ! Vive l'Armée de Libération Proletarienne ! »

Pourtant, Picelli ne se contente pas de lancer des mots d'ordre et des exhortations. Ni de se fier aveuglément aux improvisations et à la spontanéité des masses, aussi combatives et conscientes soient-elles. Il sait très bien que tout ça ne suffit pas pour affronter les fascistes de Mussolini bien armés et bien organisés. Et c'est pour ça qu'il explique et popularise les leçons du combat victorieux de Parme, mettant en exergue ce que lui-même appelle « Organisation technico-militaire prolétarienne ». Voici donc ce qu'il écrit :

« Pour nous attaquer, la bourgeoisie n'a pas créé un parti, qui ne serait pas suffisant, mais un organisme armé, son armée : le fascisme. Nous devons faire de même. Créer notre propre armée de telle façon qu'elle nous permette de résister et de se défendre. Il n'y a pas d'autre moyen. La défense désordonnée et décousue, faite jusqu'à maintenant, n'a servi à rien. Pour citer un exemple et prouver comment seulement avec l'encadrement des forces disciplinées et des actions concertées on peut tenir tête à l'adversaire, il suffit de penser à Parme qui a été la seule ville qui a su repousser les troupes fascistes après cinq jours (...).

« Mais, à Parme, les Arditi del Popolo ont été constitués depuis 14 mois, organisés militairement et disciplinés. À Parme il y a eu tout un travail patient de préparation morale et matérielle. Voilà pourquoi quand l'armée fasciste s'est attaquée à la ville, elle s'est trouvée, pour la première fois en Italie, face à une autre armée organisée et dirigée, prête à se battre dans ses tranchées et derrière les barricades.

« Voilà pourquoi Parme n'est pas tombée en août. Voilà comment on prouve que le fascisme, quand il trouve devant lui un "obstacle fort", s'arrête et cède.

« Aujourd'hui, nous nous trouvons en pleine guerre civile et la guerre se fait comme ça.

« Nous sommes une force immense, mais désorganisée. Une fois organisée et disciplinée elle deviendrait si puissante qu'elle pourrait détruire le fascisme, pas une mais mille fois. C'est ça qu'il faut comprendre.

« Momentanément, nous nous trouvons dans des conditions d'infériorité parce que notre front est trop divisé et rétréci. Du point de vue tactique et stratégique, on sait que plus un front est rétréci

et plus facilement l'ennemi peut y concentrer ses forces et l'enfoncer. C'est pourquoi notre front doit s'étendre, s'unifier, afin de tenir l'adversaire occupé sur toute une ligne plus vaste.

« Il faut des hommes avec les aptitudes nécessaires, capables, d'une volonté de fer et qui, sans préjugé d'aucune sorte, procèdent le plus vite possible, dans les grandes et les petites villes et à la campagne là où c'est possible, à l'encadrement de tous ceux qui, conscients de l'heure tragique et de la période historique que la classe ouvrière est en train de traverser, se sentent soldats conscients de la grande cause prolétarienne. Partout, selon les possibilités, il faut constituer des groupes, des équipes et des bataillons organiquement parfaits, dirigés par les meilleurs éléments et en contact entre eux par un système de liaison simple et ordonné.

« Seulement comme ça et après la formation de notre armée disciplinée et puissante, nous pourrons résister au fascisme et le rendre impuissant.

« Quiconque croit encore aujourd'hui ou veut faire croire qu'il peut trouver la solution dans la simple action morale soit il s'illusionne, soit il trahit.

« Que le prolétariat italien sache comprendre la nécessité de l'organisation militaire rouge, en dehors des bourses du travail et des partis politiques. C'est indispensable pour la défense et la conquête de la liberté. » (2)

## Picelli et l'unité de la théorie et de l'action

Ce qui impressionne dans la vie de Guido Picelli c'est sa constante et inébranlable recherche de l'unité de la théorie et de l'action. Et également son refus constant du fatalisme et du conservatisme qui caractérisent les bureaucraties de toute espèce. Sans doute, ce sont ces traits principaux de la vie et de l'action de Picelli qui expliquent pourquoi il n'est jamais cité depuis 80 ans, pourquoi il reste inconnu ou presque inconnu même auprès de ceux qui sont très familiers avec l'histoire du mouvement ouvrier et révolutionnaire du XX<sup>e</sup> siècle. Manifestement, les bureaucraties savent se venger...

Enfant des quartiers populaires de Parme et fils de cuisinier, Picelli était destiné à devenir... horloger. Mais il avait d'autres projets puisque dès son plus jeune âge, il adorait les arts, et en particulier le théâtre. Alors, il est devenu acteur et il parcourait l'Italie avec ses compagnies théâtrales itinérantes, quand il ne jouait pas

dans les 2 ou 3 films muets qui sont arrivés jusqu'à nous. Cependant, la Première Guerre mondiale allait bouleverser radicalement sa vie, comme d'ailleurs la vie des millions de jeunes de tous les pays européens. Pacifiste et antimilitariste comme il était, il a choisi d'aller au front en tant qu'infirmier de la Croix Rouge, ce qui ne l'a pas empêché de se faire décorer et d'être promu officier.

Ayant vécu la boucherie incroyable de cette guerre, Picelli s'est radicalisé comme des millions d'autres jeunes, mais lui a choisi de réagir autrement : il est entré à l'académie militaire pour étudier l'art de la guerre et se préparer pour les prochains affrontements de classe, puisqu'il croyait déjà dur comme fer que « Une seule guerre est légitime et sacrée : la guerre des exploités contre leurs exploités ».

À la fin de la guerre, Picelli assume donc des tâches que refusent les organisations de gauche, à l'opposé des fascistes qui les assument volontiers : d'abord, il organise les jeunes vétérans de guerre, qui sont physiquement et psychiquement mutilés, précocement vieillis à leurs vingt ans, infirmes, chômeurs, pauvres et méprisés. Alors, il crée la *Ligue Proletarienne des mutilés, infirmes, vétérans, orphelins et veuves de guerre*, laquelle promeut non seulement l'entraide mais aussi « l'autodéfense révolutionnaire ». Et ensuite, en février 1920, il crée à Parme ses *Gardes rouges* en tant qu'embryon de l'Armée rouge prolétarienne qu'il souhaite voir naître, soutenu seulement par quelques camarades dont son ami Antonio Gramsci. C'est donc avec ces *Gardes rouges* que Picelli réussit à bloquer dans la gare de Parme, et après des affrontements armés qui font des blessés, des trains pleins de soldats italiens en partance pour l'Albanie pour servir la politique impérialiste et coloniale d'Italie.

Très populaire parmi le peuple de Parme, Picelli est élu député avec le Parti socialiste mais très vite il passe au Parti communiste avec lequel il est de nouveau plébiscité. Il a 33 ans quand il met en déroute les fascistes à Parme, et durant les quelques années qui suivent jusqu'à l'interdiction totale du système parlementaire par le régime fasciste (1926), Picelli échappe – parfois miraculeusement – à maintes tentatives d'assassinat, même à l'intérieur du Parlement (!), il est arrêté et emprisonné à plusieurs reprises bien que député du PCI, il parcourt l'Italie s'efforçant de réorganiser le parti en difficulté, et continue ses efforts pour créer des groupes armés antifascistes. Et le 1<sup>er</sup> Mai 1924,

2. Guido Picelli, *L'Ardito del Popolo*, 1<sup>er</sup> octobre 1922.



pour protester contre l'interdiction de la fête internationale du travail par Mussolini, Picelli invente une autre « *folle action* » de résistance exemplaire : il hisse au bacon du Parlement à Rome, un énorme drapeau rouge, provoquant une crise de nerfs aux fascistes et remontant le moral des antifascistes dans tout le pays. Finalement, en octobre 1926, il est arrêté, condamné et déporté d'abord à Lampedusa et ensuite à Lipari. Il réussit à s'évader et à se réfugier en France, au début de 1932...

## Entre la Scylla stalinienne et la Charybde fasciste !

Picelli voyage partout en France, multiplie les meetings, organise les ouvriers immigrés et les réfugiés politiques italiens, jusqu'à ce qu'il soit arrêté et expulsé. Il se réfugie en Belgique où il fait les mêmes choses et d'où il est aussi expulsé. Après un bref séjour à Berlin, juste avant la prise du pouvoir par Hitler, Picelli se réfugie finalement en Union soviétique, sûr que là-bas il pourra reprendre ses fonctions au sein de la direction en exil du parti, et entrer, comme promis, à l'académie militaire.

Ne se produisent ni l'un ni l'autre. Au lieu de l'Académie militaire Frounzé, on l'envoie travailler comme « *apprenti* » dans une usine de roulements, et l'homme fort du PCI Palmiro Togliatti ignore ostensiblement ses appels. Picelli et son épouse vivent dans la misère, mais lui ne proteste pas. Il est clair que Picelli du « *Front unique antifasciste* » est pour le moins « *suspect* » aux yeux des staliens qui, à cette époque, mettent en œuvre la politique criminelle du « *socialfascisme* ». Finalement, en 1936, il est licencié de son travail après que la cellule du parti de l'usine lui a fait un « *procès* » sous l'accusation farfelue que durant la Première Guerre mondiale, il a été... « *officier monarchiste* ».

Entre-temps en Espagne a commencé la guerre civile et Picelli veut désormais une seule chose : se battre en première ligne contre les fascistes de Franco. Pendant des mois, il demande en vain qu'on le laisse partir pour l'Espagne. Après maintes péripéties, on le lui permet et, muni d'un faux passeport, Picelli abandonne l'URSS. Après avoir traversé l'Allemagne nazie, il arrive à Paris où il retrouve des anciens camarades du temps des barricades de Parme, qui ne lui cachent pas leur antistalinisme.

C'est donc grâce à eux que Picelli rencontre Julian Gorkin, fondateur et dirigeant du POUM, le très antistalinien Parti ouvrier d'unification marxiste, qui se bat contre

Franco en première ligne avec ses milices armées. Quelques jours plus tard, Picelli arrive à Barcelone et rencontre le révolutionnaire catalan et leader du POUM Andreu Nin (3), ancien dirigeant à Moscou de l'Internationale syndicale rouge (Profintern) et ancien collaborateur de Trotsky. Nin lui offre le commandement d'un bataillon du POUM et Picelli accepte. Mais, comme on pouvait s'y attendre, la nouvelle que l'antifasciste légendaire Picelli s'apprête à collaborer avec des trotskistes et des antistaliens mobilise les centres staliens qui décident de tout faire pour l'empêcher. Des amis et camarades de Picelli lui transmettent la proposition de prendre le commandement d'une unité des Brigades internationales, et lui, bien que conscient des risques après que ses rapports avec le POUM ont été connus, accepte. Les antifascistes italiens de la Brigade Garibaldi l'accueillent avec enthousiasme, mais après une intervention des staliens, Picelli est privé du commandement de la brigade, qu'il obtiendra plus tard et seulement pour un jour, juste pour la bataille de Mirabueno.

Aujourd'hui, presque 80 ans plus tard, la version « *officielle* » de la mort de Picelli reste celle selon laquelle le révolutionnaire italien a été tué par une balle tirée par les fascistes. Pourtant, les incohérences et les contradictions des prétendus « *témoins oculaires* » de sa mort ont toujours crevé les yeux. Si aujourd'hui nous connaissons enfin la vérité, on le doit à l'historien et réalisateur italien Giancarlo Bocchi (4) et l'extraordinaire et persévérante enquête qu'il a menée pendant des années, faisant parler les archives des services secrets soviétiques à Moscou, et aussi les derniers compagnons de Picelli qui l'ont vu mourir assassiné le 5 janvier 1937, après avoir reçu « *une balle dans le dos à hauteur du cœur* ».

Parmi plusieurs autres, trois « *détails* » éloquents éclairent cet assassinat : quelques jours avant la mort de Picelli, des avions de chasse soviétiques avaient attaqué le bataillon Garibaldi, tuant 6 de ses miliciens, et les staliens s'étaient empressés de faire circuler la rumeur que le responsable de cette « *erreur* » était... Picelli. D'autre part, les archives de Moscou consultées par Bocchi ont montré que les prétendus « *témoins oculaires* » de la mort de Picelli, auxquels est due la version « *officielle* » de sa mort, étaient liés au tristement célèbre NKVD. Enfin, les mêmes archives ont révélé que toutes les propositions des haut gradés, même soviétiques, des Brigades internationales pour honorer Picelli à titre posthume, avec

la médaille de l'Ordre de Lénine ont rencontré une vive opposition des staliens, et particulièrement de celui qui était non seulement le bras droit de Togliatti et l'ennemi juré de Picelli, mais aussi collaborateur du NKVD pour le compte duquel il mouchardait les communistes Italiens réfugiés à Moscou. Son nom était Antonio Roasio et il avait rédigé un rapport secret qui rappelait les rapports de Picelli avec les dirigeants du POUM, avant de conseiller de lui attribuer la plus haute décoration honorifique soviétique. Par « *pure coïncidence* », ce Roasio était commissaire politique du Bataillon Garibaldi le jour de la mort de Picelli.

## Épilogue

Aujourd'hui, alors que l'extrême droite et les néofascistes relèvent la tête et font sentir de plus en plus leur si dangereuse présence en Europe, aux États-Unis et ailleurs, nous croyons qu'il n'y a personne en mesure d'exprimer mieux que Guido Picelli l'antifascisme pur et révolutionnaire, et surtout efficace et victorieux ! C'est donc pour cette raison que la « *redécouverte* » de Picelli et de son œuvre constitue plus qu'un simple acte de justice, rendu à un grand révolutionnaire, qui reste scandalusement oublié et inconnu depuis huit décennies. Elle constitue surtout une importante contribution à la lutte antifasciste d'aujourd'hui et de demain, car Picelli a énormément de choses à nous dire et à nous apprendre relativement à ce qu'est, ce que veut et comment doit être combattue la peste brune. Cette année, tout un siècle après les historiques « *événements de Parme* » d'août 1922, qui auraient pu changer radicalement la marche de l'histoire contemporaine et aussi nos vies si les directions de la gauche avaient suivi l'exemple de Picelli, nous avons une occasion en or pour connaître le « *Front unique antifasciste* » du peuple de Parme et apprendre de lui. Ne perdons pas cette occasion pour la énième fois. Ce passé a sûrement de l'avenir... ■

3. Andreu Nin a été assassiné en 1937 après avoir été sauvagement torturé par ses bourreaux staliens. Selon les archives du KGB à Moscou ouvertes en 1990, les assassins de Nin ont agi sur ordre d'Alexander Orlov, chef du NKVD en Espagne, lequel a exécuté un ordre personnel de Staline.

4. Le livre de Giancarlo Bocchi, *Il Ribelle – Guido Picelli una vita da rivoluzionario* (IMPLIBRI, 2013) et son documentaire *Le rebelle* (2011), sont les fruits de son long travail d'investigation sur la vie et l'œuvre de Picelli. Tant son livre que son documentaire sont passionnants et, évidemment, précieux pour la vraie histoire du mouvement ouvrier contemporain.

# Qui fut, que fit Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev ?

Par  
Daniel Tanuro\*

Les réseaux sociaux charrient beaucoup de bêtises sur Gorbatchev. Il ne fut pas le fossoyeur de la révolution : celle-ci était morte, au moins depuis la prise du pouvoir par Staline en 1928.

La révolution, c'est le pouvoir révolutionnaire du peuple auto-organisé dans des conseils – les « *soviets* ». Quand Gorbatchev est entré en fonction, il y avait belle lurette que le pouvoir était aux mains exclusives d'une couche de bureaucrates qui vivaient comme des capitalistes. Ces parasites ne faisaient même plus semblant de croire au socialisme : leur rêve était de s'approprier la propriété étatique pour la transmettre à leurs descendants, pour achever leur métamorphose et ne plus être obligés de suivre dévotement les dogmes de la religion d'État « *marxiste-léniniste* » (pauvre Marx, pauvre Lénine !).

Cette clique de vieillards a mis Gorbatchev au pouvoir pour tenter de sauver le système de l'effondrement. Car tous le savaient : l'effondrement paraissait inévitable. Le plan de Gorbatchev était d'introduire des réformes de marché pour dynamiser l'économie planifiée (*perestroïka*) et des réformes démocratiques pour donner une légitimité au pouvoir de la bureaucratie (*glasnost*). Il n'était pas de faire éclater l'URSS ni de rétablir le capitalisme.

Gorbatchev a échoué pour toute une série de raisons (Afghanistan, Tchernobyl, la course aux armements de Reagan...). L'ambiance de « *fin de système* » a ex-

acerbé la guerre des clans au sein de la bureaucratie, on sentait venir la curée, chaque bureaucrate voulait s'assurer son pouvoir pour l'après, par tous les moyens. Les forces centrifuges ont grandi, notamment au niveau des républiques fédérées.

Mais le fond de l'affaire est que le monstrueux système d'une économie collectivisée fonctionnant (très mal) au service d'une caste bureaucratique et aux dépens des classes populaires était impossible à réformer. Il n'y avait que deux solutions : soit une révolution antibureaucratique avec réinvention du pouvoir populaire soviétique ; soit le rétablissement du capitalisme par la dictature des bureaucrates achevant leur mutation en capitalistes et faisant leur jonction avec le capital international. Après des décennies de totalitarisme et de mensonge, la première solution était devenue infiniment improbable.

Le Parti communiste chinois a vite tiré les leçons de Gorbatchev : *perestroïka* oui, *glasnost* non. Et surtout pas de droits démocratiques pour les nationalités de l'Empire ! C'est ainsi que la bureaucratie a réussi à garder le pouvoir tout en se transformant et en transformant la Chine en grande puissance impérialiste... au prix d'une dictature de fer exercée par un appareil policier hérité du stalinisme, qui emploie les méthodes *high tech* de la Silicon Valley.

Poutine aussi a tiré les leçons. Plutôt que le plan « *naïf* » de Gorbatchev, avec sa « *glasnost* », il aurait fallu en 1988-1991 couper les têtes, mettre au pas les Polonais, les Baltes, les Ukrainiens, les Géorgiens. Envoyer les chars, comme à Prague en 1968 et à Budapest en 1956. Pour Poutine, cette dictature aurait dû être installée dès le début, car elle est le complètement naturel de l'appropriation de la propriété étatique par la bureaucratie. La transformation des bureaucrates en oligarques capitalistes se serait faite alors de façon centralisée, sous la houlette de Moscou, au lieu de se faire de façon chaotique, sauvage, éclatée, dans des républiques indépendantes.

Poutine veut faire tourner la roue de l'histoire à l'envers (dans la mesure du possible de son armée) pour donner aux oligarques l'empire russe qu'ils n'auraient, selon lui, jamais dû perdre. Un empire basé sur les céréales et les énergies fossiles. C'est le sens de la guerre en Ukraine et c'est bien de guerre impérialiste qu'il s'agit.

Faire tourner la roue de l'histoire à l'envers définit le fantasme réactionnaire. À l'époque de l'impérialisme, celui-ci a toujours les traits du fascisme. C'est le sens de l'idéologie qui accompagne la guerre contre l'Ukraine. Ce n'est pas par hasard que Douguine (1) est un adepte de l'occultisme et un admirateur d'Evola (2). Ce n'est pas par hasard que le crime de Poutine est béni par le patriarche Kyrill en tant que croisade contre les gays et lesbiennes, ces « *dégénérés de l'Occident* ».

Et la gauche, là-dedans ? Elle est rattrapée par son histoire, par ses histoires.

Celles et ceux qui n'ont rien compris au phénomène bureaucratique, celles et ceux qui ne comprennent pas que Staline a dirigé une contre-révolution, qui pensent au contraire que le goulag, les procès de Moscou et le pacte avec Hitler ont « *sauvé le communisme* », sont bien démunis aujourd'hui. Leur logiciel politique défectueux les pousse à s'aligner dans le « *camp* » de Poutine.

Certains le font ouvertement, d'autres hypocritement, au nom de « *la paix* », de la « *coexistence pacifique* » (on croirait entendre les eurocommunistes du siècle passé !) et de la priorité aux problèmes sociaux des travailleurs « chez nous » (ça ne vous dit rien, ce « *chez nous* » ?). Mais dans les deux cas, le résultat est catastrophique : une politique contraire aux droits des peuples, à l'internationalisme, donc à la révolution, est menée en se drapant dans le drapeau rouge-brun d'un soi-disant « *marxisme-léninisme* ». « *L'histoire est notre livre* », disait Marx. Se tromper de livre est dangereux. C'est comme se tromper d'aiguillage. Dangereux. En particulier quand on pense que le livre est sacré. ■

3 septembre 2022

\* Pour la présentation de l'auteur, voir en p.3. Cet article a d'abord été publié le 16 août 2022 par Gauche anticapitaliste : <https://www.gaucheanticapitaliste.org/secheresse-canicule-et-revolution/>

1. Alexandre Douguine, théoricien politique d'extrême droite russe, est connu pour ses positions ultra-nationalistes et néofascistes. Il est l'auteur de nombreux essais et promeut les idées eurasistes, l'impérialisme russe et son expansionnisme militaire. Ses théories sont reprises par l'entourage proche de Poutine.

2. Julius Evola (1898-1974), philosophe italien d'extrême droite cherchait à concilier l'action politique contre-révolutionnaire avec les doctrines traditionnelles et à influencer Mussolini et Hitler.

# Capitalisme russe aujourd'hui : un cas de « primauté du politique » ?

Par  
Jairus Banaji\*

Une grande variété de caractéristiques et d'étiquettes sont utilisées pour décrire le régime économique actuel de la Russie. Il existe différents termes, allant de « *capitalisme d'État* » ou de ses diverses versions, depuis la « *forme hybride de capitalisme d'État du KGB* », que Catherine Belton emploie pour décrire le régime de Poutine, à la « *kleptocratie autoritaire* » de Karen Dawisha, en passant par le « *capitalisme de commandement* » de Richard Sakwa, sans oublier le terme « *capitalisme de connivence* » (le journaliste russo-américain Paul Klebnikov – assassiné à Moscou en juillet 2004 – avait décrit les oligarques du temps d'Eltsine comme des « *crony capitalists* » c'est-à-dire des « *capitalistes de connivence* »).

Je préfère la caractérisation « *capitalisme contrôlé par le Kremlin* », mais pour en révéler les particularités j'adopte ici une approche différente.

## Trois cadres d'analyse théorique

Au niveau théorique, je peux penser à au moins trois cadres d'analyse pour expliquer la nature du capitalisme russe au cours des deux ou trois dernières décennies : **l'intégrationnisme, les secteurs du capital et la primauté du politique.**

❶ **L'intégrationnisme** est apparu pour la première fois dans les débats économiques soviétiques des années 1920, comme l'a montré Richard Day dans son étude classique. Trotsky a en fait adopté la position de l'intégrationnisme, contrairement non seulement à N. Boukharine et à d'autres, mais aussi à E. Preobrajensky. Trotsky pensait que l'État soviétique nouvellement formé ne pouvait pas s'industrialiser sans l'aide des ressources de l'économie mondiale. Plus récemment, le terme a refait surface dans les travaux de Stephen Hymer sur les entreprises internationales et leurs caractéristiques.



La position de Hymer fait partiellement écho à la façon dont Bob Rawthorn formule le problème de l'impérialisme dans un article stimulant publié dans la *New Left Review* en 1971. Rawthorn a soulevé la question de savoir quelle serait la nature probable de l'impérialisme au cours de la décennie qui venait de commencer et quel concept utiliser, entre le super-impérialisme, l'ultra-impérialisme et la rivalité impériale. La conception de Hymer, selon laquelle l'intégration de l'économie mondiale est alimentée par une pénétration croisée des marchés intérieurs des autres pays par les plus grandes entreprises d'Amérique, d'Europe et du Japon, correspond le mieux au modèle de l'ultra-impérialisme, car celui-ci met en avant la mobilité et l'intégration toujours plus grandes du capital, plutôt que la domination unilatérale ou la rivalité conflictuelle entre les entreprises et les États-nations respectifs. Autrement dit, l'intégration économique transfrontalière suppose la paix entre États capitalistes.

❷ Les « **secteurs du capital** » sont une approche qui s'inspire en partie de l'exploration de Hilferding dans les années 1920. Il a souligné le contraste entre les entreprises allemandes de la chimie et de l'ingénierie électrique, d'une part, et celles de l'industrie lourde d'autre part. Il a supposé

que la domination antérieure des industries sidérurgiques et minières s'estompait. Cette perspective façonne l'analyse de Sohn-Rethel, qui a exposé le rôle politique des divisions au sein du capital allemand depuis à peu près la reprise économique du milieu des années vingt jusqu'à la dépression et la prise du pouvoir par Hitler en 1933. L'industrie lourde était l'épine dorsale du Front de Harzburg, la coalition informelle la plus encline à une solution autoritaire. Par contraste, I.G. Farben fut la dernière grande entreprise à se soumettre formellement à l'État nazi.

❸ La « **primauté du politique** » est un concept que nous devons à Tim Mason, l'historien marxiste de l'Allemagne nazie, remarquablement créatif. Ce terme est

\* Jairus Banaji, militant marxiste révolutionnaire, est historien, professeur et chercheur à l'École d'Études orientales et africaines (SOAS) de l'Université de Londres. Il est notamment l'auteur de : *A Brief History of Commercial Capitalism* (Haymarket Books, Chicago 2020), *Exploring the Economy of Late Antiquity* (Cambridge University Press, Cambridge 2016), *Theory as History* (Brill, Leiden 2010, Historical Materialism Book Series), *Agrarian change in late antiquity – gold, labour and aristocratic dominance* (Oxford University Press, Oxford 2007). Nous avons traduit cet article du site de la revue ukrainienne de critique sociale *Сільсько-Commons* qui l'a publié en ukrainien et en anglais le 23 juin 2022 : <https://commons.com.ua/en/rosijskij-kapitalizm-sogodni-vipadok-primatu-politiki/> (Traduction et intertitres par JM).

apparu pour la première fois en 1966 dans les colonnes du magazine ouest-allemand *Das Argument*. Passant en revue les arguments de Mason en 1970, Peter Sedgwick en dégage la thèse principale : le national-socialisme démontre la « *primauté du politique* » dans laquelle les objectifs idéologiques déterminent « *de manière si radicale les opérations de la sphère économique que l'ensemble du système perd toute rationalité d'autoreproduction* ». Mason attribuait cette gouvernance capitaliste autodestructrice et irrationnelle à la désintégration du capital en tant que force collective, c'est-à-dire en tant que classe suffisamment cohérente et unifiée pour déterminer au moins les aspects de la politique étatique qui affectent directement ou indirectement l'accumulation. Selon lui, « *les liens directs entre les élites économique et politique sont devenus plus faibles que dans la République de Weimar* ». Dans l'essai de Mason, la principale conclusion est l'argument selon lequel dans le système capitaliste « *il y a toujours quelque chose d'irrationnel dans l'affirmation de la primauté du politique* ».

Illustrons ces cadres théoriques par l'exemple de la Russie, pour voir s'ils peuvent nous être utiles. L'expansion mondiale des géants russes de l'énergie illustre une logique purement intégrationniste, puisque la rentabilité du secteur pétrolier et gazier est déterminée par l'expansion de la Russie sur les marchés mondiaux. Nina Poussenkova l'a montré pour des entreprises comme Gazprom et Rosneft. Il ne s'agit pas ici de rivalité impérialiste au sens marxiste traditionnel, puisque l'expansion implique à la fois une plus grande intégration de l'économie mondiale et une coopération étroite entre entreprises de nationalités différentes. Les alliances internationales de Rosneft avec des sociétés telles que British Petroleum (pour la mer de Kara) et ExxonMobil (pour Sakhalin-I) en sont une bonne illustration.

La deuxième notion – les secteurs du capital – est utile pour expliquer le changement majeur dans l'équilibre des pouvoirs entre le capital privé et l'État, Poutine ayant promu les entreprises étatiques et repris le contrôle de l'industrie pétrolière et gazière aux oligarques. Mais les oligarques ou les milliardaires n'étaient pas un groupe figé. Le plus puissant d'entre eux, Mikhail Khodorkovski, a été éliminé par Poutine au milieu des années 2000, par arrestation et emprisonnement prétendument pour non-paiement d'impôts, et Rem Viakhirev, qui dirigeait Gazprom « *comme si c'était son propre fief* » (par exemple, le

fil de Viakhirev était le chef de la division d'exportation de l'entreprise !), a été évincé encore plus tôt, en 2001.

En revanche, de nombreux autres milliardaires sont apparus en Russie dans les années 2000 et, bien que la crise financière mondiale ait détruit nombre de ces fortunes, notamment dans le secteur bancaire, la majeure partie de cette classe de capitalistes affichera, dès 2015, une base économique plus diversifiée par rapport aux actifs possédés en 2005. Les premiers oligarques avaient bâti leurs fortunes dans les hydrocarbures, les métaux et les banques, en grande partie grâce à des adjudications truquées.

Cependant, en 2015, l'immobilier, le commerce, la chimie et les télécommunications sont devenus les nouveaux secteurs d'accumulation du capital, tandis que sur le marché du gaz, les producteurs indépendants liés à de puissants oligarques ont commencé à grignoter les parts du marché de Gazprom. La plupart des grandes entreprises du secteur privé sont dirigées par des actionnaires dominants, qui utilisent des sociétés *offshore* pour renforcer leur contrôle. La fin des années 1990 et le début des années 2000 ont été marqués par des niveaux stupéfiants de rachats hostiles, qui étaient simplement des saisies forcées ou violentes de biens d'équipement. C'était une véritable industrie de pillage des entreprises dans laquelle les fonctionnaires de l'État et les hommes d'affaires travaillaient en étroite collaboration. On estime que rien qu'à Moscou, au cours du premier semestre 2005, il y a eu 70 rachats forcés d'entreprises. La primauté du politique peut être illustrée par l'affirmation de Chris Miller selon laquelle les magnats du pétrole et du gaz qui ont conservé la propriété de leurs actifs énergétiques l'ont fait en « *veillant à satisfaire les objectifs politiques du Kremlin avant de poursuivre leurs propres intérêts financiers* ».

C'est un trait qui distingue la Russie de tout autre capitalisme : l'accumulation y est subordonnée aux besoins de l'État. Bien entendu, cela faisait partie de la vision de Poutine, résumée dans un document officiel en 2003 : « *Le rôle d'un pays sur les marchés mondiaux de l'énergie détermine largement son influence géopolitique* ». Ici, il est impossible de séparer les ambitions politiques de l'État des décisions économiques stratégiques prises par les plus grandes compagnies pétrolières et gazières.

Ou prenons un exemple qui est particulièrement pertinent aujourd'hui. Une enquête de Reuters sur les documents

douaniers russes a révélé qu'au cours des quatre années précédant 2014, Gazprom « *a vendu plus de 20 milliards de mètres cubes de gaz à des prix bien inférieurs au marché* » à Dmytro Firtash, un oligarque ukrainien étroitement lié au Kremlin. Selon Reuters, le prix était si bas que « *les sociétés contrôlées par Firtash ont gagné plus de 3 milliards de dollars grâce à l'accord* ». D'autres documents prouvent que « *les banquiers pro-Poutine ont fourni à Firtash des lignes de crédit d'une valeur allant jusqu'à 11 milliards de dollars... afin qu'il prenne une position dominante dans l'industrie chimique ukrainienne et étende son influence à l'avenir* ». Firtash était l'un des principaux financiers de Ianoukovitch. La conclusion générale de cette enquête était que « *Poutine utilise les actifs de l'État russe pour créer des flux d'argent pour les alliés politiques* », transformant Gazprom en un outil de la politique étrangère.

### Catastrophiques années 1990 et la fin du pouvoir politique des oligarques

Arrêtons-nous un instant et rappelons-nous qu'entre Gorbatchev et les premières pousses du printemps russe ainsi que les nuages orageux de la deuxième guerre tchétchène qui a inauguré le régime de Poutine, s'étendent les catastrophiques années 1990, lorsque des entreprises d'État ont été vendues à des prix ridiculement bas dans le cadre de la privatisation par bons de Tchoubaïs et du programme ultérieur appelé « *ventes aux enchères collatérales* ». À cette époque, la richesse industrielle de la Russie a été vendue aux enchères à des prix dérisoires. Il a même été suggéré que la sous-évaluation du capital était un levier supplémentaire de l'accumulation primitive – à ajouter à la liste de Marx dans le premier volume du *Capital*. Des participations d'État d'une valeur de 14 milliards de dollars ont été vendues à des oligarques pour moins d'un milliard de dollars. Un exemple particulièrement frappant d'une telle sous-évaluation artificielle délibérée : lors de l'acquisition de Loukos par Khodorkovski, la société a été évaluée à 350 millions de dollars, « *alors que sa capitalisation boursière atteignait 6,2 milliards de dollars huit mois plus tard* » ! Les plans de privatisation équivalaient donc à un vol, mais il s'agit d'un vol qui reflète à la fois la nature corrompue et prédatrice de l'expérience russe du capitalisme privé (encouragée par l'Occident) et le caractère désordonné du régime de Eltsine lui-même, qui était en proie à la criminalité et rongé par la

« corruption et l'incompétence généralisées » que Paul Klebnikov a exposées dans son livre *Parrain du Kremlin – Boris Berezovski et le pillage de la Russie*.

L'ampleur de la mauvaise gestion qui a permis un tel siphonnage des ressources de l'État a conduit l'économie au bord de la faillite à la fin des années 1990, l'État ayant en fait abandonné les secteurs les plus rentables de l'industrie russe et perdu sa principale source de revenus. À ce stade, Poutine a entrepris d'inverser la relation entre l'État et le capital en recentralisant l'État (notamment en affaiblissant le pouvoir des gouverneurs régionaux), en consolidant son contrôle sur les entreprises et en resserrant énormément son emprise sur ses différents appareils, notamment les services de sécurité dont il est issu.

Une différence essentielle entre les régimes d'Eltsine et de Poutine est que **Poutine a mis fin au pouvoir politique des oligarques**. Cela a eu deux implications immédiates. Tout d'abord, cela a permis à une nouvelle série d'oligarques d'émerger et ces derniers n'ont jamais rêvé de contester l'autorité de Poutine. Il a également permis au gouvernement de reprendre le contrôle de secteurs économiques décisifs qui avaient été usurpés sous Eltsine.

Cependant, rien ne pourrait être plus trompeur que d'identifier les vingt et quelques années de pouvoir de Poutine à une simple réaffirmation du capitalisme d'État. C'est là que réside le défi d'une théorie. Par exemple, dans *Putinomics*, Miller fait référence à des « entreprises publiques dominées par des oligarques dans le secteur de l'énergie et d'autres secteurs clés », ce qui montre que le capitalisme d'État en soi ne peut être une description suffisamment précise des manières complexes dont le pouvoir privé du capital s'articule sous Poutine.

Pour prendre le cas le plus frappant, les entreprises publiques créées par Poutine sont largement considérées comme corrompues et mal gérées. Ainsi, « des proches de Poutine dirigent les plus grandes entreprises publiques et ne sont responsables que devant lui ». Igor Setchine de Rosneft et Vladimir Iakouline des Chemins de fer russes sont de bons exemples de ces dirigeants du secteur public traitant les entreprises étatiques presque comme si elles étaient leur propriété privée.

Au-delà d'eux se trouve un cercle restreint d'hommes d'affaires qui sont de vieux amis personnels de Poutine depuis ses



L'oligarque Dmytro Firtash et l'ancien président ukrainien Viktor Ianoukovitch ouvrent une usine en Crimée



Arkady Rotenberg et Poutine

années à Saint-Pétersbourg. On dit qu'ils sont « *devenus milliardaires grâce à des accords préférentiels avec le gouvernement russe, principalement en recevant d'importantes commandes de Gazprom sans appel d'offres et en achetant des actifs de Gazprom à bas prix* ». Ainsi, les deux seules entreprises de construction de gazoducs pour Gazprom sont possédées par des amis proches de Poutine, des membres de son entourage : d'une part les frères Rotenberg, Arkady et Boris, décrits comme ses copains de judo, et d'autre part Guennadi Timtchenko. On dit que les Rotenberg « *ont gagné des milliards de dollars avec les contrats pour Gazprom* », en dehors de toute procédure d'appel d'offres, et que Gazprom surinvestit dans des oléoducs qui ne sont pas « *viables commercialement* ». Les Jeux olympiques d'hiver de Sochi ont été un autre projet qui leur a été attribué : la fondation de Navalny y a documenté de nombreux cas de corruption liés aux projets de construction. Le massif pont de Kertch – qui relie la Crimée à la Russie – est également l'un des projets d'Arkady Rotenberg. C'est un contrat de plusieurs milliards de dollars qu'il a remporté en 2015. Poutine a conduit un camion Kamaz sur le pont dans le cadre de son ouverture

officielle en mai 2018. Le capital de Timtchenko – l'autre grand fournisseur de gazoducs et curieusement sponsor du club de judo de Saint-Pétersbourg où Poutine s'est entraîné dans sa jeunesse – est estimé à 22 milliards de dollars, ce qui en fait le sixième milliardaire russe le plus riche de la liste Forbes de 2021. Je mentionne ceci parce que l'une des rares occasions où Poutine a invoqué la notion de « *droits de l'homme* » est (bizarrement !) en rapport avec son ami ploutocrate. Dans une intervention extraordinaire, lorsque l'UE a sanctionné Timtchenko en avril 2014, Poutine s'est précipité à sa défense en se plaignant publiquement d'une « *violation flagrante des droits de l'homme* » parce que les sanctions avaient gelé le compte bancaire et les cartes de crédit de sa femme et l'avaient empêchée de payer une opération chirurgicale dont elle avait besoin de toute urgence. À Moscou, Timtchenko vit dans « *l'une des vieilles villas du Politburo stalinien, sur les monts des Moineaux qui surplombent la capitale* ».

## Élite du pouvoir de Poutine

Bien entendu, l'élite du pouvoir que Poutine a constituée autour de lui est bien plus large que ses amis les plus proches. Elle est composée d'anciens du KGB, qui ont réussi à prendre le contrôle du FSB, des autres structures policières et, plus largement, de l'appareil d'État. Et, comme l'affirme l'ancien diplomate suédois Åslund, à l'autre bout des flux financiers, qui commencent par la gestion corrompue des entreprises tant publiques que privées, se trouvent les banquiers et les autorités des paradis fiscaux offshore en Occident, qui s'associent au blanchiment de l'argent pour les cercles concentriques de Poutine – ses « *copains* ». L'ampleur même des capitaux

## Russie

évacués de la Russie (plus de mille milliards de dollars selon certaines estimations) fait de la kleptocratie une dimension essentielle du capitalisme russe. Pour comprendre la structure et le mécanisme des grandes entreprises, il faut mettre l'accent sur cette dimension, qui est essentielle à la nature des économies de pays comme la Russie ou, par exemple, l'Inde. Par définition, bien sûr, la fuite des capitaux réduit la masse de la plus-value disponible pour l'accumulation au niveau national, et alimente donc la stagnation. S'en prendre aux comptes *offshore* des oligarques russes conduit à divulguer ces circuits d'évasion et de circulation des capitaux qui impliquent d'autres pays ainsi que les systèmes bancaires de l'Occident. Et nous pouvons être sûrs que ce n'est pas le genre de contre-attaque que Biden ou quiconque est susceptible d'envisager par le biais de sanctions. **Poutine lui-même détient des dizaines de milliards de dollars d'actifs à l'étranger** et a été visiblement contrarié par la publication des *Panama Papers*. Åslund estime qu'il a probablement transféré entre 100 et 160 milliards de dollars sur des comptes *offshore*.

Le fait que les oligarques de Poutine ont fait fortune grâce à l'État ne signifie pas qu'il y a une rivalité entre l'État et le capital privé, comme dans le cas de l'expansion industrielle en Inde dans les années 1950. Cela suggère une symbiose entre les deux principaux secteurs du capital russe : les nouveaux oligarques, d'une part, et les sociétés d'État spécialement créées par Poutine dans l'énergie, les transports, les banques et la production d'armes, de l'autre. Dans son livre *Putin's Kleptocracy* (la Kleptocratie de Poutine), Karen Dawisha affirme qu'à son arrivée au pouvoir, « Poutine voulait faire comprendre aux oligarques qu'ils ne bénéficieraient des rentes de ces entreprises qu'en récompense de leurs loyaux services à l'État. Mais que pour un oligarque fidèle à Poutine, il n'y aurait aucune restriction sur les profits qu'il pourrait réaliser ». Cela résume parfaitement l'accord et explique également pourquoi des fortunes aussi formidables ont été constituées et siphonnées en un laps de temps incroyablement court. La loyauté signifiait que les oligarques devaient se tenir à l'écart de la politique d'opposition, ce qui évoque le caractère mort-né du libéralisme russe et la nature défunte de la bourgeoisie russe – une analyse faite en son temps par Trotsky.

Le récent livre d'Åslund, *Russia's Crony Capitalism* (le Capitalisme russe de



connivence) présente le capitalisme russe entièrement à travers le prisme du cercle restreint de Poutine et des accords corrompus qui les ont enrichis, en grande partie aux dépens des actionnaires minoritaires des entreprises d'État cotées en bourse (telles que Gazprom), qui ont vu leur capitalisation boursière diminuer fortement. L'aspect le plus gênant de ce récit, aussi louable soit-il, c'est qu'il est incorrect d'expliquer le capitalisme russe par ce seul aspect.

### Qui sont les capitalistes russes ?

Ainsi, Ilya Matveev a souligné un rôle plus indépendant des grandes entreprises russes en rappelant le type de marchandage corporatiste qui se déroule entre les ministères et les principales associations d'entreprises. Par exemple, le conseiller économique présidentiel Andreï Belousov a récemment proposé de créer une taxe spéciale qui préleverait les « profits excessifs » des plus grands exportateurs en dehors du secteur du pétrole et du gaz. Il a déclaré que ces bénéfices supplémentaires étaient le résultat de la dévaluation du rouble et des prix élevés des ressources naturelles sur le marché mondial, et que sa proposition générerait un demi-billion de roubles de nouvelles recettes fiscales. Alors, l'Union russe des industriels et des entrepreneurs (RUIE), la principale association des capitalistes, a objecté que cela conduirait simplement à un « exode massif des investisseurs du marché russe ». Et la proposition a été abandonnée.

Se concentrer sur les « connivences » n'éclaire guère sur ce qu'est la majorité du grand capital russe. Les questions intéressantes à poser sont : qui sont ces capitalistes, quels secteurs économiques ils représentent, dans quelle mesure leurs entreprises sont compétitives sur les marchés internationaux et comment ils traitent les travailleurs et les consommateurs. Une façon très approximative de commencer

est de voir qui sont les principaux milliardaires de Russie aujourd'hui. Ainsi, dans la dernière liste des 10 premiers milliardaires établie par *Forbes*, Timtchenko, dont nous avons parlé, et Alicher Ousmanov, le plus grand producteur russe de minerai de fer, sont les seuls capitalistes dont on peut vraiment dire qu'ils ont des liens personnels étroits avec Poutine. Pavel Dourov, qui a créé l'application de messagerie *Telegram* en 2013, est le seul entrepreneur de haute technologie de la liste.

Tous les autres sont liés d'une manière ou d'une autre à l'industrie métallurgique ou minière, avec une exception pour Vaguit Alekperov, qui dirige Lukoil, la deuxième plus grande compagnie pétrolière de Russie. L'homme d'affaires le plus riche du top 10 est Alexeï Mordachov, le magnat de l'acier et directeur général de Severstal, la plus grande entreprise sidérurgique et minière de Russie.

Ce qui est intéressant à propos de Mordachov, c'est la façon dont il a réagi à sa récente inclusion dans la liste des sanctions de l'UE. Selon un rapport d'information, « se décrivant comme retiré de la politique, il a appelé à la fin de la guerre de la Russie en Ukraine, qu'il a qualifiée de "tragédie de deux peuples fraternels" ». « Il est terrible que des Ukrainiens et des Russes meurent, que les gens souffrent de privations et que l'économie s'effondre. Nous devons faire tout ce qui est nécessaire pour qu'une issue à ce conflit soit trouvée dans un avenir très proche et que l'effusion de sang cesse », aurait-il déclaré (*Guardian*, 2 mars 2022). Le troisième Russe le plus riche de la liste *Forbes*, également magnat de l'acier, président du groupe NLMK, Vladimir Lissine, a exprimé des sentiments similaires en mars. Dans une lettre adressée aux métallurgistes, il a écrit que la mort de personnes en Ukraine est une « tragédie impossible à justifier » et a exhorté Poutine à trouver une solution diplomatique pacifique. Le conseil d'administration de Lukoil a également rompu les rangs avec Poutine en lançant un appel à la fin de la guerre. Ces voix, qui émanent du sommet de l'industrie russe, contribuent à démentir les clichés selon lesquels le capital russe est entièrement subordonné à Poutine. L'industrie sidérurgique russe est en fait le seul secteur manufacturier qui a réussi à créer plusieurs entreprises de classe mondiale. L'industrie sidérurgique russe est un oligopole typique, les cinq premiers producteurs représentant 91 % de la production totale en 2017. Si l'entreprise de Lissine est à la tête de ce groupe

de capitalistes de l'acier, le deuxième plus grand producteur d'acier est Evraz, une multinationale appartenant à Roman Abramovitch qui emploie quelque 70 000 personnes dans le monde, dont 95 % en Russie. L'acier russe dépend également de manière critique des marchés d'exportation, ce qui explique sans doute pourquoi des industriels comme Mordachov et Lissine sont si inquiets de l'impact des sanctions.

## Croissance et crise

La croissance rapide de l'économie russe entre 1999 et 2008 a été soutenue par le boom pétrolier et la capacité de l'État à taxer une part importante des recettes d'exportation du secteur des hydrocarbures. En 2005, le pétrole et le gaz représentaient 60 % des exportations russes et près de 40 % des recettes fiscales du gouvernement central. Ce boom a été absolument crucial pour donner à Poutine « *les ressources nécessaires à la reconstruction de l'appareil de coercition et de contrôle de l'État central* », mais aussi pour stabiliser le régime en élargissant sa base de soutien au-delà de son premier cercle des *siloviki* (hommes des appareils de répression) et de ses propres amis de Saint-Pétersbourg, les *pitertsy*.

Comme l'a fait remarquer Simon Pirani, la hausse du niveau de vie qui s'est produite au cours de ces années après son déclin catastrophique et la baisse des salaires des années 1990 « *a été la principale source de popularité de Poutine* ». Mais la crise de 2008 a depuis ouvert une longue période de pression sur l'économie, marquée par une stagnation répétée, et bien sûr les guerres de Poutine (en Tchétchénie, en Géorgie, en Syrie et en Ukraine). Et les sanctions qu'elles ont provoquées lorsque l'Ukraine a été visée n'ont rien fait pour soulager cela. La dépression a été particulièrement grave dans les régions métallurgiques qui sont typiquement caractérisées par des villes mono-entreprises, où la population dépend de manière cruciale d'une seule usine, souvent en difficulté, et où les travailleurs ont par le passé généralement réussi à éviter la fermeture de l'entreprise dominante.

En 2016, quelque 60 % des résidents de villes mono-entreprises ont été signalés comme trouvant leurs conditions de vie insupportables, ce qui a incité le gouvernement à adopter une classification par code couleur de ces villes en fonction du degré de risque perçu en termes de menace d'explosion sociale. Les villes mono-entre-

prises les plus mal loties ont été décrites comme la « *centaine rouge* ». Toutefois, ce sont les grandes entreprises sidérurgiques qui ont brisé ce schéma hérité des entreprises préservant l'emploi ; comme le souligne Stephen Crowley, elles ont commencé à réduire considérablement le nombre de travailleurs. Ainsi, « *en 2013, six grands fabricants d'acier auraient réduit leurs effectifs de 33 500 personnes, réduisant ainsi l'emploi de plus de 9 %* » par rapport à l'année précédente. Néanmoins, de nombreux travailleurs licenciés par les grandes entreprises sont souvent simplement réemployés dans d'autres entreprises de la société. Alexeï Mordachov, propriétaire de Severstal, aurait déclaré : « *Je crois qu'il existe une sorte de contrat social dans de nombreuses entreprises* ». Le fait de figurer sur la liste des villes mono-entreprises donne droit à des subventions de l'État et Poutine a pris soin de donner au moins l'impression qu'il souhaitait que ces subventions se poursuivent.

L'industrie automobile russe s'est construite en attirant des capitaux étrangers grâce à la substitution des importations. Lorsqu'en 2006 les modèles étrangers produits en Russie ont commencé à être exportés, la politique a changé et le marché automobile russe a connu une véritable ruée. Ford, Toyota et Nissan ont installé des usines près de Saint-Pétersbourg, et le principal constructeur automobile russe, Avtovaz, s'est associé à Renault, qui a investi plus d'un milliard de dollars dans le projet.

L'un des aspects les plus fascinants de cet afflux de capitaux étrangers est son impact sur les syndicats. Je cite à nouveau le récent ouvrage de Crowley : « *La [nouvelle] politique s'est également avérée*

*fructueuse pour les travailleurs du secteur automobile, où l'une des organisations syndicales alternatives les plus fortes, la MPRA (Syndicat interrégional des travailleurs de l'automobile), a été créée par des travailleurs de deux usines automobiles (Ford à Vsevolozhsk et Avtovaz) en 2006, juste au moment où la politique de substitution des importations a commencé. La MPRA a mené certaines des actions syndicales les plus réussies en Russie, comme la grève de 2007 à l'usine Ford, où les travailleurs ont arrêté la production et occupé l'usine, et ont ainsi obtenu des augmentations de salaire de 11 % et un contrat garantissant une indexation des salaires de 1 % au-dessus de l'inflation.*

« *Les contrats de Ford sont devenus une source d'inspiration pour les autres travailleurs du secteur, et la MPRA s'est étendue à d'autres usines automobiles, comme Volkswagen-Kaluga.* » Dans les années 2010, le marché automobile russe était le deuxième plus grand d'Europe, légèrement derrière celui de l'Allemagne, et Crowley note que « *lorsque les perspectives se sont améliorées, les travailleurs de l'automobile sont à nouveau passés à l'offensive. Par exemple, en mars 2012, alors que les manifestations contre la fraude électorale se déroulaient toujours à Moscou et à Saint-Pétersbourg, non loin de Moscou, les travailleurs de Benteler Automotive, un fournisseur de pièces automobiles pour l'usine Volkswagen, ont entrepris une grève de trois jours qui a presque paralysé l'usine VW, afin d'obtenir la reconnaissance de leur syndicat affilié à la MPRA* ». Cependant, l'effondrement du boom pétrolier en 2014 a de nouveau poussé l'industrie automobile dans une crise profonde et bien sûr, les récentes



## Russie

sanctions ont signifié le retrait des entreprises étrangères. D'autre part, alors que la MPRA s'étendait à d'autres secteurs industriels et changeait de nom pour devenir Association interrégionale des syndicats de travailleurs, les autorités ont engagé une action en justice pour que le syndicat soit déclaré illégal à l'approche de la campagne de réélection de Poutine en 2018. Mais la Cour suprême a annulé cette décision.

### Conflit central de l'économie russe

Pour conclure, je voudrais me concentrer sur ce que je considère comme le conflit central de l'économie russe. À cette fin, il est nécessaire de revenir sur deux notions mentionnées au début. Le conflit entre l'économie et la politique est un conflit entre la logique intégrationniste du capital et la « *primauté de la politique* » inscrite dans l'étatisme de Poutine. La manifestation la plus claire de ce conflit a été l'intention de priver Khodorkovski du contrôle de Loukos et de faire passer les parties les plus rentables de son entreprise dans les mains de Rosneft – le « *champion national* » de l'industrie étatique – qui (comme Gazprom) était simplement une vache à lait pour les ambitions géopolitiques de Poutine. Le choix même d'Igor Setchine à la tête de Rosneft en est la preuve, puisqu'il était comme le décrit Gustafson « *le chef officieux de l'aile des siloviki de l'élite du Kremlin* » et quelqu'un qui faisait partie du KGB au milieu des années 1980, comme Poutine.

Il est utile ici d'utiliser la notion sartrienne d'« *incarnation* » pour comprendre l'importance de personnages tels que Khodorkovski, Setchine et Poutine. Loukos était la compagnie pétrolière russe la plus importante et la plus agressive du secteur privé, son propriétaire était un défenseur inconditionnel d'un capitalisme moderne et mondialement intégré, de plus en plus considéré en Occident comme un modèle de gouvernance d'entreprise. Comme l'indique Catherine Belton, « *de tous les oli-*

*garques moscovites, Mikhaïl Khodorkovski était celui qui cherchait le plus activement à intégrer son entreprise à l'Ouest et qui courtisait le plus ouvertement les investisseurs et les dirigeants occidentaux pour obtenir leur soutien. Il a ouvert la voie en essayant d'instaurer des méthodes occidentales de gouvernance d'entreprise et de transparence au sein de sa société, après avoir été pendant des années un mauvais garçon de la scène darwinienne des affaires en Russie. Le conflit qui s'est déroulé alors que les siloviki de Poutine se battaient pour arracher à Khodorkovski le contrôle des gisements pétroliers de Loukos en Sibérie occidentale était à la fois un affrontement de visions d'avenir de la Russie et une bataille pour l'empire. Il s'agissait de définir la résurgence impériale de la Russie et les efforts de Poutine pour restaurer son pays en tant que force indépendante contre l'Occident. Mais c'était aussi un affrontement profondément personnel* ».

Il est parfaitement évident que Poutine et Khodorkovski se détestaient mutuellement, non pas dans un sens purement personnel, mais pour ce que chacun représentait pour l'autre. Khodorkovski avait un franc-parler allant jusqu'à l'arrogance, s'en prenait souvent aux représentants de l'État dans les médias, et ne se soumettait pas facilement, même lorsque Poutine tentait de le faire. Belton rapporte qu'il « *a investi des dizaines de millions de dollars pour financer les communistes* » et que deux des cadres supérieurs de Loukos « *étaient à la tête de la liste des candidats du Parti communiste* ». Son financement des partis d'opposition à la Douma a clairement déplu à Poutine. On rapporte qu'en mai 2003, lors d'un dîner privé auquel Abramovitch et lui avaient été invités, Poutine lui a ordonné de « *cesser de financer les communistes* », mais Khodorkovski aurait refusé catégoriquement, déclarant apparemment que « *le soutien de la démocratie en Russie était tout aussi important que les affaires* ». Plus tard, en juillet de la même année, Poutine a déclaré au Premier ministre Mikhaïl Kassianov que

« *Khodorkovski avait dépassé les bornes en finançant les communistes sans son autorisation* ».

Dans son brillant ouvrage sur l'industrie pétrolière russe intitulé *Wheel of Fortune* (la Roue de la fortune), Thane Gustafson décrit longuement et de manière vivante les différentes questions sur lesquelles Poutine et le dirigeant pétrolier avaient des points de vue farouchement opposés et se sont affrontés publiquement, notamment un oléoduc vers la Chine que Loukos soutenait fermement contre l'idée de Poutine d'un oléoduc qui s'étendrait sur des milliers de kilomètres plus loin, directement jusqu'à la côte Pacifique, une idée dont Khodorkovski s'est publiquement moqué. Et puis il y a eu le projet de fusionner Loukos avec Chevron pour créer la plus grande compagnie pétrolière du monde.

Compte tenu du rôle des investisseurs institutionnels dans le capitalisme mondial d'aujourd'hui, aucune grande entreprise ne peut espérer accéder aux marchés de capitaux internationaux si elle ne respecte pas les normes de référence en matière de divulgation et les niveaux de transparence qui mettent les actionnaires minoritaires et les créanciers internationaux à l'aise. Il a été dit (dans le cas de Khodorkovski) « *on se demande si un peu moins de transparence n'aurait pas été plus sage* ». En revanche, les structures de gouvernance des entreprises et sociétés d'État sont très éloignées de tout ce qui pourrait être un tant soit peu acceptable en termes de meilleures pratiques internationales. Ainsi, les conseils d'administration des entreprises et sociétés d'État sont nommés par Poutine, et leurs directeurs généraux sont ses hommes, qui n'ont de comptes à rendre qu'à lui, de sorte que même le contrôle étatique, c'est-à-dire public, est une fiction juridique. Dans le cas de Gazprom, ce type de culture de gouvernance a conduit à ce qu'un auteur décrit comme « *dix-sept années de gestion désastreuse* », tandis que le contrôle de Yakouline sur les chemins de fer russes entre 2005 et 2015 a été marqué par la corruption – Navalny a

## Soutenez la revue ukrainienne *Спільне-Commons*

*Спільне-Commons* est une revue en ligne en ukrainien, russe et anglais, qui « *œuvre pour que nous puissions tous vivre dans une société libre et juste* ». Pour ce faire, elle « *conçoit et diffuse des connaissances qui expliquent le monde et proposent des alternatives progressistes* ».

*Спільне-Commons* « *propose non seulement un contenu analytique de haute qualité sur les pages d'un journal en ligne, mais aussi des événements éducatifs, pour débattre des problèmes sociaux, économiques et politiques actuels* ».

Pour continuer à diffuser des idées de gauche critique en Ukraine et aussi faire le lien avec les lectrices et lecteurs non ukrainophones, *Спільне-Commons* a besoin d'aide financière, en particulier maintenant.

Vous pouvez faire un don en ligne sur son site web : <https://commons.com.ua/en/donate/>



fait de lui une cible privilégiée de ses dénonciations.

Le conglomérat de défense tentaculaire Rostec (ou Rostekh) a été créé par Sergueï Tchemezov, qui est ami avec Poutine depuis leur travail au KGB en Allemagne de l'Est. Comme l'a écrit un critique, « *Rostec ne publie aucun rapport financier, aucun rapport annuel, ni aucune autre information détaillée sur ses activités. Ce vaste empire commercial d'entreprises souvent secrètes est un labyrinthe non transparent (...). Il a abandonné son site web en anglais en 2018 (...). Rostec précise clairement une chose, sa dépendance envers le président : "La Corporation Rostec est dirigée par son groupe superviseur, son conseil exécutif et son directeur général, qui est nommé par le président de la Fédération de Russie"* ». Mais la question plus large ici est de savoir selon quel schéma le capitalisme évolue. En d'autres termes : soit l'État est au service de l'accumulation du capital (c'est, si vous voulez, le modèle standard lié aux démocraties libérales qui sont dominées par de puissants intérêts patronaux), soit l'accumulation est au service de l'État (c'est le modèle non standard, étatique et autoritaire, qui rappelle ce que Tim Mason a appelé « *la primauté du politique* » et qui est illustré aussi bien par les Saoudiens sous Mohammed ben Salmane que par la Russie sous Poutine).

Il existe bien sûr différents sens du terme « *primauté du politique* », certains plus forts que d'autres. Par exemple, lorsqu'un auteur affirme que « *les entreprises publiques sont gérées en fonction d'objectifs politiques* », il s'agit d'un sens évident mais plus faible de cette notion. Il introduit une hétéronomie radicale au cœur du processus d'accumulation puisque certaines des plus grandes entreprises sont empêchées de fonctionner comme des entreprises purement capitalistes. Cependant, il existe un sens beaucoup plus fort de la primauté, qui apparaît de manière frappante dans les guerres menées par Poutine en Syrie et en Ukraine. Par exemple, lorsque les troupes russes ont annexé la Crimée, cela a été le résultat d'une décision que Poutine n'aurait pas pu partager plus largement qu'avec un cercle restreint. Il est clair que le ministère des Finances n'a pas été consulté. La vice-ministre des Finances, Tatyana Nesterenko, a déclaré à l'époque : « *Le ministère des Finances n'a pas été interrogé à l'avance sur le prix éventuel de la décision de l'adhésion de la Crimée* ». Et, bien sûr, les sanctions massives, qui ont maintenant balayé la Russie,

vont causer des dommages importants à l'économie et à la vie de sa population. Ainsi, les guerres de Poutine sapent les intérêts du grand capital dans son ensemble. La question est la suivante : Poutine s'en soucie-t-il ? Ces dernières années ont vu une érosion de la « *majorité poutinienne* », comme l'appelle Ilya Budraitskis, et cela pourrait bien être un facteur dans la décision de déclencher la guerre en Ukraine. Mais alors que la machine de guerre est mobilisée, la machine de répression l'est aussi, ce qui signifie un autoritarisme encore pire que ce que la plupart des Russes ordinaires ont vu depuis 2011.

Si le secteur libéral minoritaire du capital russe a échoué de manière spectaculaire dans sa confrontation avec Poutine, qu'en est-il de la classe ouvrière ? La production de pétrole et de gaz a remplacé le charbon comme épine dorsale de l'économie russe, ce qui a affaibli la position structurelle des travailleurs industriels, affirme Stephen Crowley dans son livre *Putin's Labor Dilemma* (le Dilemme syndical de Poutine). À l'instar des classes ouvrières du monde entier, il faut que celle de Russie se dote d'organisations syndicales plus puissantes avant de pouvoir commencer à exercer une influence politique. Cela dit, il convient de noter qu'en Biélorussie, lors des manifestations de masse de 2020, les travailleurs ont formé des comités de grève dans les principales entreprises publiques et ont constitué une partie importante du mouvement contre Loukachenko, avec des revendications dénonçant le trucage des élections et les brutalités policières. C'était la « *circonscription traditionnelle* » de Loukachenko qui se soulevait contre lui et il était visiblement choqué. La leçon à en tirer est que les travailleurs ont agi dans le cadre d'une lutte de masse plus large pour la démocratie, comme ils l'ont fait en Égypte en 2011. Les travailleurs en Russie n'ont plus d'autre choix que de rejoindre l'opposition russe de base, en partie regroupée autour de Navalny.

Le sort de la guerre en Ukraine sera crucial pour l'avenir de Poutine. Mais le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elle a montré à la plupart des secteurs de la société russe qui n'adhèrent pas à la propagande absurde du Kremlin selon laquelle l'intégrité territoriale de la Russie est menacée, l'irrationalité pure et la brutalité quasi génocidaire que le régime est prêt à perpétrer pour la pérennité de son président et des groupes corrompus intéressés par son règne.

Si l'on cherche une explication pure-

ment économique des raisons pour lesquelles Poutine a envahi l'Ukraine à deux reprises au cours des huit dernières années, il faut consulter le livre *Price Wars* de Rupert Russell. On y lit : « *En 2012, d'énormes gisements de gaz – 2,3 trillions de mètres cubes – ont été découverts en mer Noire dans la zone exclusive ukrainienne. La Russie a tenté de négocier l'accès à ces gisements, mais les pourparlers ont échoué. Puis, en janvier 2013, l'Ukraine a conclu un accord avec Royal Dutch Shell pour commencer à forer à l'est de l'Ukraine, où un autre gisement important de gaz naturel avait été découvert* » (1). À tel point que le ministre ukrainien de l'énergie aurait déclaré que « *l'Ukraine deviendra un exportateur net vers l'Europe – en concurrence avec la Russie – d'ici 2020* » ■.

### Références

- Anders Åslund, *Russia's Crony Capitalism: The Path from Market Economy to Kleptocracy*, New Haven & London, 2019.
- Catherine Belton, *Putin's People: How the KGB Took Back Russia and Then Took On the West*, London, 2020.
- Stephen Crowley, *Putin's Labor Dilemma: Russian Politics Between Stability and Stagnation*, Ithaca and London, 2021.
- Richard B. Day, *Leon Trotsky and the Politics of Economic Isolation*, Cambridge, 1973.
- Karen Dawisha, *Putin's Kleptocracy: Who Owns Russia?*, New York, 2015.
- Thane Gustafson, *Wheel of Fortune: The Battle for Oil and Power in Russia*, Cambridge, Mass., 2012.
- Paul Klebnikov, *Godfather of the Kremlin: Boris Berezovsky and the Looting of Russia*, New York, 2000.
- Tim Mason, « The primacy of politics. Politics and economics in National Socialist Germany », in Mason, *Nazism, Fascism and the Working Class*, ed. Jane Kaplan, Cambridge, 1995, pp. 53-76.
- Chris Miller, *Putinomics: Power and Money in Resurgent Russia*, Chapel Hill, 2018.
- Simon Pirani, *Change in Putin's Russia: Power, Money and People*, London, 2010.
- Nina Poussenkova, « The global expansion of Russia's energy giants », *Journal of International Affairs*, 63/2 (2010), pp. 103-124.
- Bob Rowthorn, « Imperialism in the seventies: unity or rivalry? », *New Left Review*, 1/69, Sept.-Oct. 1971, pp. 31-54.
- Richard Sakwa, *Putin and the Oligarch: the Khodorkovsky-Yukos Affair*, London, 2014).
- Alfred Sohn-Rethel, *Economy and Class Structure of German Fascism*, tr. Martin Sohn-Rethel, London, 1978.

1. Rupert Russell, *Price Wars*, Weidenfeld & Nicolson, London 2022.

# « Poutine ne connaît pas d'autre guerre que celle entre les classes »

Entretien de la rédaction de *После* avec Alexandra Zapolskaya et Mikhail Lobanov\*

**C**omment la guerre a-t-elle fait du Parti communiste de la Fédération de Russie (KPRF) une nouvelle fois un parti conservateur ? Pourquoi la gauche russe devrait-elle se présenter aux élections municipales ? Des mouvements politiques de masse vont-ils émerger en Russie ? Alexandra Zapolskaya, militante et professeure de sociologie, et Mikhail Lobanov, cofondateur de la plateforme *Vidrodzheniye* (Candidature) et professeur associé à l'Université d'État de Moscou, partagent avec la rédaction de *После* leurs pronostics à la veille des élections municipales.

*После* : Comment l'opération spéciale a-t-elle changé la stratégie de l'opposition en général et du mouvement de gauche en particulier ?

**Mikhail Lobanov** : Après le début de l'opération spéciale, une partie de l'opposition a décidé d'attendre, d'abandonner ses plans. De nombreux groupes qui existaient avant la dite non-guerre ont disparu de l'espace public. Par exemple, certains militants, des équipes d'adjoints municipaux, des personnes qui voulaient devenir élus municipaux, attendaient de l'équipe de Maxime Katz (1) une plateforme pour les élections municipales cette année. Mais Katz et son équipe ont décidé qu'ils n'étaient pas prêts à agir dans le contexte de l'opération spéciale.

De nombreux mouvements et individus ont subi une répression politique. Même celles et ceux qui se sont engagés activement seulement dans le mouvement anti-

guerre se sont retrouvés sous le coup de poursuites pénales et en détention provisoire. Ce processus a touché non seulement les grands mouvements mais aussi les petits groupes d'activistes régionaux. À Oufa (2), par exemple, une affaire a été ouverte contre des militants de gauche – une provocation évidente des services de sécurité.

Il y a des forces politiques qui disent depuis des années qu'il y aura une guerre, et qui pourraient maintenant bénéficier politiquement de leurs avertissements. Jusqu'à présent, nous ne le voyons pas, et il n'est pas certain qu'ils le feront. Je pense, par exemple, au parti *Iabloko*, qui ne s'est jamais montré dans le mouvement anti-guerre. La situation actuelle a eu un fort impact sur la campagne électorale moscovite : par rapport à 2017, le nombre de candidats aux élections municipales a considérablement diminué.

*После* : Mikhail, tu as été désigné par le KPRF pour les élections de la Douma de 2021. La coopération avec le KPRF est-elle possible aujourd'hui ? Comment la position et le rôle de ce parti ont-ils changé à cause de la guerre ?

**Mikhail Lobanov** : L'exemple du KPRF montre comment les politiques des partis parlementaires et leur préparation aux élections municipales ont changé depuis le début de la guerre. Nous avons vu comment les partisans de Navalny ont été persécutés et comment les groupes de l'opposition antisystème ont été écrasés. Après cette débâcle, les gens semblaient prêts à

voter pour les candidats du KPRF en signe de protestation. Et le KPRF lui-même a commencé à se positionner comme une plateforme d'opposition unifiée. Ils ont continué à participer aux élections afin de maintenir leur statut de deuxième parti parlementaire – perdre ce statut aurait pu entraîner la disparition du KPRF en tant que tel.

À un moment donné, les représentants du parti ont commencé à attirer des candidats intéressants et indépendants pour se présenter aux élections au sein du KPRF. Pour ce faire, ils ont commencé à investir davantage dans les districts à mandat unique. La lutte politique réelle dans ces circonscriptions a incité les candidats à travailler pour réussir lors des prochaines élections. Ce travail a eu un impact sur de nombreuses personnes : sur les membres du KPRF, sur les candidats potentiels, sur les représentants de l'opposition qui ont commencé à considérer le vote pour le KPRF comme une option électorale. De telles expériences ne passent pas inaperçues. Beaucoup de celles et ceux qui étaient dans ou autour du parti ont réalisé qu'ils avaient en fait rejoint la lutte contre le régime politique russe. Ils ont vu que certains de leurs camarades étaient arrêtés et réprimés pour leur activité politique, mais aussi que le soutien de la population devenait tangible.

Les jeunes ont commencé à rejoindre le parti. Les opinions des anciens militants du parti ont commencé à changer. Le programme du KPRF a commencé à s'orienter nettement vers la gauche, et la rhétorique conservatrice de droite a été abandonnée. Mais la situation actuelle de la politique étrangère russe a remis en question tous ces changements.

Nous constatons aujourd'hui que de nombreux députés aux parlements régionaux et locaux qui ont été élus au sein du KPRF ont une position anti-guerre. À Moscou, une position anti-guerre prévaut parmi les candidats indépendants aux élections municipales. Cependant, dès le début de l'opération spéciale, la direction

\* Cet entretien a été publié par la nouvelle revue anti-guerre russe en ligne *После* (« après » en russe, prononcer « poslié ») le 2 septembre 2022 : <https://posle.media/putin-ne-znaet-nikakoj-vojnny-krome-klassovoj/> (Traduit du russe et annoté par JM).

1. Maxime Ievguenievitch Katz, né le 23 décembre 1984, est une figure politique et publique russe, cofondateur de la Fondation « Projets urbains », auteur de la chaîne YouTube du même nom, champion russe de poker sportif, wikipédien, ancien député municipal du district de Tchchoukino (III<sup>e</sup> législature 2012-2016) pour le parti *Iabloko*, exclu de ce parti en février 2020. Le 22 juillet 2022 le ministère de la Justice russe l'a inscrit sur la liste des « agents étrangers ».

2. Oufa, un centre industriel, économique, scientifique et culturel de 1,1 million d'habitants, est la capitale de la république de Bachkirie, dans la Fédération de Russie.

du parti communiste, sans réfléchir et sans chercher à comprendre ce qui se passait, a déclaré son soutien aux actions et aux politiques militaires du Kremlin. Dans le même temps, les membres du parti, les cellules individuelles et même certaines organisations régionales du Komsomol ont refusé de soutenir la position de la direction.

Afin de parer aux risques d'une éventuelle scission, le KPRF a commencé à sévir contre ceux qui avaient pris publiquement position contre la guerre. À un moment donné, ils toléraient qu'on s'y oppose, mais individuellement, pas en tant que groupe. De plus, au cours des six derniers mois, le KPRF a rompu tout contact avec d'autres forces d'opposition opposées à la non-guerre.

Nous avons mis en place une plateforme appelée « *Vozdvizheniye* », qui peut aider les candidats ayant une position anti-guerre à remporter les élections municipales. De nombreux militants du KPRF participeront à ces élections, et notre plateforme peut considérablement augmenter

leurs chances de succès. Mais il semble qu'au sein du KPRF, ils ne soient pas intéressés par les bons résultats de leurs candidats. Beaucoup refusent de s'engager avec nous. Il s'avère que cette décision n'a pas été prise officiellement au sein du parti – il s'agit d'une série de décisions prises par des individus.

**После** : *Mikhail, Comment voyez-vous les perspectives de la politique électorale aujourd'hui ?*

**Mikhail Lobanov** : Nous utilisons les élections pour mobiliser les participants aux campagnes précédentes. Malheureusement, il n'y a aucune garantie que nous obtiendrons des mandats, car les candidats sont écartés des élections par des procédures administratives et pénales, ainsi que par les commissions électorales. Néanmoins, je pense qu'il faut quand même participer aux élections, car le but de nos activités est d'organiser des équipes et d'acquérir de l'expérience, qui sera ensuite transformée en autre chose.

**После** : *La guerre a-t-elle affecté le militantisme urbain et les élections municipa-*

*les ? De nombreux candidats de l'opposition n'ont pas été autorisés à se présenter aux urnes. Quelle est la stratégie des autorités en la matière ?*

**Mikhail Lobanov** : La plupart des candidats qui ont postulé sur notre plateforme étaient déjà enregistrés. Aujourd'hui, les autorités tentent d'éliminer les candidats de diverses manières. Au stade zéro, les gens ont été siphonnés par l'opération spéciale elle-même et le choc que la société russe a subi à cette occasion. Certains ont refusé de participer aux élections, d'autres ont été retirés et certains candidats potentiels ont quitté Moscou. L'étape suivante a été l'intimidation des candidats par des procédures administratives pour, par exemple, affichage de symboles extrémistes. Cette situation a touché plusieurs personnes, principalement celles que les autorités considéraient comme des leaders potentiels des équipes de district. Les motifs d'inculpation aujourd'hui peuvent être n'importe quoi : afficher des symboles extrémistes (par exemple le point d'exclamation de Navalny), mentionner le « vote

## Solidarité avec la revue de la gauche anti-guerre russe **После** <<https://posle.media/>>

**L**a nouvelle revue en ligne de la gauche anti-guerre russe, dont nous reproduisons ici trois articles, se présente ainsi :

« *Après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la vie dans les deux pays ne sera plus jamais la même. Mais pour pouvoir vivre et agir en conséquence, nous avons beaucoup de choses à régler. Comment cette guerre a-t-elle été rendue possible ? Pourquoi ne l'a-t-on pas arrêtée ? À quoi ressemblera l'avenir à partir du début de la guerre ?*

« *После (1) est une tentative de trouver des réponses à ces questions. En tant que collectif qui partage des vues similaires, nous condamnons la guerre, qui a entraîné une catastrophe humanitaire, des destructions colossales et des massacres de civils en Ukraine, et qui a provoqué en Russie une vague de répression et une censure accrue. En*

*tant que gauche, nous ne pouvons pas considérer cette guerre comme séparée des énormes inégalités sociales et de l'impuissance de la majorité ouvrière. Et, bien sûr, fondée sur une idéologie impérialiste qui cherche à préserver le statu quo et tire sa force des dictionnaires du militarisme, de la xénophobie et de l'intolérance.*

« *Notre plateforme est conçue pour comprendre la structure de ces problèmes et pour imaginer comment les résoudre. После accueille et invite à coopérer chercheurs, journalistes, militants, témoins oculaires – toutes celles et tous ceux qui cherchent à comprendre le présent et à penser l'avenir. »*

Les articles sur le site <https://posle.media/> sont pour le moment en russe et en anglais et paraissent deux fois par semaine. Le site publie des points de vue divers, mais toujours de gauche et contre la guerre de Poutine.

Comment soutenir ce projet ? La rédaction explique que « *avec les sanctions qui touchent presque tout le monde en Russie, accepter les dons de nos lecteurs réguliers s'est avéré être un défi* ». Mais si vous êtes prêts à soutenir ce projet indispensable pour l'avenir de la lutte ouvrière en Russie, vous pouvez envoyer vos dons à *Inprecor* (2), qui les transmettra à la rédaction de *После* !

1. « *Après* » en russe, prononcer « *poslié* ».

2. Chèques bancaires et postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 27 rue Taine, 75012 Paris, France.

Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 02044 15718500200 94  
IBAN : FR76 3007 6020 4415 7185 0020 094  
BIC (appelé aussi SWIFT CODE): NORDFRPP  
N'oubliez pas de mentionner « *aide à la revue anti-guerre russe* » !

## Russie

*intelligent* » (3). Une fois pris sous une telle accusation, un candidat ne peut pas prendre part aux élections pendant un an.

La deuxième étape, c'est la vérification des candidats lors de l'enregistrement au cours des dix jours qui suivent. Pendant cette période, un autre candidat peut contester l'enregistrement devant le tribunal. Des candidats « *intrigants* » se sont présentés à la mairie : des homonymes d'adjoints municipaux sortants qui ont siphonné quelques voix en raison d'une erreur humaine, et ceux qui ont intenté des procès à d'autres candidats par l'intermédiaire d'avocats ayant illégalement obtenu l'accès à des documents dans les commissions électorales. En outre, les jeunes candidats étaient souvent rejetés en disqualifiant les signatures de leurs soutiens : dans plusieurs districts les employés ont ainsi inventé des irrégularités.

Tout cela coûte cher aux candidats de l'opposition, car ils perdent les personnes sur lesquelles la campagne s'appuie. Ceux qui n'ont pas été destitués jusqu'à présent sont susceptibles de parvenir aux élections, car il ne reste plus beaucoup d'occasions pour les autorités de destituer quelqu'un maintenant. Ce sont surtout les candidats des partis qui sont en danger, car les partis politiques en Russie sont toujours sous la pression des autorités. La troisième étape de l'élimination est que les partis peuvent refuser de soutenir les candidats. Avant l'opération spéciale, certains pensaient que les partis auraient les coudees franches dans ces élections et pourraient sélectionner eux-mêmes les candidats. Ils ont promis aux militants de les aider à désigner des candidats, mais ils ont ensuite reçu un ordre des autorités et ont refusé cette collaboration. C'est notamment le cas de plusieurs candidats qui ont décidé de se présenter sous les couleurs du parti du Nouveau Peuple. Au dernier moment, la nomination leur a été refusée au motif que ces personnes avaient autrefois participé à un rassemblement ou s'étaient opposées à la fraude électorale.

**Alexandra Zapolskaya** : Certains représentants de partis qui ont refusé de soute-

nir des candidats ont déclaré : « *Nous sommes ici pour procéder à des élections municipales, pas pour faire de la politique* ». Pour eux, une campagne municipale ne relève pas de la politique.

**Mikhail Lobanov** : Les autorités sont déterminées à réduire le taux de participation à ces élections. Cette situation est différente des préparatifs des élections à la Douma d'État ou des élections présidentielles, lorsque les responsables étaient intéressés par un résultat particulier. La plateforme « *Vozdvizheniye* » a été créée, entre autres, afin d'augmenter la participation aux élections municipales. Nous essayons également d'associer les candidats de différents districts à un programme pour l'ensemble de la ville. Cela contribue à accroître l'intérêt pour les élections.

**После** : *Mikhail, tu as écopé de 15 jours de prison pour avoir posté sur VKontakte (4) un message expliquant comment le coût de la guerre retombe sur les plus démunis. Pourquoi considères-tu que c'est le cas ? Quelle est l'influence de l'inégalité sociale sur le déroulement de cette guerre ?*

**Mikhail Lobanov** : J'ai été arrêté administrativement pour des déclarations précises : pour avoir discrédité des fonctionnaires et des membres du gouvernement russe et, comme l'a écrit la pseudo-experte dans sa conclusion, pour avoir incité à la haine de classe. Le post lui-même disait que les autorités, le président et le gouvernement veillaient aux intérêts d'une minorité absolue. J'ai également décrit les mesures prises par le gouvernement depuis le début de l'opération spéciale.

Premièrement, ils ont supprimé la TVA sur l'achat de lingots d'or. Évidemment, cette demande des très riches ne s'applique pas à la population générale du pays. J'ai écrit dans ce post que si les autorités avaient pensé aux intérêts des personnes qui ont été durement touchées depuis le début de l'opération militaire spéciale en raison de l'inflation, de la hausse des prix des denrées alimentaires et des médicaments inabordables, elles auraient pu supprimer la TVA sur les médicaments et les denrées alimentaires essentielles au lieu de la TVA sur l'or.

Deuxièmement, le gouvernement a exempté les gros dépôts bancaires de l'impôt sur le revenu. Pendant de nombreuses années, ces revenus d'intérêts n'étaient pas imposés, puis une taxe avait été introduite ; avec le début de la non-guerre, elle a été immédiatement abolie. La suppression de cet impôt permet aux personnes

financièrement aisées d'augmenter leurs revenus. Au lieu de cela, le gouvernement aurait pu supprimer l'impôt pour les personnes à faibles revenus et aider ceux pour qui chaque cinq mille roubles d'impôt est une somme énorme. Dans la situation d'opération spéciale, les fonctionnaires ne pensent qu'à leurs propres intérêts et à la manière d'accroître leur richesse. Les intérêts du peuple ne font pas partie de cet agenda. En fait, Poutine ne connaît pas d'autre guerre qu'une guerre de classe. Il est interdit d'appeler « *guerre* » la non-guerre, mais en réalité nous avons affaire à elle et à son aspect de classe.

**После** : *Les personnes dont les revenus étaient auparavant faibles ont déjà commencé à estimer que leur situation économique se détériore. Ce facteur intervient-il sur le climat social ?*

**Mikhail Lobanov** : Naturellement, celles et ceux qui vivent de paie en paie seront les premiers à être touchés. La question est de savoir comment cela va se passer exactement et quelle sera la réaction. D'après les enquêtes sociologiques (bien sûr, il faut tenir compte de la partialité des enquêtes sociologiques menées en Russie, en particulier pendant l'opération militaire spéciale), il est clair que les personnes ayant de faibles revenus et n'ayant pas la capacité d'épargner sont plus souvent caractérisées par un sentiment anti-guerre que celles qui peuvent survivre à une baisse temporaire de leurs revenus, car cela n'affectera pas trop leur niveau de vie et de consommation. Cependant, la situation des personnes aisées favorables à la guerre pourrait changer radicalement. Ils avaient espéré une issue rapide de l'opération militaire spéciale – leur volonté d'endurer des difficultés en dépendait. Mais des hostilités prolongées et une détérioration à long terme de la situation économique pourraient modifier leur position. Un autre espoir pour la croissance du sentiment anti-guerre c'est que les premières réactions dans notre société face au déclenchement de la non-guerre ont été la mobilisation contre la guerre.

**После** : *Les personnes à faibles revenus peuvent désormais s'engager dans le service militaire sous contrat et obtenir une rémunération importante par rapport aux normes russes. Cette solution est-elle un moyen d'améliorer la situation économique des pauvres ?*

**Mikhail Lobanov** : Nous constatons que cela ne fonctionne pas très bien. Il n'y a pas un énorme flux de personnes prêtes à partir à la guerre même pour des salaires

3. En absence d'un véritable système parlementaire en Russie, les électeurs devaient voter non pas pour le candidat le plus approprié politiquement, mais pour celui qui pouvait battre le candidat de Russie Unie. Le fleuron de cette méthode est le « *vote intelligent* » – une tactique inventée par le prisonnier politique Alexei Navalny et son équipe. (cf. *Inprecor* n° 689/690 de septembre-octobre 2021).

4. VKontakte ou VK est un site web de réseautage social russe similaire à Facebook. C'est le réseau social le plus utilisé en Russie.



très élevés. Les gens cherchent toujours d'autres moyens de survivre.

**Alexandra Zapolskaya** : On peut craindre que la dégradation de la situation socio-économique ne permette pas aux citoyens russes de prendre conscience de l'horreur de ce qui nous arrive. Au contraire, l'aggravation de leur situation entraînera une préoccupation encore plus grande pour leur quotidien et leur propre survie. Si les gens consacrent tout leur temps à joindre les deux bouts, rien ne garantit qu'ils auront la force et le temps de protester contre ce qui se passe dans le pays.

**Mikhail Lobanov** : Cependant une détérioration de la situation pourrait conduire à une action plus décisive dans certains domaines. Les militants peuvent commencer à réclamer le paiement des salaires dans les délais ou l'arrêt de la liquidation des entreprises. C'est ce qui s'est passé, par exemple, à l'usine Avtovaz d'Ijevsk. Notre société a accumulé une certaine expérience de l'action collective, même si elle n'est pas encore suffisante pour l'émergence de mouvements de masse. Mais à l'avenir, cette expérience peut faciliter l'émergence de mouvements organisés sporadiques ou de masse. J'y vois un motif d'optimisme. Toutefois, il ne faut pas oublier que la répression politique peut également toucher ces mouvements.

**Почне** : *Vous travaillez tous les deux dans des universités. Comment l'opération militaire spéciale a-t-elle affecté votre vie professionnelle ? Y a-t-il des restrictions ?*

**Alexandra Zapolskaya** : Curieusement, l'enseignement a commencé à s'améliorer à bien des égards, même si la situation était beaucoup plus difficile pour les enseignants et les élèves. Les gens avaient, comme on dit, du mal à s'en sortir. Par exemple, lors d'un cours par Zoom, l'ensei-

gnante allume la caméra et les élèves peuvent voir sur son visage qu'elle a pleuré. Puis elle l'éteint et passe aux commentaires sur les diapositives. Mais l'enseignement lui-même semble avoir pris un sens supplémentaire. Il est devenu clair pour quelles raisons et pourquoi il faut se tourner vers diverses théories critiques et philosophiques, vers la recherche sociologique. Tout cela, entre autres, aide les enseignants et les élèves à faire face à l'horreur en le comprenant. Les étudiants eux-mêmes ont également développé une demande pour ces sujets, car ils ont réalisé que le monde est compliqué, mais que nous pouvons l'améliorer, ou du moins lui donner un sens. Mes collègues ont également remarqué un intérêt croissant des étudiants [pour les cours de sciences sociales].

Mais dans tous les autres aspects, les choses sont devenues beaucoup plus compliquées. On nous a officieusement dit de faire attention, car les élèves pourraient enregistrer nos paroles sur un magnétophone. La direction de l'université ne nous a pas interdit de dire ce que nous pensions devoir dire en classe, mais nous a avertis des dangers possibles. Les étudiants, quant à eux, ont été invités à contacter l'administration de l'université si un enseignant adoptait systématiquement une position pro-ukrainienne. Entre eux, les enseignants ont essayé de comprendre ce qui peut et ne peut pas être dit en classe. Des pratiques alternatives pour exprimer son désaccord avec ce qui se passe ont souvent été discutées.

À l'Académie russe de l'économie nationale et de l'administration publique, où j'ai donné cours, Denis Grekov, un enseignant du cours « *Pensée critique* », a été licencié de manière assez médiatisée : il avait exprimé une position anti-guerre sur

sa page Facebook. Une enseignante pro-gouvernementale a réagi sur son canal Telegram, après quoi Grekov a été invité à démissionner à sa propre demande. Il a démissionné et a quitté la Russie. Il y a eu d'autres cas de ce genre, mais celui-ci a fait l'objet de la plus grande publicité.

**Mikhail Lobanov** : Je travaille à l'Université d'État de Moscou et je n'ai pas remarqué de pression supplémentaire qui rendrait l'université plus répressive qu'elle ne l'était auparavant. Nous devons toujours nous méfier des militants pro-gouvernementaux travaillant pour l'administration ou des agents de renseignement rattachés à l'université. Ces dernières années, les étudiants et le personnel ont été soumis à une pression encore plus forte qu'aujourd'hui, principalement en raison des rassemblements politiques.

Néanmoins, il y avait une atmosphère générale oppressante. C'était un événement sans précédent, et au début, il m'était difficile de faire quoi que ce soit personnellement. Il était également difficile d'enseigner dans un état dépressif, bien que j'enseigne les mathématiques et que le sujet des opérations spéciales ne soit pas abordé dans mes cours. Un fait important, c'est que le nombre de contacts avec des collègues étrangers a diminué. Nous avons l'habitude d'organiser des séminaires scientifiques au cours desquels ils prenaient parfois la parole. Aujourd'hui, les scientifiques étrangers ne participent pas à ces séminaires. Certains collègues russes ont été exclus des comités d'organisation de conférences internationales. Je pense qu'à long terme, cela entraînera un exode des jeunes de l'université russe. Les scientifiques abandonneront leur carrière universitaire en Russie en raison du manque de perspectives. Parmi mes collègues, nombreux sont ceux qui sont partis à l'étranger après le début de l'opération spéciale ou qui prévoient de partir. Il ne fait aucun doute que la poursuite de l'opération spéciale sera un désastre pour l'éducation et la science russes.

**Почне** : *Et comment voyez-vous les perspectives de la recherche et de l'éducation dans l'isolement de la Russie ?*

**Alexandra Zapolskaya** : Les scientifiques et les chercheurs seront obligés de partir. Il ne s'agit pas seulement de la menace de poursuites pénales, mais aussi de raisons financières. Un bon spécialiste peut gagner beaucoup plus dans une université étrangère que dans une université russe. Je pense que beaucoup seront également dérouterés par la loi sur les agents étran-

## Russie

gers : un discours à une conférence étrangère ou un stage peuvent être considérés comme une influence étrangère. Faire de la science implique une coopération étroite avec la communauté universitaire internationale. Si cette coopération s'arrête, la science en Russie disparaîtra tout simplement.

**После** : *Comment vivre et agir dans des conditions de censure et de répression ? Comment faites-vous pour garder le moral ?*

**Mikhail Lobanov** : Par expérience je peux dire que prendre une position publique aide à traverser ces moments difficiles. Il existe de nombreux exemples de personnes qui ont mené une action anti-guerre innocente et qui ont été confrontées à une adversité totalement disproportionnée. Mais le fait qu'ils aient pris une position publique forte les a aidés et les aide à supporter tout cela. Ceux qui ont pris publiquement leur défense ont également exprimé leur position anti-guerre de cette manière.

Depuis le début de l'opération spéciale, beaucoup de gens se sentent désemparés, ils ne comprennent pas comment vivre avec ça maintenant. Il est difficile pour les gens de savoir qu'il y a ceux qui sont indifférents à ce qui se passe, ou ceux qui prennent une position favorable à la guerre. Mais ce sont ceux qui sont troublés qui doivent faire quelque chose. L'activité et la contestation aident à garder le moral. Les pratiques d'engagement collectif sont importantes. Ils ne doivent pas nécessairement porter sur la non-guerre et la situation politique en général. En ce moment, tout effort collectif, toute action et toute lutte sont très précieuses.

**Alexandra Zapolskaya** : Je suis d'accord, toute action collective peut être utile dans cette situation. Par exemple, il m'a aidé à participer aux événements mensuels de recyclage, qui ont attiré beaucoup plus de monde en mars et avril que les mois précédents. Au cours de ces mois, les gens sont venus non seulement pour apporter leurs déchets recyclables au centre de recyclage, mais aussi pour rencontrer d'autres personnes et discuter avec elles. Nous avons interagi entre nous et avec les volontaires, partageant nos expériences et nos opinions, et surtout, trouvant un écho.

**После** : *La passivité des citoyens russes ne vous laisse-t-elle pas perplexe, alors que la menace d'une guerre nucléaire est bel et bien à l'ordre du jour ? Vous voyez que les esprits changent ?*

**Alexandra Zapolskaya** : Lorsque je me surprends à penser que quelqu'un a osé s'asseoir dans un café à un moment aussi difficile, je me dis que je me suis peut-être assise là de la même manière récemment. J'essaie de ne pas juger, car rencontrer des amis dans un café peut servir de soutien psychologique pour m'empêcher de devenir folle avec ce qui se passe. En Ukraine et en Russie, il y a la même guerre, mais il y a des catastrophes différentes, et il est impossible de les comparer. Dans chacune de ces catastrophes, il existe un plan d'action différent pour la survie.

**Mikhail Lobanov** : Je ne sais pas avec quoi les gens se consolent, mais il me semble que si l'idée que la guerre ne se terminera pas bientôt est renforcée, cela peut conduire à une augmentation du sentiment anti-guerre. Nous ne devons pas condamner la passivité, car l'attitude des gens ne change pas du jour au lendemain. Le défi pour les politiciens et les militants est maintenant de chercher des options qui peuvent être proposées au public. Notre option est de soutenir les réseaux de solidarité, d'aider les réfugiés et de participer au mouvement anti-guerre.

**Alexandra Zapolskaya** : Le changement d'attitude est très lent, il n'est donc pas si évident. Le plus souvent, il semble y avoir entre les gens un terrible fossé humanitaire. Il s'avère que nous avons différentes façons de percevoir les événements comme catastrophiques. Nous pouvons les vivre activement et peut-être faire quelque chose à leur sujet, ou nous pouvons attendre passivement que tout soit terminé. Le problème est peut-être que de nombreuses personnes ne sont pas prêtes à partager ce qu'elles ressentent et pensent.

On pouvait également juger de l'état des gens par les visages qu'ils arboraient dans le métro en mars et avril, mais à l'époque, peu de gens parlaient entre eux de ce qui se passait. Une discussion active ne pouvait être observée que dans le milieu militant. Mais même si les militant·es n'avaient littéralement aucune énergie à l'époque, ils se forçaient moralement et émotionnellement à faire quelque chose. De manière caractéristique, il y avait des militants qui ne prenaient pas position contre la guerre, et des personnes qui n'avaient jamais été des militants mais qui s'opposaient à la guerre.

**После** : *Comment résoudre le problème notoire de la division de la société russe entre ceux qui sont partis et ceux qui sont restés ?*

**Mikhail Lobanov** : J'aimerais que les per-

sonnes de ces deux groupes cherchent un terrain d'entente. Nous constatons que les campagnes militantes impliquent à la fois les personnes qui sont en Russie et celles qui l'ont quittée. Nous devons veiller à ce que cette séparation ne conduise pas à des lignes de tension supplémentaires ou à des scissions au sein des communautés militantes. Ceux qui sont partis au début de la guerre avaient leurs propres raisons. Les événements se sont déroulés de manière totalement imprévisible et rapide. Juger et blâmer ceux qui ont quitté la Russie ou, à l'inverse, qui y sont restés, est un exercice douteux. Beaucoup ne peuvent pas partir pour diverses raisons, notamment financières. Se disputer avec ceux qui sont partis est, à mon avis, contre-productif.

**После** : *Est-il possible de formuler un programme minimum et un programme maximum pour le mouvement de gauche en Russie ?*

**Alexandra Zapolskaya** : Le programme minimum est de survivre. Mais même pour cela, il faut beaucoup de travail. Le mouvement de gauche doit maintenant relever le grand défi de maintenir les réseaux de solidarité qui ont été construits au fil des ans. Pour simplement les maintenir, nous devons attirer de nouveaux partisans et créer de nouveaux liens, pour aider le mouvement à se développer.

**Mikhail Lobanov** : Récemment, l'intérêt pour les idées de la gauche dans la société russe n'a cessé de croître. Il est important que cela se produise non seulement dans le milieu universitaire, mais aussi parmi les militants des droits humains et les militants politiques. Nous ne devons pas nous contenter de maintenir cette tendance, mais essayer de l'utiliser pour accroître le potentiel organisationnel du mouvement de gauche. Cet objectif peut être atteint avant tout par la mise en œuvre de campagnes syndicales, sociales et politiques de masse. Y compris par une participation significative aux élections.

Il me semble que la tâche minimale pour les années à venir devrait être pour la gauche de déployer sa présence dans la vie politique et culturelle. Le programme maximum consiste à créer des mouvements sociaux de masse pour le changement politique et à participer à l'élaboration de leurs programmes. ■

# « L'ouvrier est toujours dans une position vulnérable »

Entretien de la rédaction de *После* avec AntiJob et AntiFonds\*

**C**omment la situation des salariés a-t-elle évolué depuis le déclenchement de la guerre ? Qui est le plus susceptible d'être licencié parce qu'il serait anti-guerre ? Les Russes s'unissent-ils pour protéger leurs droits du travail et quelles méthodes utilisent-ils ? Les participants aux projets Antijob et AntiFonds ont parlé de leur travail et des perspectives du mouvement ouvrier à la lumière de la guerre et des licenciements massifs.

*После* : Comment est né le projet Antijob et quels sont vos domaines d'intervention ?

**Antijob-AntiFonds** : Antijob a été fondé par plusieurs membres d'Action autonome en 2004. L'une des idées originales était de nous opposer ironiquement à job.ru, l'un des plus anciens sites de recherche d'emploi, qui visait le grand public. Notre activité a été conçue comme un outil idéologique et politique et, dès le début, nous avons adhéré à la présomption de culpabilité de classe : nous avons procédé et procédons à partir de l'idée que, dans le système capitaliste, l'exploitation du travailleur par l'employeur est la norme et que l'ouvrier est toujours dans une position vulnérable, que nous essayons de contrecarrer.

Plus tard en 2011, avec la participation active d'Antijob, des « réseaux de solidarité » – un système décentralisé spontané de cellules dans différentes villes qui aidaient les salariés à obtenir justice sur le lieu de travail – ont commencé à se former. Pour ce faire, ils se sont appuyés sur des tactiques d'action directe : allant dans des entreprises, aidant à organiser des grèves, menaçant de rendre publiques des informations sur le conflit dans l'entreprise (si les demandes des travailleurs n'étaient pas satisfaites) et trouvant des informations compromettantes sur les propriétaires d'entreprises. Ces « réseaux de solidarité » ont cessé leurs activités au fur et à mesure que le régime se durcissait, tandis qu'Antijob est resté comme un projet en ligne qui publiait les commentaires des tra-

vailleurs sur les employeurs. En outre, contrairement à d'autres projets Internet commerciaux similaires – qui ont vu le jour plus tard – par principe nous n'acceptons pas de l'argent pour supprimer les commentaires critiques.

Il y a eu de nombreux cas où un avis négatif a incité l'employeur à verser les salaires ou indemnités dus et à satisfaire à d'autres exigences. Les employeurs attachent de l'importance à leur réputation, car les gens vérifient les commentaires sur l'entreprise avant de s'y rendre pour un entretien. Une entreprise de construction, par exemple, a même dû changer de logo et de nom en raison du grand nombre de critiques laissées sur Antijob.

Nous publions également divers textes sur le site web du projet : sur la théorie de l'anarchisme, sur le travail salarié et le capitalisme, ainsi des articles analytiques sur des sujets d'actualité. Nous avons également participé à la publication de deux livres : une réédition de Travail-Capitalisme, économie et résistance du collectif anarchiste américain Crimethinc (première édition datée de 2013) avec la coopérative d'édition « Théorie et pratique radicale », et avons publié avec la coopérative d'édition Napilnik Le travail libère – un recueil d'histoires de travailleurs sur les violations des droits et la lutte contre ces violations. Après le début de la guerre, nous avons commencé à mettre activement en lumière la situation des licenciements dus à des positions anti-guerre sur les réseaux sociaux et les nombreux cas de licenciements et de réductions de salaire directement liés à la guerre. Nous avons commencé à publier davantage d'articles longs sur le site, plus récemment sur la situation économique en Russie et la dégradation de la situation des travailleurs.

Parfois, nous devons faire des concessions en cachant certaines critiques et certains textes qui ont attiré l'attention du Roskomnadzor (1), car nous voulons que les personnes de Russie aient toujours accès à notre site web et à nos réseaux sociaux. À la place du retrait dans ce cas,

il y a souvent une exigence du Roskomnadzor et parfois une décision de justice (2). Il est important pour nous qu'Antijob soit très populaire, y compris auprès d'un public qui n'a pas d'opinions politiques clairement formées. La plupart de nos lecteurs sont des travailleurs et nous nous adressons à eux avant tout. Parfois, l'existence même d'une collection de critiques sur des employeurs abusifs peut se politiser. Et même en dépit d'une certaine autocensure, nous parvenons à faire passer notre message aux gens.

*После* : Après le début de l'invasion de l'Ukraine, Antijob, la Résistance Féministe Anti-Guerre (FAS) et l'Hôpital Anti-Guerre ont organisé l'AntiFonds. Quelle est l'essence de son travail ?

**Antijob-AntiFonds** : Nous avons d'abord commencé à aider les travailleurs qui avaient été licenciés ou qui avaient subi des pressions au travail en raison de leur position anti-guerre. Le Fonds a organisé une assistance juridique, qui comprenait des conseils sur la rédaction de plaintes et même un soutien au tribunal. La plupart des demandes que nous avons reçues émanaient d'enseignants et de membres des professions créatives. Je me souviens d'un professeur d'école qui a été renvoyé parce qu'il faisait une présentation anti-guerre à la

\* *После* (« après » en russe, prononcer « poslié ») est une nouvelle revue anti-guerre russe en ligne. Cet entretien a été publié le 28 août 2022 : <https://posle.media/rabotnik-vsegda-nahoditsya-v-uyazvimom-polozhenii/> (Traduit du russe par JM).

1. Roskomnadzor (Service fédéral de supervision des communications, des technologies de l'information et des médias de masse) est un service exécutif fédéral russe chargé de la supervision dans le domaine des médias, y compris les médias électroniques, les médias de masse, la technologie de l'information et les télécommunications ; de vérifier la conformité avec les lois protégeant le respect des données personnelles et de l'organisation du service de radio-fréquences. Il dépend du ministère des télécommunications et communications de masse de la Fédération de Russie. Il est à l'origine de la censure des sites internet et d'autres médias et a le pouvoir d'infliger des amendes.

2. L'entretien a eu lieu avant le blocage d'antijob.net. Le site est actuellement bloqué à la demande du Roskomnadzor mais il est accessible via un VPN ou un miroir antijob.info.

## Russie

fin des cours. Il n'a même pas été autorisé à récupérer ses affaires dans la salle de classe. Un autre cas est celui d'une employée d'une compagnie d'assurances italienne qui a écrit une lettre à ses patrons pour leur demander d'être relocalisée. La partie russe de la direction a vu cette lettre, l'a déconnectée de tous les serveurs de l'entreprise et elle est restée assise devant un ordinateur non fonctionnel pendant des mois, car techniquement elle ne pouvait pas être licenciée. Mais sa fille, qui faisait un stage dans la même entreprise à l'époque, a été licenciée.

Au fil du temps, ces demandes ont été de moins en moins nombreuses, mais la guerre, les sanctions et la situation économique difficile ont entraîné une augmentation des licenciements et du non-paiement des salaires. Aujourd'hui, les licenciements massifs concernent principalement les entreprises qui réduisent leurs activités en Russie, mais ils concerneront bientôt aussi les entreprises locales. Chez Avtovaz à Ijevsk, par exemple, la production de la Lada Vesta a été transférée à Togliatti. En raison du manque de composants, ils ne peuvent pas assembler ce qui était auparavant assemblé à Togliatti, la direction a donc décidé de sacrifier l'usine d'Ijevsk.

Certains spécialistes se sont vus proposer une relocalisation à Togliatti, mais la plupart des travailleurs sont licenciés. L'entreprise affirme qu'elle conservera un petit nombre de travailleurs parce qu'elle produira désormais des voitures électriques, mais les travailleurs eux-mêmes ne le croient pas et pensent que l'usine va fermer. Il est également prévu de licencier des pilotes de Boeing, car ces avions ne sont plus utilisés en raison des sanctions.

**После :** *Les sociologues et autres chercheurs disent souvent que la Russie est une société très atomisée. Les Russes s'unissent-ils pour défendre leurs droits en matière de travail ?*

**Antijob-AntiFonds :** Après le début des licenciements massifs et des non-versements de salaires, les gens ont commencé à s'unir, mais surtout pour demander l'aide de l'État : ils déposent des plaintes collectives auprès du bureau du procureur, écrivent des lettres ouvertes au président. Au cours du mois dernier, plusieurs appels ont été lancés à Vladimir Poutine, notamment par les travailleurs de l'usine automobile d'Ijevsk mentionnée plus haut et par les employés de Moskanal (un service d'urgence pour les égouts à Moscou), qui ont été envoyés travailler dans la région auto-proclamée République populaire de

Lougansk. Les travailleurs demandent aussi souvent aux journalistes de faire connaître leur situation, mais ils ne sont pas sûrs de pouvoir se défendre eux-mêmes.

À AntiFonds, nous essayons de diffuser des informations sur les méthodes collectives de lutte pour les droits de chacun. Nous fournissons une assistance juridique pour l'organisation de syndicats et de grèves. De nombreuses personnes ont peur d'entreprendre une telle action parce qu'elles ne connaissent pas leurs droits, qu'elles pensent faire quelque chose d'illégal et qu'elles ont peur de perdre leur emploi. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu beaucoup d'activité à cet égard. Les travailleurs des services, tels que les chauffeurs de taxi et les coursiers, sont les plus efficaces pour s'auto-organiser.

**После :** *Dans un contexte de nouvelles lois répressives et de pratiques très floues d'application de la loi, il semble inutile de se tourner vers la justice et les institutions publiques en Russie pour protéger ses droits. Quelle est la situation en matière de droits du travail ?*

**Antijob-AntiFonds :** En Russie, les relations de travail sont souvent soumises à des règles informelles plutôt qu'à une législation au sens strict. De nombreux travailleurs ne connaissent pas leurs droits et sont donc facilement manipulables. Par exemple, la plupart des entreprises essaient de faire en sorte que les employés démissionnent à leur propre demande. Il y a eu un cas remarquable d'une institutrice qui a été forcée de démissionner, et elle a refusé. Elle a été convoquée au service de la comptabilité et a reçu une lettre de démission ainsi que d'autres documents à signer. Les avocats lui ont alors expliqué que la demande pouvait être retirée, mais deux jours après l'avoir signée, les patrons ont réussi à garder les images de vidéosurveillance et à trouver des preuves de sa négligence.

Souvent, les employeurs négocient et proposent de payer un mois de salaire en échange d'une déclaration, c'est-à-dire d'une démission, évitant ainsi une procédure formelle de licenciement. Il est vrai que lorsque les employés déposent une plainte auprès du bureau du procureur, ils reçoivent souvent les indemnités qui leur sont dues. Cependant, nous ne pouvons pas évaluer objectivement le fonctionnement des autorités publiques, car nous ne savons pas combien de plaintes elles ignorent.

On peut dire que le non-respect des droits du travail est un phénomène de

masse en Russie. Bien qu'après avoir fait appel au bureau du procureur, les travailleurs parviennent à obtenir des salaires impayés, un grand nombre d'entreprises n'assument aucune responsabilité pour les violations. Par exemple, dans les entrepôts d'Ozon, de Wildberries et de Sima Land, les conditions de travail sont celles de l'esclavage. Les personnes sont obligées de passer par des détecteurs de métaux, nues, à l'entrée et à la sortie du lieu de travail. Malgré le fait que cette situation ait été rendue publique depuis de nombreux mois, rien n'a changé.

Toutefois, même si vous n'avez pas une grande confiance dans le système judiciaire russe, c'est une question de principe que de s'adresser à lui et de signaler les violations. Surtout si vous ne critiquez pas directement le régime ou n'exprimez pas votre position civique, lorsque tout est clair à l'avance et qu'il est peu probable que le tribunal prenne votre parti. En cas de litige sur le lieu de travail, il y a toujours une chance d'obtenir justice et d'inciter d'autres travailleurs à défendre leurs droits par leur exemple.

Maintenant qu'AntiFonds a fait son apparition, vous pouvez également obtenir des conseils juridiques gratuits et comprendre comment protéger vos droits dans un cas particulier. Auparavant, ce type d'assistance n'était disponible que dans le domaine des droits de l'homme politiques. Il existe également un comité appelé Assistance civique qui travaille avec les réfugiés, mais il fournit une assistance pour trouver des emplois plutôt que pour résoudre les conflits de travail. Il s'avère que la guerre a déclenché l'émergence de nouvelles initiatives d'assistance.

**После :** *Certains espèrent qu'un nouvel afflux de personnes dans le mouvement anti-guerre se produira en raison de la détérioration de la situation de l'emploi : les gens perdront leur emploi et réaliseront que la guerre les affecte directement. Comment évaluez-vous une telle perspective ?*

**Antijob-AntiFonds :** Chez Antijob, nous le pensons aussi. Des exemples historiques montrent que c'est possible. Prenez la révolution en Iran. Bien qu'elle ait été conservatrice et qu'elle se soit soldée par une victoire des islamistes, son histoire illustre la manière dont se produit la mobilisation des protestations. Les étudiants ont protesté en premier. Les travailleurs ne les ont rejoints qu'après que le Shah Mohammad Reza Pahlavi a imposé des réformes qui ont provoqué une énorme



# « Quoi qu'il arrive, il y a des protestations contre la guerre »

Entretien de la rédaction de *После* avec Varya Mikhalkova\*

**C**omment la contestation russe a-t-elle changé après le 24 février ? Comment fonctionne la loi sur les « fake news » et le discrédit de l'armée ? Qu'est-ce que l'application d'urgence de la loi ? Varya Mikhailova, avocate et militante des droits humains, parle du prix à payer lorsqu'on proteste contre la guerre.

**После :** Vous avez récemment fait remarquer qu'il est important de parler de ce qu'il en coûte de protester contre la guerre en Russie. Quel est ce prix ?

**Varya Mikhailova :** Cette remarque a été motivée par la grande discussion qui a débuté le 24 février sur la responsabilité des Russes et sur les raisons pour lesquelles les Russes ne renverseront pas Poutine. J'ai l'impression, d'après certaines déclarations à l'étranger et des extraits de la presse occidentale, que les personnes vivant dans des pays plus démocratiques ne comprennent pas le phénomène des protestations en Russie. Il existe une idée répandue selon laquelle les Russes sont apolitiques, qu'ils ne s'intéressent à rien, que la situation actuelle en Russie est

inflation, entraînant la fermeture d'usines et des licenciements. Ce sont ces manifestations de masse et ces grèves qui ont contraint le Shah à se retirer et à former un nouveau gouvernement. Une histoire similaire a pu être observée en Pologne, où le syndicat Solidarité et le mouvement ouvrier ont joué un rôle important.

En raison des licenciements et des fermetures, le nombre de manifestations liées aux questions de travail va augmenter, ce qui signifie qu'il y aura plus d'occasions de diffuser notre programme, y compris ses aspects anti-guerre. C'est le scénario sur lequel nous comptons et que nous essayons de promouvoir en appelant à l'auto-organisation. En Russie, il y aura de plus en plus de réductions d'emplois, les prix vont augmenter et le niveau des revenus va baisser. À un moment donné, la question deviendra un problème. ■

Une émission de *Viesna* « S'ils vous ont arrêté lors d'un rassemblement » avec Varya Mikhalkova



assez confortable pour eux, parce qu'ils se sont habitués au régime et à Poutine lui-même, et que les règles du jeu sont claires, parce qu'elles n'ont pas changé depuis des décennies, tout comme le gouvernement lui-même. Sur la base de cette perception, ils pensent qu'ils doivent secouer les Russes, éteindre Netflix et retirer Ikea, puis les Russes y réfléchirent et finiront par changer de gouvernement.

Il est vrai qu'en Russie, le niveau d'engagement politique des gens n'est pas élevé : les initiatives de base ne sont pas très populaires, les gens ne s'intéressent pas particulièrement au gouvernement et n'ont pas beaucoup de confiance en lui. Il s'agit d'une généralisation, mais il est difficile de ne pas être d'accord avec elle, et je ressens moi-même un grand ressentiment du fait que nous n'étions pas assez nombreux lors des rassemblements de protestation de 2011-2021. Après tout, il était encore possible de protester à l'époque ! Pourtant, ce genre de généralisation est inacceptable car elle exclut des pages cruciales de l'histoire du pays et l'accentue de manière erronée. Les gens ont protesté, organisé des rassemblements, participé aux élections et les ont regardées. Au cours de la décennie 2010, il était possible et nécessaire de parler de l'insuffisante participation des Russes aux manifesta-

tions. Mais aujourd'hui, la situation a changé. Aujourd'hui, manifester ou ne pas manifester n'est plus un choix entre « prendre froid au cours d'un rassemblement ou s'installer devant la télévision ».

Une telle perspective est très différente du simple fait d'aller à un rassemblement et peut-être de payer une petite amende. Maintenant, toute action de protestation est susceptible d'entraîner une peine de prison substantielle.

Lorsque le paquet de lois sur la diffusion de fausses informations sur les forces armées russes et leur discrédit a été adopté début mars, la manière dont ces lois seraient appliquées, ce qui serait considéré comme faux et discréditant, n'était pas encore tout à fait clair. Cependant, mes collègues des droits humains avaient déjà prédit à l'époque de manière assez précise comment ces lois fonctionneraient : toute déclaration qui ne coïnciderait pas avec la position du ministère de la défense serait un « fake » et toute position comprenant des mots tels que « non à la guerre »,

\*Varya Mikhailova, avocate et féministe, est une défenseuse des droits humains. *После* (« après » en russe, prononcer « poslié ») est une nouvelle revue anti-guerre russe en ligne. Cet entretien a été publié le 13 août 2022 par le site web de *После* : <https://posle.media/antivoennyj-protest-est-nesmotrya-ni-na-cto/> (Traduit du russe par JM).

## Russie

« *non au fascisme* » ou des déclarations de soutien à l'Ukraine serait considérée comme discréditant l'armée russe. Lorsque l'on voit les cas des « *fakes* » pour lesquels sont poursuivis Sasha Skochilenko, Alexei Gorinov, Ilya Yashin et d'autres, il devient évident que pratiquement toute publication véridique sur Boutcha ou même simplement une déclaration sur les enfants tués en Ukraine peut vous faire atterrir dans un centre de détention et vous valoir sept ans de prison.

Je pense qu'il est important de transmettre cette simple information aux Occidentaux. Quand on pense qu'on peut éduquer les Russes et dire qu'ils n'ont pas encore suffisamment assimilé les valeurs démocratiques, il faut prendre en compte le coût de leurs choix politiques. Sinon, il apparaît que si vous êtes prêt à aller en prison pendant sept ans pour vos paroles, vous pouvez compter sur le respect de la communauté internationale, mais que si vous n'êtes pas prêt à vous sacrifier et à sacrifier votre liberté, vous ne méritez aucun respect.

**После :** *Pouvez-vous commenter l'application de la loi sur le discrédit de l'armée ?*

**Varya Mikhailova :** Selon la loi, toute déclaration publique condamnant l'« *opération spéciale* » peut relever de la notion de « *discrédit de l'armée russe* ». En même temps, si la première apparition avec une pancarte « *Non à la guerre !* » vous coûtera 30 000 à 50 000 roubles [492 à 821€] d'amendes administratives, le deuxième piquet de ce type peut déjà se transformer en une affaire pénale et en une peine de prison de trois ans.

Dans ces circonstances, nous commençons même à regretter la « *liberté d'expression* » que nous avions avant l'invasion de toute l'Ukraine. Bien sûr, même avant le 24 février, nous avons été contraints de limiter nos déclarations : l'annonce d'un rassemblement pouvait conduire à une arrestation pour organisation illégale, une tentative de provoquer la violence contre des représentants du gouvernement ou des appels au « *séparatisme* » (en réalité, dès qu'on se posait une question sur l'auto-détermination future d'un territoire faisant partie de la Russie) pouvaient conduire à des poursuites pénales. Ce sont les cas les plus évidents où l'on pouvait avoir des problèmes pour avoir

publié sur les réseaux sociaux. La situation a maintenant changé. Si vous vous trouvez en Russie, il ne suffit pas d'éviter tout appel ou de parler de ce qui se passe en s'inspirant d'Ésope, mais par principe vous ne devez pas aborder certains sujets si vous voulez être sûr d'être en sécurité. Selon une jurisprudence récente, une personne a été poursuivie en vertu d'un article sur le discrédit de l'armée pour avoir été triste devant la thématique de la guerre. Toute déclaration sur la paix, la guerre ou l'Ukraine peut faire l'objet de poursuites, en particulier si c'est fait sur les réseaux sociaux. Dans le passé, les histoires les plus absurdes étaient des arrestations administratives pour les symboles de Navalny – par exemple, pour les textes stockés par quelqu'un marqués d'un petit point d'exclamation [symbole de Navalny]. Aujourd'hui, il existe des centaines d'exemples aussi absurdes : le slogan « *\*\*\* \*\*\*\*\** » [*Нет войне*, non à la guerre en russe, sans le dire], un sermon anti-guerre et même une citation de Poutine deviennent un discrédit de l'armée. Pour rappel, des actions répétées de ce type constituent un risque de condamnation réelle.

Le grand nombre de poursuites pour des messages sur les réseaux sociaux est lié, tout d'abord, à une certaine paresse des agents chargés de l'application de la loi : il leur est plus facile d'examiner des messages sur VKontakte (1) que de se déplacer. Ils ont tout en ligne, tout est prêt pour poursuivre pénalement ou administrativement l'infraction, s'ils le souhaitent. Deuxièmement, le harcèlement pour des messages sur les réseaux sociaux est une méthode d'intimidation bon marché et efficace. Tout le monde ne peut pas prononcer un discours anti-guerre hors ligne, mais tout le monde peut le liker ou le redifuser. Cela crée un sentiment d'insécurité car toute personne qui aime ou reposte est donc menacée et peut être associée à toute personne utilisant aussi les réseaux sociaux.

**После :** *Nous avons récemment publié un article soutenant que la logique de la répression en Russie est impossible à déterminer à l'avance (l'auteur appelle cette logique « *aléatoire* »). Car si de nombreuses personnes écrivent sur les réseaux sociaux à propos des crimes commis par les forces russes en Ukraine, seules certaines sont poursuivies. Quelle est la raison du choix des forces de l'ordre ?*

**Varya Mikhailova :** L'État agit très intelligemment pour atteindre les objectifs qu'il

s'est fixés. Si le paquet de lois politiques n'est appliqué qu'aux leaders de l'opposition, il n'effraiera pas le « *citoyen ordinaire* ». Quand Alexei Navalny, Ilya Yashin et Vladimir Kara-Murza sont emprisonnés, cela fait partie d'une sorte de « *contrat autoritaire* » qui a existé en Russie à partir du milieu des années 2010. Il consistait dans le fait que la population ne se mêlait pas de politique et que l'État ne s'immisçait pas dans nos vies. Les citoyens étaient autorisés à écrire et à dire presque tout ce qu'ils voulaient, mais en contrepartie, ils n'étaient pas censés participer à la politique ou revendiquer le pouvoir. La répression fondée sur le non-respect de ce « *pacte autoritaire* » tacite est caractéristique de la page précédente de notre histoire. La tâche à laquelle l'État est confronté aujourd'hui est totalement différente. Il ne s'agit plus de décourager les gens de participer aux élections.

Je peux distinguer trois volets de répression politique sur lesquels les autorités travaillent actuellement. Tout d'abord, il s'agit de dirigeants de l'opposition : ils sont soit emprisonnés, soit contraints de quitter la Russie. Deuxièmement, il s'agit de personnalités médiatiques qui n'ont rien à voir avec la politique. Ils sont persécutés afin que la culture et le style de vie ne soient pas infiltrés par la politique (un exemple est Nika Belotserkovskaya, l'éditrice du magazine *Soba*, qui a été l'une des premières personnes à être poursuivie en vertu de l'article 207.3 du code pénal). Troisièmement, il s'agit de personnes qui doivent paraître totalement aléatoires pour que tout citoyen se sente en danger. Cette tactique libère l'État de la nécessité d'une répression de masse dans l'esprit de la Grande Terreur. Il suffit de créer une image de la vulnérabilité absolue des citoyens par le biais d'affaires criminelles sciemment absurdes. Le gouvernement n'essaie pas (comme il le faisait parfois auparavant) de rechercher une personne qui serait d'une manière ou d'une autre incomprise ou désagréable au spectateur, ou qui accomplirait des actions socialement répréhensibles. Au contraire, ils peuvent choisir quelqu'un qui suscite la sympathie et l'empathie, ou même quelqu'un qui passe inaperçu, afin de créer l'impression que personne ne peut se cacher. Des exemples récents sont les personnes poursuivies pour « *fake news* » à Saint-Petersbourg : Sasha Skochilenko, Boris Romanov, Victoria Petrova. Ce n'est pas un hasard si l'État fait preuve d'une cruauté particulière dans ces cas en imposant la mesure de contrainte la plus sévère (centre de déten-

1. VKontakte ou VK est un site web de réseautage social russe similaire à Facebook. C'est le réseau social le plus utilisé en Russie.

tion) et en qualifiant leurs actes de « *motivés par la haine politique* ».

**После** : *N'était-ce pas le cas avant le déclenchement de la guerre à grande échelle ? Après tout, des représailles contre des personnes aléatoires avaient déjà eu lieu auparavant.*

**Varya Mikhailova** : Il me semble que la principale différence réside dans le fait que, pendant la plupart des dizaines d'années, les autorités ont obstinément prétendu que les affaires politiques étaient apolitiques. Par exemple, ils ont essayé d'emprisonner non pas pour participation à des rassemblements, mais pour « *violence* » contre des policiers. Bien entendu, tous ces cas ne visaient pas vraiment à protéger les policiers contre une quelconque violence horrible de la part des manifestants, puisque les rassemblements en Russie sont traditionnellement pacifiques. L'objectif était de démontrer aux citoyens que toute manifestation peut se transformer en affaire pénale, même si vous touchez accidentellement un agent de police. Mais les autorités ont tenté de nier la nature politique de ces affaires, prétendant qu'elles n'arrêtaient pas pour le fait de manifester. La même chose est clairement visible dans les premiers procès d'Alexei Navalny : les autorités ont essayé de montrer qu'elles le mettaient en prison non pas parce qu'il était un homme politique de l'opposition, mais parce qu'il avait volé la forêt de Kirov.

Pour moi, le seuil à partir duquel la répression est devenue ouvertement politique est l'affaire Andrei Pivovarov. Il a été accusé de diriger une organisation indésirable (Russie ouverte). C'était l'une des premières affaires criminelles ouvertement politiques.

Nous sommes maintenant dans une réalité où personne ne prétend qu'il n'y a pas de prisonniers politiques, et le but de l'État est de montrer que n'importe qui peut devenir prisonnier politique.

**После** : *En tant qu'avocate, à quoi devez-vous faire face dans cette nouvelle réalité post-24 février 2022 ? Qu'est-ce que la défense des droits humains dans le contexte de mesures extraordinaires d'application de la loi ?*

**Varya Mikhailova** : La stratégie de plaider elle-même n'a pas beaucoup changé. Après tout, peu importe à quel point l'État prétendait que les affaires politiques n'existaient pas, mes collègues juristes et moi-même avons toujours considéré que notre pratique des droits humains consistait à traiter des affaires politiques, et les

victoires dans ces affaires ont toujours été plutôt l'exception. Les affaires d'infraction administrative sur lesquelles je travaille sont généralement gagnées « *pour des raisons de procédure* » : par exemple, lorsqu'un rapport est rédigé avec des erreurs, qu'un disque vidéo est endommagé par une agrafeuse, ou que le même officier de police est appelé Golovotyapov sur une page du dossier et Golovorezov sur une autre. Lorsque les médias rapportent que « *l'affaire a été classée faute de preuves d'une infraction* », il s'agit

d'une formulation tout à fait correcte, mais le lecteur est amené à croire que le tribunal a accepté nos belles paroles concernant la primauté d'un droit fondamental – par exemple, le droit de manifester. Mais de l'intérieur d'un tel processus, on peut voir que l'affaire a été abandonnée simplement parce que l'officier de police a fait une erreur en rédigeant le rapport.

Cependant, de telles plaidoiries ont également moins de chances d'être gagnées maintenant, car le fait de signaler certaines erreurs dans le dossier n'a plus le même effet.

La pratique des droits humains a également changé en raison des nouveaux articles adoptés au printemps 2022. Cela se voit dans la nature du travail des organisations avec lesquelles je coopère et dans la forte augmentation du nombre d'affaires pénales. Tout au long du printemps, nous avons été inondés de cas d'infractions administratives : rien qu'en mars, par exemple, j'ai eu 70 nouveaux cas en vertu du Code des infractions administratives. Au milieu du printemps, cependant, beaucoup de mes collègues ont été obligés de prendre en premier lieu des affaires pénales politiques.

Une autre caractéristique est la pression accrue sur les défenseurs des droits humains et la communauté juridique. La manière dont la loi sur les agents étrangers est appliquée ou, par exemple, le cas



Elena Andreyevna Ossipova, peintre, qui a survécu à l'encerclement de Leningrad durant la Seconde Guerre mondiale, a été arrêtée à Sankt Petersburg...

de l'avocat Dmitriy Talantov, qui a été envoyé en détention provisoire pour avoir « *diffusé des fake news* » sur Kharkiv, Marioupol, Irpin et Butcha, sont révélateurs. Cette affaire est perçue dans la communauté juridique comme un sérieux avertissement à tous les avocats. Au centre de détention provisoire, Talantov a été placé dans des conditions indignes : la communauté juridique s'est littéralement battue pour qu'on lui donne au moins un lit. On nous signifie de cette manière que les avocats impliqués dans des affaires politiques et s'exprimant sur des questions politiques ne sont plus intouchables. Le statut d'avocat est une position particulière dans notre système juridique et dans le passé, à l'exception de cas isolés, ils s'efforçaient d'éviter de s'en prendre aux avocats. À mon avis, la première hirondelle de la nouvelle répression a été l'histoire d'Ivan Pavlov et de « *l'Équipe 29* ». Le fait que l'organisation ait été détruite, dans une situation de lutte constante entre l'État et les ONG de défense des droits humains, n'était pas inattendu, mais ils s'en sont pris à l'avocat Pavlov personnellement – ce qui était déjà révélateur. L'avocate Valeria Vetoshkina a également pâti de la situation de Pavlov et a été déclarée agent étranger.

**После** : *Les hommes et les femmes sont-ils représentés de manière égale dans les dossiers que vous traitez ? Pouvez-vous*

## Russie

*dire que la protestation contre la guerre ou la répression des affaires militaires a un visage féminin ?*

**Varya Mikhailova** : Il s'agit d'une question complexe. Début mai, le magazine étudiant *Doxa* a publié des statistiques montrant que les femmes avaient 2,2 fois plus de chances d'être poursuivies pour résistance anti-guerre que pour d'autres affaires pénales politiques. En effet, avant la guerre, il y avait une nette prépondérance d'hommes parmi les personnes détenues dans des affaires politiques. Après le début de la guerre, les femmes n'étaient pas plus nombreuses que les hommes, mais elles étaient beaucoup plus nombreuses. Si vous examinez les cas que j'ai traités, vous pouvez constater que les manifestations pro-Navalny étaient plus « masculines » que les manifestations anti-guerre. Parmi les militants anti-guerre poursuivis, d'après mon expérience, le nombre d'hommes et de femmes détenus est presque égal. Mais mes données ne sont, bien sûr, pas représentatives. À mon avis, il serait plus juste de considérer la participation des femmes à la résistance anti-guerre non pas en chiffres absolus (par exemple, 40 % de femmes et 60 % d'hommes), mais en dynamique, c'est-à-dire d'évaluer comment et par rapport à quoi l'intérêt pour la politique se renforce parmi les femmes.

La guerre réduit également à néant de nombreux acquis de la lutte pour l'égalité des genres, car elle exacerbe autant que possible les rôles de ces derniers. Cependant, il est particulièrement difficile pour une femme de protester et de risquer sa liberté, car il lui incombe généralement de s'occuper des parents âgés et des enfants – en particulier s'ils ont plus de 14 ans (si les enfants ont moins de 14 ans, une femme ne peut pas être placée en détention administrative). Si elle est arrêtée, les enfants et les personnes âgées risquent de se retrouver sans aucune aide.

À Saint-Petersbourg, les premières affaires pénales concernant des « fakes » étaient exclusivement féminines : Sasha Skochilenko, Victoria Petrova, Olga Smirnova, Maria Ponomarenko. Ce n'est que plus tard que des hommes ont commencé à émerger parmi les accusés.

Il est également important de noter les initiatives militantes anti-guerre dans lesquelles les femmes sont impliquées. La résistance féministe contre la guerre est devenue l'un des porte-parole du mouvement anti-guerre en Russie et au-delà. Ce n'est certainement pas la seule association anti-guerre, mais elle est significative.



En raison de l'impossibilité de manifester dans les rues, les gens cherchent d'autres moyens d'exprimer leur position, par exemple en aidant les Ukrainiens qui ont été déplacés de force en Russie à retrouver leurs biens ou à partir pour l'Europe. Et cette aide est principalement fournie par les femmes. En même temps, ce type d'activisme est souvent anonyme : les gens ont peur d'en parler publiquement, car désormais, même le travail purement humanitaire est assorti de risques de persécution.

**Почне** : *Comment les gens réagissent-ils aux détentions et que leur arrive-t-il ?*

**Varya Mikhailova** : Cela varie et dépend des conséquences. Mais il est important de réaliser que même quelques jours d'arrestation peuvent entraîner, par exemple, la perte d'un emploi et de tout revenu. Les problèmes psychologiques et de santé des détenus sont souvent exacerbés. Il arrive qu'un ressortissant étranger soit détenu et que personne ne soit en mesure de lui donner les produits d'hygiène ou la nourriture nécessaires. Il existe également d'autres difficultés. Par exemple, le cas de Sasha Skochilenko est important non seulement parce qu'il est intentionnellement absurde, mais aussi parce qu'il révèle de nombreux problèmes de notre système pénitentiaire. Sasha est une lesbienne affirmée, mais pour l'État, sa partenaire permanente n'est pas un « proche parent » et elle devra constamment se battre pour avoir le droit de communiquer avec Sasha. En outre, en raison de sa maladie congénitale, intolérance au gluten, la détention provisoire constitue une menace directe pour sa vie et une famine constante. Le système ne sait pas comment gérer de telles maladies, mais il refuse également de laisser partir Sasha. Cette histoire nous aide à comprendre qu'une position anti-guerre en Russie peut conduire non seulement à l'emprisonnement, mais aussi à la perte de contact avec la personne la plus proche de vous et à un risque direct pour votre vie.

**Почне** : *Quelle est, selon vous, la tâche des défenseurs des droits humains dans les circonstances actuelles ?*

**Varya Mikhailova** : Pour une avocate ou

un avocat, l'expression de la citoyenneté est, avant tout, son activité professionnelle. Aujourd'hui plus que jamais, il est important que les avocats soient en sécurité et puissent travailler en toute tranquillité – dans la mesure du possible. Nous comprenons que la plupart des affaires ne se terminent pas par une victoire, mais il est important d'être aux côtés de l'accusé et de se battre jusqu'au bout, quoi qu'il arrive. De même, la capacité de l'avocat à transmettre simplement des informations entre la salle d'audience et le public qui n'est pas autorisé à entrer, entre le prisonnier et ses proches, a pris une importance énorme. Les défenseurs russes des droits humains ont également souffert cette année du retrait de la Russie de la juridiction de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), qui a été pendant de nombreuses années le dernier espoir de tous les Russes injustement condamnés [à noter que la Russie a été expulsée du Conseil de l'Europe le 16 mars 2022 et a quitté la juridiction de la CEDH le 16 septembre]. Pour l'instant, nous avons encore la possibilité de faire appel à la CEDH, et nous espérons qu'un jour les choses changeront en Russie, que nous reviendrons au Conseil de l'Europe et que les arrêts de la CEDH seront exécutés. Mais il n'y a aucune garantie, car nous pourrions être confrontés à des décennies d'isolement et de répression. Peut-être que la prochaine fois que la Russie officielle se souviendra des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme, ce ne sera qu'au XXI<sup>e</sup> siècle.

En disposant d'un éventail de cas d'anti-guerre, nous pouvons transmettre au moins une partie de la réalité de la protestation russe au monde entier, afin de disposer d'une base documentaire prouvant que la protestation contre la guerre existe quoi qu'il arrive. Bien sûr, il y a énormément de gens en Russie qui soutiennent la guerre : je ne me fais aucune illusion à ce sujet. Néanmoins, je pense que nous devrions considérer les milliers d'hypothétiques cas « anti-guerre » non pas comme une petite quantité par rapport à la population totale du pays, mais comme des milliers de personnes réelles qui savaient qu'elles risquaient une peine de prison, mais qui ont quand même manifesté. Aider ces personnes et diffuser des informations à leur sujet est ce que je considère comme un grand enjeu de notre travail actuel. ■

# Grèves et solidarité : vers un automne chaud ?

Par  
Terry Conway\*

Lundi 5 septembre, le résultat de l'élection à la direction du Parti conservateur britannique a été annoncé après la démission de Boris Johnson de ce poste, le 7 juillet. Liz Truss, la candidate de la continuité, a remporté la compétition pour devenir à la fois la prochaine cheffe du Parti conservateur et la prochaine Première ministre britannique, mais avec une marge plus faible qu'elle ne l'aurait espéré. Elle devient cheffe d'un parti divisé et Première ministre d'un pays confronté à une crise majeure du coût de la vie et à la montée des revendications.

À propos de la longue concurrence entre Truss et l'ancien chancelier Rishi Sunak, les deux derniers à être restés en lice dans cette compétition, il faut souligner à quel point leurs débats ont eu peu à dire sur la question préoccupant la majorité de la population en Grande-Bretagne – l'augmentation galopante de l'inflation signifie que des millions de personnes sont profondément inquiètes de savoir si elles seront en mesure, avec celles et ceux qui partagent leur vie, de se nourrir et de garder leur maison chaude au cœur de l'hiver.

Pendant que les candidats conservateurs se disputaient pour savoir qui pouvait présenter le profil le plus à droite en matière de politique étrangère, sociale et économique, des milliers de travailleur-es syndiqué-es faisaient grève pour défendre leur niveau de vie et leurs conditions de travail.

L'inflation qui frappe les biens essentiels est très élevée. Les prix de l'essence et du gasoil, qui ont un impact direct sur beaucoup de personnes, notamment dans les régions où les transports publics sont rares, et qui ont également un impact sur d'autres coûts, sont en hausse depuis l'automne dernier. En août 2022, les prix de l'alimentation ont augmenté de 5,5 % contre 4,4 % en juillet, tandis que les produits frais augmentaient de 10,5 %. C'est dans ce contexte qu'en Grande-Bretagne, le nombre de ménages ayant recours aux



banques alimentaires a considérablement augmenté au cours de la dernière décennie, atteignant le nombre de plus de 2,5 millions au plus fort de la pandémie de Covid. Et ce ne sont pas seulement les chômeurs qui ont recours aux banques alimentaires – un certain nombre d'hôpitaux ont mis en place des banques alimentaires pour leur personnel cette année, de même qu'un centre d'appel pour son personnel des télécommunications. La pauvreté au travail se généralise.

C'est déjà assez grave, mais c'est catastrophique lorsqu'on ajoute à cela le prix que les gens doivent payer pour l'énergie — le gaz et l'électricité — dans leur domicile. La Grande-Bretagne semble avoir un système unique pour fixer les tarifs en la matière. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, il existe un « plafonnement des prix », qui fixe le prix de chaque unité de gaz et d'électricité utilisée, ainsi que celui du maximum de la redevance quotidienne pour être raccordé au réseau. Nombreux sont ceux qui n'y ont pas prêté attention jusqu'au début de cette année, lorsqu'en avril ce plafond a brusquement augmenté de 54 %. Le 1<sup>er</sup> octobre, il augmentera à nouveau de 80 % et, à partir de cette date, ce plafond sera réévalué tous les trois mois contre tous les six mois auparavant.

De telles hausses astronomiques frappent évidemment le plus durement les per-

sonnes à faible revenu, en particulier celles qui n'ont pas de travail rémunéré ou qui ont des contrats « *zéro heure* » (où aucune durée minimale du travail n'est stipulée). L'une des raisons de la colère est que de nombreuses personnes, généralement celles dont les revenus sont les plus faibles, sont équipées de dispositifs pour prépayer l'énergie, avant de l'utiliser, et que les tarifs de ce « *service* » sont plus élevés que ceux appliqués à tous les autres. Une autre préoccupation est le niveau de la redevance permanente, ce qui signifie que même si vous n'utilisez pas d'énergie, vos factures peuvent dépasser le plafond. Au cours des derniers mois, les médias ont été remplis d'histoires déchirantes de personnes qui se trouvaient déjà dans des situations désespérées avant l'augmentation d'octobre et qui sont terrifiées par ce qui va se passer à ce moment-là.

Mais comme le montre l'extension des banques alimentaires, de nombreux salariés souffrent aussi. Il y a plus d'un million de personnes en « *contrat zéro heure* » et plus de deux millions de personnes payées au salaire minimum ou en dessous – un niveau bien inférieur à ce qui est nécessaire pour vivre, même avant l'inflation. Bon nombre des 8,2 millions de travailleurs à temps partiel, même celles et ceux qui ont des taux horaires raisonnables, ont des difficultés à joindre les deux bouts. En réalité, de nombreux travailleurs occupant des emplois traditionnellement bien rémunérés subissent eux aussi les chocs de cette situation, d'où l'augmentation significative des niveaux de grève.

Bien entendu, les actions revendicatives sont le moyen le plus efficace pour les syndicats de défendre les salaires et les conditions de travail de leurs membres. Mais en Grande-Bretagne, c'est une habitude que de nombreux syndicats ont perdue depuis longtemps, comme le montrent

\* Terry Conway est militante de Anti\*Capitalist Resistance, une organisation qui collabore avec la IV<sup>e</sup> Internationale. Cet article a été publié en anglais par *International Viewpoint* : <https://internationalviewpoint.org/spip.php?article7804> (Traduit de l'anglais par J.-C.V.).

# Grande-Bretagne

les statistiques. L'une des principales raisons en est la législation antisyndicale draconienne, parmi les plus restrictives en Europe, à laquelle les travailleur·es britanniques sont confronté·es.

## L'offensive antisyndicale des conservateurs

Cette législation a été mise en place par les gouvernements conservateurs avec six lois adoptées par le Parlement entre 1980 et 1993. Elles n'ont pas été abrogées par les travaillistes lorsqu'ils étaient au pouvoir (Blair s'est même vanté de s'en réjouir !). Pour faire grève, au moins 50 % des salariés ayant le droit de voter doivent participer au vote et au moins 50 % des votants doivent avoir voté pour la grève. En outre, dans le cas de « *services publics importants* », au moins 40 % des personnes ayant le droit de vote doivent avoir voté en faveur de l'action. Il existe d'autres obstacles en termes de notification aux employeurs et des sanctions importantes en termes d'amendes substantielles pour les syndicats.

Si les lois antisyndicales constituent un obstacle de taille, l'état du mouvement syndical en est un autre. Le gouvernement conservateur dirigé par Margaret Thatcher a consciemment entrepris d'éliminer le militantisme syndical, non seulement par des changements juridiques, mais aussi par la défaite des syndicats les plus puissants. La grève des mineurs de 1984-1985 a été la plus emblématique de ces mesures, mais d'autres batailles importantes ont eu lieu, comme la grève des imprimeurs de Wapping en 1986.

Lorsque Thatcher est arrivée au pouvoir, 13,2 millions de travailleurs britanniques étaient membres de syndicats. En 2019, ce chiffre avait été divisé par deux, soit 6,9 millions (1).

Et le problème va bien au-delà de ces chiffres bruts. L'âge moyen des syndicalistes a augmenté – près de 40 % des syndiqués ont plus de 50 ans – et le taux de syndicalisation des jeunes est désespérément bas : moins d'un jeune de 16 à 24 ans sur dix est membre d'un syndicat. Dans le

même temps, et sans surprise, le niveau d'engagement syndical a baissé. Dans les années 1970 et 1980, de nombreux syndicats comptaient une forte proportion de délégués (représentants élus sur le lieu de travail), mais cette proportion a diminué depuis la défaite de la grève des mineurs. Les syndicats ont été plus enclins à recruter sur la base de la vente d'assurances que de l'organisation sur le lieu de travail.

Les jeunes sont plus susceptibles de travailler dans des activités où règnent les contrats précaires et où les syndicats traditionnels sont peu susceptibles de les organiser – et de plus ils n'ont pas vu de syndicats se mobiliser pour défendre leurs membres. Mais récemment il y a eu quelques changements. Un certain nombre de petits syndicats indépendants non affiliés au TUC unitaire se sont construits ces dernières années en organisant les travailleurs précaires, incluant un nombre important de Noirs et de migrants parmi leurs membres (2). Quelques syndicats traditionnels ont également progressé – notamment le grand syndicat de l'éducation, le NEU, qui a mené une grande campagne pour sécuriser les écoles pendant la pandémie de Covid et qui, dans le processus, a recruté non seulement des milliers de nouvelles et nouveaux membres mais aussi des centaines de nouveaux représentants sur le lieu de travail.

Malgré les obstacles que constituait cet état de faiblesse du mouvement syndical dans son ensemble, un grand nombre de travailleurs étaient au bord de la rupture et un nombre important de dirigeants syndicaux – certains relativement nouveaux et d'autres plus établis – ont décidé que, avec un gouvernement « *zombie* » concentré sur une campagne électorale et une opposition passive, la responsabilité d'une riposte leur incombait. Au cours des derniers mois, nous avons donc assisté à la plus forte augmentation de l'action revendicative en Grande-Bretagne depuis plusieurs décennies – et cette vague est loin d'être terminée.

## Le secteur des transports

Le syndicat des chemins de fer RMT a été l'un des premiers à réagir, appelant à des grèves de trois jours au mois de juin dans la plupart des compagnies ferroviaires indépendantes ainsi que sur le réseau ferroviaire. Le vote en faveur de la grève a été de près de 90 % avec un taux de participation de 71 %.

Le niveau de fureur des cheminots n'est pas surprenant étant donné que,

durant la pandémie, les patrons des chemins de fer ont empoché des enveloppes de 1 million de livres sterling et que les compagnies ferroviaires ont réalisé plus de 500 millions de livres sterling de profits annuels.

Outre la revendication d'une augmentation salariale équitable, dans une situation où les employeurs ne proposaient aucune augmentation et où les salaires de bon nombre de travailleur·es étaient gelés depuis deux ou trois ans, l'action a également été menée contre la menace d'un grand nombre de licenciements. La direction essaie de faire passer cela pour de la « *modernisation* », une tendance dans bon nombre des conflits actuels, mais, bien que cette rhétorique soit répétée sans contestation par la plupart des médias grand public, elle ne parvient pas à ébranler le soutien remarquablement élevé de la population à l'égard des salariés en lutte.

RMT n'est pas un grand syndicat, avec environ 80 000 membres, mais a une réputation de gauche, en particulier sous la direction de Bob Crow qui a été secrétaire général de 2002 jusqu'à sa mort prématurée en 2014. Mick Lynch, l'actuel secrétaire général qui est entré en fonction en 2021, n'était pas très connu à l'extérieur du syndicat avant le conflit, mais cela a changé radicalement au cours de l'été.

Lynch a été largement interviewé par les médias car de nombreux spécialistes de la confrontation espéraient pouvoir saper les arguments du syndicat. En réalité, cela a eu l'effet inverse, car Lynch a répondu de manière calme et claire. Le chroniqueur de l'*Independent* qui a estimé que « *Mick Lynch a fait plus pour les travailleurs en deux jours que Starmer en deux ans* » a eu tout à fait raison (3).

L'un des messages constants de Lynch est dirigé contre le gouvernement conservateur qui a refusé de s'impliquer dans les négociations entre les syndicats et les compagnies ferroviaires. Il a écrit à l'actuel secrétaire aux Transports, Grant Shapps : « *Votre gouvernement a pris la décision d'utiliser l'argent des contribuables pour renflouer les compagnies de chemin de fer privées afin qu'elles ne soient pas tenues responsables des revenus perdus en raison d'une action syndicale, à condition que ces mêmes compagnies se conforment aux instructions gouvernementales pour faire baisser les salaires, supprimer des milliers d'emplois essentiels à la sécurité ferroviaire, introduire des trains à un seul conducteur et fermer les guichets sur tout le réseau.* » Il a ajouté que le syndicat avait calculé que, en incluant les actions collec-

1. Depuis lors, les chiffres se sont légèrement améliorés certaines années, notamment chez les femmes travaillant dans le secteur public, mais pas suffisamment pour inverser le déclin.

2. Les trois syndicats les plus importants dans ce secteur sont United Voices of the World, IWGB et IWW.uk.

3. Keir Starmer est le leader du Parti travailliste (Labour Party), dans l'opposition au gouvernement actuel. Il a demandé à ses principaux députés de ne pas fréquenter les piquets de grève des syndicats et n'a pas soutenu les grèves.

tives précédentes et à venir, plus de 120 millions de livres provenant des contribuables avaient été utilisées à ce jour pour « renflouer » les compagnies ferroviaires privées.

Mais les conservateurs, en plus d'essayer de se présenter comme un observateur désintéressé en refusant de participer aux pourparlers, se sont empressés non seulement d'attaquer les syndicats dans les médias, mais aussi de les menacer d'appliquer les lois antisyndicales en reprenant contre les syndicats des transports les menaces du ministre Shapps de procéder à des licenciements et à des réembauches (4).

RMT est l'un des trois principaux syndicats dans l'industrie ferroviaire. Il organise tous les métiers du rail. Les autres syndicats sont Aslef, qui se décrit comme « le syndicat de métier des conducteurs de train » et compte environ 21 000 membres, et TSSA, qui organise traditionnellement les personnes qui font des tâches administratives et a environ 18 000 membres. Après les grèves de juin, RMT a annoncé d'autres dates d'actions revendicatives les 27 juillet, 18 août et 20 août et a été rejoint par les membres de TSSA. À ce moment-là, Aslef faisait sa propre initiative avec sa plus grande action le 13 août (5). En ce qui concerne l'avenir, RMT a appelé à des grèves pour les 15 et 17 septembre. Aslef s'y joindra le 15 septembre, alors que TSSA a appelé à l'action les 26 et 27 septembre.

Le rail n'est pas le seul secteur important dans lequel les travailleurs du transport sont organisés – les travailleurs des bus jouent également un rôle important. Unite, l'un des plus grands syndicats britanniques avec 1,4 million de membres, organise un grand nombre d'entre eux. Le syndicat souligne que « depuis 2009, plus de 3 000 services de bus dépendant des autorités locales ont été supprimés ou réduits. Rien qu'à Londres, l'année dernière, 41 lignes ont été supprimées. Selon la Campagne pour un meilleur transport, certaines agglomérations perdent plus de 50 % – voire même 100 % – de leurs services de bus financés par la municipalité. D'autres suppriment tous les services du week-end et du soir. Et les tarifs sont souvent trop élevés pour les travailleurs à bas salaires. »

À la mi-juin, Transport for London (TFL) – l'organisme responsable des bus, des trains et du métro à Londres – a annoncé une consultation de six semaines sur des propositions visant à supprimer seize lignes de bus, soit environ 4 % du réseau. Unite affirme que cela aurait entraîné la perte d'emploi pour 800 chauffeurs

et aurait également allongé considérablement les trajets de nombreuses personnes. Les gens étaient particulièrement mécontents de l'impact potentiel sur les personnes handicapées et sur les femmes voyageant seules qui pour le même itinéraire auraient dû changer de bus, et aussi du fait que cela aurait augmenté le coût pour de nombreux voyageurs.

Le syndicat, en collaboration avec les *Trades Councils* (6), des groupes de passagers et certains militants travaillistes locaux, a organisé une campagne très médiatisée au cours de l'été, comprenant plusieurs marches dans différents quartiers de la capitale, y compris une brève occupation des bureaux de TFL, ainsi qu'une réponse massive à la consultation qui a forcé la prolongation de celle-ci.

TFL a toujours affirmé que les coupes qu'elle proposait dans les services de bus – et aussi pour les travailleurs du métro – étaient le résultat d'un manque de financement de la part du gouvernement central, mais elle n'a rien fait publiquement pour rejoindre la campagne des travailleurs et des passagers, ou bien pour lancer la sienne. Et ce, malgré le fait qu'avant la pandémie, le gouvernement central avait mis fin à tout financement de TFL et n'avait fourni qu'un financement d'urgence pendant cette période. Aucune capitale comparable ne gère son système de transport sans subvention centrale.

Le 30 août, TFL et le gouvernement ont annoncé qu'ils avaient conclu un accord de financement, pour une durée de seulement dix-huit mois, les 3,6 milliards de livres indiqués ne suffisant pas à combler le déficit. L'accord a été rejeté par tous les syndicats ferroviaires et il semble peu probable qu'Unite ne fasse pas de même. L'énorme soutien de l'ensemble du mouvement syndical et la volonté de nouvelles actions coordonnées étaient évidentes lors du rassemblement massif organisé par RMT le 31 août avec des orateurs de tous les syndicats du transport (7).

Si la campagne d'Unite pour défendre les bus londoniens s'est principalement déroulée dans les rues et au sein des communautés urbaines, cela ne veut pas dire que le syndicat n'a pas organisé d'action sur les lieux de travail. La secrétaire générale Sharon Graham est en poste depuis un peu plus d'un an, après avoir été élue sur un programme visant à ramener le syndicat sur les lieux de travail. Le bilan qu'elle tire de cette période est que, sous sa direction, 76 000 membres en conflit ont gagné « 150 millions de livres ».

## Bus, poubelles, docks...

Unite est un syndicat qui organise ses activités dans de nombreux secteurs, ce qui représente des défis mais aussi des opportunités. En plus de leur campagne contre les coupes dans les services de bus à Londres, 2 000 travailleurs de bus ont fait deux jours de grève pour des questions de salaire vers la fin du mois d'août. Dans d'autres régions de Grande-Bretagne, les travailleurs des bus ont participé à des actions revendicatives, notamment la victoire de 300 travailleurs de First Direct à Manchester qui ont obtenu une augmentation de 8,9 % et une somme forfaitaire en février après 8 jours de mobilisation.

L'une des stratégies adoptées par le syndicat sous la direction de Graham a été d'organiser des scrutins à l'intérieur de groupes relativement restreints de travailleurs dans lesquels un travail suffisant de sensibilisation avait été entrepris pour être sûr d'obtenir un vote positif. Puis ensuite d'essayer de s'appuyer sur ces résultats pour étendre l'action à d'autres groupes. Un conflit très médiatisé remporté par le syndicat a été celui des conducteurs de camions-poubelles de Coventry, qui ont obtenu une augmentation de salaire de 12,9 % après sept mois d'une grève continue. L'accord a également vu l'abandon de l'action disciplinaire contre le délégué syndical Pete Randle – la tentative de persécution des conseils syndicaux a été repoussée.

Plus de 1 900 dockers du plus grand port à conteneurs de Grande-Bretagne, Felixstowe, ont mené une grève de huit jours à la fin du mois d'août pour exiger un meilleur accord salarial que les 7 % proposés par une entreprise qui engrange les bénéfices. Ils ont reçu la solidarité internationale des dockers de la côte ouest des États-Unis. 560 travailleurs du port de Liverpool feront grève pendant deux semaines à partir du 19 septembre pour obtenir la même offre salariale. Une fois de plus, Sharon Graham a mis l'accent sur les bénéfices massifs de leur propriétaire, en l'occurrence l'opérateur portuaire MDHC, une entreprise milliardaire qui a réalisé 30 millions de livres de bénéfices en 2021.

4. Free Our Unions, « New briefing on threatened new anti-strike laws » : <https://freeourunions.wordpress.com/2022/08/23/new-briefing-on-threatened-new-anti-strike-laws/>

5. Ils décidèrent d'actions plus tôt vis-à-vis de quelques compagnies ferroviaires.

6. Les Trade Councils (conseils syndicaux) réunissent des militants de différents syndicats notamment au plan local.

7. Le discours de Mick Lynch peut être écouté ici : <https://www.youtube.com/watch?v=aFvEIDzEBb0>

# Grande-Bretagne

## Les travailleurs postaux

Le vendredi 26 août, a eu lieu la grève la plus importante de cet été de lutte. Plus de 115 000 postier-es se sont mobilisés pour exiger une augmentation de salaire qui corresponde à l'augmentation du coût de la vie. Les postiers ont également fait grève le 31 août et devaient être de nouveau en grève les 8 et 9 septembre.

Cette décision fait suite au récent vote du Syndicat des travailleurs de la communication (CWU) en faveur de la grève des postiers, qui a vu les membres voter à 97,6 % pour l'action, avec un taux de participation de 77 %. Le syndicat souligne qu'il s'agit du plus large mandat de grève atteint depuis la mise en œuvre de la loi de 2016 sur les syndicats. C'est la première grève nationale à la poste depuis douze ans dans un secteur où existe une tradition de grèves locales non officiellement déclarées.

Plutôt que de négocier avec le syndicat, la direction du Royal Mail Group a décidé d'imposer unilatéralement une augmentation de salaire de 2 % aux employé-es, ces mêmes employés qui avaient reçu le statut de « *travailleur essentiel* » au plus fort de la pandémie de Covid.

Pire encore, la direction prétend – et une trop grande partie des médias de droite le répète – qu'elle a offert 5,5 %. Même si c'était vrai, cela ne répondrait pas aux coûts réels auxquels les travailleurs sont confrontés avec l'inflation. Mais c'est un mensonge flagrant. Ce qui est vrai, c'est qu'ils ont fait une offre strictement conditionnée à l'acceptation par les postier-es de changements qui bouleverseraient leurs conditions de travail.

Cela rappelle ce qui se passe dans d'autres industries, notamment le transport. Les patrons engrangent d'énormes profits pour eux-mêmes et les actionnaires tout en essayant de forcer même les secteurs les mieux syndiqués de la classe ouvrière à travailler dans des conditions d'exploitation encore plus grandes. C'est dans ce contexte que le CWU a organisé un second vote pour commencer légalement un conflit avec la direction pour faire valoir les revendications. Les membres ont voté pour à 98,7 %, avec un taux de participation de 72,2 %.

Comme l'a déclaré Dave Ward, secrétaire général du CWU : « *Alors que les patrons de Royal Mail engrangent 758*

*millions de livres de bénéfices et que les actionnaires empochent plus de 400 millions de livres, nos membres n'accepteront pas cette plaie de la pauvreté de la part de l'entreprise. Les postiers n'accepteront pas docilement que leur niveau de vie soit laminé par des chefs d'entreprise cupides qui sont complètement déconnectés de la Grande-Bretagne moderne. Ils en ont assez que les erreurs des entreprises soient récompensées encore et encore* ».

L'autre grande section du syndicat, celle des télécommunications, est aussi engagée dans une bataille très similaire contre une augmentation salariale imposée – cette fois-ci une prime unique de 1 500£ qui représente à nouveau une baisse de salaire en termes réels. Cela incite à faire campagne ensemble et les deux sections se sont prononcées en ce sens le 31 août. Enfin, un groupe plus restreint de membres du syndicat, travaillant aux guichets de la poste, est confronté à une direction encore plus intransigeante qui a imposé un gel des salaires pour 2021-22 et une offre totalement inadéquate d'augmentation de 3 % et d'une prime unique de 500 £ pour 2022/23. Ils étaient en grève le 2 septembre, comme ils l'ont déjà été plusieurs fois cet été.

## Mosaïque de luttes et motifs d'espoir

Si les conflits dans les transports et ceux organisés par CWU et Unite sont ceux qui ont le plus clairement changé la situation politique, ils n'ont pas été les seuls. À partir du 5 septembre, des avocats pénalistes – qui n'est pas un groupe dont on s'attendrait à ce qu'ils soient des militants – ont entamé une grève illimitée pour exiger une augmentation de 25 % de leurs honoraires. Les gouvernements qui se sont succédé les ont réduit de 30 % au cours des 15 dernières années. L'impact a été plus marqué sur les nouveaux venus dans la profession qui peuvent s'attendre à un revenu médian de 12 200 £ par an pour les longues heures à un taux horaire de 6,40 £ – en dessous du salaire minimum.

Il y a également eu un certain nombre de débrayages non officiels, y compris dans des entrepôts d'Amazon dans un certain nombre de localités à travers la Grande-Bretagne. Unite et le syndicat GMB organisent des travailleur-es chez Amazon et ce dernier syndicat se prépare à une action sur l'un de ses sites.

L'une des choses remarquables au sujet des piquets de grève de cet été, c'est le nombre de jeunes travailleurs qui y par-

ticipient pour la première fois, remettant en question l'image, et la réalité, que les syndicats seraient quelque chose du passé. Lors d'un grand rassemblement organisé par la CWU, l'un des intervenants a déclaré qu'il était confiant parce que cela signifiait que l'avenir du mouvement syndical était entre leurs mains.

Les piquets de grève ont aussi été les plus nombreux depuis des décennies, autant que je ne m'en souviens. Aucun signe que les gens soient intimidés par les lois antisyndicales qui limitent officiellement les piquets au nombre de six. Et ils ont eu lieu dans des zones où ils n'ont pas eu lieu depuis des décennies – dans un cas apparemment depuis la grève générale de 1926. Ce dynamisme militant est important parce que le combat contre l'inflation pour obtenir des augmentations de salaires satisfaisantes est susceptible d'être long.

Une autre dynamique positive émanant en particulier du CWU a été le lancement, en collaboration avec un certain nombre de campagnes locales et quelques députés travaillistes de gauche, de la campagne *Enough is Enough* (Assez, c'est assez), qui vise non seulement à obtenir des augmentations de salaire équitables pour les travailleurs, mais aussi à réduire les factures d'énergie, à mettre fin à la pauvreté alimentaire, à offrir un logement décent à tous et à taxer les riches (8). Plus de 300 000 personnes ont signé l'appel dans les jours qui ont suivi son lancement. Cette initiative a rencontré un enthousiasme à la mesure du dégoût causé par les attaques des conservateurs et des patrons, mais aussi de la frustration face à l'échec du Labour sous la direction de Starmer à fournir un quelconque leadership.

La Grande-Bretagne est traditionnellement un pays où les syndicats, dans l'ensemble, laissent au parti travailliste ce qu'ils considèrent comme de la politique, qu'il soit au gouvernement ou dans l'opposition. Les membres des syndicats sont invités à ne pas mener d'actions militantes de peur d'empêcher l'élection d'un gouvernement travailliste. Mais face à la profondeur de la crise actuelle et aux nouvelles attaques à attendre très rapidement de la part de Liz Truss, un changement de cette attitude par au moins une partie du mouvement syndical ne saurait tarder.

Londres, le 6 septembre 2022

## Post-scriptum

Cet article a été écrit en anticipant que Liz Truss deviendrait Premier ministre. Ce

8. Phil Herse « Million say 'enough is enough', as Tories plan massive attack », *International Viewpoint* 28 août 2022 : <https://internationalviewpoint.org/spip.php?article7791>



qu'on ne pouvait pas être anticiper, c'est qu'Elizabeth Windsor, également appelée reine Elizabeth II, mourrait deux jours plus tard et que l'establishment imposerait une « période de deuil national de dix jours » jusqu'à ses funérailles le 19 septembre.

Les postiers étaient en grève lorsqu'elle est morte et leur syndicat, le CWU, a suspendu la grève pour le jour suivant. Ne pas l'avoir fait aurait été utilisé pour saper le très large soutien du public à cette grève ainsi qu'à d'autres. Mais leurs prochaines journées de grève ont été confirmées. Extinction Rebellion (XR) avaient organisé un week-end d'action pour le climat dans le centre de Londres les 10 et 11 septembre, ils ont annoncé la veille la décision de le reporter. Le nouveau gouvernement Truss est rempli de négationnistes du climat et si XR n'avait pas annulé, il aurait été confronté à un véritable vitriol dans les médias. Moins justifié, le syndicat ferroviaire RMT a immédiatement annulé son action prévue du 15 au 17 septembre – bien avant l'annonce de la date des funérailles et avec un message de condoléances plutôt obséquieux.

Entre l'annonce d'une nouvelle Première ministre et la mort d'une autre personnalité étatique, un jeune homme noir non armé a été abattu par la police dans le sud de Londres à travers le pare-brise de sa voiture après une course-poursuite. Une série de manifestations ont eu lieu en réponse à ce crime – le dernier en date d'une longue série de meurtres de Noirs par l'État, qui démontrent son racisme institutionnel. Les médias étaient tellement focalisés sur la mort d'une personne de 96 ans que la plus grande de ces manifestations a été rapportée par un média comme faisant partie de la foule qui pleurerait la mort de la reine dans le centre de Londres – malgré la visibilité de pancartes indiquant clairement pourquoi ils étaient là.

Pendant ce temps, les avocats ont poursuivi leur grève générale et d'autres syndicats ont annoncé des dates pour de futures actions. Des rassemblements locaux très suivis autour de la crise du coût de la vie ont eu lieu dans différentes localités.

La réalité matérielle de l'attaque contre le niveau de vie de la classe ouvrière perce à travers la cérémonie d'apparat. ■

# Large rejet du projet de nouvelle Constitution

Par Franck Gaudichaud et Miguel Urrutia\*

**D**imanche 4 septembre 2022, Santiago du Chili : les militants de la Coordination des mouvements sociaux pour le « oui » (*apruebo*) à la nouvelle Constitution (*Comando de los movimientos sociales para el Apruebo*) étaient réunis au siège du syndicat Bata dans le centre de la capitale, à quelques pas de l'emblématique Plaza Dignidad, centre névralgique de la grande rébellion populaire d'octobre 2019. Les résultats du référendum sur le nouveau texte constitutionnel, élaboré pendant une année par la Convention constitutionnelle, instance élue au suffrage universel en mai 2021, ont commencé à tomber à 18 heures.

On comprend alors vite que le rejet (*rechazo*) allait l'emporter, mais personne n'avait prévu l'ampleur de la défaite. Après des mois de mobilisation, il a fallu faire face et accepter la victoire des secteurs conservateurs opposés à la proposition constitutionnelle, qui ne cherchait rien de moins qu'à mettre fin à la Constitution de 1980, élaborée pendant la dictature de Pinochet et à instaurer une des Constitutions les plus démocratiques de la planète.

## Un rejet retentissant

Le résultat a été écrasant : 61,88 % en faveur du *rechazo* et 38,12 % pour *apruebo*, avec une participation de plus de 13 millions d'électrices et électeurs (85,81% des inscrit-es), soit 4,5 millions de plus qu'au second tour de l'élection présidentielle de décembre 2021, une hausse principalement déterminée par l'installation d'un système de vote obligatoire avec inscription automatique.

Dans la région de Magallanes, à l'extrême sud, où vit la famille du président Gabriel Boric, le *rechazo* a atteint 60 % : une défaite personnelle pour le jeune leader de gauche. Dans le Nord, l'*apruebo* n'a pas atteint 35 % et dans la région



d'Araucanía, où vivent la plupart des communautés mapuches, le *rechazo* a atteint 74 %. Même dans le grand Santiago ou Valparaíso, zones urbaines traditionnellement plus enclines au changement et où plusieurs maires de gauche (y compris communistes) ont été récemment élus, il n'y a pas eu de majorité en faveur de la nouvelle Constitution : l'approbation n'a atteint une majorité que dans 8 des 346 municipalités du pays !

Les porte-parole de la droite et du « centre » (dont des membres de la Démocratie Chrétienne), opposés au texte, sont immédiatement apparus dans les médias pour célébrer leur succès dans certaines rues et places des quartiers aisés de Santiago. L'extrême droite s'est également réjouie du résultat. Plusieurs dirigeant-es conservateurs se sont étonnés de l'ampleur de leur victoire, un scénar-

\* Franck Gaudichaud est professeur d'études latino-américaines à l'Université Toulouse-Jean Jaurès et membre de la rédaction de *ContreTemps*. Miguel Urrutia est sociologue à la faculté des sciences sociales de l'Université du Chili et militant de Izquierda Libertaria (Chili). Cet article a été écrit depuis Santiago et d'abord publié le 6 septembre 2022 par la revue *Jacobin América Latina* (<https://jacobinlat.com/2022/09/06/amplio-rechazo-a-la-nueva-constitucion/>). Traduit de l'espagnol et actualisé par les auteurs il a été publié le 10 septembre 2022 par *ContreTemps* (<https://www.contretemps.eu/chili-rechazo-nouvelle-constitution-boric-gauche-neoliberalisme/>).

## Chili

rio improbable il y a deux ans, lorsque le Chili – « oasis » et « vitrine » du néolibéralisme – semblait prendre un nouveau chemin historique marqué par la rébellion d'octobre 2019.

Les élites néolibérales ont tenté à plusieurs reprises de colmater « *par en haut* » les fissures béantes du modèle et la profonde crise de légitimité (et de représentativité) du système politique, qui ont quasiment conduit à la destitution du président milliardaire Sebastián Piñera par la rue, en octobre. C'est ainsi que le 15 novembre 2019, la quasi-totalité des partis présents au Parlement (de la gauche jusqu'à l'extrême droite) ont signé « *l'Accord pour la paix sociale et une nouvelle Constitution* ». Cet accord a divisé le *Frente Amplio* (coalition de gauche parlementaire, en partie issue du mouvement étudiant, créée en 2017) entre celles et ceux qui soutenaient l'accord et une « *nécessaire* » canalisation des luttes en cours et celles et ceux qui voyaient – à juste titre – dans cet accord un moyen de désactiver la force de la rébellion populaire en imposant une issue institutionnelle. Les franges du mouvement les plus mobilisées ont ainsi décrit et conspué l'accord comme le produit d'une nouvelle « *cuisine* » entre les partis politiques du système, un pacte conclu « à portes fermées » alors que le mouvement populaire faisait face à une violente répression criminelle de la part de l'État chilien (avec des milliers de blessés, mais aussi l'emprisonnement de centaines de prisonniers politiques de la révolte sociale).

Concrètement, le 19 décembre 2021, l'un des mentors de l'Accord, Gabriel Boric a été élu président du Chili à la tête d'une alliance (*Apruebo Dignidad*) formée par sa coalition, le *Frente Amplio* et le Parti communiste. Cette élection de l'ancien leader étudiant semblait confirmer, indirectement et dans les urnes, une forte volonté de changement social, même si c'était sur la base d'un programme de centre-gauche très modéré et en affrontant Antonio Kast, le candidat de l'ultra-droite qui traduisait une revendication « *d'ordre* » d'une importante partie de la population avec des accents racistes, antiféministes et xénophobes. Les alarmes étaient déjà allumées, mais la plupart des forces des gauches semblaient ne pas les voir. Auparavant, les chiffres du plébiscite de 2020 avaient, il est vrai, indiqué de vastes possibilités de transformation sociopolitique (78 % des électrices-eurs ont approuvé l'idée d'une nouvelle Charte fondamentale pour enterrer la Constitution de 1980), malgré les limites propres à une

Convention constitutionnelle en partie « *réglémentée* » par les anciens partis du Congrès (en imposant notamment une majorité qualifiée des 2/3 pour toute adoption d'un nouvel article). D'autres alarmes s'allument pourtant également à ce moment-là : près de la moitié des Chiliennes ne s'est pas mobilisée dans les urnes, notamment dans les quartiers populaires, pour ce vote pourtant historique devant fermer la porte à l'héritage institutionnel de Pinochet.

Mais la force de propulsion d'octobre semblait encore assez puissante pour pouvoir s'imposer partiellement lors de la formation de la Convention, avec élection directe au suffrage universel, avec parité, avec des sièges réservés aux peuples autochtones, avec des listes de candidat-es indépendants (hors partis) et la présence notable de militant-es du mouvement féministe et social. La mise au pied du mur de la droite et des secteurs les plus conservateurs mis en minorité au sein de la Convention a permis d'obtenir un texte constitutionnel progressiste et à bien des égards très avancé : il était proposé de mettre fin à l'État subsidiaire néolibéral et de construire un État « *de droit, social et démocratique* », solidaire et paritaire, reconnaissant de multiples droits fondamentaux et sociaux (santé, éducation, retraite), y compris des formes de démocratie participative, avec un véritable espace pour les biens communs et les moyens de faire face à la crise climatique. Avec également une forte présence de revendications féministes (comme la reconnaissance du travail domestique et de soins rémunéré et non rémunéré), le texte validait en outre l'instauration d'un système de sécurité sociale publique, la déprivatisation partielle de l'eau, la fin du sénat pour créer une chambre des régions et la création (enfin) d'un État plurinational, intégrant une partie des revendications historiques et territoriales du peuple Mapuche, dont leur système de justice. Certes nombre d'autres points sont restés lettre morte, particulièrement la possibilité du retour de l'extraction minière (cuivre, lithium) dans le giron public, une limite considérable pour toute velléité réformatrice dans un pays comme le Chili.

Le droit du travail avait également connu une avancée notable dans la proposition constitutionnelle avec la négociation collective par branche, le droit de grève effectif et le renforcement de la représentativité syndicale, c'est-à-dire un virage copernicien par rapport à la réglementation du capitalisme chilien actuel, provoquant

d'ailleurs le mécontentement des grandes entreprises locales et transnationales. Évidemment, la nouvelle Constitution n'allait pas à elle seule démanteler le néolibéralisme, mais elle créait certainement de meilleures conditions pour continuer à livrer bataille dans le pays andin. Comment expliquer alors qu'une grande majorité des Chiliennes et des Chiliens ait tourné le dos à cette proposition, considérée par de nombreuses organisations sociales comme une avancée historique ?

### Raisons d'une défaite

Il faut d'abord souligner la capacité des classes dominantes néolibérales à concentrer leur force dans le domaine même où les luttes sociales semblaient pouvoir avancer : les droits sociaux inscrits dans le projet de nouvelle Constitution dans des domaines tels que la santé, le logement, l'accès à l'eau, l'éducation et le travail. À cette fin, les forces du *Rechazo* ont établi une stratégie communicationnelle peuplée de fake news. Par le biais d'une campagne mobilisant plusieurs millions de dollars sur les réseaux sociaux et en utilisant leur quasi-monopole des médias, les opposant-es au texte ont avancé des absurdités de la teneur suivante : si le texte constitutionnel était approuvé « *les citoyen-es devront être obligatoirement soignés dans un système de santé publique effondré* », « *la liberté d'enseignement sera abolie* », « *des subventions et bons d'État seront créées incitant les travailleurs à choisir le chômage, plutôt que le travail* », « *nombre de logements seront expropriés et la propriété privée sera limitée* », « *le principe d'égalité devant la loi sera aboli favorisant les indigènes et les homosexuels entre autres "minorités"* », « *la liberté de culte sera abolie et les communautés évangéliques seront persécutées* », « *l'avortement sera autorisé à n'importe quel moment de la gestation* », « *les contrôles migratoires aux frontières seront levés* », « *les criminels seront protégés judiciairement au détriment des victimes* », « *l'épargne des fonds de retraite des travailleurs sera confisquée, empêchant son héritage* », « *le nom du pays et les emblèmes nationaux seront changés* »... pour ne citer que quelques-unes des déclarations qui sont apparues dans le temps d'antenne TV obligatoire durant la campagne. Plus que la variété des fakes de la campagne du *Rechazo*, il est important de souligner la réelle capacité de planification stratégique de la droite. Ces dirigeant-es ont aussi habilement opté pour une campagne qui

se disait favorable au changement constitutionnel mais pas à **cette** nouvelle Constitution, trouvant ainsi des alliés au centre de l'échiquier politique et chez les partisan-es de l'ex-*Concertación* (sociaux-libéraux ayant gouverné le pays durant 20 ans).

Sur ce point, on a pu voir une importante différence avec les forces politiques de l'*Apruebo* : bien que la gauche parlementaire et les mouvements sociaux anti-néolibéraux aient remporté la plupart des sièges au sein de la Convention constitutionnelle, dès le moment inaugural de l'élection du bureau exécutif, ils ont montré leurs différences et faible capacité stratégique ; certains constituant-es ont surtout semblé suivre les us et coutumes du Congrès chilien discrédité, alimentant un image désastreuse dans l'opinion publique. Les listes d'indépendant-es ont aussi connu plusieurs revers et un scandale qui s'est soldé par la démission d'un élu de la « *liste du peuple* ». Parallèlement, les forces du centre-gauche se sont montrées réticentes à suivre les propositions refondateuses des élu-es liés aux mobilisations, préférant garantir la stabilité étatique et les accords avec les sociaux-libéraux. De fait, malgré les nombreuses initiatives de consultation et de participation, la Convention a semblé trop éloignée des préoccupations immédiates du monde populaire et de ses intérêts, sans que cette tendance ait pu être inversée au cours des dernières semaines. Dans le même temps, il faut souligner que les multiples assemblées et *cabildo* territoriaux, ainsi que les tentatives de coordination de la jeunesse et de travail collectif de quartier – qui avaient surgi avec force au cours d'octobre 2019 – ont été progressivement démantelées et ont perdu de la force, tant par l'effet des politiques institutionnelles et électorales que par la répression étatique continue. Dans un second temps, la pandémie, le couvre-feu et la crise économique ont jeté une chape de plomb, de plus, sur la dynamique des luttes.

Par ailleurs, le gouvernement Boric, malgré les promesses de réformes progressistes de la campagne, s'est rapidement trouvé impliqué dans le même jugement citoyen de rejet et désapprobation. Alors qu'une décision politique était nécessaire pour mettre de l'eau au moulin du changement constitutionnel, le gouvernement a inauguré un mandat hésitant, faible politiquement, à la recherche permanente d'alliances « *pragmatiques* » avec l'ex-*Concertación* au Congrès – où il est minoritaire – pour pouvoir gouverner. À de nom-

breux moments, on a clairement ressenti le poids du véritable chef de cabinet du gouvernement, le ministre des finances Mario Marcel, ex- président de la Banque centrale et ancien militant du bloc social-libéral qui a dirigé le pays depuis 1990. Le ministre de l'Intérieur, Izkia Siches, a également été au centre des critiques pour avoir commencé sa démarche en cherchant brièvement un dialogue avec les communautés Mapuches en conflit pour finir par avaliser la militarisation de la zone et l'emprisonnement du leader de la *Coordinadora de Comunidades en Conflicto Arauco-Malleco* (CAM), Héctor Llaitul. Il en va de même pour la question des prisonniers politiques de la « *Rébellion d'Octobre* », plusieurs d'entre elles et eux étant restés en détention provisoire durant des mois, voire des années, alors que l'exécutif n'a à aucun moment affiché une volonté de procéder à une grâce générale. Des progrès concrets ont, certes, été réalisés dans l'accès à la santé publique, mais l'absence de progrès sur des questions centrales au plan économique, et concernant le projet d'une – timide – réforme fiscale, ont fini par détruire l'image de « *gouvernement réformateur* » de l'exécutif. Gabriel Boric n'est pas disposé à affronter les pouvoirs économiques et de facto habituels, ni à mobiliser sa base sociale pour ce faire. À partir de cette position de classe, une partie importante de celles et ceux qui avaient voté pour lui ont commencé à le désapprouver ouvertement. En parallèle, la droite a profité de sa machine médiatique bien huilée pour opérer un amalgame entre l'impopularité croissante du gouvernement et le texte de la nouvelle Constitution, un texte par ailleurs long (388 articles) et considéré comme « *maximaliste* » sur plusieurs points par des secteurs sociaux très divers, allant des catholiques opposés à l'inclusion du droit à l'avortement dans la Constitution, jusqu'aux citoyen-es « *patriotes* » apeurés par la notion de plurinationalité. En parallèle, la croissance du crime organisé et du trafic, souvent associé par la presse aux situations dramatiques des migrants dans le nord du pays et l'explosion de l'inflation et du travail informel, ont alimenté un climat de crainte et de réaction. Le nouvel électorat de plus de 4 millions de personnes amenées dans les urnes par le nouveau système de vote obligatoire (notamment les personnes âgées), s'est directement lié à la frange populaire déçue ou voulant exprimer leur colère : le large triomphe du *Rechazo* fut ainsi consommé, sans que le sens politique de ce vote puisse être mécaniquement et unanimement

considéré comme un vote en faveur de la droite, mais souvent plus **contre** une situation sociale et politique dégradée.

Comme le note l'historien Igor Goicovich, le divorce entre le monde populaire, le gouvernement et le processus constitutionnel est évident si l'on analyse les résultats du 4 septembre. Les nombreuses questions soulevées lors de la Convention par les mouvements sociaux sur le féminisme, l'environnementalisme ou la plurinationalité n'ont pas suscité une grande adhésion de l'électorat populaire et ont même suscité de l'incompréhension dans le pays « *d'en bas* » : « *Dans toutes les communes que les écologistes appellent "zones de sacrifice", l'option Rechazo s'est largement imposée (...). Les communes de la Région Bio Bío et de La Araucanía (Macrozone Sud) ont connu une évolution similaire. Orientées largement vers l'exploitation forestière, le conflit entre les entreprises forestières et les communautés indigènes y a atteint des dimensions de plus en plus radicales. (...)* Si l'on observe le comportement électoral des communes de la région métropolitaine, on constate une tendance historique : les communes aux revenus les plus élevés (Las Condes, Lo Barnechea et Vitacura) votent massivement pour l'option Rechazo. Les communes qui rassemblent de préférence les secteurs à revenus moyens de la population, comme La Reina, Providencia, Macul, Peñalolén et La Florida, votent également pour cette option, à l'exception des communes de Maipú et Ñuñoa. Dans le même temps, pratiquement toutes les communes ouvrières, dont Recoleta, El Bosque, La Pintana, La Granja, Lo Espejo, Cerro Navia, Renca et Independencia, qui ont été des bastions historiques de la gauche, ont également opté pour Rechazo. » La dimension de rejet de classe de ce vote est massive et devrait être une leçon d'humilité et d'auto-critique pour les gauches sociales et politiques qu'elles soient réformistes ou révolutionnaires.

## Et maintenant ?

La frange du monde populaire qui, malgré tout, a voté *Apruebo* tant lors du plébiscite de dimanche dernier que lors de celui de 2020, sont aujourd'hui aux prises avec un sentiment d'échec et d'impasse, qui pourrait se transformer en engagement profondément antagoniste au modèle néolibéral chilien si surgissent des alternatives politiques concrètes, indépendantes de la gauche parlementaire, et capables de pro-

poser des réponses aux demandes sociales non résolues depuis octobre 2019. Car il est clair qu'un tel projet ne pourra compter sur le soutien du gouvernement actuel. Dans son discours du dimanche du plébiscite, Gabriel Boric a appelé à « l'unité nationale » et à abandonner « *le maximalisme, la violence et l'intolérance* » tout en annonçant un remaniement ministériel rapide. Le remaniement de cabinet réalisé dans la foulée confirme la trajectoire « *vers le centre* » social-libéral du gouvernement, ouvrant davantage le palais de La Moneda aux forces de l'ex-Concertación, ce qui pourrait mettre davantage à mal son allié, le Parti communiste. Ce cabinet sera destiné à clore la réforme fiscale sous la forme d'un pacte avec la droite, qui répondra de manière prévisible aux priorités immédiates de survie du gouvernement, à savoir attirer des capitaux en accueillant des entreprises à rentabilité rapide et demander des avances pour couvrir les dépenses publiques afin de contenir de nouvelles mobilisations particulièrement dans la jeunesse, qui pointent déjà.

En ce qui concerne la Constitution, le président et les partis dans leur ensemble ont confirmé qu'ils continueront à travailler sur un nouvel itinéraire constituant, mais que celui-ci aura désormais pour centre le Congrès actuel, laissant ainsi entrevoir le retour de la « *politique des consensus* » pourtant rejetée depuis 2019, enterrant l'empreinte transformationnelle de la nouvelle Constitution. Un processus « *décaféiné* » et contrôlé par la droite et le centre pourrait finalement mettre fin à la Constitution de Pinochet, tout en garantissant la continuité néolibérale aux classes dominantes. Mais le jeu reste ouvert tant la force latente de la rébellion populaire pourrait continuer à parcourir les sous-sols de la société chilienne. Le 4 septembre, au vu du résultat du plébiscite, la Coordination des mouvements sociaux pour le « *oui* » concluait sa déclaration ainsi : « *Il est impératif que les secteurs qui se sont organisés pour rendre ce processus possible assument également la tâche qui nous incombe aujourd'hui. Il n'y a pas de retour en arrière possible. Notre peuple a pris une décision indiscutable et la tâche de renverser la Constitution Pinochet et le modèle néolibéral est toujours à l'ordre du jour. Dans ce processus, les leçons que nous avons apprises seront fondamentales, car nous, les mouvements sociaux, ne sommes plus ce que nous étions avant que cette Constitution ne soit écrite.* » ■

# L'armée d'Ortega refuse l'entrée de la Commission internationale

Par Emilio Téllez Contreras  
et Antonio Neto\*

Le dictateur Daniel Ortega a refusé l'entrée de la Commission internationale au Nicaragua. Une force militaire sans précédent dans la zone frontrière avait reçu l'ordre de ne pas nous laisser passer, malgré les nombreuses tentatives des organisations et partis membres de cette commission de demander aux ambassades du Nicaragua dans différentes parties du monde l'entrée dans ce pays. Néanmoins, ceux qui pensent que ce fut une surprise ou une perte de temps se trompent. La mission de la commission internationale, formée par des parlementaires argentin·es et des représentant·es de trois organisations internationales – la IV<sup>e</sup> Internationale, la Ligue socialiste internationale (LIS) et l'Unité internationale des travailleurs (UIT) – a accompli son objectif principal : démontrer, une fois de plus, le caractère autoritaire du régime de Daniel Ortega et Rosario Murillo, une abominable dictature au service de ses propres intérêts économiques, des dictats du Fonds monétaire international (FMI) et des intérêts de l'impérialisme.

Notre délégation comprenait des représentants du Movimiento Esquerda socialista (MES), tendance du Partido Socialismo y Libertad (PSOL) du Brésil (Antonio Neto) et de la Coordinadora Socialista Revolucionaria (CSR) du Mexique (Emilio Téllez) au nom du Bureau de la IV<sup>e</sup> Internationale et des camarades du Movimiento Al Socialismo (MAS) du Panama (Aurelio Robles et Raúl). Durant

une semaine d'intense activité politique, et grâce aux familles des victimes et des assassiné·es, les Mères d'Avril, du Mouvement paysan, de l'Articulation des mouvements sociaux (AMS) et de l'ancienne commandante guérillera Mónica Baltodano, la commission internationale put attester une série de très graves violations des droits humains, de détentions arbitraires pour des accusations allant des délits de dissension jusqu'à des arrestations par les armes pour narcotrafic. Parmi les 190 personnes détenues depuis le début de la répression, on trouve d'anciens guérilleros comme Hugo Torres (assassiné en prison), Dora María Téllez (emprisonnée depuis un an dans des conditions inhumaines), ainsi que des centaines d'exilé·es politiques comme Mónica Baltodano, ancienne dirigeante – comme les deux personnes citées plus haut – du Front sandiniste de libération nationale, pour ne mentionner que les cas les plus notoires.

La mobilisation d'un contingent militaire si nombreux à la frontière du Nicaragua n'a qu'une explication : l'absolue nécessité de cacher toutes les mesures arbitraires de Ortega. À 10 heures du matin, lors de notre arrivée à la frontière, notre commission – rejointe par des représentant·es des familles exilées et des Mères d'avril – s'est réunie avec une commission de paysans, poursuivis par Ortega et Murillo pour avoir dénoncé la manière autoritaire par laquelle le gouvernement a imposé la construction du canal interocéanique, qui affecterait plus de 3 500 paysans au bénéfice d'une concession de 100 ans pour le gouvernement chinois.

Après une brève manifestation, nous nous sommes dirigé·es vers le poste frontière par lequel nous devons sortir officiellement du Costa Rica pour entrer au Nicaragua. Néanmoins, la garde à la frontière ne nous permit pas, au début, de continuer notre marche avec l'accompagnement de la presse et ensuite, en nous informant d'une forte et ostentatoire présence militaire, nous empêcha d'avancer, en alléguant être préoccupée pour notre

\*Emilio Téllez Contreras est membre de la commission internationale de la Coordinadora Socialista Revolucionaria (CSR, Mexique). Antonio Neto est membre de la commission internationale du Movimiento Esquerda socialista (MES, tendance du Partido Socialismo y Libertad, Brésil). Militants de la IV<sup>e</sup> Internationale, ils font partie de la délégation de la Commission internationale qui enquête sur les crimes du régime Ortega-Murillo au Nicaragua. Cet article a été d'abord publié par *Punto de vista internacional* : <https://puntodevistainternacional.org/> (Traduit du castillan : Hans-Peter Renk)



Hugo Torres Jiménez,  
« Comandante Uno »  
du FSLN,  
assassiné  
en prison



intégrité physique !

## Le rôle de la gauche latino-américaine contre la dictature Ortega-Murillo

La mobilisation de la gauche latino-américaine pour la liberté du peuple nicaraguayen ne date pas d'aujourd'hui. Dans différents pays d'Amérique latine, nous avons connu durant des années, des décennies, des dictatures atroces et sanglantes, qui séquestraient, torturaient et assassinaient au nom de l'arrêt de l'avance du communisme. Dans tous ces pays, les communistes ont lutté pour la liberté avec d'autres forces démocratiques et révolutionnaires. Cette fois, une dictature s'érige au nom de la gauche sur notre continent.

À la fin des années 1970, le Nicaragua était une importante référence pour la gauche mondiale. De diverses parties du monde, des jeunes révolutionnaires appartenant à différents courants vinrent appuyer le Front sandiniste, les armes à la main. La révolution sandiniste de 1979 mit fin à la dictature dynastique de la famille Somoza et prit effectivement le pouvoir, malgré des années de guerre civile avec la « *contra* », financée par le Département d'État des États-Unis. Et durant une brève période, les Nicaraguayens eurent un peu de paix.

La dictature de la famille Ortega-Murillo a commis des crimes contre l'humanité, des tortures, des assassinats, et elle a forcé des milliers de personnes à l'exil. Elle a tué Hugo Torres, elle tuera d'autres anciens combattants et guérilleros. Mais le faire au nom de la gauche est sûrement l'un de ses crimes les plus graves : elle trahit l'héritage de Sandino, elle trahit l'héritage et la mémoire des milliers de morts au nom de la liberté des Nicaraguayen-es contre Somoza, des

Cubain-es contre Batista, des Salvadorien-es. Mais surtout elle teinte de sang le drapeau du socialisme et de la liberté. La gauche latino-américaine est appelée à faire quelque chose pour arrêter l'escalade autoritaire de Daniel Ortega.

## Dénoncer la dictature Ortega-Murillo et renforcer les liens de solidarité avec le peuple nicaraguayen

Une autre tâche de la commission internationale fut de renforcer les liens de solidarité avec les Nicaraguayen-es exilé-es dans le monde entier. Lors d'une première activité en ce sens, la délégation formée au nom de la IV<sup>e</sup> Internationale put rencontrer Mónica Baltodano, grâce à qui nous avons pu obtenir de nouveaux éléments prouvant les atrocités commises.

Une bonne partie des familles des morts et des prisonniers politiques exilées au Costa Rica voient avec une grande méfiance un effort commun de la gauche révolutionnaire pour dénoncer Daniel Ortega et Rosário Murillo, étant donné que Ortega applique toujours ses mesures autoritaires au nom de la gauche et de la révolution sandiniste. D'où l'importance de notre rencontre avec les familles et les exilés pour pouvoir expliquer que notre délégation de militant-es internationalistes appuyait ces familles dans leurs revendications : exiger la libération des prisonnier-es politiques et dénoncer le régime Ortega est un point d'appui pour des milliers de Nicaraguayen-es qui ne trouvent d'appui nulle part. Le 7 juillet, la conférence de presse avec tous les médias, en plein Parlement costaricain, fut un jalon important, car elle ne fut possible que grâce à la présence de parlementaires du Frente Amplio costaricain dans la commission d'organisation de la caravane. Le fait de pouvoir compter sur la participation de député-es du Parlement costaricain à un

front démocratique dénonçant les atrocités du régime nicaraguayen élargit l'ampleur de la dénonciation et permet de compter sur un important point d'appui pour de futures actions de solidarité qui auront lieu, malgré le dénouement du vendredi 8 juillet, dans la région frontalière.

Nous pouvons dire que la caravane a été une expérience de solidarité internationaliste importante, bien que n'ayant pas réussi à visiter directement les prisonnier-es politiques du Nicaragua. Cette expérience a été un processus de coordination non seulement avec d'autres mouvements socialistes d'Amérique latine, mais principalement avec les familles des victimes, des poursuivi-es, des exilé-es et des emprisonné-es qui ont eu pleinement confiance dans cette campagne de solidarité internationale.

Plus particulièrement, le lien établi avec la camarade Mónica Baltodano est très important en raison de la perspective que celle-ci a présentée : elle souligne la nécessité de défendre les libertés démocratiques, mais aussi de dénoncer la nature néolibérale du régime Ortega-Murillo, qui utilise l'autoritarisme pour soutenir des politiques soumises au Fonds monétaire international. Nécessaire aussi le sauvetage authentique du meilleur de la tradition de lutte sandiniste.

Cette caravane n'a été qu'un premier pas pour donner une plus grande ampleur à la possibilité de libérer les prisonnier-es.

Comme membres des organisations faisant partie de la IV<sup>e</sup> Internationale (MES/PSOL et CSR), nous lançons un appel pour que davantage d'organisations se joignent aux comités locaux, à l'exemple du Mexique et du Brésil, qu'elles impulsent de nouveaux comités locaux là où il n'y en a pas et qu'elles dénoncent le régime dictatorial de Daniel Ortega et Rosário Murillo. ■

Le 11 juillet 2022

# « Ortega tombera comme Somoza »

## Entretien avec Mónica Baltodano et Luis Carrión\*

Par  
Carlos F. Chamorro\*

La dictature de Daniel Ortega a célébré le 19 juillet l'anniversaire du renversement de la dictature dynastique des Somoza pour la troisième fois avec une mise en scène partidaria sur la chaîne nationale de radio et télévision, avec une chorégraphie de mille invités. Ils ne se sont pas risqués à convoquer une réunion de masse sur la Plaza de la Fe, comme c'était la tradition avant l'explosion sociale de 2018.

Pour Luis Carrión Cruz, l'un des commandants historiques de la révolution du FSLN qui a conduit au renversement de Somoza il y a 43 ans, l'abandon de la place est une confirmation de « l'usure politique du FSLN et de Ortega, qui n'a pas de confiance dans sa capacité de convoquer politiquement une foule ».

De son côté, la commandante guérille-

ra Mónica Baltodano – également dissidente de la dérive totalitaire de Ortega et exilée au Costa Rica comme Carrión – considère que « Ortega et le FSLN perdent chaque jour davantage cet appui et c'est pour cette raison que cette dictature va tomber, tout comme celle de Somoza ».

Dans un entretien avec *Confidencial* et *Esta Semana*, effectuée à la veille du 19 juillet, Mónica Baltodano et Luis Carrión s'accordent sur le fait que la sortie politique à la crise de la dictature Ortega-Murillo implique de récupérer une capacité d'organisation dans les territoires.

**Carlos Fernando Chamorro :** Daniel Ortega exerce aujourd'hui un pouvoir absolu au Nicaragua et s'acharne à imposer un régime totalitaire. Quel niveau d'appui ce projet totalitaire a-t-il au sein du Front sandiniste, dans ses bases sociales et économiques et au gouvernement ?

**Mónica Baltodano :** Le 19 juillet 1979 fut un jour de consensus national, tout le pays célébra la fin de la dictature dynastique d'Anastasio Somoza. Et bien que cette célébration ait été confisquée depuis plusieurs années pour devenir une célébration du culte à la personne de Daniel Ortega, l'histoire un jour récupérera cette date et la placera à sa juste dimension.

43 ans plus tard, l'appui au Front sandiniste, et particulièrement à Daniel Ortega, a été quasiment pulvérisé, non seulement au sein du peuple nicaraguayen, mais aussi dans les bases du Front sandiniste, au sein de ses bases historiques, où beaucoup d'entre nous ont dénoncé la dérive dictatoriale. Ce pouvoir concentré a soumis toutes les institutions, l'armée et le pays entier, la majorité des gens. Même les employé-es de la fonction publique et jusqu'à des fonctionnaires historiques du Front sandiniste l'appuient avec une grande réserve, c'est-à-dire qu'ils l'appuient publiquement, mais au fond ils ne sont pas d'accord avec ce qui se passe. Ils dépendent économiquement du pouvoir pour faire vivre leur famille, pour avoir du travail, mais ils n'appuient

pas ses actions, parce que comme nous l'avons vu ce pouvoir prend chaque jour des positions de plus en plus extrêmes, des positions absolument démentielles comme ce fut le cas avec les nonnes [expulsion de religieuses du Nicaragua].

Je crois que le soutien à cette dictature diminue sans cesse, raison pour laquelle cette dictature va tomber, comme est tombée celle de Somoza.

**Carlos Fernando Chamorro :** Ce 19 juillet, tout comme l'année passée, il n'y a pas eu de convocation à un rassemblement de masse sur la place, mais une réunion avec des invités retransmise sur une chaîne nationale de radio et de télévision. Pourquoi n'y a-t-il pas une convocation massive, alors que Ortega-Murillo ont tout le pouvoir pour amener leurs sympathisants et leurs partisans ?

**Luis Carrión :** Daniel Ortega reconnaît que son pouvoir, quoique apparemment monolithique, a connu une grande usure politique. Il ne peut plus, si ce n'est totalement par la force, convoquer ces grandes manifestations qui en d'autres temps avaient lieu pour célébrer le 19 juillet. Alors Ortega a besoin de scénarios totalement contrôlés, avec des petits groupes de gens qui applaudissent selon un guide, pour éviter le risque d'avoir un rassemblement clairsemé, faible et peu enthousiaste, comme cela serait le cas en amenant des gens par la force, en les achetant, mais sans aucune conviction pour célébrer ce jour. Je crois que c'est la raison : Daniel Ortega n'a pas confiance dans sa capacité de convoquer politiquement une foule suffisamment grande.

**Carlos Fernando Chamorro :** Il y a des courants au sein du Front sandiniste. Cette bataille s'est exprimée publiquement entre les militants historiques et Rosario Murillo, ou entre Rosario Murillo et les militants historiques. Quel a été le dénouement ?

**Mónica Baltodano :** Bien que « el Chino Enoc » (1) ait reconnu publiquement qu'il avait fait partie des groupes paramilitaires,

\* **Mónica Baltodano** (« Isabel 104 » dans la clandestinité), une des dirigeantes de l'insurrection urbaine de juin 1979 à Managua, commandante guérillera, ex-membre de la Direction nationale du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) et ex-députée du FSLN, est fondatrice du Movimiento por el Rescate del Sandinismo (MpRS, Mouvement pour le sauvetage du sandinisme). Lors des congrès du FSLN en 1994 et 1998, Mónica Baltodano animait la tendance *Izquierda Democrática*, opposée à celles et ceux qui allaient fonder le *Movimiento renovador sandinista* (MRS). Elle avait alors soutenu Daniel Ortega comme secrétaire général du FSLN (contre Henry Ruiz, qui s'était porté candidat contre Daniel Ortega en 1994), convaincue par son « discours gauche ». Elle a quitté le FSLN en 1998, au moment du pacte Ortega-Alemán. Actuellement exilée au Costa Rica. **Luis F. Carrión Cruz** est un des neuf commandants de la direction nationale sandiniste (FSLN) qui a renversé le régime Somoza en 1979. Il a dirigé le front oriental lors de l'offensive finale de la révolution. Il a démissionné du FSLN en 1995, devenant un des fondateurs du *Movimiento Renovador Sandinista* (MRS), devenu *Unión Democrática Renovadora* (UNAMOS). En 2018 il a soutenu les manifestations et a appelé Ortega à se retirer. En juin 2021, à la suite des arrestations dans l'opposition, il s'est exilé au Costa Rica. **Carlos Fernando Chamorro Barrios** est un journaliste nicaraguayen d'investigation, indépendant, fondateur du site web d'information *Confidencial*. Cet entretien a été publié le 19 juillet 2022 par *Confidencial* : <https://www.confidencial.digital/politica/luis-carrión-y-mónica-baltodano-el-gran-desgaste-del-fsln-el-19-de-julio-ortega-caera-como-somoza/> (Traduit du castillan par Hans-Peter Renk).

il est maintenant en prison, non pour avoir tiré sur le peuple et les étudiants, mais pour s'être opposé publiquement aux politiques de Rosario Murillo et avoir exprimé une fissure qui existe actuellement au sein du Front sandiniste parmi ceux qui ne reconnaissent pas la direction et le rôle joué par Rosario Murillo. Car c'est une direction autoritaire, verticale et absolument anti-démocratique.

La cohésion qui se produit quand il existe un pouvoir et une répartition des miettes, une répartition de privilèges, est assez forte. Les fissures vont se manifester au moment où le peuple pourra se mobiliser et s'exprimer. Je ne parle pas nécessairement du fait de descendre dans la rue, mais du moment où une mobilisation populaire aura la capacité de s'exprimer et coïncidera avec les départs massifs qui se produiront en raison des divisions internes existant au sein du Front sandiniste. Et cela s'est passé non seulement avec la dictature des Somoza, mais avec des régimes autoritaires dans le monde entier, qui s'effritent à la chaleur de la mobilisation et des réponses populaires, et cela arrivera à un moment dans notre pays comme cela s'est produit en avril 2018.

## « Succession de Rosario Murillo »

**Carlos Fernando Chamorro** : *Mais, en ce moment, il semblerait que le régime démontre sa capacité à maintenir la répression, à imposer une sorte de stabilité autoritaire. Où se situent dans ce schéma les employés de la fonction publique, qui ne sont pas des paramilitaires ? Les uns disent : je défends mon poste de travail ; d'autres disent : nous sommes séquestrés ; d'autres défendent le régime Ortega, et la majorité se plaint d'être politiquement surveillée.*

**Luis Carrión** : Ces trois discours pour justifier la participation au sein de l'État sont légitimes et réels : il y a des gens qui l'appuient, d'autres qui se sentent terrorisés et d'autres qui défendent leur poste de travail. Mais je n'ai aucun doute que ceux qui y sont pour une sorte de conviction ou d'intérêt matériel – au-delà du salaire, la position à certains niveaux de l'État leur donne l'opportunité de recevoir des prébendes ou de profiter des processus de corruption qui se sont étendus et généralisés – sont une minorité. La majorité des employés de la fonction publique – j'en suis convaincu et c'est ce que l'on observe – sont là premièrement par peur et deuxièmement parce qu'ils n'ont pas le choix. Au Nicaragua, si tu

perds ton travail, les gens n'ont pratiquement pas d'options, comme le démontre l'émigration massive, comme jamais, des Nicaraguayens vers le Costa Rica, les États-Unis et d'autres pays. Les gens n'ont pas d'espoir, ils n'ont pas de choix pour améliorer leur vie et beaucoup de gens qui travaillent pour l'État le craignent beaucoup.

L'État n'est pas monolithique et c'est pour cette raison qu'il exerce une vigilance permanente, y compris sur ses propres gens. Une dictature comme celle-ci, à vocation totalitaire et dynastique, a besoin d'appliquer dans ses propres rangs les mêmes mesures de contrôle qu'envers la population, y compris par la répression, la menace et la prison, comme nous l'avons vu dans le cas du « Chino Enoc ».

**Carlos Fernando Chamorro** : *Il y a 4 ans, le Front sandiniste avec la police et les paramilitaires a déclenché une répression sanglante, « l'opération nettoyage » principalement à Managua, Masaya, Carazo et dans d'autres parties du pays. En fait, ce 19 juillet, il célèbre l'anniversaire de cette répression. Quel en est l'impact sur les bases du Front sandiniste ?*

**Mónica Baltodano** : L'un des facteurs ayant le plus contribué à la perte d'appui interne et d'appui national fut la brutale répression déclenchée il y a 4 ans. C'est démontré par les prisonnier-es provenant des rangs du Front sandiniste, qui furent et sont actuellement incarcérés : Dora María Téllez, Ana Margarita, mais aussi Harry Chávez et Irving Larios. Il y a un rejet clair de la dictature. Et célébrer ces massacres en les faisant confluer avec les célébrations du 43e anniversaire est vraiment atroce, honteux et je ne crois pas que cela contribue à la cohésion. Au contraire, cela contribue à démontrer l'esprit mafieux et mensonger du régime : la volonté de construire un récit dictatorial, comme font tous les dictateurs, le récit autour d'une tentative de coup d'État pour justifier les massacres.

Ainsi, il est bien démontré que les Nicaraguayens, comme l'a dit un jour Pedro Joaquín Chamorro [propriétaire du journal *La Prensa*, assassiné en janvier 1978 par la dictature Somoza] sont restés sans patrie, parce que, disait-il, « *ma patrie, c'est la liberté* ». Et quand il n'y a pas de liberté de mobilisations, il n'y a pas de liberté pour protester, quand il n'y a pas de liberté d'expression et de presse, les Nicaraguayens sont littéralement sans patrie.

Et ces commémorations atroces de crimes commis lors des « opérations de nettoyage », très similaires à celles effectuées par Somoza en 1978, sont une perversion

de l'histoire, une perversion des symboles et des dates.

**Carlos Fernando Chamorro** : *Quel est le futur du FSLN avec Daniel Ortega et Rosario Murillo, ou même éventuellement sans Daniel Ortega ? Rosario Murillo est placée sur la ligne de succession constitutionnelle comme vice-présidente. Est-ce qu'elle a une capacité de direction propre pour diriger une dynastie, sans Daniel Ortega ?*

**Luis Carrión** : Je crois que le contrôle exercé par la famille Ortega-Murillo sur le Front sandiniste et l'exercice totalitaire du pouvoir, en voie de consolidation, vont mener au désastre le Front sandiniste, ou plutôt ce qui reste du Front sandiniste. Parce que, comme le disait Mónica, le Front sandiniste est passablement diminué et dans une grande mesure c'est l'expression d'alliances mafieuses entre des groupes de pouvoir et des groupes économiques qui gravitent autour de Daniel Ortega.

Rosario Murillo n'a pas la même capacité de convoquer et de réunir ces groupes. Indubitablement, bien qu'elle ait un degré très important de contrôle sur les structures de l'État et les petits groupes qui forment le Front sandiniste, elle ne bénéficie pas de la reconnaissance du leadership historique que représente encore Daniel Ortega d'une certaine manière. Dans une situation où Rosario Murillo remplacerait Daniel Ortega à la tête du gouvernement et du Front sandiniste, une série de tensions et de contradictions existantes, qui sont souterraines et contrôlées par Ortega vont commencer à émerger. En clair, Rosario Murillo n'aurait pas une gouvernance si facile, au contraire elle approfondirait les contradictions, parce que Rosario Murillo est une femme profondément vindicative, et pas seulement avec ses adversaires politiques, mais avec laquelle elle diverge, fait dissidence ou la contredit dans les rangs du Front sandiniste. Il y aurait alors un affaiblissement de l'unité, de la cohésion, même de ces groupes mafieux qui soutiennent le pouvoir d'Ortega.

**Carlos Fernando Chamorro** : *Où situer le rôle*

1. « *Chino Enoc* », de son vrai nom Marlon Gerardo Sáenz Cruz, est un ex-guerrillero sandiniste historique. Avocat retraité et paramilitaire. En avril dernier, il a admis dans une interview au journal *La Prensa* qu'il faisait partie des milliers d'hommes armés par le régime de Daniel Ortega pour démanteler à coups de balles les barricades érigées lors des manifestations citoyennes réclamant la démission du dictateur en 2018. Depuis le 18 mai 2022, il est dans une cellule de punition de la prison connue sous le nom d'El Chipote, avec une quarantaine de dirigeants de l'opposition et de critiques du régime qu'il persécutait.

# Nicaragua

*de l'armée nicaraguayenne dans cette crise ou dans ces tensions, dans la tentative de consolider un régime totalitaire ? Je ne parle pas du général Avilés ou du commandement de l'armée. Mais existe-t-il une réserve institutionnelle dans cette institution, face au futur de cette tentative de perpétuer une dynastie ?*

**Mónica Baltodano :** Je crois qu'il existe des réserves de patriotisme dans les rangs de l'armée, et je le dis parce que plusieurs officiers supérieurs ont manifesté leur mécontentement avec l'état de choses ; ils n'ont pas admis, par exemple, ce qui est arrivé à Hugo Torres, la lâcheté de l'armée, qui ne lui a pas rendu les honneurs appropriés lorsqu'il est mort dans la prison d'Ortega.

Mais il faut aussi reconnaître que jusqu'à aujourd'hui, par le biais du général Avilés, Ortega a réussi à contrôler l'armée, et il le fait de la même manière qu'avec le reste du FSLN. Il trafique avec les besoins du peuple, et il consolide aussi son pouvoir ou sa capacité de le soumettre sur la base des privilèges, en leur permettant de faire de grandes affaires, en leur donnant de grandes opportunités de s'enrichir.

Je crois aussi que l'armée, et pas seulement l'armée, mais aussi la police, ont été perverties ; mais je crois qu'il existe toutefois des éléments au sein de l'armée qui peuvent réagir. Ortega a construit le caudillisme durant 43 ans, il a joué ce rôle et cela a contribué à être l'élément qui donne toutefois une cohésion au Front et une subordination de ces institutions. Mais personne au sein de l'armée et de la police ne se subordonnerait de la même manière à Rosario Murillo. Alors, je crois qu'il existe là une réserve, dont il faut continuer d'attendre qu'à l'avenir elle puisse réagir, comme cela s'est passé, je le souligne, dans d'autres processus historiques et dans le cas de la dictature de Somoza où se sont produites d'importantes fissures ayant contribué aussi à son renversement.

## La sortie démocratique

**Carlos Fernando Chamorro :** *À la différence du processus contre la dictature de Somoza – un processus national, politique, massif, mais aussi insurrectionnel, avec une composante de lutte armée – il existe aujourd'hui un consensus au Nicaragua pour chercher une issue politique, civique. Quel espace y a-t-il aujourd'hui au Nicaragua pour la résistance civique, sous l'État policier ? L'opposition s'attend-elle à ce que la pression extérieure puisse produire un chan-*

*gement politique démocratique ?*

**Luis Carrión :** En ce moment, il n'existe pas de possibilités de se manifester pour les secteurs anti-ortéguites et pro-démocratie, et c'est le but de toutes les mesures prises par Ortega. La répression, l'emprisonnement, les menaces servent à intimider, non quelques-uns, mais tout le monde, parce que quiconque – même n'ayant pas eu de grande participation à la lutte d'avril 2018 ou ultérieure – peut aller en prison. Nous avons vu des cas de gens qui sont emprisonnés et on ne sait parfois pas pourquoi, ou on ne les laisse pas sortir du pays, ou on les réprime de toute manière.

Les processus sociaux sont cycliques. Nous avons eu une vague de lutte populaire dans les dernières années, et maintenant il y a un recul brutal en raison de la répression brutale. Ces vagues vont revenir. Quand ? Il est difficile de le dire, mais la dictature – dans la situation d'isolement politique interne et international où elle se trouve – va graduellement perdre la capacité de maintenir son contrôle sur le pays et sur les gens. Les sanctions extérieures sont importantes, elles jouent un rôle, mais elles devraient se situer dans une stratégie plus intégrale, politique et diplomatique, pas seulement comme une sorte de châtiement, mais comme partie d'une stratégie visant à affaiblir la cohésion du régime et donner les espaces nécessaires pour que ce ressentiment, ce rejet généralisé du régime – qui est écrasé et incapable de se manifester – trouve les espaces nécessaires pour accélérer l'usure de la dictature. Son processus de détérioration va le conduire à un changement démocratique, peut-être plus graduel, peut-être plus rapide, mais inévitable.

**Carlos Fernando Chamorro :** *En attendant, le régime peut-il rester au pouvoir ? Quelles sont ses forces et sa principale faiblesse ?*

**Mónica Baltodano :** Sa principale force continue à reposer sur la répression, la prison, l'exil de beaucoup d'entre nous, et c'est alors une force à la Pyrrhus, parce qu'il repose sur les armes de la police et de l'armée. L'histoire montre que quand tu perds le peuple et le consensus national, finalement les gens finissent par manifester.

Maintenant, les gens ont choisi le chemin de la lutte civique. Je crois qu'il y a une attente à propos de la tâche de nous articuler, d'obtenir un consensus sur quelques actions des différentes forces, d'établir quelques ponts qui doivent être basés sur l'action concrète et, à mon avis, sur l'action des gens qui se trouvent sur le terrain. La capacité de nous mettre d'accord sur une

stratégie par rapport aux prisonnier-es détenus dans toutes les prisons du Nicaragua. Nous devons avoir la capacité de tracer ensemble des stratégies et des campagnes actives où se combinent les actions internes, mais aussi l'action des forces internationales.

La vérité, c'est que le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, les organismes financiers comme la Banque centroaméricaine d'intégration économique (BCIE), continuent d'appuyer Ortega. Alors, l'action internationale est assez faible. Nous devons parier sur le mot d'ordre « *Seul le peuple sauve le peuple* » et renforcer notre organisation territoriale, chaque force de manière séparée, mais être capables de construire des ponts d'articulation pour réaliser des actions de résistance.

L'axe le plus faible de la dictature, c'est son incapacité de donner des réponses aux grands besoins de la population. L'énorme migration, les morts sur le Rio Bravo, l'émigration vers d'autres pays d'Amérique centrale en cherchant la vie, indiquent qu'il n'y a pas de réponses aux énormes difficultés économiques qui frappent les gens : problèmes de salaire, inflation, corruption évidente dans la gestion du pétrole et des combustibles.

C'est la principale faiblesse et l'un des éléments clés qui influenceront les explosions qui ne manqueront pas de se produire à l'avenir et qui, espérons-le, nous trouveront cette fois-ci plus organisés, plus articulés, afin que ce soit vraiment l'occasion de mettre fin à la dictature et de commencer un chemin de construction démocratique et de liberté dans notre pays.

**Luis Carrión :** Il est important que les organisations ayant une base au Nicaragua travaillent sérieusement pour se consolider, pour se renforcer, et c'est cela qui va permettre dans un futur proche que ces forces s'articulent, pas nécessairement en une seule entité, mais au sein d'une même vision, d'un même objectif politique et stratégique et d'une logique inclusive, parce que l'exclusion va mener à d'autres crises, si elle ne se résout pas.

Alors, c'est cela qui doit permettre aux forces de s'articuler et d'agir de manière cohérente, certaines dans le meilleur des cas peuvent aller plus avant vers une fusion, ou peut-être non. Mais ce n'est pas indispensable. L'indispensable, c'est l'action collective, partagée, qui peut se constituer en une alternative de pouvoir face au régime. ■



# La crise est une fin de partie pour les Rajapaksa

Par  
Balasingham Skanthakumar\*

Lorsque Gotabaya Rajapaksa, à mi-chemin de sa présidence, a annoncé par l'intermédiaire du président du Parlement le 13 juillet, qu'il démissionnerait, le mouvement citoyen du Sri Lanka, connu sous le nom de *Janatha Aragalaya* (Lutte du peuple), a remporté sa plus importante victoire à ce jour. Cet aveu de reddition, après avoir résisté pendant des mois à la demande centrale des protestations publiques – #GotaGoHome – dans le cadre des retombées politiques de la crise économique dévastatrice (1) de l'île, faisait suite aux manifestations de masse du 9 juillet.

## Symboles d'État

Ces manifestations à travers le Sri Lanka ont été couronnées de façon spectaculaire à Colombo par l'occupation de trois symboles de l'autorité de l'État : le bureau du président (assiégé par les manifestants depuis trois mois), sa résidence officielle (qu'il avait fui quelques heures auparavant pour se réfugier sur un navire de la marine), ainsi que la résidence officielle du Premier ministre (inoccupée depuis début mai mais lourdement fortifiée), ceci en brisant les barricades métalliques et les clôtures en fer, et en laissant le personnel de sécurité de l'État impuissant (2).

Plus de 100 000 personnes, sans distinction de classe, de sexe, d'ethnie, d'âge, de religion ou de conviction politique, ont convergé vers la capitale commerciale, surmontant, par leur nombre et leur détermination, au moins 20 000 militaires et policiers armés qui ont lancé des gaz lacrymogènes, utilisé des canons à eau, tiré à balles réelles et commis des actes de violence physique.

Plus tard dans la nuit, la résidence privée du Premier ministre a été incendiée dans des circonstances suspectes. Une foule enragée l'a encerclée, probablement



provoquée par les alertes sur les médias sociaux et la diffusion en direct d'agressions brutales de la police paramilitaire contre des journalistes qui filmaient des manifestations pacifiques près de son domicile. Le Premier ministre avait résisté aux demandes de démission. Il pensait pouvoir assurer sa position ou même assumer la présidence après la destitution de Gotabaya Rajapaksa. Tout rusé qu'il soit, il a fait un mauvais calcul.

## Chef de l'UNP

Ranil Wickremesinghe, leader à vie du parti d'opposition *United National Party* (UNP) et son seul parlementaire après une humiliante élimination en 2019, a été nommé Premier ministre par Gotabaya Rajapaksa le 12 mai, malgré l'absence de soutien majoritaire au sein du corps législatif – contrôlé par le parti du président – et surtout de légitimité populaire.

Cette manœuvre a fait suite à la démission du président sortant Mahinda Rajapaksa (frère aîné du président et deux fois président) et à l'instabilité politique au sein du gouvernement, lorsque les parlementaires du parti au pouvoir ont pris conscience de la crise économique profonde et de l'impopularité croissante de la famille du président (dont quatre membres étaient ministres).

Le 9 mai, Mahinda Rajapaksa avait

convoqué ses partisans à Colombo pour leur montrer qu'il était prêt à assurer son poste de Premier ministre, pendant la période d'état d'urgence. Ces agents locaux des parlementaires ont été mobilisés pour attaquer physiquement les manifestants qui campaient depuis des semaines devant la résidence officielle du Premier ministre (« *Temple Trees* ») et le bureau du Président (« *Secrétariat* »).

L'indignation et la solidarité de la population ont été immédiates. Celle-ci a spontanément afflué pour riposter aux malfrats (les partisans de Mahinda Rajapaksa), alors que ces derniers commençaient à quitter la ville pour retourner dans leurs villes et villages. Cette contre-violence localisée s'est rapidement étendue à tout le pays, les maisons et autres biens de 78 parlementaires, représentants des gouvernements provinciaux et locaux pro-

\* Balasingham Skanthakumar est membre du Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM) en Asie du Sud et de l'Association des chercheurs sociaux à Colombo. Cet article a été d'abord traduit de l'anglais par Sushovan Dhar avec l'assistance de Christine Pagnouille et publié sur le site web du CADTM le 21 juillet : <https://www.cadtm.org/La-crise-du-Sri-Lanka-est-une-fin-de-partie-pour-Rajapaksa>

1. Ahilan Kadrigamar, « Rethinking Sri Lanka's economic crisis », *Himal Southasian* du 28 février 2022, <https://www.himalmag.com/rethinking-sri-lankas-economic-crisis-interview-ahilan-kadrigamar-2022/>

2. Pour illustrations et commentaire, voir le fil Twitter d'Amalini De Sayrah : <https://twitter.com/Amaliniiii/status/1545609072128405504>

# Sri Lanka

Rajapaksa, ayant été incendiés. Dix personnes ont été tuées, dont un législateur du parti au pouvoir, et plus de 200 ont été blessées.

Au cours des violences de l'après-midi et de la nuit du 9 mai, les forces de sécurité ont assisté passivement aux agressions et aux destructions, mais par la suite plus de 2 500 personnes ont été arrêtées, y compris des manifestants non affiliés à un parti et des cadres du parti de gauche *Janatha Vimukthi Peramuna* (JVP, Front de libération du peuple), simplement à partir de listes de noms fournies aux forces de police locales par les membres du parti du président mécontents.

L'étonnante ascension de Ranil Wickremesinghe au poste de Premier ministre, qu'il avait occupé cinq fois jusqu'alors depuis 1993, a été dénoncée par le noyau dur du mouvement citoyen ainsi que par l'opposition parlementaire, pour avoir détourné la campagne visant à évincer le Président et à se débarrasser de sa famille.

Des sections de la classe moyenne, des grandes entreprises, de la société civile libérale et de droite, des diplomates et des donateurs ont salué Wickremesinghe comme le « *sauveur* » du Sri Lanka, apportant la « *stabilité politique* » manquante et les références nécessaires pour mettre en œuvre les mesures économiques néolibérales différées, mener des négociations avec le Fonds monétaire international (FMI) pour sortir de la crise des devises étrangères et commencer à « *restructurer* » la dette extérieure avec les créanciers privés et bilatéraux, ce qui a entraîné, le 12 avril dernier, le premier défaut de paiement souverain du Sri Lanka depuis l'indépendance (3).

Les craintes du mouvement des citoyens étaient entièrement justifiées. L'ampleur et l'intensité des protestations publiques quotidiennes ont diminué. Les protestations ont été présentées comme ayant suivi leur cours et devenant préjudiciables à la « *stabilité économique* », qui exige l'ordre et la paix sociale pour rassurer les créanciers internationaux et les touristes et investisseurs entrants. Il y a eu plusieurs tentatives de coopter des sections parmi les manifestants et d'instaurer

un « *dialogue* » avec ceux qui prétendent représenter ce qui est un groupe indépendant des partis politiques et des personnalités charismatiques.

Au lieu d'ouvrir la voie à une destitution rapide du Président, Wickremesinghe a semblé satisfait de gouverner à ses côtés dans un avenir prévisible. Il a obtenu des défections de partis d'opposition pour renforcer son nouveau cabinet dirigé par le Président. Il n'a pas introduit les changements constitutionnels demandés par le peuple pour limiter sérieusement les pouvoirs exécutifs de Gotabaya Rajapaksa tant qu'il restait en fonction, comme mesure provisoire en vue de l'abolition de la toute-puissante présidence exécutive. Il n'a pas non plus pu soulager la misère des gens ordinaires, dont les moyens de subsistance et les vies sont anéantis par une crise économique d'une ampleur et d'une gravité inconnues (4).

## Avantage politique

Les événements du 9 juillet ont permis de reprendre l'avantage politique sur l'éphémère dyarchie Gotabaya Rajapaksa-Ranil Wickremesinghe.

Les foules massives ont surmonté de nombreux obstacles. Dans le but de semer la peur parmi le public le département de la police avait annoncé une possible attaque terroriste à l'approche de la mobilisation. L'inspecteur général de la police a imposé illégalement un couvre-feu d'une durée indéterminée interdisant tout mouvement public dans la nuit du 8 juillet, mais a été contraint de l'annuler dans les heures qui ont suivi le lendemain matin, pour répondre aux dénonciations des politiciens de l'opposition et des groupes d'avocats. Cependant, le mal était fait puisque les trains et les bus publics ont été annulés, privant les manifestants de ces moyens de transport. Dans le même temps, la seule compagnie de carburant disposant d'un stock a suspendu sa distribution, également dans l'intention de perturber la mobilité.

Dans une remarquable démonstration de volonté, les gens se sont frayé un chemin depuis le sud profond, les collines centrales et le long de la côte occidentale. Ceux qui s'étaient rassemblés dans les gares d'Avissawella, de Galle, de Kandy et de Matara ont réquisitionné les trains disponibles, ornant l'avant de banderoles anti-gouvernementales. D'autres ont trouvé n'importe quel bus privé, camion, tracteur, camionnette ou autre véhicule ayant encore du diesel ou de l'essence dans lequel ils pouvaient se glisser. Un grand

nombre d'entre eux ont pédalé sous une chaleur torride, tandis que d'autres ont parcouru des dizaines de kilomètres à pied tout au long de la journée du 9 juillet afin de se frayer un chemin vers Colombo. Ils sont venus vêtus de noir, brandissant le drapeau national, tenant des affiches artisanales et scandant des slogans et des messages anti-gouvernementaux qui ont fait le tour du monde.

La veille, des étudiants des universités d'État avaient été mobilisés par la Fédération inter-universitaire des étudiants (IUSF) pour se rendre à Colombo et ont dormi dans la rue toute la nuit. Les protestations du 9 ne se sont pas limitées à Colombo. Dans toutes les grandes villes et dans de nombreux endroits plus petits, les gens sont descendus dans la rue, en tapant sur des casseroles, en brandissant des drapeaux et en exprimant leur colère et leur demande de changement politique, de la ville de Galle, à majorité cinghalaise, dans le sud, à la ville de Jaffna, à majorité tamoule, dans le nord, et à Batticaloa, dans l'est. Des manifestations de solidarité de la diaspora sri-lankaise (principalement de la communauté cinghalaise, mais aussi des musulmans et un nombre moins important de Tamouls, ce qui reflète les fractures et la méfiance) ont également eu lieu le même jour en Australie, en Nouvelle-Zélande, en Amérique du Nord et en Europe occidentale.

## L'impensable

Comment enregistrer ce qui était impensable il y a encore quelques mois : la toxicité des Rajapaksa ? Quelle est la nature du mouvement citoyen, quelle place y occupent le syndicalisme et la gauche ? Quels sont les clivages et les contradictions qui colorent la réaction de la nation tamoule et de la communauté ethno-religieuse musulmane à l'égard de *Janatha Aragalaya* ? Que se passera-t-il maintenant, si et quand le Président et le Premier ministre quitteront effectivement leur poste ?

Ce qui a été accompli par le mouvement des citoyens en quelques mois, aussi long et épuisant que cela puisse paraître à ceux qui l'ont vécu, doit être analysé. L'année dernière, il était inimaginable que Gotabaya Rajapaksa n'aille pas au bout de son mandat de président, ni que son successeur, s'il ne se représente pas (et gagne probablement), ne soit pas un autre Rajapaksa. Il n'était pas non plus concevable qu'au moins pour une autre génération, les Rajapaksa soient considérablement

3. Éric Toussaint, « Sri Lanka : Il ne faut pas signer un accord avec le FMI », CADTM, 15 avril : <https://www.cadtm.org/Sri-Lanka-Il-ne-faut-pas-signer-un-accord-avec-le-FMI>

4. Andrew Fidel Fernando, « Sri Lanka Crisis : Daily heartbreak of life in a country gone bankrupt », *BBC News*, 8 juillet 2022, <https://www.bbc.com/news/world-asia-62077109>

affaiblis et incapables de faire une offre directe de pouvoir dans un avenir proche. La crainte profonde que suscitait la critique de la première famille et de ses méthodes extra-légales de traitement des dissidents, s'est dissipée.

Depuis sa première victoire présidentielle en 2005, ses méga-projets d'infrastructure financés par des emprunts étrangers, la défaite des séparatistes Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) en 2009, qui a mis fin à 26 ans de guerre civile prolongée, et la consolidation du nationalisme bouddhiste cinghalais, qui est l'idéologie de l'État depuis l'indépendance, après 443 ans de colonialisme européen, Mahinda Rajapaksa était apprécié au sein de la nation cinghalaise (qui représente près de 75 % des quelque 22 millions d'habitants).

Gotabaya Rajapaksa, bien qu'il n'ait pas le magnétisme et la sagacité de son frère aîné, a été associé à ces réalisations en tant que ministre de la Défense officieux et bureaucrate chargé de la réinstallation des pauvres en milieu urbain, de « l'embellissement » de Colombo par l'élimination de ces derniers et du développement d'espaces commerciaux et de loisirs. Son profil d'étranger à la politique du parti et d'homme d'action sans état d'âme lui a valu l'affection des milieux d'affaires, des groupes professionnels, de la classe moyenne et des fonctionnaires qui en avaient assez de voir des politiciens inepes profiter de leur fonction et s'immiscer dans l'administration de l'État.

Lorsque le candidat novice Gotabaya Rajapaksa a été élu à la présidence avec plus de 52 % des voix (6,9 millions) en novembre 2019, la seule question à se poser était de savoir avec quelle marge le *Sri Lanka Podujana Peramuna* (SLPP, Front populaire du Sri Lanka), récemment fondé et dirigé par Mahinda Rajapaksa, l'emporterait lors des élections législatives d'août 2020. En fait, le SLPP a récolté 59 % des suffrages exprimés, remportant 145 sièges sur les 225 que compte le Parlement, soit un peu moins que la majorité des deux tiers qu'il souhaitait obtenir pour modifier la Constitution afin de renforcer les pouvoirs du président. Cet amendement a effectivement suivi, avec le soutien de ses alliés, affaiblissant l'indépendance du Premier ministre et du Cabinet ainsi que celle des institutions de contrôle.

Cependant, le bilan de son mandat, qui a coïncidé avec la pandémie de Covid-19, a cruellement déçu ses principaux électeurs. Bien que la campagne de vaccination du Sri Lanka ait été un succès dans la



région, le fait qu'il se soit appuyé sur des militaires et d'anciens militaires (dont il fait partie) pour gérer les fonctions civiles a suscité l'hostilité des fonctionnaires de carrière. Son incapacité ou son manque de volonté à freiner la vénalité des législateurs du parti au pouvoir, y compris ceux de sa propre famille élargie, a déçu le public. Par-dessus tout, sa mauvaise gestion de l'économie – y compris l'interdiction des intrants chimiques dans l'agriculture (5) – aggravant une crise en gestation depuis des décennies, a brisé le mythe de l'efficacité technocratique cultivé par ses anciens partisans.

## Le mouvement des citoyens

Quelle est la nature, l'identité du mouvement citoyen qui se connaît, et qui est connu dans la société, sous le nom de *Janatha Aragalaya* ? Il est extrêmement attentif à être reconnu comme « non partisan » (*nirpakshika*), c'est-à-dire non affilié à un parti politique ou à une idéologie. C'est une nouveauté dans une société où les partis politiques, quel que soit le spectre idéologique, ont été les vecteurs de la protestation sociale ou se sont rapidement appropriés ces protestations. En fait, son point d'honneur est de rejeter tous les partis représentés au parlement, comme étant responsables des occasions perdues au cours des 74 années qui ont suivi la décolonisation en 1948. Il est fier d'être non-violent (*samakami*) – ce qui n'est pas négligeable en termes d'acceptation populaire alors que le Sri Lanka a connu trois fois des soulèvements armés de jeunes depuis 1971. Dès le début, il y a eu des messages clairs d'opposition au racisme, compris tardivement et encore incomplètement, comme ayant été utilisé par la classe dirigeante pour diviser les gens sur la base de leur ethnicité (cinghalaise, tamoule et musulmane) et de leur religion (bouddhis-

te, hindou, islamique et chrétien).

Il n'a pas de leader dominant ni de porte-parole identifiable, mais rassemble une variété d'origines et de groupes d'intérêts liés par leur dégoût pour Gotabaya (« Gota ») Rajapaksa et sa famille, mais aussi par leur détermination à opérer ce qu'ils appellent un « *changement de système* » – en corrigeant les défauts structurels du système politique, notamment la concentration et la centralisation du pouvoir à la présidence, la nomination et l'élection des représentants politiques, et une nouvelle Constitution pour remplacer celle de 1978, fondée sur l'attribution des pouvoirs exécutifs au bureau du président.

Il n'est ni critique ni défenseur du capitalisme ou même du néolibéralisme. Tout au plus, il est attaché aux services de santé et d'éducation gratuits et aux programmes sociaux qui constituent ce qui reste de l'État-providence du Sri Lanka. Mais surtout, le mouvement reflète le courant dominant dans son adaptation et sa normalisation de la libéralisation économique : marchés déréglementés, prix fixés par les cartels, privatisations, capitaux étrangers et croissance axée sur les exportations.

Souvent décrites comme appartenant à la « *classe moyenne* » et à la « *jeunesse* » – de manière négative – ces catégories ne sont pas exactement appliquées au Sri Lanka, ni exactes dans tous les contextes. La composition sociale du principal site permanent de protestation près du bureau du président, appelé par les manifestants « *GotaGoGama* » (« *Gota rentre chez toi* »), est en grande partie cinghalaise et bouddhiste. L'âge des manifestants s'échelonne généralement entre 20 et 40

5. Meera Srinivasan, « Sri Lanka's "organic only" policy – Sowing the seeds of a disaster », *The Hindu* du 18 décembre 2021, reproduit par *ESSF* : <http://europe-solidaire.org/spip.php?article60495>.

## Sri Lanka

ans, comprenant des travailleurs indépendants et des professionnels débutants, mais aussi des jeunes de la classe ouvrière et des étudiants issus de la classe moyenne inférieure. Il s'agit principalement d'hommes, mais les femmes y sont mieux représentées et plus visibles que dans les syndicats et la gauche. Les bénévoles et les visiteurs sont issus de toutes les communautés ethniques, de tous les sexes, de toutes les sexualités et de toutes les confessions, ainsi que des personnes âgées, y compris des militants de longue date dynamisés par ce mouvement unique et sans précédent.

Ce mouvement citoyen ne commence et ne finit pas là où il est le plus concentré et le plus visible, à Galle Face Green, au cœur de la ville de Colombo de l'époque coloniale britannique. Il existe également des implantations permanentes dans d'autres villes et villages : Anuradhapura, Badulla, Galle, Gampola, Jaela, Kandy, Kurunegala, Matara, Monaragala, Negombo et Ratnapura. Au-delà de ces éléments, ce mouvement renvoie à la manière dont il a commencé : des protestations à petite échelle par des personnes qui se rassemblent chaque soir ou chaque semaine dans leur quartier pour tenir des pancartes, agiter le drapeau national et scander des slogans anti-gouvernementaux. Dans chaque lieu, la foule varie selon la classe sociale, l'origine ethnique et religieuse.

Ses débuts remontent à la fin du mois de février, lorsqu'une poignée de travailleurs et d'amis d'une banlieue de Colombo, excédés par les coupures d'électricité qui s'éternisent et les pénuries de produits de première nécessité, ont organisé de petites veillées silencieuses à la bougie pendant une heure ou deux chaque soir. Inspirées par cet exemple et cherchant des moyens d'exprimer leur frustration à l'égard du gouvernement, d'autres

personnes des environs de Colombo ont rejoint cette action. Ils ont été encouragés à en organiser de semblables dans leurs propres quartiers.

À la fin du mois de mars, de nombreuses veillées de ce type ont eu lieu, attirant l'attention des médias, et suivant le même format : tenir des bougies ou des torches clignotantes pour symboliser l'obscurité qui règne dans les maisons en raison des coupures de courant et, avec des pancartes confectionnées par leurs soins, blâmer le gouvernement et en particulier le ministre des finances de l'époque (et frère cadet du président) Basil Rajapaksa ainsi que le gouverneur de la Banque centrale de l'époque Ajith Nivard Cabraal pour leur mauvaise gestion de l'économie.

L'une des demandes les plus constantes a été de « rendre l'argent volé », principalement à l'encontre des Rajapaksa, qui auraient accumulé une richesse considérable pendant qu'ils étaient au gouvernement et qui serait cachée à l'étranger, car le Trésor public s'est vidé en 2022, limitant les importations, notamment de charbon et de diesel pour l'électricité.

Dans les quartiers plus huppés de Colombo, certains tenaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire « Allez au FMI ». Depuis l'année dernière, les économistes, les associations professionnelles et la classe moyenne supérieure sont convaincus que seul le Fonds monétaire international peut « renflouer » l'économie, mettre en place les réformes politiques nécessaires et faciliter l'accès du Sri Lanka à de nouveaux emprunts sur le marché monétaire international. Cette croyance selon laquelle le recours au FMI est non seulement inévitable, mais même souhaitable, est devenue le sens commun de la société politique et civile. Il n'y a pas eu de débat sérieux sur la façon dont le Sri Lanka est tombé dans le piège de la dette (51 milliards de dollars pour une économie

de 80 milliards de dollars), ni sur la question de savoir si ces dettes devaient être rejetées comme illégitimes. Ce n'est que récemment que des voix discordantes appelant à un audit de la dette se sont fait entendre.

Le mouvement a pris un tournant décisif le 31 mars, lorsqu'une manifestation de routine près de la résidence privée du président, dans une banlieue de classe moyenne de Colombo, s'est spontanément gonflée de jeunes et d'autres personnes en colère contre les coupures d'électricité (qui sont passées de 10 à 13 heures), les pénuries de carburant et de médicaments et la flambée des prix des denrées alimentaires. Des violences ont suivi, alors que la police défendait le domicile du président. Gotabaya Rajapaksa, qui avait été évacué plus tôt, a été transféré par sa garde rapprochée dans sa résidence officielle fortifiée, où il devait rester sans interaction avec le public jusqu'à un autre départ précipité la semaine dernière – premier retournement de situation.

Loin de discréditer le mouvement citoyen, la brutalité de la police et la tentative des politiciens au pouvoir de le comparer au « printemps arabe » ont déclenché une vague de sympathie de la part du public. Les jours suivants, de plus en plus de personnes sont descendues dans la rue et de nouveaux sites de protestation ont émergé à travers l'île. Pour rassembler ces actions disparates, certains organisateurs ont commencé à se coordonner entre eux par le biais de plateformes de rencontre et de messagerie en ligne, mais sans structure ni dispositif. Les préparatifs ont commencé pour une marche massive afin de faire converger et amplifier leur protestation.

Comme ils ne pouvaient pas s'approcher du président, ils ont choisi de marcher sur son bureau. Le secrétariat présidentiel fait face à l'océan Indien – où les navires attendent au loin d'accoster au port de Colombo – et la « Colombo International Financial City », construite par la Chine, s'élève au-dessus de la mer, comme une zone d'exception pour le capital mondial, libre de toute imposition et de toute réglementation des flux financiers.

La manifestation du 9 avril a dépassé toutes les attentes en termes de taille et de militantisme. Certains des jeunes participants ont décidé de rendre leur protestation continue (#OccupyGalleFace) en refusant de quitter le site. D'autres ont contribué en fournissant des tentes pour s'abriter, en distribuant de la nourriture cuisinée et des boissons, en se procurant du matériel de sonorisation pour diffuser leur colère.



re. Bientôt, une petite communauté a commencé à se développer avec sa propre cuisine et son approvisionnement en eau potable, ses toilettes et ses premiers soins, sa bibliothèque et son installation de recharge de téléphones portables à l'énergie solaire, rejoints plus tard par un cinéma et de multiples espaces de représentation et d'enseignement pour le théâtre, la danse, la musique et les débats.

Comme le site internet (*#GotaGoGama*), tout comme le mouvement citoyen, est un espace ouvert à tous ceux qui partagent la même demande fondamentale de destitution du président et de sa famille, divers groupes ont commencé à prendre place sur le même site, de la communauté des sourds aux anciens militaires handicapés, en passant par les moines bouddhistes et le clergé chrétien, les victimes des attaques terroristes du dimanche de Pâques 2019, les militants œuvrant pour la bonne gouvernance, les défenseurs des droits humains et bien d'autres encore.

La gauche organisée, principalement la *Janatha Vimukthi Peramuna* (JVP, Front de libération du peuple) et son parti dissident, le *Peratugami Samajawadi Pakshaya* (PSP, Parti socialiste de la ligne de front), est également présente, mais de manière stratégique, non pas par le biais d'organisations de parti, mais plutôt par celui de leurs ailes de jeunesse (respectivement Socialist Youth Union et Youth for Change) et d'étudiants (respectivement Socialist Students Union et Revolutionary Students Union). Une autre présence constante dans le mouvement de gauche a été la Fédération inter-universitaire des étudiants (IUSF), autrefois contrôlée par le JVP mais aujourd'hui non affiliée bien que perçue comme influencée par le PSP. Tout au long de cette lutte, elle a électrisé le mouvement en mobilisant régulièrement les étudiants lors de manifestations et de rassemblements, en faisant preuve d'intransigeance politique et en menant des actions audacieuses telles que le blocage du Parlement à Kotte et du manoir présidentiel à Colombo, bravant les matraques de la police, les gaz lacrymogènes et les canons à eau, ainsi que les ordonnances des tribunaux.

Au cours des premiers mois de 2022, la passivité de la classe ouvrière était palpable. Il ne semblait pas y avoir d'appétit pour la confrontation avec les employeurs et l'État, malgré la pression exercée sur leur niveau de vie par la crise économique. Pour les travailleurs journaliers, les restrictions et les confinements des deux derniè-



res années de la pandémie ont été insupportables pour leurs revenus et leur survie. Ces dernières années, des luttes sectorielles ont été menées par les travailleurs des plantations, les travailleurs des zones franches d'exportation, les enseignants, les travailleurs de la santé, les agriculteurs et autres, mais elles étaient isolées et inégales. Le taux de syndicalisation est faible et en déclin, sauf dans le secteur public. La conscience de la classe ouvrière est également fragmentée et diluée par des décennies de luttes défensives qui se sont souvent soldées par des défaites, par le poids de l'idéologie du marché, du nationalisme bouddhiste cinghalais et du racisme, par l'expérience de la terreur d'État pendant la guerre et la seconde insurrection menée par le JVP, et par l'incapacité à forger une coordination syndicale durable.

Les principaux syndicats du secteur privé, comme leurs homologues du secteur public historiquement liés aux principaux partis politiques, se sont d'abord méfiés du mouvement des citoyens, considéré comme anarchique et incohérent. De plus petits syndicats indépendants et de gauche, comme le *Ceylon Bank Employees Union* (CBEU) et le *Ceylon Mercantile Industrial and General Workers Union* (CMU), ainsi que le *Ceylon Teachers Union* (CTU) et d'autres, se sont montrés plus ouverts, se joignant aux manifestations et s'engageant dans les protestations.

Alors que le mouvement prenait de l'ampleur au cours du mois d'avril, des coalitions ad hoc de syndicats et d'autres organisations couvrant les secteurs public et privé, y compris le Centre national des syndicats du JVP ainsi que le Mouvement pour la réforme agraire et foncière (MONLAR), affilié à La Via Campesina, ont mené deux arrêts de travail nationaux très réussis : le *hartal* (arrêt de travail et fermeture) du 28 avril et la première grève générale

depuis la stupéfiante déroute de juillet 1980, le 6 mai (6).

Le gouvernement a été ébranlé par ces actions qui ont obtenu un large soutien de la part des travailleurs du secteur public dans les domaines de l'administration, de la santé, des transports et des services postaux – généralement loyaux au gouvernement en place – ainsi que des opérateurs et travailleurs des petites entreprises, des commerçants ruraux, des agriculteurs et des pêcheurs, et des travailleuses des zones franches d'exportation. Le pouvoir de la classe ouvrière de paralyser l'activité commerciale et de perturber la normalité constituait une menace immédiate plus importante pour l'État que les manifestations d'occupation. La réponse de l'État a été d'imposer une loi d'urgence et d'imposer des ordres de services essentiels pour rendre les actions de grève illégales. Cependant, cela n'a pas découragé les syndicats et n'a pas freiné le succès.

## Où sont les Tamouls ?

Tant les sympathisants que les détracteurs du mouvement citoyen se sont inquiétés de son caractère cinghalais et de son écho limité – en dehors des régions urbanisées et à majorité cinghalaise de l'île – et notamment en ce qui concerne la nation tamoule du Sri Lanka, qui habite historiquement le nord et l'est de l'île. Cela est juste. Les revendications centrales de l'*Aragalaya* et son assimilation des origines et des contours de la crise sont liées à l'identité et à la conscience de la nation cinghalaise.

Au sein du mouvement citoyen, en dehors de petites zones et de quelques

6. Devana Senanayake, « "First in four decades" : Why Sri Lanka general strike matters », *Al Jazeera English*, 29 avril 2022 : <https://www.aljazeera.com/news/2022/4/29/first-in-four-decades-why-sri-lanka-general-strike-matters>

## Sri Lanka

rares endroits, il n'y a pas eu de prise en compte des racines systémiques du suprématisme cinghalais, ni des injustices historiques infligées aux Tamouls. Il est extrêmement difficile pour la majorité cinghalaise de reconnaître qu'elle n'a pas été la première victime de la guerre. Il n'y a pas de reconnaissance généralisée, même 12 ans plus tard, de la douleur persistante de la famille et des amis qui ne sont pas autorisés à faire publiquement le deuil et à commémorer ceux qui n'ont pas survécu, et ceux qui ont disparu et sont toujours portés disparus, y compris les combattants ; de leur dépossession des terres arables et résidentielles sous occupation militaire ; de la présence oppressive de l'armée et de son intervention dans les affaires civiles dans la région touchée par la guerre ; des tentatives en cours pour remettre en cause les revendications des Tamouls (et des musulmans) sur la terre et la mer et sur leurs sites religieux ; et de la menace omniprésente contre les critiques de l'État de la loi sur la prévention du terrorisme.

Ce n'est pas que les Tamouls du Nord et de l'Est soient indifférents à l'*aragalaya*. Comment pourraient-ils l'être alors qu'ils ont toujours voté pour le principal candidat de l'opposition aux Rajapaksa à chaque élection présidentielle depuis 2005 ? Pour beaucoup, il y a peu ou pas d'empathie avec la nation cinghalaise, perçue comme ayant créé le monstre qu'elle souhaite maintenant détruire. Est-ce seulement à cause des coupures de courant et des pénuries de carburant et de médicaments qu'il y a une opposition aux Rajapaksa maintenant, demandent-ils ? Ces pénuries ne sont pas inconnues de ceux qui ont vécu le blocus économique du Nord pendant les années de guerre. Ils n'ont pas vu leur souffrance – qui inclut mais va aussi au-delà des privations socio-économiques – représentée dans ce mouvement citoyen.

Cependant, une lutte de fond modifie invariablement la conscience de ses protagonistes. En l'espace de quelques mois seulement, depuis que l'*aragalaya* a pris son envol et commencé à prendre forme, comme l'a observé la militante des droits Ambika Satkunanathan, « *il y a une prise*



*de conscience croissante et un espace pour parler de questions que l'on pensait auparavant impossibles. La militarisation, les crimes de guerre, le documentaire de Channel 4 [preuve vidéo de crimes contre l'humanité commis par les forces de sécurité sri-lankaises dans les dernières phases de la guerre en 2009], le racisme. On entend des gens dire : "s'ils font ça dans le Sud, imaginez ce qu'ils ont dû faire dans le Nord et l'Est" » (7).*

Rien de tout cela n'aurait été possible sans l'expérience formatrice de ce mouvement, qui comprend les efforts patients des militants progressistes cinghalais, musulmans et tamouls pour informer, éduquer et attirer l'attention sur les doléances et les objectifs des citoyens issus des minorités. En fait, parmi les demandes les plus récentes (le 9 juillet) d'activistes bien connus du mouvement figurent la libération des « *prisonniers politiques* » (une référence aux suspects des Tigres de libération de l'Eelam tamoul, LTTE, détenus avant et après la fin de la guerre) et la justice pour les familles des victimes d'exécutions extrajudiciaires et de disparitions (qui comprennent des représentants politiques et civils tamouls, des journalistes et des travailleurs des droits de l'homme, ainsi que des cadres des LTTE) (8).

Et ce n'est pas que les peuples non cinghalais soient absents des agitations en dehors du Nord et de l'Est. Les musulmans, qui se définissent au Sri Lanka comme une communauté ethnique et pas seulement religieuse, ont été la cible de l'islamophobie après la fin de la guerre en 2009. Outre les violences périodiques contre leurs maisons, leurs entreprises et leurs lieux de culte et d'éducation, ils ont

été collectivement pris pour cible après les violences terroristes du dimanche de Pâques 2019 et ont subi l'agonie de la crémation forcée des morts de Covid-19, contre leurs pratiques religieuses. Dans les premiers temps du mouvement citoyen, ils étaient prudents dans leur participation, craignant le racisme des manifestants ou la répression de l'État. Mais depuis avril, ils sont visibles et se font entendre. Entre-temps, les Tamouls résidant dans la partie occidentale du Sri Lanka, très peuplée, qu'ils soient originaires du nord, de l'est ou des collines, participent également à l'*aragalaya*. La langue tamoule est de plus en plus visible sur les bannières, les pancartes et les annonces du mouvement, même si on ne l'entend pas beaucoup dans les slogans, les chants et les discours.

### Et maintenant ?

Au moment où nous écrivons ces lignes, le Sri Lanka est en proie à des rumeurs de tentative de fuite de Gotabaya Rajapaksa avant qu'il ne démissionne officiellement le 13. Pendant ce temps, Ranil Wickremesinghe tente de se ménager un avenir politique, idéalement à la présidence qu'il convoite depuis longtemps. Des discussions officielles et des réunions en coulisses se déroulent fébrilement entre les parlementaires et des intermédiaires. La suite sera un arrangement transitoire : une nouvelle cohabitation entre les partis qui étaient auparavant au gouvernement et ceux qui sont actuellement dans l'opposition. La durée de cette cohabitation est incertaine.

La revendication du *Janatha Aragalaya* a toujours été la formation d'un gouvernement multipartite – après la démission du président et du Premier ministre – qui devrait se concentrer sur l'aide économique à la population et sur la promulgation d'une nouvelle Constitution abolissant le système présidentiel de gouvernement. Il n'y a aucune certitude que cela sera respecté par les politiciens, c'est pourquoi les activistes ont proposé la création d'un « *Conseil du peuple* » composé de ses membres, qui co-gouvernerait avec le Parlement. Dans certains milieux, on s'inquiète de savoir s'il y aura un putsch de la part des militaires : de concert avec des parties de l'ancien régime ou de manière autonome. Beaucoup de choses sont obscures. Il faut rester vigilant et mobilisé. Les Rajapaksa se sont effondrés. Mais pas le système qui les a engendrés. ■

Colombo, 11 juillet 2022

7. Ambika Satkunanathan, « The Tamil Struggle, the Aragalaya and Sri Lankan Identity », *Groundviews*, 15 mai 2022 : <https://groundviews.org/2022/05/15/the-tamil-struggle-the-aragalaya-and-sri-lankan-identity/>

8. « GotaGoGama activists issue 6 immediate demands », *Daily FT* du 11 juillet 2022 : <https://www.ft.lk/news/GotaGoGama-activists-issue-6-immediate-demands/56-737317>

# La révolution démocratique : dernier épisode d'un drame qui dure depuis des décennies

Par  
Rohini Hensman\*

Le 14 juillet 2022, le président du parlement sri-lankais a annoncé (1) qu'il avait accepté la démission du président Gotabaya Rajapaksa, envoyée par courriel de Singapour où il s'était réfugié en passant par les Maldives. Le fait que cet ancien commandant militaire – surnommé « Terminator » en raison de sa propension à faire assassiner ses détracteurs (2) – ait été contraint de démissionner par un mouvement de masse pour l'essentiel non violent marque un épisode majeur de la longue révolution démocratique du Sri Lanka (3).

La notion de « révolution démocratique bourgeoise » prête à confusion parce qu'elle suggère que la démocratie est un cadeau de la bourgeoisie, qu'elle est inséparable du capitalisme et qu'elle n'a rien à voir avec le socialisme, alors qu'en fait, la plupart des composantes de la bourgeoisie ne s'y intéressent pas et que *le Manifeste communiste* affirme que « la première étape dans la révolution ouvrière est (...) la conquête de la démocratie. » (4) La démocratie – la liberté de ne pas être tué, torturé ou victime de disparitions forcées, la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique, l'égalité des droits et des chances, et le droit des personnes à participer aux décisions qui les concernent – n'est gagnée et défendue que par les luttes des travailleuses et travailleurs solidaires les uns des autres. En outre, alors qu'une révolution bourgeoise peut être accomplie rapidement, une révolution démocratique peut prendre des décennies et connaître de sérieux revers.

Le soulèvement au Sri Lanka, qui a commencé par quelques petites veillées à la bougie au début du mois de mars 2022 et s'est transformé en une véritable révolution avec la prise du palais présidentiel et du bureau du Premier ministre par les manifestants, a été déclenché par de graves pénuries de nourriture, de carburant, de gaz et de médicaments, accompagnées de longues coupures de courant et d'une



flambée des prix. Comme l'explique Nimanthi Rajasingham (5), les manifestant-es ont rendu le président Gotabaya Rajapaksa et les membres de sa famille, y compris le Premier ministre de l'époque, Mahinda Rajapaksa, responsables de la catastrophe. Les manifestations se sont étendues à tout le pays, le lieu le plus emblématique étant Galle Face Green à Colombo, en face du Secrétariat présidentiel, que les protestataires ont appelé *GotaGoGama*. Elle souligne également que, bien que la mauvaise gestion criminelle du régime de Gotabaya Rajapaksa ait porté le coup de grâce à l'économie, la montagne de la dette extérieure ne cessait de croître depuis plus de quatre décennies, après que J.R. Jayawardene, du Parti national uni (UNP), eut remporté les élections de 1977 et introduit le néolibéralisme.

Cependant, il est significatif que, bien qu'il s'agisse manifestement d'une crise économique, la revendication qui a unifié l'*aragalaya* – la lutte – était « *Gota Go Home* » (« *Gota rentre chez toi* »). Les manifestant-es ne demandaient pas que Gotabaya leur fournisse ce dont ils avaient besoin. Au contraire, ils voulaient que lui et son gouvernement partent, faisant appel à une forme supérieure de démocratie qui inclut le droit de révoquer les représentants qui ne remplissent pas leur mandat. C'est l'indication la plus claire qu'à l'origine

de l'effondrement économique se trouve une débâcle politique.

## État ultra-autoritaire d'un côté, électorat divisé de l'autre

Comment les gouvernements successifs, et surtout le dernier, ont-ils pu prendre des décisions politiques aussi désastreuses ?

\* Rohini Hensman est écrivaine, chercheuse indépendante et militante qui a écrit sur les droits des travailleurs, le féminisme, les droits des minorités et la mondialisation. Ses plus récents livres sont *Workers, Unions, and Global Capitalism: Lessons from India* (Columbia University Press, New York 2011) et *Indefensible: Democracy, Counterrevolution, and the Rhetoric of Anti-Imperialism* (Haymarket Books, 2018). Cet article a été publié le 3 août 2022 par *Tempest* : <https://www.tempestmag.org/2022/08/sri-lankas-democratic-revolution/> (Traduit de l'anglais par JM).

1. « Sri Lanka political dynasty ends as Rajapaksa quits », *BBC* 15 juillet 2022 : <https://www.bbc.com/news/world-asia-62160227>

2. « From Terminator To Predator: Gota Enters Worldwide Ranking Of "Press Freedom Predators" », *Colombo Telegraph* du 6 juillet 2021 : <https://www.colombotelegraph.com/index.php/from-terminator-to-predator-gota-enters-worldwide-ranking-of-press-freedom-predators/>

3. B. Skanthakumar, « Sri Lanka – La crise est une fin de partie pour les Rajapaksa », article traduit en pp. 57-62.

4. K. Marx, F. Engels, *Le manifeste du Parti communiste*, II. Proletaires et communistes : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmf18470000b.htm>

5. « Sri Lankan Uprising: Struggles against neoliberal austerity », interview de Nagesh Rao avec Nimanthi Rajasingham, *Tempest* du 2 juin 2022 : <https://www.tempestmag.org/2022/06/sri-lankan-uprising-struggles-against-neoliberal-austerity/>

## Sri Lanka

ses sans en être empêchés par la population ? La réponse courte est que l'État s'est arrogé un pouvoir quasi absolu, alors que le peuple était tellement divisé que chaque secteur qui s'opposait à une politique particulière pouvait être isolé et écrasé. Diviser l'électorat selon des critères ethno-religieux a été la politique de la classe dirigeante depuis que Ceylan (comme on appelait alors le Sri Lanka) a obtenu son indépendance des Britanniques en 1948, ce qui a permis à l'exécutif de centraliser un énorme pouvoir entre ses mains.

En 1948 et 1949, le gouvernement de l'UNP a promulgué une législation privant environ un million de Tamouls d'origine indienne plus récente (la plupart d'entre eux étant des travailleurs de plantation sur-exploités dans le pays central des collines – le *Hill Country*) de leur citoyenneté et de leur droit de vote. Cette mesure a marqué le début d'une politique visant à isoler une partie des travailleurs et à les soumettre à la discrimination, à la violence et à la privation de leurs droits fondamentaux. Cette politique a depuis été utilisée contre les Tamouls qui habitent l'île depuis aussi longtemps que les Cinghalais, les musulmans et parfois même les chrétiens cinghalais. Dans chaque cas, certains membres de la communauté majoritaire – des Cinghalais bouddhistes – ont orchestré les attaques, d'autres ont défendu avec force les victimes, et beaucoup sont restés passifs.

La loi sur la langue officielle introduite par le gouvernement du *Sri Lanka Freedom Party* (SLFP) de S.W.R.D. Bandaranaike, arrivé au pouvoir en 1956, a accéléré ce processus. Elle a fait du cinghalais la seule langue officielle, discriminant ainsi les locuteurs tamouls, notamment dans l'emploi public. Les protestations pacifiques contre cette mesure ont conduit aux pogroms anti-tamouls de 1958. Les Tamouls du Sri Lanka étant une minorité beaucoup plus importante que les Tamouls des collines, le sentiment d'injustice qui en a résulté – renforcé lorsque le SLFP dirigé par Sirimavo, la veuve de Bandaranaike, a introduit une politique discriminatoire à l'égard des étudiants tamouls pour l'entrée à l'université – a contribué à la dérive vers la guerre civile.

En 1978, J.R. Jayawardene a introduit une nouvelle Constitution qui a centralisé un pouvoir presque absolu dans les mains

du président exécutif, un poste qu'il a continué à occuper. Non seulement le Parlement a été privé de ses pouvoirs, mais les institutions qui devaient être indépendantes de l'exécutif et du parti politique au pouvoir – telles la Commission électorale, la Cour suprême et le pouvoir judiciaire, la Commission nationale de la police, la Commission chargée d'enquêter sur les allégations de corruption, la Commission des droits humains et la Commission du service public – sont également passées sous le contrôle de l'exécutif, avec des conséquences prévisibles.

Compte tenu de son rôle évident d'atteinte à la démocratie, la présidence exécutive (6) fait l'objet d'une lutte acharnée depuis lors. La campagne visant à l'abolir a été paralysée par un avis de la Cour suprême selon lequel il faudrait pour cela le soutien d'une majorité des deux tiers au Parlement et une majorité simple lors d'un référendum – ce qui a été difficile à obtenir. Au lieu de cela, sous la présidence de Chandrika Kumaratunga (1994-2005), le 17<sup>e</sup> amendement a considérablement réduit les pouvoirs du président ; puis, sous la présidence de Mahinda Rajapaksa, un 18<sup>e</sup> amendement (2010) a abrogé le 17<sup>e</sup> amendement et supprimé la limite de deux mandats présidentiels. Lorsque Maithripala Sirisena, un rebelle du SLFP, est devenu président et Ranil Wickremesinghe, Premier ministre, à la faveur du mouvement populaire *Yahapalanaya* (bonne gouvernance) en 2015, le 19<sup>e</sup> amendement a de nouveau restreint les pouvoirs du président, mais il a été rapidement annulé après l'arrivée au

pouvoir en 2019 de Gotabaya Rajapaksa, désormais membre du Sri Lanka Podujana Peramuna (SLPP), une scission de droite du SLFP, et l'adoption du 20<sup>e</sup> amendement en 2020. Une présidence exécutive plus autoritaire est associée à des assauts plus meurtriers contre les droits humains et la démocratie. Il n'est pas surprenant qu'un nombre croissant de voix de l'*aragalaya* demande son abolition.

Ces divisions pernicieuses entre les travailleurs ordinaires d'une part et la centralisation du pouvoir d'autre part ont permis à l'État de violer les droits humains et les droits démocratiques de tous, y compris des Cinghalais bouddhistes. Les exemples sont nombreux, notamment l'assassinat de détracteurs cinghalais et le licenciement de dizaines de milliers de travailleurs en 1980, mais l'exemple le plus spectaculaire est la répression par l'UNP du second soulèvement du *Janatha Vimukthi Peramuna* (JVP) en 1987-1989. Cette répression a eu recours à la plupart des mesures déjà utilisées contre les Tamouls – l'arrestation arbitraire de civils, leur incarcération prolongée sans qu'ils soient jugés ou même inculpés, la torture (entraînant souvent la mort) et les disparitions forcées. La principale différence, c'est que les meurtres de masse n'ont pas été la conséquence de bombardements et de tirs d'obus. Les victimes étaient plutôt découpées à mort, brûlées sur des bûchers, enterrées dans des fosses communes ou démembrées et jetées sur les routes ou dans les rivières. On estime que 60 000 Cinghalais ont été tués au cours de ce conflit, dont environ 6 000 par le JVP ;



6. « Will the new constitution be worse than the known devil ? », *The Sunday Times*, 17 octobre 2021 : <https://www.sundaytimes.lk/211017/columns/will-the-new-constitution-be-worse-than-the-known-devil-458743.html>



certains de ceux qui ont été tués par les forces de sécurité de l'État étaient des combattants du JVP, mais la grande majorité ne l'était pas.

## S'opposer à l'autoritarisme d'État et au suprémacisme ethnique

Les Tigres de libération de l'Îlam tamoul (LTTE) et le JVP ont lutté contre l'État sri-lankais, mais les alternatives qu'ils proposaient n'étaient pas moins autoritaires et suprémacistes sur le plan ethnique. Les LTTE ont consolidé leur position dominante en exterminant les membres d'autres groupes militants tamouls et leur objectif était de créer un État suprémaciste tamoul. Ils ont commencé par tuer et chasser les Cinghalais des provinces du Nord et de l'Est, appelées Îlam Tamil ou Eelam Tamil, qu'ils revendiquaient comme leur territoire, et ont ensuite fait de même avec les musulmans de langue tamoule. Leur chef suprême, V. Prabhakaran, aspirait à un contrôle totalitaire de l'Îlam Tamil et exterminait sans pitié les dissidents tamouls. Il y a eu des dizaines de milliers de ces victimes, dont certaines ont été torturées avant d'être tuées. L'une des plus connues est Rajani Thiranagama (7), militante socialiste, féministe, médecin, conférencière, écrivaine et défenseuse des droits humains, qui a contesté le nationalisme, le militarisme et l'autoritarisme machiste des LTTE et leur enrôlement forcé d'enfants soldats. D'autres dissidents ont été contraints à l'exil.

De son côté le JVP dirigé par Rohana Wijeweera, qui se qualifiait de « marxiste-léniniste » et de « bolchevik moderne » (8), avait une forte tendance à la suprématie cinghalaise. Il caractérisait les travailleurs tamouls des plantations des collines comme des outils de l'expansionnisme indien : une lamentable faillite de l'analyse de classe, sans même parler de l'expression de préjugés racistes. Il s'est opposé à l'accord avec l'Inde de 1987, qui prévoyait la reconnaissance du Sri Lanka comme un pays multi-ethnique, l'égalité de la langue tamoule et la dévolution du pouvoir aux provinces, autant d'éléments qui offraient un minimum de réparation aux souffrances des Tamouls. Il était également extrêmement autoritaire. Menacer de tuer les gens s'ils ne font pas grève ou ne boycottent pas les élections, ce n'est pas vraiment une démonstration de la démocratie requise pour progresser vers le socialisme. Le JVP moderne a renoncé à la violence et



abandonné son racisme antitamoul, mais sans faire la critique de sa politique antérieure.

Cela nous amène au rôle des militants pour la démocratie, qu'ils soient membres ou non d'un parti, dans la révolution démocratique. Ils étaient à l'avant-garde de la lutte contre le colonialisme britannique. Ponnambalam Arunachalam a plaidé pour un droit de vote universel (qui inclurait les travailleurs des plantations) et un État-providence avec une éducation gratuite. Lors de la réunion fondatrice de la Ceylon Workers' Federation (Fédération des ouvriers de Ceylan) en 1920, il a appelé à la syndicalisation pour protéger les intérêts des travailleurs (9). Après la mort d'Arunachalam en 1924, sa vision a été poursuivie par le Lanka Sama Samaja Party (LSSP, créé en 1935) et le Parti communiste du Sri Lanka (CPSL, fondé en 1943), qui ont lutté pour l'indépendance et contre la législation privant les Tamouls des collines de leur citoyenneté et de leur droit de vote, ont organisé avec succès un hartal (désobéissance civile et grève générale) à l'échelle nationale contre le retrait du subventionnement de la ration de riz en 1953, et se sont opposés au projet de loi « Sinhala Only » (la langue cinghalaise uniquement) présenté par le SLFP.

Pourtant, ces partis ont conclu une alliance avec le SLFP en 1964, et ont formé avec lui, en 1968, un Front uni qui est arrivé au pouvoir en 1970. En 1972, Colvin R. de Silva, du LSSP, a présidé la rédaction d'une Constitution républicaine qui consacrait le cinghalais comme seule langue officielle et accordait une place particulière au bouddhisme (10). Les membres du LSSP fidèles à leurs principes ont

scissionné, et dans de nombreux cas, ont refait des scissions. Qu'est-ce qui a poussé le LSSP à prendre une décision aussi suicidaire ? L'opinion du théoricien du LSSP, Hector Abhayawardhana (11), selon laquelle la victoire du SLFP en 1956 représentait une « libération nationale tardive » du Sri Lanka, nous donne un indice. L'UNP, dévoué à l'Occident, était considéré comme prolongeant le colonialisme, tandis que les politiques de nationalisation, de substitution des importations et d'hostilité à l'Occident du SLFP étaient considérées comme « anti-impérialistes » et « anti-capitalistes », malgré leur attaque simultanée contre l'égalité et la démocratie. La même politique pseudo-anti-impérialiste et pseudo-socialiste des dirigeants du LSSP, du CPSL et du Front de gauche démocratique (DLF, issu de scissions successives du LSSP) leur a permis de continuer à soutenir les Rajapaksa, partageant ainsi la responsabilité de la catastrophe actuelle.

7. Cf. « Dr. Rajani Thiranagama: Her contribution to the University Teachers For Human Rights (UTHR) », [https://uthr.org/Reports/Report3/Rajaniwork.htm#\\_Toc515857060](https://uthr.org/Reports/Report3/Rajaniwork.htm#_Toc515857060)

8. Rohan Wijeweera, « Speech before the Ceylon Criminal Justice Commission », *New Left Review* n° 1/84, mars-avril 1974, <https://newleftreview.org/issues/i84/articles/rohan-wijeweera-speech-before-the-ceylon-criminal-justice-commission>

9. Rajan Hoole, « Statelessness & The Vanishing Of Habeas Corpus », *Colombo Telegraph* du 18 mars 2022 : <https://www.colombotelegraph.com/index.php/statelessness-the-vanishing-of-habeas-corpus/>

10. Jayamapathy Wickamaratne, « The National Question : All about State Power », *Daily Mirror* du 5 mai 2014 : <https://www.dailymirror.lk/opinion/the-national-question-all-about-state-power-sp-18248235/172-46752>

11. Devaka Gunawardena, « The recurring struggle for independence », *Daily FT*, 15 juillet 2022 : <https://www.ft.lk/columns/The-recurring-struggle-for-independence/4-737510>

## Sri Lanka

L'ironie est qu'avec la démission de Gotabaya Rajapaksa, son parti SLPP a consacré comme nouveau président le leader de l'UNP Wickremesinghe – qui n'avait pas réussi à remporter son propre siège et dont le parti a été balayé lors des élections parlementaires de 2020. Les premières mesures que ce dernier a prises en arrivant au pouvoir ont été de déclarer l'état d'urgence et de lâcher la police, l'armée et les paramilitaires de la Special Task Force dans une « *attaque brutale et honneuse contre des manifestants pacifiques* », comme l'a décrit Amnesty International (12). Cela n'a rien de surprenant. Wickremesinghe et Gotabaya ont été complices de crimes contre l'humanité pendant la période de la guerre civile et de la contre-insurrection anti-JVP d'avant 1994, lorsque respectivement en tant que membre du gouvernement et commandant de l'armée, ils étaient responsables de massacres de Tamouls et de Cinghalais ; ils ont également tous deux été responsables de la perte par le Sri Lanka (13) de dizaines de millions de dollars. En outre, des

preuves choquantes ont émergé (14) selon lesquelles un groupe islamiste financé et protégé par Gotabaya par le biais de sa machinerie a mené les attaques terroristes dévastatrices de Pâques en 2019, lui permettant de remporter l'élection présidentielle en tant que candidat de la sécurité nationale. Sirisena et Wickremesinghe, président et Premier ministre à l'époque, ont ignoré les nombreuses mises en garde des musulmans contre la radicalisation du groupe, devenant ainsi complices du massacre.

Étant donné la faillite des anciens partis de gauche, avec seulement de petits groupes comme le Front de gauche uni qui adhèrent à l'agenda de la révolution démocratique, le rôle des activistes et des groupes non partisans des droits humains et de la démocratie est d'autant plus important. Depuis les années 1970, ils ont travaillé avec un courage exemplaire dans des circonstances extrêmement répressives.

### Aller de l'avant

Le dépassement des divisions entre les travailleurs et travailleuses des différentes communautés et la lutte contre l'autoritarisme sont des conditions préalables à la résolution de la crise économique. La célébration commune du Nouvel An cinghalais et tamoul, la participation d'autres communautés à la rupture du jeûne du Ramadan avec les musulmans et la première commémoration dans le sud du pays des Tamouls tués pendant la guerre sont des évolutions positives, mais les militant-es pour la démocratie doivent aller beaucoup plus loin. La présence inhabituellement élevée de femmes et de jeunes dans les manifestations est également un signe d'espoir.

En tant que mi-tamoule parlant cinghalais, dont la famille vivant dans la banlieue de Colombo a été déplacée par les pogroms antitamouls de 1958, ma lecture du soi-disant « *conflit ethnique* » – que j'ai étudié dans *Journey Without a Destination : Is there a solution for Sri Lankan refugees ?* (15) puis dans mon roman *Playing Lions and Tigers* (16) – est plus complexe que la plupart des opinions. Ma propre expérience et les entretiens que j'ai menés témoignent de la solidité des liens d'amitié et de solidarité entre les personnes issues de différentes communautés ethniques, avec de nombreuses histoires de Cinghalais sauvant la vie de Tamouls lors de pogroms – des amis, des voisins et même de parfaits inconnus.

Il y a certainement eu des suprémacis-

tes cinghalais, y compris des groupes de moines bouddhistes, qui ont organisé des attaques violentes contre des Tamouls et des musulmans avec la complicité de l'État, mais j'attribue une grande partie du soutien qu'ils ont reçu à la fracture linguistique créée par la loi « *Sinhala Only* ». Le déclin de l'anglais en tant que langue de liaison et l'incapacité à communiquer entre les communautés linguistiques, combinés à une censure stricte et à une propagande incessante via les médias et les écoles cinghalaises, ont entraîné l'ignorance d'une grande partie de la population cinghalaise en ce qui concerne la discrimination, la violation des droits civils, les déplacements, l'incarcération, la torture et les massacres dont souffrent les Tamouls. Il était facile de rejeter toute la responsabilité de la guerre civile de 1983 à 2009 sur les LTTE sans reconnaître les terribles injustices subies par les Tamouls. Pourtant, lorsque leur propre expérience s'est heurtée à ce qu'on leur avait dit – comme ce fut le cas pendant la contre-insurrection anti-JVP – de nombreux Cinghalais se sont avérés prêts à réexaminer leurs convictions.

Au moment où les forces de sécurité de l'État infligent à nouveau des violences aux Cinghalais militants, c'est l'occasion de soulever ces questions. De nombreux Tamouls se sentent mal à l'aise au sein d'un mouvement qui ignore leurs préoccupations. Mais les Cinghalais qui ont voté pour les Rajapaksa tout en sachant qu'ils avaient pillé le pays lorsqu'ils étaient au pouvoir, qui ont voté pour le meurtrier de masse Gotabaya par réflexe après les attentats de Pâques, doivent comprendre pour leur propre bien que voter pour l'autoritarisme suprématiste cinghalais peut les mener au désastre.

De l'autre côté, les Tamouls qui affirment que ce mouvement ne les concerne pas doivent aussi réfléchir sur eux-mêmes. Puisqu'il est manifestement absurde de prétendre que les Tamouls ne souffrent pas des pénuries, des coupures d'électricité et de l'inflation, le sous-texte d'une telle affirmation est que les Tamouls n'ont pas leur place au Sri Lanka mais dans un État séparé. Cette position nationaliste tamoule est défendue précisément par ceux qui étouffent les critiques concernant les attaques terroristes des LTTE contre des civils cinghalais, y compris des enfants, les massacres de musulmans dans l'Est et le nettoyage ethnique des musulmans dans le Nord, la torture et le meurtre de dissidents tamouls, et la cruauté barbare consistant à arracher des enfants tamouls à leurs parents et à les envoyer à la mort sur le

12. <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/07/sri-lanka-shameful-brutal-assault-on-peaceful-protestors-must-immediately-stop/>

13. Shreen Sarror, « A Betrayal of Trust: On Gotabhaya's Candidacy and Shavendra's Promotion », *Groundviews*, 30 août 2019 : <https://groundviews.org/2019/08/30/a-betrayal-of-trust-on-gotabhayas-candidacy-and-shavendras-promotion/>

14. Rajan Hoole, *Sri Lanka's Easter Tragedy: When the Deep State Gets Out of Its Depth*, Ravaya Publishers, Colombo 2019.

15. Le livre de Rohini Hensman *Journey Without a Destination: Is there a solution for Sri Lankan refugees ?* (Voyage sans destination : Existe-t-il une solution pour les réfugiés sri-lankais ?) a été d'abord publié en 1993 par le British Refugee Council. C'est l'histoire de la guerre civile sanglante au Sri Lanka, racontée par les personnes déplacées par les combats. Basé sur des centaines d'entretiens, ce livre révèle la complexité de la situation qu'ils fuient, les multiples menaces et traumatismes auxquels ils sont confrontés avant, pendant et après leur fuite. Il en ressort une histoire orale incisive du nationalisme tamoul et cinghalais et de son coût humain.

16. *Playing Lions and Tigers* (« Jouer les lions et les tigres » – car le terme « *sinha* » dont vient l'expression Cinghalais signifie « *lion* » et que le LTTE se réclame des « *tigres* ») est un roman qui raconte les histoires croisées de quatorze personnages issus de différentes régions du Sri Lanka, de différentes communautés ethniques et religieuses, de différents milieux sociaux et de différentes générations. Alors qu'ils sont confrontés à l'autoritarisme politique et aux violations incontrôlées des droits humains qui conduisent à des atrocités contre les civils d'un côté et transforment les combattants de la liberté en terroristes de l'autre, l'imposition d'identités unidimensionnelles (les « *lions* » et les « *tigres* » du titre) étouffe la diversité et écrase la liberté d'expression. Ce qui lie ces personnages entre eux, c'est leur résistance à ce processus, leur volonté de créer une communauté alternative basée sur l'égalité et la solidarité et leur détermination à maintenir vivantes les valeurs d'amour et de compassion.



champ de bataille. La position plus nuancée (17) de Rajan Hoole et Kopalasingham Sriharan de University Teachers for Human Rights (Jaffna) soutient que les Tamouls doivent s'engager positivement dans l'*aragalaya*, en combattant « à la fois le chauvinisme cinghalais et le nationalisme tamoul borné. »

La nomination de Ranil Wickremesinghe à la présidence démontre l'impossibilité d'une réforme politique sous le parlement actuel. De nouvelles élections devront être organisées et une nouvelle Constitution devra être promulguée. Il a été suggéré de former un Conseil du peuple – ou plusieurs Conseils du peuple (18) qui éliraient des délégués pour une instance fédérale – avec la double responsabilité de soulager les souffrances de leurs circonscriptions et de forger une nouvelle Constitution. Un tel organisme, qui prendrait appui sur une grève générale pour faire tomber le gouvernement en place, pourrait organiser l'élection d'un nouveau parlement, faire campagne contre le SLPP et ses alliés (19) – y compris les partis tamouls, musulmans et de gauche – et présenter ses propositions pour une nouvelle Constitution que les autres candidats devraient respecter. Ces mesures devraient inclure l'abolition de la présidence exécutive et la dévolution du pouvoir aux niveaux provincial et local.

Résoudre la crise économique est le plus grand défi pour l'*aragalaya* et pour tout nouveau gouvernement. La suspension du remboursement de la dette extérieure, un audit de la dette extérieure et l'annulation de la dette illégitime (20) sont absolument nécessaires, même s'il y a eu peu de demandes en ce sens. La transparence des détenteurs des titres de la dette est indispensable. Lorsqu'un banquier d'affaires se dit « sidéré » (21) par « l'étonnante volonté » des Rajapaksa de payer leurs créanciers malgré la « banqueroute » de l'État, il y a lieu de se demander s'ils ne feraient pas partie des détenteurs offshore des obligations souveraines du Sri Lanka.

D'autres ont suggéré qu'un nouveau gouvernement ne devrait pas accepter l'austérité comme condition pour de futurs emprunts, étant donné les preuves accablantes de ses effets négatifs (22) et qu'il devrait imposer un impôt sur la fortune (23), restreindre les importations aux biens de consommation essentiels et aux intrants de production, mettre en place un système de distribution public, défendre la propriété étatique des services publics et encourager les coopératives de producteurs.

Les travailleuses et les travailleurs du Sri Lanka sont les acteurs principaux de ce drame, mais ils ne peuvent pas seuls résoudre tous leurs problèmes. La solidari-

té internationaliste est nécessaire pour soutenir l'*aragalaya* contre la répression brutale (24) à laquelle elle est confrontée, pour étendre l'aide humanitaire sans conditions et pour résoudre la crise de la dette extérieure. Cela aiderait également de nombreux autres pays confrontés à des crises similaires. ■

17. « *Sinhala hegemony, Tamil elitism at the root of Sri Lankan crisis* », entretiens avec Rajan Hoole et Kopalasingham Sriharan publiés par *Inmathi* le 11 juillet 2022 : <https://inmathi.com/2022/07/11/sinhala-majoritarianism-is-a-major-factor-in-sri-lankas-economic-crisis/57265/>

18. Hasini Lecamwasam, « *People's Councils: More Democracy, not less* », *The Island* du 25 juillet 2022 : <https://island.lk/peoples-councils-more-democracy-not-less/>

19. Voir : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Élections\\_législatives\\_srilankaises\\_de\\_2020](https://fr.wikipedia.org/wiki/Élections_législatives_srilankaises_de_2020)

20. Éric Toussaint interviewé par Sushovan Dhar, « *Sri Lanka : Il ne faut pas signer un accord avec le FMI* », CADTM du 15 avril 2022 : <https://cadtm.org/Sri-Lanka-II-ne-faut-pas-signer-un-accord-avec-le-FMI>

21. *Financial Times* du 8 février 2022.

22. Bhumika Muchhala, « *The IMF in Debt Restructuring, the Resurgence of Austerity, and the Urgency of Fiscal Justice* », *Social Scientist Association*, 18 avril 2022 : <https://ssalanka.org/imf-debt-restructuring-resurgence-austerity-urgency-fiscal-justice-bhumika-muchhala/>

23. Adhilan Kadrigamar, « *Sri Lanka stares at bankruptcy or redemption* », *Daily Mirror* 18 avril 2022 : <https://www.dailymirror.lk/print/opinion/Sri-Lanka-stares-at-bankruptcy-or-redemption/231-235115>

24. Ambika Satkunanathan, « *Rule by Emergency: The default refuge of an authoritarian* », *The Morning*, 24 juillet 2022 : <https://www.themorning.lk/rule-by-emergency-the-default-refuge-of-an-authoritarian/>

# Ranil – démission ! Arrêtez la répression ! Solidarité avec l'*Aragalaya* !



## Déclaration de Samajawadi Janatha Sansadaya\*

❶ Le *Samajawadi Janatha Sansadaya* condamne la violence qui s'est abattue sur des manifestants pacifiques à *GotaGoGama*, près du Secrétariat présidentiel à Colombo, aux premières heures du vendredi 22 juillet.

❷ Deux mille militaires et policiers ont bouclé les routes d'accès au site et ont commencé à détruire les tentes abritant les manifestants, agressant ceux qui se trouvaient sur leur chemin, y compris les journalistes qui enregistraient l'agression, et enlevant plusieurs personnes identifiées comme des activistes de premier plan.

❸ Cette odieuse action antidémocratique a été perpétrée par le président Ranil Wickremesinghe quelques heures après son entrée en fonction le 21 juillet, après l'éviction de Gotabaya Rajapaksa lors de

manifestations et d'occupations publiques massives.

❹ En fait, le 21, les divers groupes représentés à *GotaGoGama* ont annoncé leur retrait de l'occupation du Secrétariat présidentiel à partir de 14 heures le 22, tout en promettant de poursuivre l'*Aragalaya* (la lutte) par d'autres moyens.

❺ Cette action insensée de Ranil Wickremesinghe, qui est également ministre de la Défense, vise à asseoir son autorité au sein de l'État militarisé. Elle vise également à assurer sa position parmi les parlementaires de la famille Rajapaksa, le *Sri Lanka Podujana Peramuna* (SLPP-Front populaire), qui sont affectés par leurs revers politiques et les contre-violences perpétrées dans tout le Sri Lanka contre leurs maisons et autres propriétés le 9 mai en réaction à l'attaque du *GotaGoGama* par les voyous du SLPP.

❻ Ranil Wickremesinghe est aujourd'hui président grâce à l'appui des Rajapaksa. L'électorat l'a rejeté ainsi que son parti en 2020, qui n'a obtenu qu'un seul siège à la proportionnelle au niveau national. Son élévation du statut de parlementaire de l'opposition à celui de Premier ministre et maintenant de président est le résultat d'un

système politique défaillant et corrompu.

❼ Nous demandons instamment la solidarité internationale pour la libération des personnes détenues et avec les exigences de l'*Aragalaya* en faveur de la démission de Ranil Wickremesinghe, de la levée de la loi d'urgence, de l'abolition des pouvoirs exécutifs de la présidence, d'élections générales anticipées, de la démocratisation du système politique et du renouvellement de la Constitution, ainsi que de l'aide économique pour les masses.

❽ L'*Aragalaya* a toujours été plus large que le rassemblement *GotaGoGama*. Elle doit maintenant se regrouper. La décentralisation de la résistance à travers des conseils de quartier, comme dans la révolution démocratique soudanaise, rendra sa répression plus difficile. Sa demande d'un Conseil national du peuple comme alternative au Parlement honni, rappelant à la majorité dominée que le pouvoir lui appartient, ouvre une nouvelle étape.

Victoire pour la lutte des peuples !

Colombo, le 22 juillet 2022

\* Le Samajawadi Janatha Sansadaya (Forum Socialiste des Peuples, anciennement Wame Handa/Left Voice) regroupe au Sri Lanka ceux qui s'identifient à la IV<sup>e</sup> Internationale. Cette déclaration a été d'abord publiée en anglais par Europe solidaire sans frontières : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique761> (traduit de l'anglais par JM).